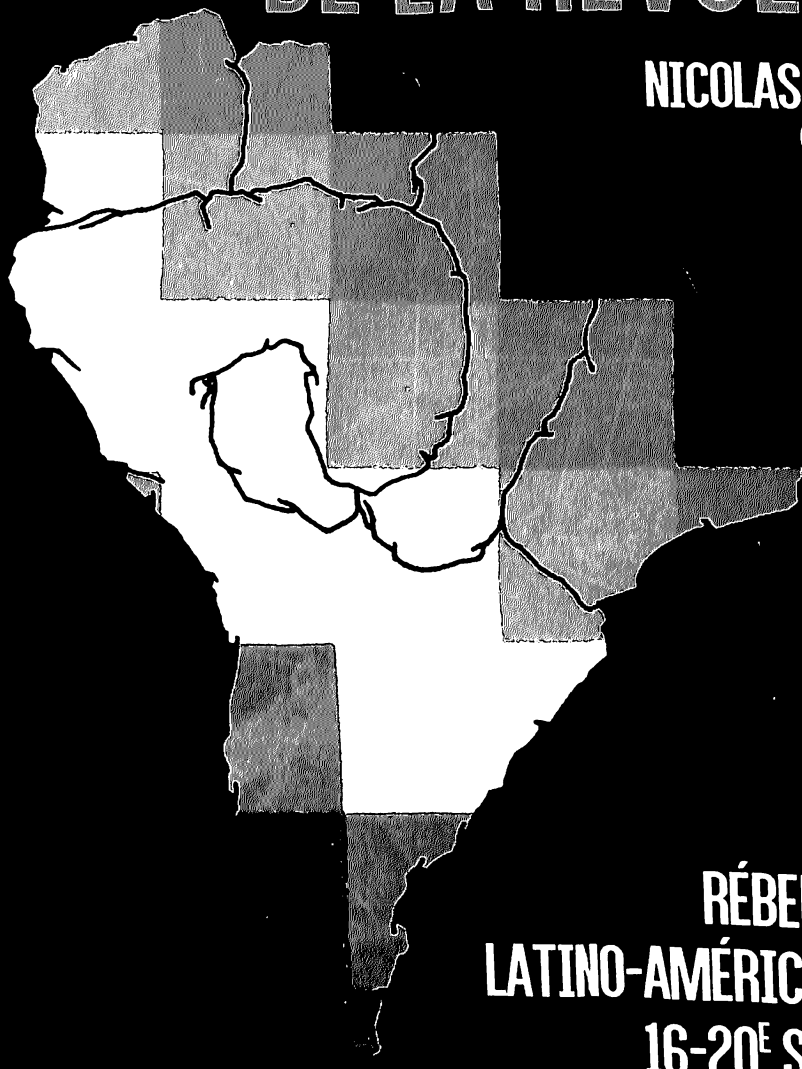


FIGURES DE LA RÉVOLTE

NICOLAS PINET
(COORD.)



RÉBELLIONS
LATINO-AMÉRICAINES :
16-20^E SIÈCLES

EDITIONS
SYLÈPSE

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION ÉLÉMENTS POUR UNE GRAMMAIRE DE LA RÉVOLTE <i>NICOLAS PINET</i>	7
1 ^{RE} PARTIE SUBALTERNES EN RÉVOLTE (16 ^E -20 ^E SIÈCLES)	
PANAMÁ REBELLES NOIRS: RETOUR SUR L'HISTOIRE DES CIMARRONS DU 16 ^E SIÈCLE <i>RUTH PIKE</i>	33
PÉROU LA RÉBELLION DE TÚPAC AMARU (1780-1781): PROTONATIONALISME ET REVIVALISME INCA <i>CHARLES WALKER</i>	53
BRÉSIL LA « JÉRUSALEM AUX MURS DE PISÉ »: RETOUR SUR LES ÉVÉNEMENTS DE CANUDOS (1893-1897) <i>ROBERT M. LEVINE</i>	101
ARGENTINE LA SEMAINE TRAGIQUE: GRÈVE OUVRIÈRE ET RÉPRESSION (BUENOS AIRES, 7-14 JANVIER 1919) <i>FELIPE PIGNA</i>	145
ARGENTINE LA PATAGONIE REBELLE: GRÈVE ET MASSACRE DES TRAVAILLEURS RURAUX DES ESTANCIAS DE SANTA CRUZ (1921) <i>FELIPE PIGNA</i>	165
2 ^E PARTIE BOGOTAZO, CORDOBAZO, CARACAZO... SOULÈVEMENTS URBAINS DANS L'AMÉRIQUE LATINE DE LA SECONDE MOITIÉ DU 20 ^E SIÈCLE	
COLOMBIE 9 AVRIL 1948: LE BOGOTAZO – MORT ET DÉSESPOIR <i>ARTURO ÁLAPE</i>	181

CHILI	
LES ÉVÈNEMENTS DE MARS-AVRIL 1957: MANIFESTATIONS ET CONTESTATION SOCIALE	
<i>PEDRO MILOS</i>	199
ARGENTINE	
MANIFESTATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE, RÉVOLTE POPULAIRE ET INSURRECTION URBAINE: LE CORDOBAZO (29-30 MAI 1969)	
<i>JAMES P. BRENNAN ET MONICA B. GORDILLO</i>	221
MISE EN PERSPECTIVE: LE CORDOBAZO, LE PLUS IMPORTANT DES SOULÈVEMENTS POPULAIRES ARGENTINS	
<i>EZEQUIEL ADAMOVSKY</i>	251
VENEZUELA	
LE CARACAZO. SÉMANTIQUE DE LA VIOLENCE POLITIQUE (27 FÉVRIER-3 MARS 1989)	
<i>FERNANDO CORONIL ET JULIE SKURSKI</i>	255
LE TEMPS D'UNE RÉBELLION: 16 DÉCEMBRE 1993, LE SANTIAGUEÑO	
<i>MARINA FARINETTI</i>	289

INTRODUCTION

ÉLÉMENTS POUR UNE GRAMMAIRE DE LA RÉVOLTE

NICOLAS PINET¹

L'Amérique latine occupe une place particulière dans l'imaginaire français et, en particulier, dans l'imaginaire de gauche. Ce n'est pas un hasard si c'est aussi une destination privilégiée de voyage, notamment chez les jeunes adultes dont les périple latino-américains ont souvent une dimension initiatique. Si l'on demandait aux gens d'énumérer les images qu'ils associent à la région, on retrouverait sans doute en bonne place des pratiques culturelles, comme la salsa, des destinations vantées par l'industrie du tourisme – les plages du Brésil... –, ainsi qu'une série de lieux et de figures emblématiques, liés à différents moments de l'histoire de la région: la révolution cubaine de la fin des années 1950 (La Havane, Fidel Castro, Che Guevara), la voie chilienne vers le socialisme au début des années 1970 (Santiago, Salvador Allende), la révolution sandiniste de la fin des années 1970 (Managua, Manuel Ortega et les sandinistes), le soulèvement du 1^{er} janvier 1994 au Chiapas (San Cristóbal de Las Casas, le sous-commandant Marcos), la révolution bolivarienne initiée au Venezuela à la fin des années 1990 (Caracas, Hugo Chávez). Ce panthéon des luttes va de pair avec un antipanthéon des «dictateurs»: Fulgencio Batista, Augusto Pinochet, Anastasio Somoza, le néolibéralisme, l'oligarchie, pour ne citer que les doubles négatifs des exemples donnés précédemment.

Le travail éditorial de la revue *Dial* (Diffusion de l'information sur l'Amérique latine) s'inscrit dans ce contexte: s'il y a un intérêt certain pour la région, il n'est pas facile de trouver, en français, des informations relativement substantielles sur des sujets ne faisant pas les grands titres de la presse. Et même sur les sujets abordés, les informations diffusées par les médias sont souvent lacunaires, voire inexactes. *Dial* s'efforce

1. Responsable de la rédaction de *Dial*, redaction@dial-infos.org.

ainsi de rendre accessible, en les traduisant en français, des textes donnant accès aux multiples facettes d'un continent complexe.

De même, au-delà d'une vision du passé latino-américain ne retenant que les grands faits et dates d'une histoire présentée comme linéaire et sans aspérités – une «histoire des vainqueurs» –, *Figures de la révolte* propose de faire retour sur les moments d'achoppement et de vacillation des pouvoirs en place, sur les révoltes qui en ont fait trembler les fondations, de l'époque coloniale à nos jours. Les dix textes que l'on va lire ont été rédigés par des historiens, à l'exception des deux derniers, écrits respectivement par deux anthropologues et une politiste. Chacun présente une description précise et documentée des événements et propose des éléments d'analyse. Ces textes, inédits en français, ont été traduits de l'espagnol ou de l'anglais par *Dial*². Cet ouvrage est donc le fruit du travail collectif réalisé au sein de la revue par les différents membres de l'équipe – traducteurs et traductrices, relecteurs et relectrices, éditeurs et éditrices – sans qui il n'aurait pu exister. Que la publication de cet ouvrage soit l'occasion de les remercier tous et toutes.

QUELS MOTS POUR DIRE LA RÉVOLTE ?

Il est peut-être utile d'évoquer brièvement deux aspects de ce travail éditorial. Le premier concerne la traduction : si le passage d'une langue à l'autre est toujours un défi, le choix d'équivalents français pour des mots espagnols ou anglais du champ sémantique de la révolte a souvent été un casse-tête. Comment traduire par exemple «*estallidos*», ou «*protestas*»? Il n'y a pas d'équivalent exact facilement utilisable dans les différentes acceptions des mots. Pour le premier, nous avons opté pour «soulèvements populaires urbains» dans les contextes généraux et conservé «*estallidos*», avec une note, dans d'autres cas plus spécifiques où la transposition conduisait à une perte de sens trop grande. Le deuxième a été rendu parfois par «mobilisations», d'autres fois par «protestation» (sociale), «mouvements de protestation», ou «manifestations», selon les contextes. Pour d'autres mots, comme «*riot*» ou «*looting*», la traduction par «émeute» et «pillage» s'imposait et c'est elle qui a été adoptée, sans que les connotations associées, au moins au premier des deux mots, ne nous satisfassent pleinement.

2. Les introductions (en italiques) des textes sont de *Dial*.

En effet, la majorité du vocabulaire que nous utilisons pour désigner les mobilisations, les mouvements de protestation ou de revendication populaires n'a pas été forgée par les acteurs et actrices de ce type de mobilisation mais plutôt par les lettrés, et, plus récemment, par les médias et les hommes et femmes politiques, c'est-à-dire par celles et ceux ayant accès à la parole publique. Ceux-ci, du fait de cette position privilégiée, contribuent à forger les discours publics et les représentations qui leur sont associées. Du fait de la distance sociale les séparant des classes populaires sur lesquelles ils sont amenés à s'exprimer, c'est vraiment d'un Autre qu'ils parlent et il n'est pas rare que leurs propos soient perçus comme insultants voire humiliants par les personnes concernées. L'historien Gérard Noiriel³ rappelle ainsi comment les ouvriers de la Monarchie de Juillet avaient protesté publiquement contre l'utilisation, notamment par Victor Hugo, du mot «populace» pour les désigner. Plus récemment, l'utilisation par Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'intérieur, du mot «racaille» (octobre 2005) pour désigner les jeunes de quartiers populaires avait aussi entraîné de nombreuses réactions critiques. Dans le texte consacré au *Caracazo*, Fernando Coronil et Julie Skurski rapportent les propos de Gonzalo Barrios, président et fondateur d'Action démocratique, parti alors au pouvoir, qui compare les pilliers à une «tribu primitive», l'option du gouvernement de recourir massivement à la violence pour réprimer les troubles étant présentée, elle, comme participant de la mission civilisatrice de l'État.

Les parties en conflit ont tout intérêt à discréditer l'adversaire et, dans les différentes révoltes présentées dans ce livre, les classes supérieures et les pouvoirs en place font un usage plein de leur quasi-monopole sur la parole publique pour délégitimer les luttes des groupes qui leur font face. Lors de la révolte de Túpac Amaru, l'État colonial utilise par exemple l'incendie d'une église lors de la bataille de Sangarará pour présenter le leader de la rébellion comme un «traître sacrilège», à la tête de milliers d'Indiens sanguinaires cherchant à exterminer les non-Indiens, privant ainsi Túpac Amaru du soutien des Créoles. On retrouve dans les différents cas présentés dans cet ouvrage, et au-delà, le même genre de représentations disqualifiantes : les révoltés sont barbares, primitifs, irrationnels, violents, voire, dans le cas des habitants de Canudos,

3. Gérard Noiriel, *Immigration, antisémitisme et racisme en France (19^e-20^e siècle) : Discours publics, humiliations privées*, Paris, Fayard, 2007, p. 690.

de dangereux illuminés. Ils constituent une menace à la civilisation et à l'ordre contre laquelle le recours à la répression est donc «légitime».

Même au-delà des parties impliquées directement, les travaux de certains historiens sur les émeutes, révoltes et révolutions ne diffèrent parfois pas radicalement dans leur approche des représentations évoquées. L'historien britannique George Rudé (1910-1993), dans l'introduction de son ouvrage *La foule dans l'histoire*⁴, dresse ainsi un inventaire de la multitude de qualificatifs négatifs utilisés pour désigner les classes populaires chez les historiens conservateurs. Pour Hippolyte Taine (1828-1893), d'abord libéral mais échaudé par la Commune de Paris, les révolutionnaires de 1789 sont des «bandits», des «sauvages», des «voleurs», la «lie de la société». Si, comme il le fait remarquer, les historiens postérieurs n'utilisent plus ce genre de qualificatifs, ils mobilisent cependant volontiers le concept de «foule», instrument passif d'agents manipulateurs, masse aux instincts imprédictibles et tendanciellement criminels. Edward Palmer Thompson, autre historien britannique, s'insurge de même contre la vision spasmodique de l'histoire populaire qui se cache souvent derrière le mot «émeute» :

Selon cette vision, les gens du commun ne peuvent guère être considérés comme des agents historiques avant la Révolution française. Avant cette période, ils s'immiscent de manière occasionnelle et spasmodique dans le canevas de l'histoire, dans les périodes de troubles sociaux soudains. Ces immixtions sont de type compulsif plutôt que conscientes d'elles-mêmes et autonomes : ce sont de simples réponses à des stimuli économiques. Il suffit de mentionner une mauvaise récolte ou une baisse des revenus du commerce, pour remplir toutes les conditions requises de l'explication historique⁵.

Les auteurs rendent tous compte, chacun à sa manière, du contexte et des logiques collectives et individuelles à l'œuvre lors des révoltes décrites, contribuant ainsi, dans la mesure de ce que leurs sources leur permettent, à rendre à ces événements leur intelligibilité, malgré la distance temporelle, culturelle et spatiale qui nous en sépare. Une des

4. George F. E. Rudé, *The Crowd in History: A Study of Popular Disturbances in France and England, 1730-1848*, Northampton, Interlink Publishing Group, [1964] 2005, p. 7-10.

5. E. P. Thompson, «The moral economy of the English crowd in the eighteenth century», dans *Customs in Common*, New York, New Press, 1991, p. 185. Le texte est aussi disponible en français : E. P. Thompson, «L'économie morale de la foule dans l'Angleterre du 18^e siècle», dans Florence Gauthier et Guy-Robert Ikni, *La guerre du blé au 18^e siècle : La critique populaire contre le libéralisme économique au 18^e siècle*, Montreuil, La Passion, 1988, p. 31-92.

difficultés de l'entreprise est que si, au moment des faits, coexistent plusieurs récits et interprétations des événements, de la part d'acteurs et d'observateurs, l'accès différentiel à la parole publique a pour conséquence que les différentes versions des faits ne laissent pas les mêmes traces. Les récits produits par les autorités ou diffusés par différents médias perdurent et peuvent ensuite être utilisés comme sources par les historiens ; à l'inverse, les récits au sein des familles, quartiers, villages et groupes divers auxquels appartiennent les acteurs des révoltes, s'ils ne sont pas fixés sous forme écrite ou transmis d'une autre manière, s'effritent et disparaissent avec le temps. À cela s'ajoute le fait que la répression dont font l'objet la majorité des révoltes décrites dans cet ouvrage fait souvent disparaître les acteurs mêmes des événements, contribuant ainsi un peu plus au déséquilibre entre les différentes versions des faits. Enfin, les épisodes de répression s'accompagnent toujours d'un effort pour légitimer le recours à la violence, en tentant notamment de museler ou d'affaiblir les lectures contradictoires des événements. Contre cette tendance, Arturo Álape, l'auteur du texte sur le *Bogotazo*, a passé plusieurs années de sa vie à recueillir les témoignages d'acteurs et d'actrices du 9 avril 1948, compilés dans une somme de 650 pages intitulée de manière significative : *Le Bogotazo : mémoires de l'oubli*⁶.

STRUCTURE DE L'OUVRAGE

Le deuxième point du travail éditorial concerne la sélection des textes. Un livre, même épais, ne suffirait pas bien sûr à évoquer avec précision la multitude de révoltes urbaines⁷ et surtout rurales⁸ survenues depuis le 16^e siècle en Amérique latine. Il a donc fallu faire un choix. Le premier critère a été d'associer des textes sur des événements relativement contemporains, au sens large – c'est-à-dire en fait de la seconde moitié du 20^e siècle –, et des événements plus anciens (du 16^e siècle à la première moitié du 20^e siècle), ce qui permet de réinscrire les soulèvements urbains de l'après-Seconde Guerre mondiale dans une perspective historique plus large. Ce critère constitue la charnière du livre, avec ses deux parties. La première moitié du livre s'organise

6. Arturo Álape, *El Bogotazo : Memorias del olvido*, 10^e éd., Bogotá, Planeta Colombiana, 1987.

7. Sur ce point, voir Silvia Marina Arrom et Servando Ortoll (dir.), *Riots in the Cities : Popular Politics and the Urban Poor in Latin America, 1765-1910*, Wilmington, Scholarly Resources, 1996.

8. Pour une analyse détaillée de ces révoltes dans le cas du Mexique, voir Friedrich Katz (dir.), *Riot, Rebellion, and Revolution : Rural Social Conflict in Mexico*, Princeton, Princeton University Press, 1988.

autour du thème résumé par son titre, «Subalternes en révolte»: ses cinq textes décrivent et analysent cinq révoltes menées par différents groupes subalternes des sociétés coloniales et postcoloniales – les esclaves, les Indiens, les familles pauvres de Canudos dans l'arrière-pays du Nord-Est brésilien, les ouvriers et les travailleurs ruraux des *estancias*⁹ – à différentes époques: 16^e, 18^e, 19^e et 20^e siècles. Les six textes qui composent la deuxième partie traitent de cinq soulèvements urbains de la seconde moitié du 20^e siècle. Leurs noms, à l'exception du cas chilien qui n'a pas reçu de nom propre – *Bogotazo*, *Cordobazo*, *Caracazo*, *Santiagoñazo* – témoignent des liens établis par les observateurs qui en ont fait des éléments d'une même série¹⁰. De fait, malgré la diversité des circonstances, du déroulement des événements et de leur fin, on verra plus loin que les points communs ne manquent pas.

Un deuxième critère, en rapport avec ce qui a été évoqué plus haut concernant l'imaginaire français de l'Amérique latine a été de partir des événements et figures qui évoquent déjà parfois quelque chose de ce côté de l'Atlantique pour en proposer une vision plus approfondie: c'est le cas par exemple de Túpac Amaru, de la guerre de Canudos ou du *Caracazo*. À ces événements dont le nom est parfois familier en ont été ajoutés d'autres, qui, au contraire, sont le plus souvent inconnus des lecteurs francophones, comme c'est le cas sans doute des *palenques* panaméens, ces communautés formées par des esclaves en fuite au 16^e siècle. On connaît mieux en effet l'équivalent brésilien des *palenques*, les *quilombos*, et en particulier, le plus célèbre d'entre eux, le *quilombo* de Palmares (17^e siècle), auquel Benjamin Péret a consacré un livre¹¹. Des *palenques* ont existé dans tous les territoires où des esclaves noirs étaient présents¹², du Pérou au Mexique et dans les Caraïbes, en passant par la Colombie ou le Venezuela – des communautés d'esclaves en fuite existèrent aussi plus au Nord, aux États-Unis, même si pour des raisons linguistiques évidentes, elles ne sont pas appelées *palenques*. Et, à

9. Grands domaines agropastoraux.

10. Voir à ce sujet la mise en perspective du *Cordobazo* par rapport aux autres «-azos» de l'histoire argentine proposée dans le court texte d'Ezequiel Adamovsky.

11. Benjamin Péret, *La Commune des Palmarès: Que fut le quilombo des Palmarès*, traduit par Batista Carminda et Robert Ponge, Paris, Syllepse, 1999. Voir aussi Michael Löwy, «La Commune des Palmares: Benjamin Péret et la révolte des esclaves du Brésil colonial», *Tumultes*, n° 27, décembre 2006, p. 53-68.

12. Pour plus de détails, voir Richard Price (dir.), *Maroon Societies: Rebel Slave Communities in the Americas*, The Johns Hopkins University Press, [1973] 1996.

Saint-Domingue, la révolte des esclaves noirs conduira à l'indépendance d'Haïti en 1804.

Ces deux aspects du travail éditorial évoqués, reste la question centrale : pourquoi publier en France en 2016 un ouvrage sur les révoltes et soulèvements urbains en Amérique latine ?

LA RÉVOLTE, UN RÉPERTOIRE D'ACTION ILLÉGITIME EN « DÉMOCRATIE »

Tout d'abord, si révoltes et soulèvements semblent être une forme de revendication et d'action bien acceptée, et même « encouragée », dans des pays au régime politique considéré non démocratique, voire dictatorial, comme lors du « printemps arabe », il n'en est pas de même « à domicile », dans les pays occidentaux où les institutions de la démocratie représentative sont perçues comme fonctionnant de manière suffisamment correcte pour qu'il ne soit pas nécessaire de recourir à ce répertoire d'action¹³ non institutionnel¹⁴. C'est un vieil argument : l'instauration du suffrage universel est censé avoir rendu « archaïques » et « primitives » ces formes d'action « de l'ancien temps ». Paul Bert, l'un des artisans de l'école gratuite, laïque et obligatoire de la 3^e République française expliquait ainsi, pédagogue :

[M]ais aujourd'hui, c'est tout le monde qui commande, c'est la Nation tout entière qui parle par le suffrage universel. Contre qui se révolterait-on ? Contre la France ? Ce serait une trahison ! Si la loi est mauvaise, il n'y a qu'à le démontrer aux autres, puis il faut patienter, et attendre les élections nouvelles. Alors chaque citoyen prend son petit bout de papier blanc, inscrit un nom dessus et le met dans la boîte en bois ; on change ainsi la Chambre, qui change la loi tout tranquillement. Et cela vaut mieux que les révolutions qui coûtent du sang et de l'argent¹⁵.

13. La notion de répertoire d'action politique est une notion proposée par Charles Tilly pour mettre en évidence que selon les époques et les lieux, les formes que prend l'action politique varient. Voir Charles Tilly, *La France contestée : De 1600 à nos jours*, traduit par Éric Diacon, Paris, Fayard, 1986, p. 541-542 ; Charles Tilly, « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 4, 1984, p. 89-108.

14. La majeure partie des révoltes urbaines décrites dans la seconde partie de l'ouvrage sont non institutionnelles en un double sens. Elles se produisent d'abord en dehors des canaux institutionnalisés de participation, comme le vote ou la manifestation autorisée ; elles mobilisent aussi un nombre important de personnes en dehors des structures des organisations politiques et syndicales fréquemment dépassées par les événements.

15. Cité par Yves Déloye, *École et citoyenneté : L'individualisme républicain de Jules Ferry à Vichy*,

tour d'horizon sémantique montre que « politique » a deux acceptions principales.

La politique renvoie en effet tantôt à un espace d'activités spécifique – on parlera alors par exemple de « champ politique » – tantôt à « l'ensemble social lui-même, observé à un certain point de vue²⁰ » – comme en témoigne l'expression « société politique » ou l'idée grecque de *politeia*. Dans le premier cas, sont qualifiées de politique les activités, les institutions ou les personnes qui, d'une manière ou d'une autre, sont en lien ou entrent en rapport avec ce « secteur particulier de la vie sociale²¹ ». Dans le deuxième cas, « politique » ne renvoie plus à un champ d'activités spécifique, mais a trait à l'« organisation des pouvoirs²² » propre à telle ou telle société politique, c'est-à-dire, en dernière analyse, au système de rapports de pouvoir qui lui donne sa forme et dont le champ particulier de la politique institutionnelle n'est qu'une région. En ce deuxième sens, une action peut être qualifiée de « politique » si elle contribue à transformer – ou à maintenir – le système des rapports de pouvoir, de manière ponctuelle ou plus globale, directe ou indirecte, et à plus ou moins grande échelle.

Ces précisions permettent désormais de présenter plus clairement l'axe directeur de l'ouvrage : ce que les onze textes donnent à voir, ce sont des moments où des groupes occupant des positions subalternes dans le système des rapports de pouvoir réussissent à les contester, voire à les renverser, même si c'est, dans les cas présentés ici et contrairement au cas d'Haïti, seulement de manière temporaire. Ces différentes révoltes constituent dans l'ensemble l'exception, plutôt que la règle, l'extra-ordinaire plus que l'ordinaire des luttes des groupes subalternes. Du fait de la difficulté à s'extraire ou à inverser des rapports de pouvoir défavorables, ces derniers adoptent en général plutôt des tactiques plus discrètes, moins coûteuses en cas d'échec et requérant moins de force individuelle ou collective, comme la négociation des rapports de pouvoir, leur contournement ou le « grignotage » – une infraction légère aux normes et aux lois.

Les articles rédigés pour la *Gazette rhénane* par Karl Marx en 1842, alors que la Diète rhénane débat de l'adoption d'une loi sur le vol de

20. Raymond Aron, « Démocratie et totalitarisme », dans *Penser la liberté, penser la démocratie*, Paris, Gallimard, 2005, p. 1231.

21. Claude Lefort, *Essais sur le politique : 19^e-20^e siècles*, Paris, Le Seuil, [1986] 2001, p. 8.

22. « Démocratie et totalitarisme », *op. cit.*, p. 1238.

bois mort donnent une bonne illustration de ces pratiques de grignotage : le ramassage de bois mort dans les forêts étant jusque-là toléré, une tactique de grignotage des paysans pauvres consistait à faire des entailles dans les jeunes arbres pour les « aider à mourir » et pouvoir alors les couper²³. Le fait que la question ait été débattue à la Diète témoigne du fait que le « chapardage » de bois est perçu comme une atteinte aux droits des propriétaires des forêts et à l'ordre établi, c'est-à-dire comme une remise en question de l'état actuel des rapports de force entre classes sociales – du *statu quo* socio-économique. Un peu plus d'un siècle plus tôt en Angleterre, le braconnage du gibier avait aussi fait l'objet d'une loi très sévère – le *Black Act* (1723) – punissant de mort 50 types de délits en lien avec le braconnage²⁴. Là aussi, la loi constitue une étape dans la dynamique des rapports de pouvoir entre différents groupes sociaux : face au « grignotage » des classes populaires, la loi renforce et rigidifie un état du rapport de forces tout à l'avantage des classes possédantes. Mais la loi ne met pas pour autant fin au braconnage, deux braconniers, condamnés à mort pour avoir tué un cerf, osant même revendiquer la légitimité de leur acte : « Ils dirent que les cerfs étaient des bêtes sauvages et que les pauvres, autant que les riches, avaient le droit de les utiliser²⁵. » Apparaît ici un élément qu'on retrouve dans nombre des révoltes décrites dans ce livre, l'affirmation que les actes commis sont légitimes.

CONTEXTE ET CATALYSEURS

Revenons justement à ces révoltes pour examiner d'abord comment on passe de l'ordinaire à l'extra-ordinaire. Le déclenchement des révoltes semble associer presque à chaque fois un contexte de mécontentement de fond et un catalyseur en lien le plus souvent avec un fort sentiment d'injustice. Dans le cas des esclaves révoltés de Panamá, l'injustice est évidente. Le soulèvement de Túpac Amaru a lui pour toile de fond les humiliations du colonialisme et l'intensification de l'exploitation de la population qui résulte des réformes des Bourbons adoptées à partir du

23. Karl Marx, « Débats sur la loi relative au vol de bois (octobre-novembre 1842) », dans Daniel Bensaïd, *Les dépossédés : Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres*, textes traduits par Pierre Lascoumes, Hartwig Zander et Jean-François Poirier, Paris, La Fabrique, 2007, p. 93.

24. Voir Edward P. Thompson, *Whigs and Hunters: The Origin of the Black Act*, Harmondsworth, Penguin, [1975] 1977.

25. Cité par E. P. Thompson, *ibid.*, p. 162 (je traduis).

Dans chaque cas, les événements se déroulent suivant une logique interne infléchie par une série de facteurs dont les différents textes tentent de rendre compte avec précision. À Santiago du Chili (1957) et à Córdoba (1969), des manifestations plus organisées, avec une présence forte d'organisations syndicales et étudiantes, se transforment en une mobilisation plus massive et spontanée après les morts provoquées par la police. À Caracas (1989), les pillages commencent très vite après les premières mobilisations de blocage pour empêcher la circulation des véhicules de transport public. À Bogotá (1948), la mobilisation vise d'abord un objectif bien défini : le palais présidentiel. L'échec d'un premier assaut, repoussé par les tirs de la garde présidentielle, puis d'un deuxième auquel l'entrée en action de chars met fin, dans le sang, est suivi de la mise à sac de la ville.

UNE TEMPORALITÉ DE LA BRÈCHE

À chaque fois, et du fait aussi de l'échec de ces soulèvements, la temporalité de ces révoltes est une temporalité de la brèche, comme c'est d'ailleurs le cas pour d'autres types d'insurrections populaires, comme la Commune de Paris (1871)²⁶ : pour différents types de raisons, les mécanismes de contrôle social et politique se trouvent un moment débordés ou inadéquats et s'ouvrent alors pour une durée d'abord indéterminée un espace-temps autre, où les codes et les normes en vigueur jusque-là se retrouvent comme suspendus et cessent d'avoir cours. Dans l'espace-temps de la révolte des cimarrons du Panamá, les esclaves deviennent rois ; en Patagonie, les grévistes exproprient des chevaux et de la nourriture, contre des reçus émis par la Fédération syndicale ; à Bogotá, de nombreux policiers, par peur ou par sympathie pour le leader assassiné, remettent leurs armes à la foule ; à Caracas, certains policiers aident à ce que les pillages se déroulent de manière ordonnée et y participent. Comme le notent les auteurs du texte sur le *Caracazo*, l'argent cesse pendant quelques jours d'avoir sa fonction habituelle de médiation et régulation des échanges.

Dans le cas des émeutes urbaines présentées dans la seconde partie de l'ouvrage – sur lesquelles les analyses qui suivent vont se focaliser – la brèche ouverte dans le carcan de la domination ordinaire a

26. Pour une analyse plus approfondie de ces « moments », voir Martin Breaugh, *L'expérience plébéienne : une histoire discontinuée de la liberté politique*, Paris, Payot, 2007.

souvent une dimension festive. À Bogotá, la foule, induite en erreur par les informations erronées diffusées par la radio, célèbre la chute du gouvernement conservateur avec force victuailles et alcool après la mise à sac de la ville. À Córdoba, une fois le centre-ville occupé par les manifestants, l'intervention imminente de l'armée incite à la construction de barricades plutôt qu'aux célébrations. À Caracas et à Santiago del Estero par contre, la liesse est partie intégrante des émeutes. Dans la première ville, les manifestants entonnent fréquemment le début de l'hymne national en défonçant les portes des magasins et les habitants des classes populaires organisent des rassemblements festifs avec des biens de consommation qui leur étaient jusque-là inaccessibles. Les barbecues sont accompagnés de champagne et de cognac, et animés par des sons flambant neufs. Dans la deuxième, les spectateurs qui assistent aux assauts contre les maisons des personnalités politiques de la ville encouragent les assaillants par des applaudissements, des cris et des sifflements – l'un des titres de l'édition du lendemain du journal *El Liberal* est d'ailleurs «Les gens fêtent les vols dans les maisons des politiciens». Cet aspect festif donne aux émeutes où les pillages tiennent une place importante – principalement le *Bogotazo*, *Caracazo* et *Santiagoñazo* – une dimension carnavalesque.

ÉMEUTES ET CARNAVAL

Ce parallèle peut d'ailleurs être poussé plus loin : les émeutes citées, comme le carnaval, constituent une remise en cause temporaire des rapports sociaux de pouvoir qui structurent la société dans laquelle elles font irruption²⁷. Cette remise en cause passe par une suspension en acte – dans les pillages – des normes sociojuridiques en vigueur qui constituent le versant normatif et juridique de l'état contemporain du rapport de forces entre groupes sociaux. On a vu plus haut, avec l'exemple des débats sur la loi contre le vol de bois à la Diète rhénane, ou celui de l'adoption du *Black Act* en Angleterre que l'édifice normatif n'est pas gravé dans le marbre et que le curseur peut se déplacer, en fonction de l'évolution des rapports de force, du côté d'une plus grande protection des classes possédantes, ou, à l'inverse, d'une plus grande

27. Roberto DaMatta, dans l'analyse qu'il propose de la société brésilienne au prisme du carnaval établit de même «une relation entre les rites fondés sur l'inversion sociale, comme le Carnaval, et l'action populaire "spontanée" et extraordinaire (c'est-à-dire inattendue et non planifiée) des masses», *Carnavals, bandits et héros : Ambiguïtés de la société brésilienne*, Paris, Le Seuil, 1983, p. 53.

prise en compte des droits des plus démunis. Les rapports sociaux de pouvoir ayant en même temps une dimension économique – c'est aussi la différence de situations économiques et, partant, de besoins qui sous-tend les rapports sociaux de pouvoir –, leur remise en cause est, elle aussi, économique : Fernando Coronil et Julie Skurski décrivent en détail comment une organisation informelle de la redistribution se fait jour, qui s'efforce de respecter des principes de justice : les personnes âgées et les femmes avec de jeunes enfants se font « livrer à domicile » et les stocks de pâtes trouvés dans la fabrique Ronco sont chargés dans les camions de l'entreprise avant d'être distribués : « On s'est assuré que tout le monde reçoive son lot de pâtes », raconte fièrement un chauffeur.

La mise en cause des pouvoirs en place s'exprime aussi dans les destructions sélectives, le degré de « sélectivité » variant cependant selon les cas. À Bogotá, la foule des protestataires traîne la dépouille de l'assassin de Gaitán jusqu'au palais présidentiel où ils essaient de « l'attacher aux portes du palais et de l'y crucifier », vengeance et « acte symbolique qui désignait le gouvernement conservateur comme coupable ». Un peloton de la garde présidentielle sort et fait feu, tuant plusieurs personnes et entraînant le repli de la foule, qui s'attaque ensuite au parlement dont elle détruit les bureaux et brûle les documents, avant de tenter à nouveau de prendre le palais, peine perdue. La deuxième étape du soulèvement, avec la mise à sac de la ville, ne sera elle plus du tout sélective. Au Chili, la contestation, d'abord centrée sur la hausse des tarifs des transports publics se transforme en revendication généralisée et en rejet des autorités. Les cibles des attaques se transforment de même, passant des véhicules de transport public aux forces de l'ordre et aux sièges des pouvoirs publics et privés : le commissariat et la mairie à Valparaiso, les tribunaux, le Parlement et le palais présidentiel, ainsi que le siège du journal *El Mercurio* à Santiago. Les statues des héros nationaux sont aussi l'objet d'attaques. À Córdoba, il n'y aura pas, contrairement aux autres émeutes, de pillages et les destructions se cantonnent à des cibles symboliques : Xerox et Citroën, ainsi que le club des élèves officiers, « représentants du gouvernement » militaire et de « son supposé allié, l'impérialisme étranger ». À Caracas, les pillages de magasins s'accompagnent d'incendies de postes de police et de bureaux d'Action démocratique, le parti alors au pouvoir, ainsi que de l'encercllement du siège de Fedecámaras, « siège des plus grandes associations professionnelles du pays et symbole du monde des affaires avantagé par la politique

du gouvernement». À Santiago del Estero, les cibles choisies sont aussi hautement symboliques et témoignent du rejet du pouvoir en place. Dans ce cas, le pouvoir est aussi, comme dans le carnaval, tourné en dérision : durant le pillage de la demeure de l'ancien gouverneur, Carlos Juárez, certains enfilent les robes de luxe de sa femme et se pavanent sous les applaudissements, d'autres exhibent en riant les sous-vêtements des élus... Lors de la Révolte des barques (Brésil, 1959)²⁸, les usagers de la ligne de transport maritime reliant Niterói à Rio de Janeiro, ulcérés par l'accumulation des problèmes de transport détruisent l'embarcadère avant de s'attaquer à la résidence des Carreteiro, les propriétaires de la compagnie de transport, qu'ils incendient à son tour, après l'avoir pillé. Là aussi, une sorte de carnaval improvisé tourne en dérision les puissants :

Les hommes s'étaient emparés de vêtements de luxe des femmes Carreteiro et avaient improvisé un carnaval inhabituel où l'on voyait des pièces de lingerie fine revêtir des hommes corpulents, des manteaux de vison recouvrir le corps des mutins, des ombrelles délicates orner le défilé de mode qui s'était organisé, avec même des maillots et bonnets de bain. Le carnaval se poursuivit un certain temps autour des flammes et fut largement commenté²⁹.

Comme dans le carnaval, la contestation du pouvoir en place lors des émeutes est temporaire, suivie d'un rappel à l'ordre, par la violence – sauf dans le cas du *Santiagoñazo*. Malgré leur brièveté, ces épisodes sont perçus *a posteriori* comme des tournants – sauf, là encore pour le *Santiagoñazo*. Le *Bogotazo* marque le début du basculement de la Colombie dans la violence. Les émeutes chiliennes révèlent les fractures de la société chilienne et sont perçues comme les signes avant-coureurs des évolutions des années 1960 et 1970. Le *Cordobazo* entraîne la démission du gouverneur Carlos José Caballero et affaiblit le gouvernement d'Onganía qui devra démissionner un an plus tard. Le *Caracazo* a été présenté par Hugo Chávez et les officiers du Mouvement révolutionnaire bolivarien comme l'événement fondateur de leur lutte pour transformer le système politique élitiste, d'abord par une tentative de coup d'État (1992), puis par les urnes (1999). À Santiago del Estero, à l'inverse, l'*estallido* ne semble pas avoir eu d'effets politiques tangibles

28. Edson de Oliveira Nunes, *A revolta das barcas*, Rio de Janeiro, Garamond, 2000.

29. Edson de Oliveira Nunes, *A multidão violenta*, Rio de Janeiro, IUPERJ, 1975. Cité dans *Carnavals, bandits et héros*, *op. cit.*, p. 54.

puisque l'ancien gouverneur Carlos Juárez, qui avait déjà réalisé trois mandats (1948-1952, 1973-1976, 1983-1987) et dont la maison avait été pillée et incendiée, a été réélu aux élections suivantes (1995-1998 et 1999-2002). En ce sens, et cela rejoint ce qui avait été noté plus haut sur la manière de tourner le pouvoir en dérision, c'est sans doute, parmi les cas présentés dans ce livre, la révolte qui s'apparente le plus au carnaval : une suspension des normes habituelles a lieu pendant une période brève – deux jours dans le cas du *Santiagoñazo* –, laissant le champ libre à la transgression et à la contestation des rapports de pouvoir et donc, des puissants ; la parenthèse se referme ensuite et la vie reprend alors son cours habituel avec les normes et les rapports de pouvoir qui la caractérise.

Durant le Moyen Âge et jusqu'au début de l'ère moderne existaient, dans les sociétés européennes, des espaces-temps institutionnalisés de transgression temporaire caractérisés par une suspension des normes et un renversement des rapports sociaux de pouvoir. L'exemple le plus connu est bien sûr le carnaval³⁰. Mais l'historien Carlo Ginzburg évoque aussi les pillages rituels des propriétés des évêques, cardinaux et papes au moment de leur mort, ou encore les pillages du palais du cardinal élu pape, à l'occasion de son accession à la *suma potesta*³¹. Ces pillages, très fréquents à partir du 5^e siècle au moins, étaient tacitement reconnus par l'Église et l'État comme un droit et donc tolérés, ils participaient aussi de rites de passage en lien avec la mort, réelle ou symbolique, des évêques, des papes ou des cardinaux. Dans de telles circonstances les autorités, qui s'attendent à des débordements, les anticipent même par une série de précautions, comme de déménager les prisonniers, pour éviter que la foule ne les libère lors des émeutes³². Après les événements, les autorités ne prononcent pas de condamnations.

De même, à Santiago del Estero, aucune condamnation n'a été prononcée et il n'y a pas eu de recherche des coupables et de procès. Si la police a arrêté 144 personnes le 16 et le 17 décembre, elles ont été très rapidement libérées. Il ne semble pas y avoir eu non plus d'actes

30. Sur ce point, voir Mikhaïl Bakhtine, *L'Œuvre de François Rabelais et la culture populaire au Moyen âge et sous la Renaissance*, Paris, Gallimard, 2001.

31. Carlo Ginzburg, « Pillages rituels au Moyen Âge et au début des Temps modernes », dans *Rencontres internationales de Genève* (éd.), *Normes et déviances : Textes des conférences et des entre-tiens organisés par les 31^e Rencontres internationales de Genève (1987)*, Neuchâtel, La Baconnière, 1988, p. 312-325.

32. Lors du *Bogotazo* aussi, la foule libère les prisonniers qui se joignent alors aux pillages.

de vengeance par la suite, quand bien même certains participants aux pillages étaient connus des propriétaires pillés. Ce parallèle supplémentaire avec le carnaval et les pillages rituels invite à considérer une autre dimension importante des émeutes évoquées, autour de la question de leur légitimité. Si les pillages rituels des biens de l'Église ne sont pas punis par les autorités, c'est parce que, bon gré mal gré, elles accordent à ces pratiques extraordinaires de contestation des pouvoirs et redistribution des richesses une forme de légitimité.

L'ENJEU DE LA LÉGITIMITÉ

Sur ce point, la différence principale entre le carnaval ou les pillages rituels, d'une part, et les émeutes décrites dans cet ouvrage, d'autre part, tient à comment ils se déroulent. Dans le premier cas, les espaces-temps de transgression sont institutionnalisés et partant, plus ou moins clairement délimités : le carnaval se produit durant une durée déterminée, à des intervalles eux aussi déterminés, les pillages rituels se produisent lors d'occasions exceptionnelles et comprises comme telles par les pillers et les autorités. Ces renversements temporaires des rapports de pouvoir participent de la régulation sociale et constituent des moments de respiration sociale pour les groupes subalternes, à la fin desquels tout rentre en principe dans l'ordre. Dans cette perspective, il n'est pas étonnant que le *caudillo* Carlos Juárez ait été à nouveau élu une fois refermée la parenthèse du *Santiagoñazo*.

Dans le deuxième cas, c'est l'accumulation des injustices et des frustrations sociales, associée, comme décrit plus haut, à un catalyseur, qui provoque un basculement du registre de l'ordinaire au registre de l'extraordinaire et de la transgression, qui, du fait des circonstances, s'affirme comme légitime. Les acteurs et actrices mobilisées dans les cinq émeutes de la seconde partie de l'ouvrage considèrent tous que le contexte rend leurs mobilisations légitimes, que celles-ci prennent la forme de manifestations ordonnées ou d'assauts et de pillages. Ils ne revendiquent pas explicitement un « droit de résistance³³ », mais ils l'exercent en actes. À Bogotá, la nouvelle de l'assassinat de Gaitán est suivie d'appels répétés à l'insurrection : « Aux armes ! ». Quincailleries, magasins vendant des armes de chasses, entrepôts et stations-service sont pillés avant l'assaut du Parlement. Au Chili, à Córdoba, Caracas

33. Jean-Claude Zancarini (dir.), *Le droit de résistance : 12^e-20^e siècle*, Lyon, ENS, 1999.

et Santiago del Estero, la résistance mobilise d'abord des répertoires d'action courants comme la grève, la manifestation et le blocage de rues. À Valparaiso (Chili), les étudiants se couchent sur la chaussée pour empêcher le passage des bus ; à Caracas, ils occupent le terminal de bus de Nuevo Circo avant de bloquer plusieurs grands axes de la capitale. À Caracas et Santiago del Estero, comme d'ailleurs à Niterói (Brésil), voire à Bogotá, la foule mobilisée semble s'octroyer aussi un « droit de pillage » découlant des circonstances, comme si le franchissement de certaines limites morales par les autorités rendait légitimes des actes habituellement répréhensibles. À Santiago del Estero et Niterói, il s'agit clairement de pillages ciblés, s'attaquant directement aux « coupables », aux personnes jugées responsables des préjudices subis, membres du gouvernement de l'État et élus à Santiago del Estero, propriétaires de l'entreprise de transport maritime à Niterói. Une inscription sur un mur de Niterói explicite l'accusation : « Ici gît la fortune du Groupe Carreteiro, amassée par le sacrifice du peuple ! ». À Caracas, si les pillages touchent aussi certaines usines, comme la fabrique de pâtes évoquée plus haut, ils touchent tout particulièrement les magasins devenus durant les semaines précédentes des points de friction et d'affrontement du fait des problèmes rencontrés par les familles pour s'approvisionner. La découverte dans l'arrière-boutique de stocks mis de côté pour être vendus après la hausse des prix redouble l'ardeur des pillages. Parmi les slogans peints sur les murs ou proclamés, plusieurs explicitent la légitimité de la révolte et des pillages en en déclarant les motifs : « Le peuple est en colère », « Ils se sont moqués de nous », « Stop à la tromperie », « Le peuple a parlé » ou « Le peuple a faim ». D'ailleurs, durant la première phase de l'émeute, la légitimité des pillages est non seulement affirmée par ses acteurs et actrices, elle est aussi reconnue par de nombreux observateurs :

Au début, la faim rendait les pillages compréhensibles, et même légitimes. Un consensus partagé par de nombreux secteurs acceptait l'appropriation populaire de nourriture, la considérant juste. La crainte d'une pénurie de denrées alimentaires s'étant accentuée de semaine en semaine, beaucoup commençaient à s'inquiéter des menaces que le marché faisait peser sur la survie. Les femmes en particulier étaient convaincues que, en vertu du droit à l'alimentation, le vol de nourriture n'entrait pas dans la même catégorie morale que celui d'autres marchandises.

Mais, par la suite, alors que les pilleurs ont commencé à emporter des biens autres que les produits de première nécessité, comme du matériel audio ou même des meubles, et à s'attaquer à différents types de propriétés, la peur s'est progressivement installée au sein des classes supérieures et moyennes et les « vols » et le « vandalisme » se sont progressivement substitués aux « pillages populaires » dans la bouche des observateurs – la légitimité passant alors, pour certains observateurs, du côté des pillages à celui de la répression...

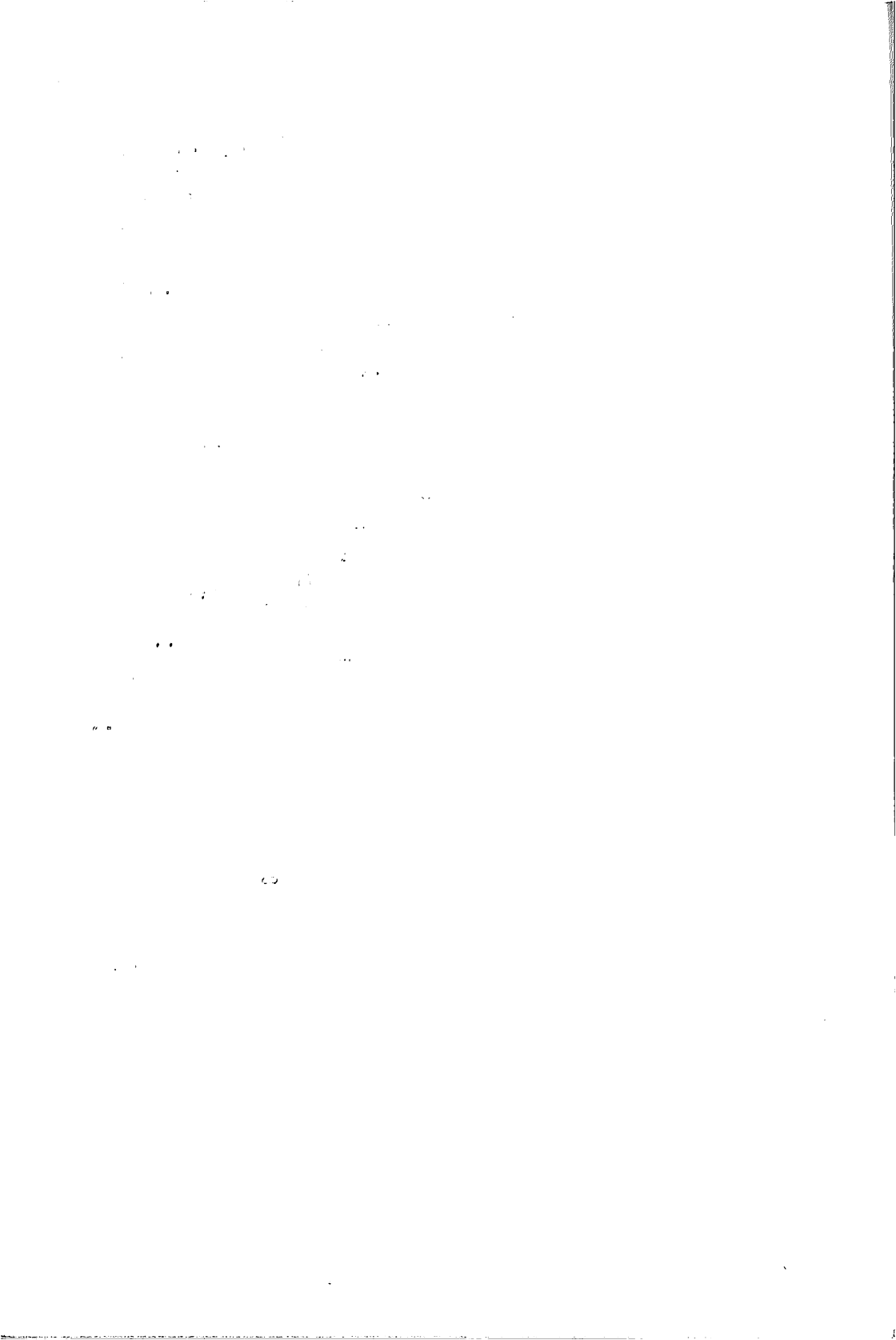
Dans plusieurs cas, les mesures prises – ou non prises – par les autorités témoignent d'une reconnaissance du fait qu'il y avait bien, à la racine des soulèvements, des revendications légitimes. À Niterói par exemple, le lendemain de la révolte, le gouvernement décide du passage de l'entreprise de transport maritime dans le giron de l'État. À Santiago del Estero, aucune condamnation n'est prononcée. Dans le port chilien de Valparaiso, lieu où la révolte a commencé, le 27 mars, des négociations aboutissent à l'entrée en vigueur de nouveaux tarifs, plus modérés. À Santiago, où le soulèvement a été plus tardif, mais plus violent, après la mort d'une étudiante dans la nuit du 1^{er} avril, une commission comprenant des représentants syndicaux et étudiants se forme le 5 avril pour discuter de la hausse tarifaire, et le 7 avril, l'augmentation est suspendue en attendant le résultat des travaux d'une nouvelle commission. À Caracas, comme d'ailleurs au Chili, les autorités associent répression et mesures pour désactiver la crise. Le président Carlos Pérez s'exprime finalement à la télévision le 28 février. Il annonce une suspension des garanties constitutionnelles et la mise en place d'un couvre-feu, tout en interprétant les émeutes comme une révolte des pauvres face aux injustices sociales, dont il fait porter la responsabilité aux gouvernements précédents ; il décrète aussi « une hausse générale des salaires et un gel des licenciements de quatre mois, deux mesures auxquelles le monde des affaires s'était jusque-là opposé ». À Bogotá et Córdoba enfin, les objectifs visés par les révoltés sont trop radicaux – prise du palais de Nariño et départ du gouvernement du président Mariano Ospina Pérez jugé responsable de la mort de Gaitán dans un cas, fin du gouvernement Onganía et de la dictature dans l'autre – pour que leur légitimité puisse faire l'objet d'une quelconque reconnaissance par les pouvoirs en place. En Colombie, le président réussit, après d'habiles manœuvres politiques, à se maintenir au pouvoir et forme avec les libéraux un cabinet d'Union nationale. L'émeute est écrasée dans le sang. À Córdoba, les quartiers

occupés sont repris par l'armée et les arrestations se multiplient, sans aucune concession du gouvernement provincial ou fédéral. Dans ces deux cas, les autorités choisissent de «passer en force», sans considération aucune pour les revendications des révoltés : en Colombie, ce passage en force met fin aux espoirs d'une transformation par la voie constitutionnelle, comme le proposait Gaitán, et marque le début de la période de «*La Violencia*»; en Argentine, à l'inverse, les pouvoirs en place sont profondément ébranlés par la mobilisation, qui provoque d'abord la démission du gouverneur de la province, puis celui du gouvernement d'Onganía, un an plus tard.

Comme cela est devenu clair au fil de ces analyses comparatives, il serait vain de prétendre trouver un modèle unique permettant de rendre compte des logiques des émeutes urbaines et, au-delà, des révoltes présentées dans cet ouvrage. On peut par contre repérer des continuums. Sur un axe qui va de l'organisation et de l'encadrement institutionnel d'un côté à la mobilisation spontanée et incontrôlée de l'autre, on retrouve ainsi à une extrémité le *Cordobazo*, puis les événements de mars-avril 1957 au Chili, le *Santiagoñazo*, le *Caracazo* et enfin, à l'autre extrémité, le *Bogotazo*. Le concept de continuum suggère que les émeutes occupant les positions les plus éloignées sur l'axe considéré ne se ressemblent pas sur ce point précis, mais qu'elles ressemblent aux émeutes occupant des positions adjacentes, qui elles-mêmes ressemblent aux émeutes classées de manière adjacente, et ainsi de suite, d'une extrémité à l'autre du continuum. Cela revient à dire que si les révoltes sont à chaque fois singulières, elles ont aussi, pour reprendre l'expression de Ludwig Wittgenstein, des «ressemblances de famille³⁴». Toutes les émeutes, tous les membres de la famille n'ont pas exactement les mêmes caractéristiques, la même couleur d'yeux, la même taille... mais chaque élément partage avec un ou plusieurs des autres éléments de la famille, des caractéristiques communes : j'ai la même couleur d'yeux que ma sœur, la même corpulence que mon frère et que mon père... De fait, dans les analyses qui précèdent, les différentes émeutes urbaines ont été souvent classées en sous-groupes en fonction des points communs partagés, sous-groupes distingués d'autres sous-groupes où ces points communs n'étaient pas ou peu présents (répression ou non, etc.). Ces différents

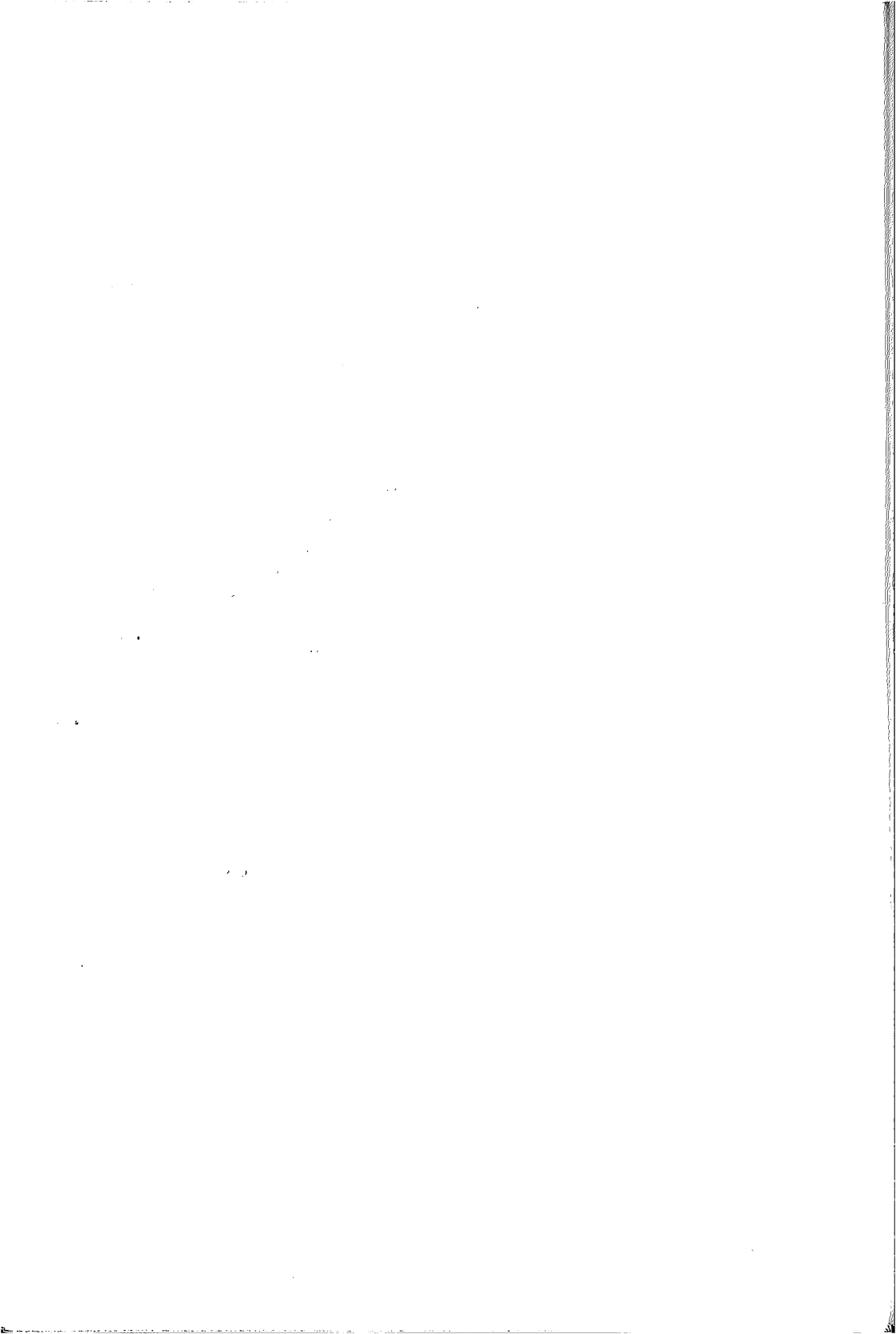
34. Ludwig Wittgenstein, *Philosophical Investigations*, 4^e éd. révisée, Chichester, Wiley-Blackwell, [1953] 2009, p. 36.

points communs, partagés par un nombre plus ou moins importants de membres de la famille, ces « ressemblances de famille » donc, forment la base d'une grammaire provisoire et fragmentaire de la révolte, dont j'ai essayé de décrire les linéaments dans ces pages introductives. Les onze textes qui suivent permettront d'aller au-delà de cette présentation, trop brève et partielle, et d'entrer dans le détail d'événements qui sont autant de figures de la révolte.



1^{RE} PARTIE

SUBALTERNES EN RÉVOLTE (16^E-20^E SIÈCLES)



PANAMÁ

REBELLES NOIRS: RETOUR SUR L'HISTOIRE DES CIMARRONS DU 16^E SIÈCLE

RUTH PIKE¹

Ce texte retrace l'histoire mouvementée des palenques, ces communautés formées par des esclaves noirs en fuite, dans le Panamá du 16^e siècle.

[...] Au 16^e siècle, il existait deux principales colonies espagnoles dans l'isthme de Panamá, Nombre de Dios sur la côte caraïbe et Panamá sur la côte pacifique. Entre ces deux ports s'étendait une jungle continue, interrompue uniquement par de longues chaînes de hautes montagnes déchiquetées que séparaient des vallées arrosées par des cours d'eau. Des siècles durant, pour aller du Pérou à l'Espagne, les hommes et les marchandises durent traverser cette terre hostile et difficile d'accès.

Pendant de nombreuses années, au 16^e siècle, cette région fut le théâtre de groupes armés composés d'esclaves noirs en fuite qui n'acceptaient pas leur état de servitude et se réfugiaient dans les montagnes où ils menaient une vie libre inspirée des coutumes tribales d'Afrique. On les appelait *cimarrones* (cimarrons), expression inventée par les conquistadors, fort probablement à partir des termes «*cima*» [cime] et «*marron*²». Selon Garcilaso de la Vega, dit l'Inca, le mot fut utilisé pour la première fois dans les îles de la Caraïbe pour désigner les esclaves noirs fugitifs qui vivaient au cœur des montagnes. Ces colonies de Noirs libres, appelées *palenques*, existaient dans de nombreuses parties de l'Amérique

1. L'auteure, Ruth Pike, a été professeure d'histoire à Hunter College et au Graduate Center de la City University of New York (CUNY). L'article original, dont est traduite ici une sélection d'extraits, a été publié sous le titre «Black rebels: The Cimarrons of Sixteenth-Century Panamá» dans *The Americas*, vol. 64, n° 2, octobre 2007, p. 243-266. Traduction: Gilles Renaud pour *Dial*.

2. Note *Dial*: «Cime» renverrait aux endroits reculés où les fugitifs trouvaient refuge, souvent dans les hauteurs. «Marron» a d'abord été utilisé pour désigner les animaux domestiques retournés à l'état sauvage – le transfert de l'adjectif du monde animal aux esclaves est révélateur du regard porté par les colons sur leurs esclaves.

hispanique. Elles constituaient un danger permanent pour les établissements espagnols parce que leurs habitants venaient en bandes armées attaquer les villes et les villages. Les *palenques* menaçaient l'emprise de l'Espagne sur la terre et étaient une source d'inquiétude pour les autorités espagnoles³.

L'isthme de Panamá est l'un des endroits où les cimarrons acquirent le plus de pouvoir et connurent la plus grande expansion. Aucune des révoltes de cimarrons survenues au 16^e siècle dans d'autres parties de l'empire espagnol, que ce soit au Mexique, en Colombie ou au Venezuela, n'égala en nombre, en intensité, en détermination et en durée le mouvement qui secoua le Panamá. Forts de nombreux partisans et d'une situation géographique avantageuse, les cimarrons panaméens étaient dirigés par des hommes capables et intrépides prêts à prendre des risques importants et notamment à s'allier avec les pirates français et anglais. La période la plus violente de leur histoire se situe entre 1549 et 1582, période marquée par un conflit permanent avec les autorités espagnoles. La soumission des cimarrons de Vallano en 1582 mit un terme à cette lutte avec un accord de paix qui reconnaissait leur liberté. À partir de cette date, le mouvement cimarron organisé disparut de l'isthme de Panamá, mais la résistance des esclaves et les cimarrons continuèrent d'exister durant toute la période coloniale⁴.

Les rébellions d'esclaves noirs commencèrent très tôt dans l'isthme de Panamá. Au début de la période de colonisation, on eut besoin d'un gros apport de main-d'œuvre noire pour remplacer une population indienne dont le nombre diminuait. Des esclaves noirs en grand nombre furent importés pour travailler dans les mines d'or, la pêche perlière, sur les chantiers de construction et chez des éleveurs de bétail. La première mention d'une rébellion d'esclaves remonte à 1525. Cette année-là, le gouverneur Pedrarias informa le roi que des esclaves noirs s'étaient soulevés dans la ville de Panamá et avaient trouvé refuge dans la campagne, où ils avaient attaqué des exploitations agricoles et des fermes d'élevage. Comme la municipalité manquait d'argent pour pouvoir payer

3. Garcilaso de la Vega, el Inca, *Historia General del Perú*, 2^e partie des *Comentarios Reales de los Incas*, 3, Buenos Aires, Emcee, 1944, livre 8, chap. 3, p. 191 ; Carlos Federico Guillot, *Negros rebeldes y negros cimarrones*, Buenos Aires, Farina, 1961, p. 38.

4. Mena García, *La sociedad de Panamá en el siglo XVI*, Sevilla, Diputación Provincial de Sevilla, 1984, p. 400-401. Pour le mouvement cimarron en général dans les Amériques coloniales, voir Richard Price, *Maroon Societies: Rebel Slave Communities in the Americas*, Garden City, Anchor Press, 1973.

une force militaire en mesure de battre et capturer les insurgés, tous les propriétaires d'esclaves de la ville s'entendirent pour en assumer eux-mêmes le coût. Pedrarias fut un des principaux donateurs, avec une contribution de 20 pesos⁵.

Bien que la révolte ait été matée et ses acteurs exécutés, le danger subsistait. Il s'accrut en proportion de l'essor du commerce d'esclaves africains, qui eut pour conséquence une augmentation de la population d'esclaves noirs dans l'isthme. Celle-ci finit par devenir supérieure au nombre de colons espagnols à plusieurs endroits, notamment dans la ville d'Acla, sur la côte atlantique, où l'exploitation des mines d'or rendit nécessaire l'emploi d'une importante main-d'œuvre noire. Cette localité fut le théâtre d'un autre soulèvement en 1530. Favorisés par l'effet de surprise et par leur supériorité numérique, les esclaves des mines tuèrent leurs patrons avant de s'évanouir dans la nature. Ils trouvèrent refuge dans la colonie abandonnée et en ruines de Santa María la Antigua sur la côte occidentale du golfe d'Urabá, où ils fondèrent le premier *palenque* de l'isthme de Panamá. En 1532, lors d'une attaque lancée contre eux, une troupe espagnole commandée par Julián Gutiérrez massacra la plupart des habitants et s'empara de quelques autres, qui furent ensuite châtiés. Quelques survivants s'enfuirent dans la jungle, où ils continuèrent de vivre en hommes libres⁶.

La destruction du *palenque* d'Acla fut suivie, un an plus tard, par un soulèvement avorté dans la ville de Panamá. Influencés par les événements d'Acla, des esclaves, dont ceux du gouverneur Francisco de Barrionuevo et d'autres dignitaires, organisèrent une conspiration pour s'enfuir à Acla et créer un nouveau *palenque* avec le concours des cimarrons qui restaient dans la région. Sous la conduite d'un esclave dénommé Damián, ils montèrent un plan pour incendier la ville et les fermes d'élevage des environs. Le complot fut dénoncé et ses acteurs sévèrement punis⁷.

Les mouvements d'Acla et de Panamá furent le prélude à une grande révolte de cimarrons qui commença en 1549. Elle avait à sa tête un certain Felipillo, ladino (esclave hispanophone) capitaine d'un bateau de pêche perlière dans l'archipel des Perles au large du Panamá dans l'océan Pacifique. Avec d'autres esclaves issus des compagnies perlières

5. Pablo Alvarez Rubiano, *Pedrarias Dávila*, Madrid, CSIC, 1944, p. 613.

6. *La sociedad de Panamá*, op. cit., p. 402-403; *Negros rebeldes*, op. cit., p. 137.

7. *La sociedad de Panamá*, op. cit., p. 404-405.

et des fermes d'élevage de bétail voisines, les rebelles gagnèrent les parties les plus reculées du golfe de San Miguel, où ils essayèrent de recréer leur mode de vie africain. De là, ils lancèrent une suite d'attaques contre les Espagnols de la région. Deux ans plus tard, ils furent surpris par une troupe de soldats venue du Panamá sous la conduite du capitaine Francisco Carreño, qui mit le feu à leurs habitations et détruisit leurs récoltes. Felipillo et 30 de ses compagnons furent capturés et emmenés à la ville de Panamá pour être exécutés, tandis que les autres cimarrons furent vendus comme esclaves par le gouverneur à son profit⁸.

L'élimination du *palenque* de Felipillo ne mit pas un terme au mouvement des cimarrons sur la côte pacifique. Ceux qui avaient pu s'échapper retournèrent dans la même région, mais dans un secteur plus isolé, pour construire un autre *palenque*. Dans le même temps, sur la côte atlantique, des bandes de cimarrons étaient actives dans la zone située entre le fleuve Chagres et la péninsule de San Blas. Enfin, près du golfe d'Urabá, il existait un autre *palenque* composé des rescapés de la colonie démantelée à Acla⁹.

Au milieu du 16^e siècle, les cimarrons avaient progressé en nombre et intensifié leur action. Près de Nombre de Dios, 800 cimarrons aidés par des Indiens qui s'étaient ralliés à eux d'une manière spontanée ou sous la contrainte attaquaient et tuaient les voyageurs qui empruntaient la route entre Nombre de Dios et Panamá et s'emparaient des marchandises qu'ils transportaient avec eux. En 1554, par exemple, ils massacrèrent huit commerçants, dont le fils d'un riche négociant sévillan du nom de Gonzalo Jorge, qui se trouvait au Panamá en qualité d'agent de son père. Il appartenait à l'une des familles de marchands *conversos*¹⁰ les plus influentes de Séville¹¹.

Durant ces mêmes années, un nouveau chef s'imposa pour fédérer tous les cimarrons de la côte atlantique. Dans les sources que l'on

8. Fray Pedro de Aguado, *Historia de Venezuela*, t. 3, Madrid, Imprenta y Editorial Maestre, 1950, p. 195.

9. *Negros rebeldes*, op. cit., p. 140.

10. Note *Dial*: Juifs ou Musulmans convertis à la religion catholique en Espagne ou au Portugal, particulièrement au 14^e et 15^e siècles.

11. Carol F. Jopling (éd.), *Indios y negros en Panamá en los siglos XVI y XVII. Selecciones de los documentos del Archivo de Indias*, South Woodstock, Plumstock Mesoamerica Studies, 1994, doc. 116. La date de parution figurant sur le document est incorrecte puisque celui-ci fait référence à des événements survenus en 1554. Concernant la famille Jorge, voir Ruth Pike, *Aristocrats and Traders: Sevillian Society in the Sixteenth Century*, Ithaca, Cornell University Press, 1972, p. 106-107.

possède, Bayano – c’est ainsi qu’on l’appelait – est décrit comme un bel homme de forte constitution, très « hispanisé » – sachant, autrement dit, se faire comprendre en espagnol – et qui occupa probablement un poste assorti d’un certain pouvoir sur sa terre natale. Ses partisans le servaient et le considéraient comme un roi, et il les gouvernait comme tel, obtenant d’eux qu’ils lui obéissent, qu’ils le craignent et qu’ils suivent ses ordres.

Les Espagnols eux-mêmes l’appelaient le « roi noir Bayano ». Il fut bientôt rejoint par quelque 1 200 hommes et femmes, avec qui il mena une longue série de campagnes contre les Espagnols¹².

Le *palenque* de Bayano était bâti au sommet d’une colline élevée et très pentue au cœur d’une jungle dense et montagneuse qui le protégeait sur le flanc atlantique. Des deux côtés de la colline, deux routes étroites avaient été taillées dans la roche et menaient à des entrées renforcées par de solides palissades. Les habitations des cimarrons se trouvaient dans la partie supérieure de la colline. Entre les habitations, ils avaient creusé de profonds silos dans lesquels ils stockaient leur nourriture. Le roi Bayano et ses guerriers vivaient dans cette forteresse impénétrable, et c’est de là qu’ils partaient pour attaquer les Espagnols sur les routes et les cours d’eau, et aux alentours de Nombre de Dios et de Panamá. Ils disposaient aussi d’une autre cache dans la jungle, où ils mettaient à l’abri femmes, enfants et vieillards. Les Espagnols ne purent jamais la trouver jusqu’à leur victoire sur Bayano¹³.

À partir de 1553, le gouverneur du Panamá Alvaro de Sosa (1553-1556) lança contre Bayano trois expéditions militaires, qui échouèrent toutes. L’une d’elles, dirigée par Gil Sánchez, parvint à la zone dominée par les cimarrons et se retrouva face à Bayano, qui emporta la bataille et tua le commandant de la troupe. Seuls quatre soldats échappèrent à la mort. Une autre expédition, commandée par le même capitaine Francisco Carreño qui avait détruit le *palenque* de Felipillo, réussit à capturer Bayano, avant de l’emmener à Nombre de Dios¹⁴.

Les représentants de la royauté dans l’isthme ne disposaient pas d’effectifs ni de moyens suffisants pour combattre efficacement le problème des cimarrons. Presque tous les habitants de Nombre de Dios et de

12. *Historia de Venezuela*, t. 3, *op. cit.*, p. 170 ; *La sociedad de panamá*, *op. cit.*, p. 415.

13. *Historia de Venezuela*, t. 3, *op. cit.*, p. 180-181.

14. *Historia de Venezuela de Venezuela*, p. 195 ; *La sociedad de Panamá*, *op. cit.*, p. 417 ; *Negros rebeldes*, *op. cit.*, p. 143.

Panamá étaient des marchands, et la majorité d'entre eux étaient nés à Séville. Beaucoup exerçaient la fonction d'agent pour des sociétés de commerce de cette ville et n'habitaient dans l'isthme qu'à titre temporaire. Aucun n'avait la capacité ni la volonté de combattre les cimarrons, ni de participer au financement d'une campagne militaire contre eux. Mis devant les faits, le gouverneur Alvaro de Sosa opta pour la solution de la conciliation. Il rendit la liberté et accorda son pardon à Bayano, mais rien n'y fit. Les cimarrons continuèrent leurs incursions, en se montrant plus arrogants et audacieux que jamais¹⁵.

Le combat contre les cimarrons ne pouvait aboutir à un succès que s'il était mené par des troupes expérimentées financées à l'aide de fonds issus des caisses de la royauté et destinés à cette fin. En 1556, le marquis de Cañete traverse l'isthme pour prendre ses fonctions de vice-roi du Pérou (1556-1561). Informé de la situation dangereuse qui règne dans la région, il décide de sortir 30 000 pesos des caisses du royaume : une moitié pour faire la guerre aux cimarrons et l'autre moitié pour bâtir une forteresse destinée à protéger la côte atlantique. Il nomme le capitaine Pedro de Ursúa général d'une force expéditionnaire contre les cimarrons. Ursúa, natif de la Navarre, est un soldat compétent et expérimenté. Il a participé à la conquête de la Nouvelle-Grenade, où il s'est rendu célèbre par ses batailles contre les Indiens muzos et où il a fondé la ville de Pamplona. Lorsqu'il rencontre le marquis de Cañete, il se trouve au Panamá et se prépare à gagner le Pérou. Le marquis de Cañete le persuade de mener campagne contre les cimarrons et il accepte la charge qui lui est confiée¹⁶.

Le recrutement de soldats pour l'opération commença immédiatement mais, du fait des risques et des difficultés associés à l'entreprise, Ursúa s'aperçut bientôt que personne ne serait disposé à s'enrôler, quel que soit le prix. Tout le monde pensait qu'une participation à cette guerre était synonyme d'une mort certaine. Le marquis de Cañete trouva finalement une solution. À l'époque, un groupe de participants à la rébellion avortée de Francisco Hernández Girón au Pérou (1553-1554) s'était réfugié dans l'isthme. La plupart d'entre eux étaient emprisonnés à Nombre de Dios et d'autres en liberté provisoire, mais tous

15. *Historia de Venezuela*, t. 3, *op. cit.*, p. 195 ; Guillot, *Negros*, p. 143 ; *La sociedad de Panamá*, *op. cit.*, p. 242.

16. Roberto Levillier (éd.), *Gobernantes del Perú, Cartas y papeles, siglo XVI, documentos del Archivo de Indias*, 2, Madrid, Sucesores del Rivadeneyra, 1921, p. 470-471 ; *Historia General*, t. 3, *op. cit.*, p. 190.

vivaient dans la crainte d'être condamnés aux galères ou exécutés. Le marquis de Cañete se rendit en personne à la prison de Nombre de Dios et offrit aux prisonniers deux options : soit se battre contre les cimarrons, soit passer devant un tribunal militaire. Quant aux hommes restants, il les rassembla et les remit à Ursúa, et celui-ci les répartit, avec quelques autres qui s'étaient déclarés volontaires, encouragés par la tournure des événements, en unités militaires régulières, à la façon d'une véritable armée¹⁷.

Tandis qu'Ursúa préparait son expédition contre eux, les cimarrons intensifièrent leurs attaques sur la route entre Nombre de Dios et Panamá. Deux convois de mulets chargés de vêtements et de marchandises d'une valeur de 4 000 pesos furent assaillis par une bande de cimarrons, qui se débarrassèrent du petit nombre de gardes qui les accompagnait. Quelques jours plus tard, quelques cimarrons revinrent chercher ce qui restait du butin mais, le temps ayant passé, les autorités avaient été informées de ce qui était arrivé. Des soldats placés sous le commandement de Pedro de la Fuente et cachés dans les fourrés les attendaient. Au terme d'un bref échange, les cimarrons s'avouèrent vaincus et se dispersèrent. Quelques-uns furent pris et emmenés à Nombre de Dios. Tous furent exécutés sauf un qui accepta de servir d'informateur et de fournir des renseignements sur le nombre de cimarrons et leurs caches¹⁸. En octobre 1556, Ursúa et sa force expéditionnaire d'environ 40 hommes se rendent par voie terrestre de Nombre de Dios au *palenque* de Bayano qui, selon l'informateur, se situe plus loin sur la côte mais un peu à l'intérieur des terres. Un groupe plus petit – 30 hommes –, dirigé par Francisco Gutiérrez, commandant en second, quitte Nombre de Dios par la mer avec les provisions et munitions nécessaires. Après quatre jours de navigation, il jette l'ancre sur un récif afin d'y attendre l'arrivée d'Ursúa et du reste de la troupe. De là, le groupe au complet longe la côte, traverse marécages, forêts et montagnes pour atteindre, quelque vingt-cinq jours plus tard, le repère de Bayano.

Un camp fut monté non loin de sa forteresse. Ursúa, comprenant qu'il ne pourrait la prendre de force, décida de recourir à la duplicité et la supercherie. Il ordonna à Gutiérrez de retourner chercher à Nombre de Dios des vêtements et d'autres denrées qu'il offrirait aux cimarrons pour

17. *Gobernantes del Perú, op. cit.*, t.1, p. 263 ; *Historia General*, 3, *op. cit.*, p. 190.

18. *Historia de Venezuela, op. cit.*, p. 158-169.

les rallier à lui, ainsi que du poison qu'on utiliserait quand l'occasion se présenterait. En même temps, Ursúa proposa de rencontrer Bayano en personne pour discuter d'un règlement à l'amiable. Bayano accepta et Ursúa réussit à le convaincre qu'il avait le pouvoir de négocier un accord aboutissant à la division du territoire en deux parties distinctes et indépendantes, une pour les Espagnols et l'autre pour les Noirs, dont Bayano ferait son royaume¹⁹.

Il s'ensuivit une période de fraternisation entre les soldats espagnols et les cimarrons au cours de laquelle les hommes se livraient à des concours sportifs, de chasse et de pêche. Ursúa attendait simplement l'occasion de mettre à exécution ses projets réels. Avec le temps, le poison avait perdu de sa force, et il fallut envoyer Gutiérrez à Nombre de Dios pour se réapprovisionner. À son retour, Ursúa décida d'organiser une fête ostensiblement en l'honneur de Bayano et des siens, fête au cours de laquelle le poison mélangé au vin leur serait servi. Avant de passer à l'acte, Ursúa jugea bon de justifier son plan auprès de ses soldats. Il les réunit pour leur expliquer qu'il n'existait pas d'autre issue possible parce qu'on ne pouvait prendre la forteresse par des moyens militaires. Il prétendit que, les cimarrons étant des esclaves en fuite, on était en droit de les capturer pour les rendre à leurs propriétaires. Non seulement ils s'étaient rebellés contre leurs maîtres légitimes mais ils avaient osé créer une entité indépendante avec un roi à sa tête. En outre, la plupart d'entre eux avaient été baptisés et étaient des sujets de l'Église catholique romaine, mais avaient abandonné leur foi et commencé à pratiquer des rites anciens. De l'avis d'Ursúa, cela suffisait à écarter tout scrupule et à mettre son plan en œuvre sans que l'honneur de ses soldats ait à en souffrir. Comme les cimarrons avaient quitté l'Église et étaient donc des apostats, ses troupes pouvaient sans remords briser la trêve et les promesses faites. C'est ainsi qu'il parvint à convaincre les soldats qu'ils pourraient capturer les cimarrons par trahison et les tuer en simulant une trêve et en leur promettant la paix et l'amitié.

Bayano et 40 de ses principaux capitaines assistèrent à la fête, où ils burent et mangèrent autant qu'ils purent. Ils furent intoxiqués mais, le poison n'ayant pas eu l'effet escompté, les capitaines et Bayano furent invités dans la maison d'Ursúa où on leur offrit d'autres vêtements et de nouveau du vin empoisonné. La plupart des cimarrons commencèrent

19. Les paragraphes qui suivent sont inspirés d'*Historia de Venezuela*, op. cit., p. 171-194.

à rentrer au *palenque* tandis que Bayano et quelques-uns de ses proches restèrent sur place, un peu hébétés mais résistant toujours au poison. Ursúa jugea alors nécessaire de prendre d'autres mesures. Il ordonna aux soldats de se saisir de Bayano et de ses compagnons. Le poison avait commencé à produire ses effets et les soldats réussirent à encercler et capturer Bayano et les autres dans l'incapacité de fuir. Les Espagnols traînèrent au sommet de la colline les corps inertes des cimarrons et arrivèrent à la forteresse, où ils trouvèrent les portes ouvertes. Le *palenque* et une partie de ses occupants tombèrent entre leurs mains, plusieurs femmes, enfants et vieillards n'ayant pu résister ni s'enfuir. Les plus forts et les plus habiles s'échappèrent dans les montagnes.

En captivité, Bayano fut une nouvelle fois berné par Ursúa ou bien, plus probablement, il tenta de sauver sa vie. Ursúa lui promit en effet que, s'il parvenait à convaincre les cimarrons qui s'étaient enfuis dans les montagnes de revenir, il serait libéré et conserverait son titre de roi. Une ville serait construite dans la région de Nombre de Dios pour lui et son peuple où ils pourraient vivre en hommes libres. Bayano acquiesça à ce plan et appela ses partisans en fuite à rentrer au *palenque*, ce que firent la plupart d'entre eux. Après avoir passé encore deux mois au *palenque*, Ursúa entreprit son retour. Il amena Bayano et le reste des cimarrons qui accompagnèrent leur roi sur le chemin du retour à l'esclavage. La capture de Bayano mit un terme à une lutte de six années contre lui et ses partisans cimarrons.

À la fin de 1558, Ursúa quitta le Panamá pour le Pérou, où il remit un rapport de sa mission réussie au marquis de Cañete. Il avait amené avec lui Bayano comme trophée de guerre. Pour le récompenser, le marquis de Cañete lui confia le commandement d'une expédition chargée de trouver l'Eldorado, terre d'un roi mythique couvert d'or qui résidait au cœur de la jungle amazonienne. Au cours de ce voyage, Ursúa fut assassiné et le tristement célèbre Lope de Aguirre lui succéda²⁰.

S'agissant du sort de Bayano, il existe plusieurs versions. Selon la majorité des commentateurs, dont le père Aguado et Garcilaso de la Vega, le marquis de Cañete l'exila en Espagne, à Séville, où il vécut en otage perpétuel, et aux frais de la royauté jusqu'à sa mort. Les autres cimarrons, c'est-à-dire ceux qui ne furent pas récupérés par leur maître

20. Sur l'expédition de Pedro de Ursúa pour trouver l'Eldorado, voir *Historia de Venezuela, op. cit.*, p. 157-193.

durant une période de quatre mois, furent déclarés esclaves du roi puis remis, en reconnaissance de leurs bons et loyaux services, à Ursúa et à ses soldats, qui purent en disposer à leur guise. Il était toutefois stipulé qu'ils devraient être dispersés et vendus hors de la région pour éviter qu'ils ne se rassemblent de nouveau un jour. [...]

La vie dans l'isthme était peu sûre dans les années 1550 et la défaite de Bayano ne changea rien à la situation. La révolte des cimarrons continua et s'intensifia. D'autres esclaves en fuite se rallièrent bientôt aux quelques cimarrons qui avaient échappé à la destruction du *palenque* de Bayano. Il leur fallut peu de temps pour voir leur nombre augmenter et pour reconstruire leur *palenque*. Les années 1570 marquèrent l'apogée de la rébellion des cimarrons dans l'isthme de Panamá. Leur population de l'époque, estimée à 3 000 individus ou plus, se divisait en plusieurs groupes ayant chacun un roi à sa tête. Le plus important était situé à quelque seize lieues au sud-est de la ville de Panamá. Un autre gros contingent se trouvait sur la côte atlantique à proximité du futur site de la ville de Portobelo, et un troisième groupe, un peu plus petit, dans les montagnes du Cerro de Cabra près de la ville de Panamá²¹.

Les incursions des cimarrons contre le trafic entre Nombre de Dios et Panamá se multiplièrent. En 1575, Alonso Criado de Castilla, juge au tribunal de Panamá, informa le roi que «les cimarrons font irruption sur la route entre Nombre de Dios et Panamá pour voler les marchandises transportées à dos de mulet et tuent le plus souvent les personnes qu'ils rencontrent²²». Les cimarrons étaient aussi actifs dans les campagnes, où ils attaquaient et incendiaient les fermes et les élevages de bétail, en provoquant des dommages considérables aux personnes et aux biens. Nombre de Dios et Panamá furent la proie de leurs attaques. Sous la conduite de leurs capitaines, les cimarrons descendirent du Cerro de Cabra et pénétrèrent dans Panamá par le côté donnant sur les montagnes sans être repérés, grâce à la densité de la jungle environnante. Une fois dans la ville, ils emmenèrent tous les esclaves noirs qu'ils croisèrent sur leur chemin. Comme à Nombre de Dios, les habitants se sentirent tellement menacés par l'hostilité des cimarrons de la côte atlantique qu'ils auraient été prêts à quitter les lieux s'il n'y allait pas de leur commerce. Le coup de grâce, pour leurs personnes et leurs

21. Juan López de Velasco, *Geografía y descripción universal de las Indias*, Madrid, Establecimiento Tipografico de Fontanet, 1894, p. 346.

22. *Indios y negros*, doc. 006, *op. cit.*, p. 12.

biens, fut donné par l'alliance conclue entre les cimarrons et les pirates étrangers²³.

Pendant la plus grande partie de la première moitié du 16^e siècle, les pirates français et anglais écumèrent la côte atlantique de l'isthme en menant des opérations contre les navires espagnols. Animés par l'appât du gain, la haine religieuse et un sentiment anti-espagnol, ils virent dans les cimarrons des alliés précieux. La coopération des cimarrons avec les pirates reposait sur leur animosité commune à l'encontre des Espagnols. Ils croyaient que les pirates pourraient vaincre leur oppresseur et les libérer. Pour entretenir l'amitié, les pirates redonnaient souvent leur liberté aux esclaves noirs des villes qu'ils prenaient. De tous les pirates, ce fut Francis Drake, ou capitaine Francisco comme on l'appelait, qui se gagna leur complète collaboration et loyauté. Avant Drake, les cimarrons avaient aidé les Français, mais à contrecœur parce que, ainsi qu'ils le lui racontèrent plus tard, les Français les traitaient mal. Ce fut Drake qui cimentait cette alliance et il fut le seul pirate anglais à savoir en tirer parti. La personnalité charismatique de Drake et son tact séduisirent les cimarrons et son sens de la diplomatie finit par les rallier à lui²⁴.

Le premier contact de Drake avec les cimarrons se produisit grâce à la médiation d'un cimarron du nom de Diego qui s'était approché des navires anglais mouillant au large de la côte de Darien en juillet 1572, peu après l'arrivée de Drake dans l'isthme. Selon le récit en anglais de son voyage, intitulé *Sir Francis Drake Revived* et publié pour la première fois en 1626 par le neveu de Drake, Diego, une fois arrivé près des navires, appela pour savoir si c'était ceux du capitaine Drake et, lorsqu'on lui eut répondu par l'affirmative, il pria l'équipage de le faire monter à bord. Ce fut Diego qui arrangea une rencontre avec ses compagnons cimarrons. Ceux-ci racontèrent à Drake qu'un important trésor était entreposé à Nombre de Dios dans l'attente de son expédition en Espagne. Le 9 juillet 1572, Drake et 70 de ses hommes se rendirent dans trois chaloupes à Nombre de Dios. À minuit, ils débarquèrent et entrèrent dans la ville. D'abord décontenancés, les habitants affluèrent et chassèrent les envahisseurs hors de la ville. L'attaque surprise avait échoué et les pirates, avec Drake gravement blessé, se replièrent vers

23. Irene A. Wright, *Documents Concerning English Voyages to the Spanish Main, 1569-1580*, Londres, The Hakluyt Society, 1932, p. 46.

24. *Ibid.*

leurs embarcations ancrées sur la plage. Ils s'échappèrent de justesse en ramant vers l'est pour trouver refuge auprès des cimarrons²⁵.

Dans l'impossibilité de partir à cause de la présence des bateaux espagnols au large, Drake décida de rester avec les cimarrons en attendant l'arrivée de la flotte, l'année suivante. Les cimarrons aideront les Anglais à bâtir Fort Diego sur la Isla de los Muertos (l'île des Morts). En janvier 1573, les cimarrons apprennent que la flotte venue du continent est arrivée à Nombre de Dios. Entre-temps, Drake a échafaudé un plan pour s'emparer du trésor à Panamá plutôt qu'à Nombre de Dios, précisément au bourg de Venta de Cruces située entre les deux villes. Cette solution offre l'avantage de l'effet de surprise parce que les Espagnols sont à mille lieues d'attendre Drake à l'intérieur des terres et parce qu'il n'y a sur la côte pacifique aucun bâtiment de guerre espagnol capable d'empêcher sa fuite par la mer. Vers la mi-janvier 1573, Drake quitte la côte atlantique avec 18 ou 20 compagnons. Ils ont avec eux 30 cimarrons, dont leur chef Pedro Mandinga, probablement issu du *palenque* de Portobelo, près de Nombre de Dios. Ils s'enfoncent alors dans l'intérieur du pays au cours d'un incroyable périple à travers les montagnes, la jungle et les marécages, accablés de chaleur, d'insectes et de fièvre. Sans l'aide des cimarrons, ils n'auraient pas survécu. Les cimarrons leur ouvrirent le chemin dans les sous-bois, monteront les camps, les approvisionneront en nourriture et en eau et s'occuperont du feu. Ils porteront aussi, en plus des leurs, les armes des Anglais ainsi que tout le matériel nécessaire²⁶.

Au terme de trois jours de marche, ils arrivèrent à une colonie de cimarrons. Comme on peut le lire dans le récit en anglais, elle était située près d'un cours d'eau, à flanc de colline, entourée par un fossé de huit pieds de largeur et d'un mur en terre de dix pieds de largeur. Elle comprenait une longue rue principale, deux autres artères plus courtes, et des rues transversales étroites. Elle abritait entre 56 et 60 familles, ses rues et ses maisons étaient propres et agréables. Ses habitants s'habillaient comme des Espagnols avec des vêtements qu'ils prenaient au cours de leurs attaques sur les convois de mulets²⁷.

25. *Sir Francis Drake Revived*, Londres, 1628, cité dans Wright, *Documents*, p. 264-266; Zelia Nuttall (éd.), *New Light on Drake: A Collection of Documents relating to his Voyage of Circumnavigation, 1577-1580*, Londres, The Hakluyt Society, 1967, p. 27, 302, 325, 426.

26. *Documents*, n° 19-22, *op. cit.*, p. 44-53; *Drake Revived*, *op. cit.*, p. 295-296.

27. *Drake Revived*, *op. cit.*, p. 297-298.

Drake et ses compagnons marchèrent encore quatre jours dans la jungle et les marécages avant d'arriver en vue de Panamá. Un des cimarrons qui avaient servi comme esclave à Panamá fut envoyé en ville pour savoir à quelle date le trésor serait acheminé à Nombre de Dios par la route. Il revint avec la nouvelle selon laquelle, 100 mulets chargés d'argent, huit d'or et un de pierres précieuses seraient envoyés le jour même à Nombre de Dios. Drake monta une embuscade près de Venta de Cruces, à cinq lieues de Panamá. Les pirates se cachèrent dans les fourrés et attendirent l'arrivée de la caravane. Quand ils aperçurent le premier groupe de mulets, ils se jetèrent sur lui, mais il ne transportait que des provisions destinées à la garnison de Nombre de Dios. Alerté, le deuxième convoi rebroussa chemin et le dernier, à l'arrière, celui qui transportait le trésor, retourna à Panamá²⁸.

Une fois encore, Drake avait échoué, et sa situation était devenue dangereuse. Selon le récit anglais, il consulta le chef cimarron Pedro, qui lui proposa l'alternative suivante : repartir par la jungle comme ils étaient venus, ou par la route conduisant à Venta de Cruces. Il choisit la seconde voie et se préparait à se frayer un chemin les armes à la main, mais il demanda d'abord à Pedro de promettre qu'il ne les abandonnerait pas. Le chef cimarron tendit la main à Drake et jura que lui et ses partisans mourraient plutôt que de les laisser aux mains de leurs ennemis communs²⁹.

Quand ils arrivèrent à Venta de Cruces, les pirates et leurs alliés cimarrons étaient prêts à lancer l'attaque, mais il leur fallut d'abord se débarrasser d'une compagnie de soldats espagnols qui était postée dans la jungle environnante pour défendre la localité. Au cours de la bataille, les cimarrons combattirent courageusement à la façon africaine, en criant et en sautant en l'air. Les pirates et les cimarrons rapportèrent bien un butin de cette attaque, mais ils durent en détruire la plus grosse partie parce qu'ils ne pouvaient l'emporter avec eux pour retourner sur la côte atlantique où Drake avait laissé ses navires et le reste de ses hommes³⁰.

Sur le chemin du retour, les cimarrons servirent encore de guides et de porteurs, ainsi que de pourvoyeurs de nourriture et d'un toit aux pirates. Lorsque des hommes s'effondraient sous le poids de la fatigue ou de la maladie, les cimarrons qui les accompagnaient se dévouèrent

28. *Ibid.*, p. 301-305.

29. *Ibid.*, p. 305-306.

30. *Ibid.*, p. 307-311.

pour les porter avec leurs armes. Au terme d'un pénible voyage, ils arrivèrent sur la côte atlantique de l'isthme. Ils purent constater qu'en leur absence les cimarrons avaient construit un village à quelque trois lieues du port où mouillait le navire de Drake. Cette colonie ennuyait fort les autorités espagnoles. En février 1573, le conseil municipal de Panamá informa le roi que les Anglais et leurs alliés cimarrons s'étaient établis dans un port de la côte atlantique avec l'intention d'occuper la terre de manière permanente³¹.

En mars 1573, un navire français commandé par un pirate huguenot dénommé Guillaume Le Testu avec un équipage de 50 hommes fit son apparition au large. Le Testu conclut un accord avec Drake pour travailler ensemble et lancer une nouvelle tentative d'enlèvement du trésor transporté à dos de mulets. À la fin d'avril 1573, quinze pirates anglais et 20 huguenots français avec le même nombre de cimarrons entreprirent de traverser la jungle jusqu'à Nombre de Dios. Pendant leur expédition, les Français se mirent à douter du sérieux des cimarrons, craignant que si ces derniers faisaient défection, ils ne trouveraient jamais leur chemin au retour. Drake les assura qu'il n'y avait aucune raison de douter de leur loyauté parce qu'ils la lui avaient prouvée à maintes reprises. De leur côté, les cimarrons dirent à Drake qu'ils avaient peu de considération pour les Français et qu'ils ne leur faisaient pas confiance à cause d'expériences antérieures qu'ils avaient vécues avec d'autres pirates français³².

Arrivé tout près de Nombre de Dios, le groupe fit halte et se cacha dans le sous-bois à proximité de la route. Quand ils virent apparaître la caravane composée de trois convois de 190 mulets transportant chacun de l'or et de l'argent, Anglais, Français et cimarrons réunis fondirent sur elle. Ils récoltèrent un riche butin au terme d'une bataille féroce au cours de laquelle Le Testu fut gravement blessé et un cimarron tué. Quand les soldats qui gardaient les convois partirent chercher du renfort à Nombre de Dios, les pirates s'enfuirent en emportant tout l'or qu'ils pouvaient. Quant aux lingots d'argent qu'ils ne pouvaient emporter, ils les enfouirent dans le sol des berges du fleuve Chagres voisin. Ceci fait, les pirates disparurent dans la jungle. Ils laissèrent sur place Le Testu, incapable d'avancer à cause de ses blessures. Il fut trouvé plus tard et

31. Wright, *Documents*, n° 21, *op. cit.*, p. 49.

32. Drake *Revived*, *op. cit.*, p. 316-318; Wright, *Documents*, n° 24-28, *op. cit.*, p. 60-73, n° 30-31, p. 76-92.

exécuté par les Espagnols. Les autres gagnèrent la côte et trouvèrent refuge auprès des cimarrons avec qui ils partagèrent le fruit de leur pillage³³.

Quelques jours avant le retour des Anglais chez eux, Drake invita le chef cimarron Pedro Mandinga à bord de son navire pour qu'il choisisse un objet qui lui ferait plaisir. Il porta son choix sur une épée que Le Testu avait offerte à Drake à l'occasion de leur première rencontre en mars 1573. Elle avait auparavant appartenu au roi français François I^{er}. Pedro fit don à Drake de quatre onces d'or en gage de sa loyauté et de sa gratitude, et l'assura de sa fidélité pour la vie. Après lui avoir promis de revenir, Drake et ses hommes prirent congé des cimarrons puis mirent les voiles pour l'Angleterre, et touchèrent Plymouth le 9 août 1573³⁴.

Tandis que les cimarrons attendaient le retour de Drake, d'autres pirates anglais, notamment John Noble et Gilbert Hosely en 1574, et Andrew Barker en 1576, firent des apparitions dans la région, mais aucun ne sut s'allier les cimarrons³⁵. La seule exception fut John Oxenham, qui avait accompagné Drake lors de son voyage de 1572-1573, mais qui, au bout du compte, fut incapable de préserver ce lien.

[...] En août 1577, un corps expéditionnaire arrivé du Pérou sous le commandement du capitaine Diego de Frías lança une campagne contre les Anglais et les cimarrons. [...] Après l'élimination des pirates, Frías entama une campagne contre les cimarrons de Vallano. Initialement, une partie de sa mission consistait à châtier les cimarrons pour l'aide qu'ils avaient prodiguée aux pirates. Pour remplir cette mission, il conduisit ses troupes à travers toute la région de Vallano où les cimarrons étaient établis, détruisant les cultures, brûlant les villages et dispersant les habitants. Dès les premiers affrontements, beaucoup de cimarrons perdirent la vie ou furent capturés. Se voyant vaincus, les cimarrons refusèrent dès lors les combats frontaux et, fidèles à leur vieille tactique, disparurent dans la jungle, mais, dans les faits, les soldats de Frías avaient réussi à démanteler leur organisation. Lassés d'être perpétuellement en fuite, les chefs cimarrons rencontrèrent les Espagnols pour conclure une trêve.

33. *Drake Revived, op. cit.*, p. 318-332.

34. *Ibid.*, p. 324-325.

35. *Documents*, p. XLV-XLVII, n° 32-34, *op. cit.*, p. 94-97, 333-338.

Les hostilités prirent fin au printemps 1578 et Frías regagna le Pérou en septembre de la même année, mais la pacification prit du temps³⁶.

Au départ de Frías, la Audiencia de Panamá nomma Pedro de Ortega Valencia général pour qu'il poursuive la lutte contre les cimarrons. En 1579, il obtint la reddition des cimarrons de Portobelo sur la base d'un accord passé avec leur chef Luis Mazambique. Selon cet accord, l'ensemble de leurs crimes leur était pardonné, et la liberté leur était donnée, à eux-mêmes ainsi qu'à leurs femmes et leurs enfants. Ils reçurent une terre près de Nombre de Dios pour s'y installer. Là, ils pouvaient choisir leurs chefs (les mêmes que ceux qu'ils avaient précédemment) sous la supervision militaire d'un capitaine espagnol nommé Antonio Salcedo, qui contribua à les conduire à la paix. Le nom de Santiago del Principe fut donné à cette colonie³⁷.

En 1579, Alonso Criado de Castilla négocia la reddition des cimarrons de Cerro de Cabra. Ils bénéficièrent des mêmes conditions que celles accordées aux cimarrons de Portobelo et ils fondèrent pacifiquement une nouvelle colonie. La pacification des cimarrons de Vallano fut plus difficile à obtenir. [...] Et l'échec des négociations scella la reprise des hostilités. Les cimarrons abandonnèrent leurs anciennes colonies de Vallano et se dispersèrent dans les montagnes de la région d'Acla. Des soldats furent lancés à leur poursuite mais ne purent les trouver. En février 1581, le trésorier général de la Couronne, Juan de Vivero, estima à 136 000 pesos le coût de la guerre contre les cimarrons à cette date, guerre qui, selon lui, ne pouvait être remportée, les circonstances étant ce qu'elles étaient. Le capitaine Saucedo, gouverneur espagnol de la colonie cimarron de Santiago del Principe à Portobelo, pensait lui aussi que les cimarrons de Vallano ne pourraient être vaincus par les voies militaires. Il avait la certitude que si les cimarrons de Portobelo n'avaient pas opté pour une solution pacifique, ils n'auraient jamais pu être vaincus, et qu'il en allait de même pour ceux de Vallano. Les cimarrons de Portobelo lui avaient déclaré que les cimarrons de Vallano pourraient venir habiter avec eux puisqu'ils étaient principalement des Zapes ou originaires du Congo. À son avis, on devait offrir les mêmes conditions de paix aux cimarrons de Vallano qu'à ceux de Cerro de Cabra et leur offrir une nouvelle terre pour se réinstaller³⁸.

36. *Negros rebeldes*, op. cit., p. 182-183 ; *Gobernantes del Perú*, op. cit., p. 64-65.

37. *Indios y negros*, op. cit., doc. 142, p. 372-374, doc. 145, p. 378.

38. *Indios y negros*, doc. 147, p. 379-381, doc. 152, p. 358-386.

En 1582, Alonso Criado de Castilla prit personnellement en charge la reddition des cimarrons de Vallano comme il l'avait fait avec ceux de Cerro de Cabra. Les termes de l'accord et les ordonnances qui les régissaient reprenaient les modalités de Portobelo. Les cimarrons s'étant appauvris et se trouvant démunis après des années d'errance, le trésor de la Couronne leur octroya 1 000 pesos destinés à couvrir leur nourriture et les outils nécessaires pour cultiver leur terre pendant un an. On leur donna également un troupeau de bétail d'une valeur de 4 000 pesos. Le vieux capitaine cimarron Luis Mazambique fut nommé gouverneur de la colonie baptisée Santa Cruz la Real sous la supervision d'un capitaine espagnol, Luis de Magán. Il fut demandé à Mazambique, trois fois par an, d'envoyer ses hommes en expédition dans les montagnes et la jungle à la recherche d'esclaves noirs qui auraient pu s'échapper, et de s'engager à ne pas secourir quiconque s'était réfugié dans la colonie ni à aider les pirates.³⁹

Lorsque Drake revint sur la scène, lors de son dernier voyage en 1595, les autorités à Panamá craignirent que les cimarrons abandonnent leur vie pacifique et se joignent à lui. En décembre 1595, sa flotte jette l'ancre au large de Nombre de Dios, à l'abandon. La nouvelle ville de Portobelo, encore en construction, était destinée à la remplacer. Quelque 500 à 600 Noirs, anciens cimarrons pour la plupart, y gagnaient leur vie en travaillant sur le chantier des fortifications. Drake et les Anglais, de leur côté, pensaient que leurs anciens alliés cimarrons attendaient leur retour pour se soulever à nouveau contre les Espagnols. À leur grande surprise, les Noirs n'allumèrent pas de feux pour guider les navires jusqu'à la berge comme ils l'avaient fait auparavant et, en réalité, il n'y avait aucun Noir en vue. Drake prit alors la ville et détruisit tout ce qui en restait, soit quelques maisons vides et vieux bateaux rouillés⁴⁰.

Au début de janvier 1596, un corps expéditionnaire anglais de 1 000 hommes mené par Sir Thomas Baskerville se mit en route pour Panamá, mais sans aucun cimarron pour le guider. À mi-chemin, ces hommes furent attaqués à plusieurs reprises par des soldats espagnols sous le commandement d'Alonso de Sotomayor. Las, épuisés par les fièvres et persuadés que leurs adversaires étaient très puissants, ils rentrèrent à Nombre de Dios et levèrent le camp pour aller mouiller à quelques

39. *Indios y negros, op. cit.*, doc. 153, p. 385-387, doc. 154, p. 389; *La sociedad de Panamá, op. cit.*, p. 423-424.

40. *La sociedad de Panamá, op. cit.*, p. 425; *Negros rebeldes, op. cit.*, p. 194-196.

milles de la côte. Là, le 28 janvier 1596, Drake rendit l'âme et sa dépouille fut jetée à la mer ; la flotte rentra ensuite en Angleterre sous la conduite de Baskerville. Quant aux anciens cimarrons, ils furent récompensés pour leur loyauté à l'Espagne par une exemption, durant trois ans, du tribut qu'ils devaient verser chaque année.⁴¹

À la mort de Drake, la situation avait changé dans l'isthme. La révolte cimarron avait été matée et on connaissait une période de paix relative et de coexistence. Cette évolution s'expliquait par de nombreux facteurs. Un des plus importants résidait dans l'affaiblissement de la capacité des cimarrons de continuer à répondre à la pression militaire espagnole. L'interdiction de faire entrer de nouveaux esclaves noirs dans l'isthme et de longues années de guerre avaient réduit leur nombre. Il n'y eut jamais de loi pour interdire l'entrée d'esclaves noirs dans la région mais, à partir de 1578 puis durant de nombreuses décennies, tous les permis ou les traités concernant les esclaves contenaient des clauses particulières. Elles stipulaient que les convois d'esclaves déchargés dans le port de Nombre de Dios ne pouvaient y rester plus longtemps que la durée nécessaire pour les acheminer au Pérou. Des officiers de la Couronne étaient chargés d'enregistrer et identifier ceux qui étaient en transit. Ce système eut pour effet de réduire le nombre d'esclaves noirs admis au Panamá et qui auraient pu grossir les rangs des cimarrons. Une vie de simple subsistance, un faible taux de naissances et des déplacements continus, notamment pendant les dernières années de la guerre, les empêchèrent également de remplacer ceux qui étaient tués. Dans le même temps, le gouvernement espagnol acquit un pouvoir militaire plus grand sur le territoire avec la construction de forts à des endroits clés longtemps dominés par les cimarrons. L'emploi d'anciens cimarrons venus des colonies de Santiago del Principe et Santa Cruz la Real pour retrouver des esclaves en fuite conformément aux accords de paix et pour renvoyer tous les fugitifs qui avaient tenté de se réfugier dans leurs villages aidèrent beaucoup également les autorités espagnoles⁴².

À la fin du 16^e siècle, les royaumes cimarrons du Panamá n'existaient plus, mais les cimarrons ne disparurent pas pour autant. Seule l'abolition

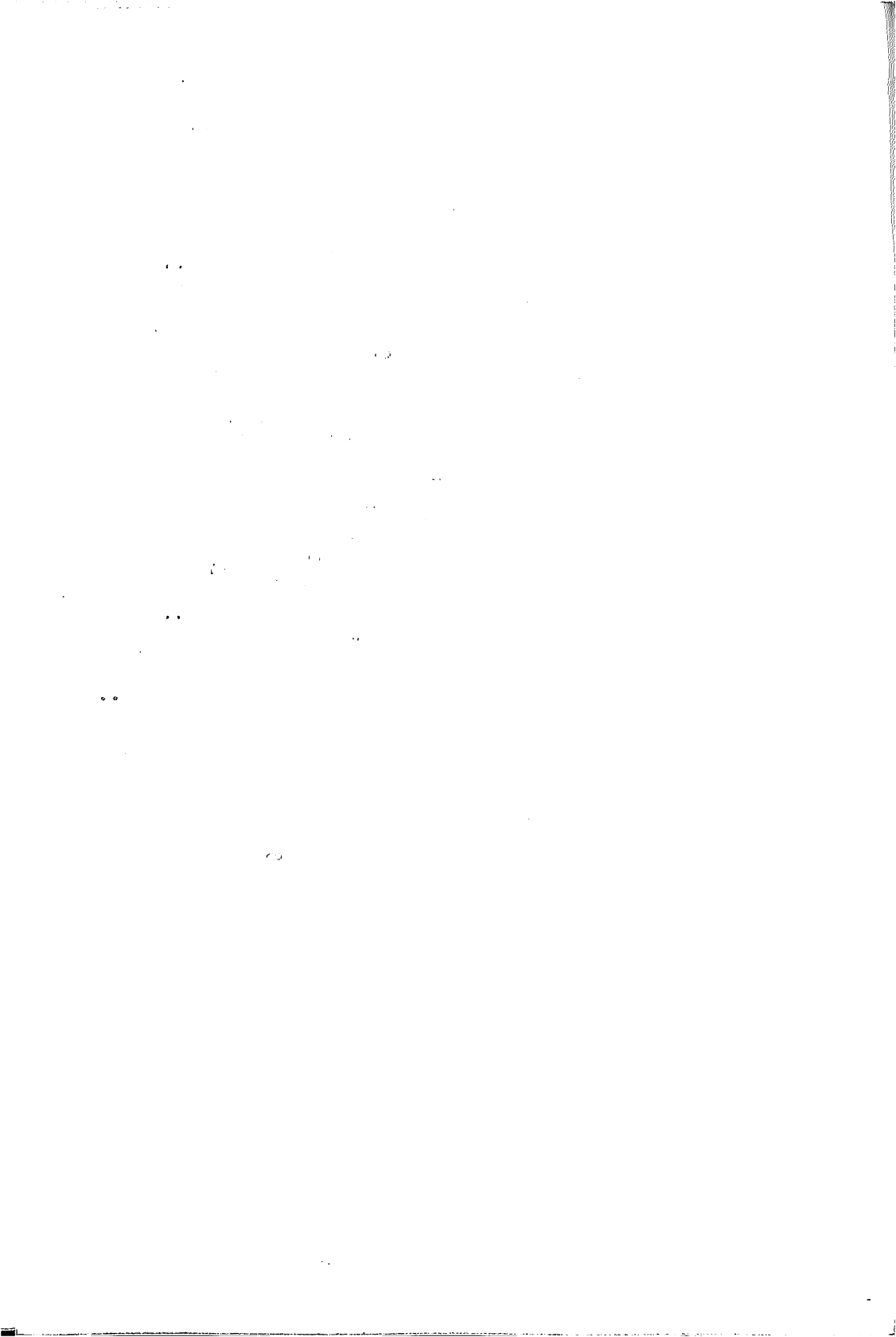
41. *Negros rebeldes*, op. cit., p. 196 ; Kenneth Andrews, *The Last Voyage of Drake and Hawkins*, Londres, The Hakluyt Society, 1972, p. 114-124, 212 ; *La sociedad de Panamá*, op. cit., p. 425.

42. Georges Scelle, *Histoire politique de la traite négrière aux Indes de Castille*, Paris, L. Lerose et L. Tenin, 1906, p. 332 ; Enriqueta Vila Vilar, « Cimarronaje en Panamá y Cartagena. El costo de una guerrilla en el siglo XVII », *Caravelle*, n° 49, 1987, p. 79-80.

de l'esclavage au 19^e siècle mit un terme à la résistance des esclaves noirs. Il y eut encore des esclaves qui s'échappèrent dans les montagnes où ils se regroupèrent pour former de petits *palenques*. Dans les premières années du 17^e siècle, chaque fois que les autorités espagnoles découvraient un de ces *palenques*, elles y dépêchaient des soldats pour le détruire, mais il renaissait bientôt. Ces petits *palenques* continuèrent d'exister au Panamá et dans d'autres parties de l'empire espagnol, mais leur nombre était tellement insignifiant qu'ils ne représentaient pas une menace pour le contrôle espagnol. En 1607, si l'on en croit une source, les cimarrons sont moins d'une centaine et tous des esclaves récemment évadés vivant dans les montagnes sans lieu de résidence fixe⁴³.

Les autres, installés dans leurs villages, travaillaient pour les Espagnols dans les fermes et les *estancias* ou comme soldats ou gardes. Leurs rois et leurs partisans armés n'étaient plus qu'un vieux souvenir.

43. Manuel Serrano y Sanz, *Relaciones histórico-geográficas de América Central*, 8, Madrid, V. Suarez, 1908, p. 201-202; « Cimarronaje », art. cité, p. 81-85.



PÉROU

LA RÉBELLION DE TÚPAC AMARU (1780-1781): PROTONATIONALISME ET REVIVALISME INCA

CHARLES WALKER¹

José Gabriel Condorcanqui Noguera (19 mars 1742-18 mai 1781) a pris la tête, en 1780, du plus grand soulèvement contre le système colonial espagnol aux Amériques. Il était aussi nommé José Gabriel Túpac Amaru, du nom du dernier monarque inca (1545-1572), exécuté par les Espagnols et dont il se réclamait le descendant, par son père. Pour éviter la confusion, il est depuis sa mort souvent dénommé Túpac Amaru II. Le mouvement a finalement échoué et Túpac Amaru a été écartelé et décapité à Cuzco en 1781, mais cette rébellion garde une place particulière dans l'histoire et la mémoire latino-américaine et nombre de groupes ont mobilisé ou mobilisent sa mémoire, du général Juan Velasco Alvarado, président du Pérou de 1968 à 1975, au Mouvement de libération nationale-Tupamaros (MLN-T) uruguayen, créé dans les années 1960 et dont le président de la République entre mars 2010 et février 2015, José Mujica, est issu, en passant par de nombreux mouvements indiens.

De 1780 à 1783, les Andes ont été secouées par la plus grande rébellion de l'histoire coloniale de l'Amérique hispanique². D'abord centré sur Cuzco, le soulèvement a touché une région s'étendant de l'Argentine moderne à la Colombie. Le moment de Túpac Amaru a duré un peu plus d'un semestre, puis le centre de la rébellion s'est déplacé vers le Haut-Pérou, l'actuelle Bolivie. Les rebelles ont presque réussi à

1. Charles Walker est professeur d'histoire à l'Université de Californie-Davis. Ce texte est une traduction quasi intégrale du deuxième chapitre de *Smoldering Ashes: Cuzco and the Creation of Republican Peru, 1780-1840*, Durham, Duke University Press, 1999. Le passage coupé (de la p. 18 à la p. 22) est intitulé «Précurseur, Inca ou traditionaliste? Túpac Amaru et les historiens» et traite des différentes interprétations historiographiques de la rébellion. Les trois cartes reproduites ici sont issues du même ouvrage. Traduction : Gilles Renaud pour *Dial*.

2. Sauf mention contraire, les traductions de l'espagnol sont celles de l'auteur.

renverser le pouvoir colonial espagnol et, ce faisant, ont radicalement transformé les relations entre l'État, l'élite et la paysannerie autochtone. Avec la conquête espagnole, le soulèvement constitue le phénomène le plus débattu de l'histoire péruvienne, il est de nos jours commémoré et vénéré par différents groupes et organismes.

Malgré l'énormité de la rébellion et la très grande attention qui lui a été portée par les chercheurs, la signification du mouvement de Túpac Amaru et les fins qu'il poursuivait demeurent sujets à discussion. Il n'y a pas de réponse claire à la question de savoir quels étaient les objectifs des rebelles. Certains historiens voient dans la rébellion un antécédent à grande échelle de la Guerre d'indépendance qui allait survenir au début du 19^e siècle. D'autres insistent sur son idéologie inca et la dépeignent comme un mouvement revivaliste ou messianique. D'autres, qui ne se sont pas projetés aussi loin dans le futur ou dans le passé, l'inscrivent dans la tradition coloniale des droits politiques négociés. Le problème posé par son interprétation tient à l'ambiguïté de la plateforme des chefs du mouvement ainsi qu'au fossé entre leur discours et l'action des insurgés. Dans la plupart de ses déclarations et de ses lettres, Túpac Amaru se faisait le défenseur d'un vaste mouvement multiethnique qui cherchait à se libérer des pratiques les plus humiliantes du colonialisme ainsi que des exploiters européens eux-mêmes. Il prétendait agir au nom du roi et de l'Église catholique et sollicitait l'appui non seulement des Indiens mais aussi des Créoles, des Métis et des Noirs. Il n'a jamais précisé quel genre d'organisation politique remplacerait le colonialisme espagnol. Bien que les dirigeants du mouvement aient recherché le soutien des non-Indiens, ce qui atteste de son ampleur et de sa modération, les insurgés indiens ont fréquemment contredit ces efforts en pillant ou incendiant les domaines des Créoles et en s'attaquant à un ennemi vaguement défini, c'est-à-dire à tous ceux qui n'étaient pas considérés comme Indiens. Ces deux caractéristiques intimement liées au soulèvement – l'imprécision de la plateforme de Túpac Amaru et les tensions entre un mouvement multiethnique et un mouvement « indien » – sont apparues à plusieurs reprises durant la rébellion et aident à expliquer sa fin.

Une analyse de la rébellion de Túpac Amaru peut contribuer aux débats sur le nationalisme et le colonialisme, et inversement. Les définitions du nationalisme mettent l'accent, pour la plupart, sur l'existence d'une population particulière et sur la quête d'avancées politiques

pour cette population ou cette nation³. Le soulèvement de Túpac Amaru remplit la première condition et, comme je vais le montrer ici, la seconde, plus contestable. Túpac Amaru destinait son mouvement à une coalition de groupes sociaux peut-être plus facilement identifiables de manière négative : les non-Espagnols ou non-Européens. Il s'efforça d'y inclure les Métis, les Créoles et les Noirs, au nom de leur sort commun en tant qu'autochtones maltraités par les Espagnols. Concernant le second point, en revanche, l'applicabilité du concept de nationalisme à la rébellion n'est pas aussi évidente. Túpac Amaru n'a jamais précisé quelle forme de pouvoir remplacerait les Espagnols, et il mélangeait des éléments apparemment contradictoires comme le monarchisme inca, le colonialisme «traditionnel» et des aspects de l'esprit des Lumières. Cependant, son objectif immédiat ne laisse aucun doute : détruire le colonialisme des Bourbons.

L'utilisation du concept de nationalisme pour un mouvement indien des Andes du 18^e siècle va plus loin que son utilisation habituelle sur les plans chronologique, géographique et social. Le mouvement de Túpac Amaru a surgi quarante-cinq ans avant l'indépendance du Pérou et avant que l'État-nation ne domine l'Europe occidentale. De plus, le mouvement a été vaincu et n'a donc jamais mis en pratique son projet nationaliste. Par conséquent, pour décrire le mouvement, il convient d'ajouter le préfixe *proto* aux termes national et nationaliste. Plusieurs chercheurs se demandent si le nationalisme a pu exister avant les nations. Bien qu'ils reconnaissent les manifestations culturelles d'une identité construite sur une base très large, ils notent que cette effervescence ne s'est pas traduite en action politique⁴. Aujourd'hui, la plupart des chercheurs soulignent la nature imaginée ou construite de la «nation» et la présentent comme un discours enraciné dans un passé mythique propagé par les fondateurs des États et leurs idéologues, et non comme

3. John A. Hall, par exemple, définit le nationalisme comme «la croyance dans la primauté d'une nation particulière, réelle ou construite ; une telle logique tend à donner au nationalisme une dimension plus politique que culturelle, et laisse supposer une mobilisation populaire». John A. Hall, «Nationalism : Classified and explained», *Daedalus*, 122, n° 3, été 1993, p. 2. John Breuilly propose une définition très semblable dans *Nationalism and the State*, 2^e éd., Chicago, University of Chicago Press, 1994, p. 2. On trouvera des définitions davantage orientées vers la culture chez Brackette Williams, «A class act: Anthropology and the race to Nation across ethnic terrain», *Annual Review of Anthropology*, n° 18, 1989, p. 401-44 ; Katherine Verdery, «Whither "Nation" and "Nationalism" ?» dans Benedict Anderson (dir.), *Mapping the Nation*, Londres, Verso, 1996, p. 226-234.

4. John A. Armstrong, *Nations before Nationalism*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1982.

une sorte d'héritage impérissable et primordial. Selon ce point de vue, le nationalisme est venu après l'État-nation. Toutefois, ces « communautés imaginées » ne sont pas nées du vide mais de la refonte de diverses notions d'identité et de communauté⁵. Túpac Amaru a incarné une forme de protonationalisme ancrée dans les Andes et dans la population indienne. Ce programme contrastait avec la plateforme du mouvement d'indépendance conduit par les Créoles et avec l'idéologie de l'État postcolonial. Ce texte décrit ces différences et montre que le concept de nation péruvienne doit se décliner au pluriel⁶. [...]

CONFLITS ET CONTEXTE

Les réformes des Bourbons modifièrent profondément les relations entre la société andine et l'État. Datant du début du 18^e siècle, cette série de transformations fut surtout mise en œuvre dans les possessions américaines de l'Espagne pendant le règne de Charles III (1759-1788). Influencé par les idées des Lumières et forcé par des guerres fréquentes avec les Français et les Anglais d'accroître les revenus des colonies américaines, l'État espagnol centralise son administration coloniale et demande toujours plus à la population. En démantelant le régime des Habsbourg, il réduit le nombre d'agents nés aux Amériques dans son administration et y renforce le contrôle des différents services. Surveillés de près par les Bourbons et leur principal allié, l'élite des marchands de Lima, les fonctionnaires locaux et régionaux sont contraints de recourir davantage à la force aux dépens de la négociation. Les caciques, intermédiaires entre la société andine et l'État, ont pour dure obligation de satisfaire aux exigences croissantes de l'État bourbonien sans perdre de leur légitimité auprès de la société locale. L'État augmente divers impôts, améliore ses méthodes de perception et impose de nouveaux monopoles⁷.

5. Benedict Anderson, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres, Verso, 1983 ; E. J. Hobsbawm, *Nations and Nationalism Since 1789*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

6. Comme Steve Stern l'a souligné, « les symboles protonationaux [de la rébellion] étaient liés non pas à un nationalisme créole naissant mais à la notion d'un ordre social andin, ou à domination inca », « The Age of Andean Insurrection, 1742-1782: A Reappraisal », dans Steve Stern (dir.), *Resistance, Rebellion, and Consciousness in the Andean Peasant World, 18th to 20th Centuries*, Madison, University of Wisconsin Press, 1987, p. 76.

7. Sur les réformes des Bourbons en tant que cause du soulèvement de Túpac Amaru, voir Scarlett O'Phelan Godoy, *Un siglo de rebeliones anticoloniales: Perú y Bolivia, 1700-1783*, Cuzco, Centro Bartolomé de Las Casas, 1988 ; John Fisher, « La rebelión de Túpac Amaru y el programa imperial



Les changements d'organisation vont affaiblir le rôle économique et politique de Cuzco dans le Haut-Pérou. En 1776, le vice-royaume du Río de la Plata voit le jour, séparant Cuzco et le reste du Bas-Pérou avec Potosí et le bassin du Titicaca⁸. En 1778 est adoptée une politique de « libre-échange » qui, entre autres choses, ouvre Buenos Aires au commerce avec l'Espagne. L'argent extrait de Potosí transite par Buenos Aires qui, de son côté, écoule les marchandises importées non seulement dans le Haut-Pérou mais également à Cuzco et Arequipa. L'or et l'argent sont frappés à Potosí et non à Lima, et les métaux précieux non frappés ne peuvent être exportés vers le Bas-Pérou. En conséquence, il devient de plus en plus coûteux d'importer de Cuzco des articles tels que les textiles, le sucre et la coca⁹. Comme son homologue de Lima, l'élite de Cuzco se plaint de ces changements à cause de leurs graves conséquences économiques et des problèmes sociaux qui risquent d'en découler.

de Carlos III», dans Flores Galindo (éd.), *Túpac Amaru II*, Lima, Retablo de papel, 1976, p. 107-28. Pour un tour d'horizon des réformes des Bourbons, voir David Brading, « Bourbon Spain and Its American Empire », dans Leslie Bethell (dir.), *Colonial Spanish America, The Cambridge History of Latin America*, vol. 1 et 2, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, p. 112-162.

8. Sur les bouleversements administratifs et la confusion qui a suivi concernant la nouvelle vice-royauté, le système d'intendance et les transformations de l'*audiencia*, voir John Lynch, *Spanish Colonial Administration, 1782-1810*, Londres, University of London Press, 1958, p. 65-68; John R. Fisher, *Government and Society in Colonial Peru: The Intendant System, 1784-1814*, Londres, Athlone Press, 1970, p. 49-50; Carmen Torero Gómero, « Establecimiento de la audiencia del Cuzco », *Boletín del Instituto Riva Agüero*, n° 8, 1969, p. 485-491.

9. Nils Jacobsen, *Mirages of Transition: The Peruvian Altiplano, 1780-1930*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press, 1993, p. 41.

La pression fiscale exercée sur la population andine s'accroît énormément avec les réformes des Bourbons. L'*alcabala*, taxe sur la plupart des produits vendus par les non-Indiens, passe de 2 à 4% en 1772 et à 6% en 1776. Plus important, le Visiteur général José Antonio de Areche, arrivé en 1777, a durci le système de perception des impôts. Des bureaux des douanes ont été érigés dans tout le sud des Andes¹⁰. Dans la seconde moitié des années 1770, des produits comme la feuille de coca et des secteurs de la société jusque-là exonérés comme les artisans sont soumis à l'*alcabala*. En étendant l'application de l'impôt à presque toutes les branches du commerce, en frappant des groupes et des produits protégés jusqu'alors et en rendant plus efficace le système de perception, les réformes des Bourbons ont provoqué la colère de presque tout le monde au Pérou¹¹. Les changements n'étaient pas simplement d'ordre économique. Les Créoles se sentaient exclus des postes clés de l'administration, et des corporations comme les artisans et les membres du clergé voyaient leurs droits et prérogatives réduits.

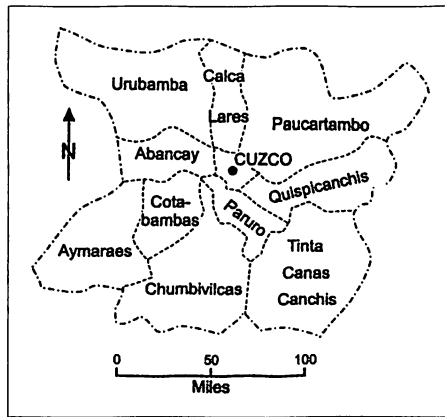
Les réformes des Bourbon ont sensiblement augmenté le poids fiscal pesant sur les Indiens, en supprimant l'exonération de certains impôts, en relevant leur taux et en améliorant l'efficacité des méthodes de perception. Au Pérou, pour une grande partie de ses recettes, l'État colonial dépendait depuis longtemps de l'impôt de capitation appliqué aux Indiens. Le produit de cet impôt a grimpé en flèche après 1750, et a été multiplié par seize à Cuzco entre 1750 et 1820¹². Mais les Indiens ne faisaient pas seulement face à une augmentation des taxes sur les ventes et de l'impôt de capitation. Le *reparto de mercancías* ou *repartimiento*, ou système de vente forcée, était une autre institution détestée sur laquelle le pouvoir colonial fermait les yeux. Les *corregidores*, fonctionnaires locaux généralement de mèche avec des marchands et des producteurs puissants, avaient le droit d'obliger les Indiens à acheter

10. *Ibid.*, p. 44 ; *Un siglo de rebeliones...*, *op. cit.*, p. 174-221.

11. Scarlett O'Phelan Godoy, «*Revueltas y rebeliones del Perú colonial*», dans Nils Jacobsen et Hans-Jürgen Puhle (dir.), *The Economics of Mexico and Peru during the Late Colonial Period, 1760-1820*, Berlin, Colloquium-Verlag, 1986, p. 146-48 ; Jürgen Gölte, *Repartos y rebeliones : Túpac Amaru y las contradicciones de la economía colonial*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 1980.

12. Nils Jacobsen, «*Peasant land tenure in the Peruvian Altiplano in the transition from colony to Republic*», manuscrit, 1989, p. 28-29 ; Charles F Walker, *Peasants, Caudillos, and the State in Peru : Cuzco in the Transition from Colony to Republic, 1780-1840*, thèse de doctorat, University of Chicago, 1992, p. 55-57. Les données viennent de John J. TePaske et Herbert Klein, *The Royal Treasuries of the Spanish Empire in America*, vol. 1, *Peru*, Durham, Duke University Press, 1982.

des produits, souvent à des prix gonflés¹³. Cette pratique sera abolie au cœur de la rébellion de Túpac Amaru. [...] Les Bourbons ont également mis un terme à l'autonomie politique des communautés paysannes. Les caciques avaient de plus en plus de mal à satisfaire les exigences de l'État tout en conservant leur légitimité au sein de leur communauté. D'autre part, les Bourbons ont cherché à remplacer les caciques « ethniques » traditionnels, souvent par des non-Indiens, mais, ce faisant, ils ont déclenché dans les tribunaux et, parfois, dans la rue, des batailles qui ont fait rage durant des décennies. De nombreux caciques ethniques déplacés, ou menacés de l'être, rejoindront les rangs de Túpac Amaru¹⁴.



Dans la seconde moitié du 18^e siècle, la place confortable qu'occupait Cuzco dans l'économie andine commença à s'effriter. Mais les réformes des Bourbons n'étaient pas la seule cause de ses difficultés économiques ni du mécontentement grandissant. Les faiblesses intrinsèques de l'économie régionale et, en conséquence, son incapacité à concurrencer les produits étrangers y contribuèrent aussi. Si la politique de « libre-échange » des Bourbons n'avait pas provoqué un déluge d'importations, les produits du Haut-Pérou, du vice-royaume du Río

13. Jürgen Gölte a calculé une augmentation moyenne d'environ 300%, *Repartos*, op. cit., p. 104-105 et 120. Pour des critiques de Gölte, voir *Un siglo de rebeliones...*, op. cit., p. 117-135, Flores Galindo, *Buscando un Inca*, 4^e éd., Lima, Horizonte, 1994, p. 103-104.

14. Parmi les nombreuses études sur le déclin des caciques, voir Brooke Larson, « Caciques, class structure and the colonial State in Bolivia », *Nova Americana*, 2, 1979, p. 197-235 et Nuria Sala i Vila, *Y se armó el tole tole: Tributo indígena y movimientos sociales en el virreinato del Perú, 1784-1814*, Lima, IER José María Arguedas, 1996. Pour une étude comparative intéressante, voir Nancy Farriss, *Mayan Society under Colonial Rule*, Princeton, Princeton University Press, 1984.

de la Plata et de l'étranger venaient faire une concurrence croissante à ceux de Cuzco¹⁵. La région pâtissait d'une surproduction et d'une saturation des marchés, avec une stagnation, voire une chute des prix¹⁶. La concurrence s'intensifia et les prix diminuèrent au moment même où l'État multipliait ses exigences, créant ainsi une situation explosive. Les principaux secteurs de l'économie de Cuzco comme les textiles, la feuille de coca et le sucre étaient vulnérables parce que dépendants du travail sous contrainte, des ventes forcées (le *reparto*), et de marchés éloignés. Pour paraphraser Nils Jacobsen et Hans-Jürgen Puhle, l'économie de la région était caractérisée par une infrastructure arriérée et des coûts de transport exorbitants du fait du terrain andin accidenté. L'offre de main-d'œuvre était inélastique, et les producteurs tributaires du travail forcé¹⁷. Les rebelles manifesteront vivement leur antipathie à l'égard des usines de textile durant le soulèvement en incendiant et sacageant des dizaines d'entre elles. En 1780, l'économie de Cuzco était stagnante, sinon en déclin, fait que la majorité de la population mettait sur le compte de l'État colonial.

Pour expliquer des rébellions comme celle de Túpac Amaru, il convient d'examiner des facteurs idéologiques aussi bien qu'économiques et politiques. Nombre de chercheurs observent que les soulèvements ne sont pas une simple réaction à des situations objectives. Les transgressions morales ou culturelles constituent des facteurs d'insubordination aussi importants, voire plus importants¹⁸. Les meneurs du mouvement

15. John Fisher, «Imperial "Free Trade" and the Hispanic Economy, 1778-1796», *Journal of Latin American Studies*, 13, n° 1, 1981, p. 21-56.

16. Selon Enrique Tandeter et Nathan Wachtel, «la rébellion [de Túpac Amaru] a éclaté au terme d'une longue période de prix bas». Voir «Prices and Agricultural Production: Potosí and Charcas in the Eighteenth Century» dans Lyman L. Johnson et Enrique Tandeter (dir.), *Essays on the Price History of Eighteenth-Century Latin America*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1989, p. 271. D'autres ont relevé cette évolution des prix, dont Luis Miguel Glave et Maria Isabel Remy, *Estructura agraria y vida rural en una región andina: Ollantaytambo entre los siglos XVI y XIX*, Cuzco, Centro Bartolomé de Las Casas, p. 429-453; Luis Miguel Glave, «Agricultura y capitalismo en la sierra sur del Perú (fines del siglo XIX y comienzos de XX)», dans J.-P. Deler et Y. Saint-Geours (dir.), *Estados y naciones en los Andes*, vol. 10, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 1986, p. 213-217; *Mirages of Transition*, op. cit., p. 95-106. Sur les pressions démographiques, voir Luis Miguel Glave, *Vida símbolos y batallas: Creación y recreación de la comunidad indígena, Cuzco, siglos XVI-XX*, Lima, Fondo de Cultura Económica, 1992, p. 93-115.

17. *The Economies*, op. cit., p. 23-24.

18. Pour l'étude qui a probablement eu la plus forte influence dans ce courant de pensée, voir Edward P. Thompson, «The moral economy of the English crowd in the eighteenth Century», *Past and Present*, n° 50, 1971, p. 76-136, et «The moral economy reviewed», dans Edward P. Thompson, *Customs in Common*, New York, New Press, 1991, p. 259-351. Pour une utilisation des notions

et leurs partisans ont bâti leur idéologie à partir de plusieurs sources. Jusque bien après le début du 19^e siècle, les rebelles andins ont associé courants des Lumières et pensée anticoloniale, nationalisme néo-inca et revendications plus traditionnelles dénonçant des abus particuliers plutôt qu'ils ne questionnaient la légitimité de l'État. Ce mélange représente une synthèse créative d'idéologies plus qu'une forme imparfaite et inaboutie de la pensée occidentale. Pendant toute la période étudiée dans l'ouvrage [dont ce texte est issu] s'est prolongée la quête d'une plateforme subversive en lien avec la culture andine.

Le nationalisme néo-inca a été la source idéologique la plus évidente du mouvement de Túpac Amaru. Tout au long du 18^e siècle, les descendants de l'élite inca, notamment les caciques royaux de Cuzco, ont vénéré les Incas. En plus de revendiquer leur ascendance royale, ils ont exigé des privilèges plus importants que ceux accordés aux caciques¹⁹. La publication en 1609 de l'histoire de l'empire inca par Garcilaso de la Vega, *Comentarios Reales*, a particulièrement contribué à cette résurgence. Le prologue ajouté par Andrés González de Barcia dans la deuxième édition en 1723 incluait une prophétie citée par Sir Walter Raleigh selon laquelle le régime inca serait restauré avec l'aide du peuple anglais. José Gabriel, souvent dénommé l'«Inca», a évoqué cet ouvrage lorsqu'il a essayé de faire reconnaître devant la loi son titre de cacique à Lima dans les années 1770²⁰. Le 13 avril 1781, peu après la capture de Túpac Amaru, l'évêque de Cuzco, Juan Moscoso, écrit que «si les Commentaires de Garcilaso n'avaient pas servi à la lecture et à l'éducation de l'insurgé José Gabriel [...] si ces leçons, parmi d'autres, de quelques auteurs renégats se rapportant à la Conquête n'avaient pas fait aussi forte impression sur le traître, il n'aurait pas entrepris sa détestable rébellion²¹». Après la rébellion, les autorités ont vigoureusement censuré l'ouvrage de Garcilaso.

d'économie morale proposées par Thompson et James Scott, voir Brooke Larson, «Explotación y economía moral en los Andes», dans Segundo Moreno Yañez et Frank Salomon (dir.), *Reproducción y transformación de las sociedades andinas, siglos XVI- XX*, Quito, Abya-Yala/MLAL, 1991, vol. 2, p. 441-480; et Ward Stavig, «Ethnic conflict, moral economy, and population in rural Cuzco on the eve of the Thupa Amaro II rebellion», *Hispanic American Historical Review*, 68, n° 4, 1988, p. 737-770.

19. «El movimiento», *op. cit.*

20. Brading qualifie la publication de la seconde édition des *Comentarios* en 1722 d'«événement incendiaire» pour la bourgeoisie indienne. David Brading, *The First America: The Spanish Monarchy, Creole Patriots, and the Liberal State, 1492-1867*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 490. Je tiens à remercier John Rowe de ses éclaircissements sur ce point.

21. *Túpac Amaru y la iglesia: Antología*, Cuzco, Edubanco, 1983, p. 276-277. Boleslao Lewin, *La*

Comme c'est le cas de tous les mythes nationalistes, le nationalisme inca a constitué la base de divers projets politiques. Les caciques ethniques – catégorie qui comprenait des membres distingués de l'élite de la ville, des entrepreneurs relativement prospères comme Túpac Amaru, et les autorités de localités éloignées aux abois – intégraient les Incas dans leur opposition à la campagne de centralisation menée par les Bourbons. Ainsi que Flores Galindo l'a expliqué, les masses indiennes avaient aussi élaboré leur propre interprétation de l'empire inca, «une société égalitaire, un monde homogène composé uniquement de *runas* (paysans des Andes) dans lequel il n'y aurait pas de place pour les grands commerçants, les autorités coloniales, les *haciendas* ni les mines, et où les parias et les malheureux décideraient de nouveau de leur propre destinée... le monde à l'envers²²». La vision romantique de l'empire inca a pu servir à revendiquer des droits égaux pour la noblesse indienne ou à justifier le rejet du colonialisme. Les deux points de vue allaient s'exprimer au cours du soulèvement.

On connaît moins bien les autres influences idéologiques. Dans les années 1770, à Cuzco et Lima, on débattait des nouvelles idées issues principalement des événements survenus en Europe et aux États-Unis. Mais ces idées ne prirent la forme de convictions protonationalistes à part entière qu'après la parution du *Mercurio Peruano* dans les années 1790, et elles ne donnèrent lieu à des insurrections de masse qu'au début du 19^e siècle. Même alors, l'esprit des Lumières et d'autres révolutions prises pour modèles n'exerçaient pas une influence absolue mais se combinaient à d'autres idéologies. Néanmoins, des éléments des Lumières et le mécontentement croissant suscité par le colonialisme ont eu un impact sur Túpac Amaru. On peut y voir des influences ou des sources d'inspiration, plus que les causes l'ayant conduit à devenir un rebelle et un idéologue²³.

Rebelión de Túpac Amaru, Buenos Aires, SELA [1943], 1967 p. 382-388; José Durand, «El influjo de Garcilaso Inca en Túpac Amaru», *COPE*, 2, n° 5, 1971, p. 2-7.

22. *Buscando un Inca, op. cit.*, p. 106. Sur le sujet des Quechua au 18^e siècle, voir César Itier (dir.), *Del siglo del oro al siglo de las luces: lenguaje y sociedad en los Andes del siglo 18*, Cuzco, Centro Bartolomé de Las Casas, 1995; Bruce Mannheim, *The Language of the Inka Since the European Invasion*, Austin, University of Texas Press, 1991.

23. Voir les essais dans John Lynch, *Latin American Revolutions, 1808-1826: Old and New World Origins*, Norman, University of Oklahoma Press, 1994, surtout la partie 5, «Ideas and interests».

En 1777, Túpac Amaru arrive à Lima où, aux dires de sa femme Micaela, «il a ouvert les yeux²⁴». Il réside près de l'Université de San Marcos, qu'il semble fréquenter, où la lecture et la discussion des idées des Lumières échappent fréquemment à la censure. Il devient l'ami de Miguel Montiel y Surco, Métis d'Oropesa, Cuzco, qui avait voyagé en Angleterre, en France et en Espagne et qui était un lecteur enthousiaste de Garcilaso de la Vega. Montiel y Surco présente José Gabriel à d'autres détracteurs du colonialisme espagnol, et plus précisément à des Créoles opposés à la politique d'Areche²⁵. On ne peut que se livrer à des suppositions sur d'autres idées et influences auxquelles José Gabriel a pu être confronté. Dans le Lima de l'époque, les intellectuels sont de plus en plus nombreux à s'interroger sur la valeur de la scolastique, la doctrine d'enseignement traditionnelle²⁶. Bien que José Gabriel ait été informé du mouvement d'indépendance aux États-Unis, puisque la *Gazeta* en publiait des comptes rendus détaillés, ce mouvement n'a pas constitué un symbole important dans la rébellion. Il a servi de référence plus souvent dans d'autres conspirations et révoltes des années 1780²⁷. Dans la seconde moitié du siècle, Européens et Américains se sont livrés à une lutte acharnée à propos des comptes rendus scientifiques d'auteurs tels que Cornélius De Pauw qui donnaient l'image d'un Vieux Monde supérieur au Nouveau. Les intellectuels péruviens suivaient et commentaient ces débats mais n'y jouaient pas un rôle actif. Cependant, ces discussions ont pu attiser le dégoût de José Gabriel pour les Européens²⁸. D'autre part, le désintérêt des Créoles pour la population indienne – et, peut-être, leur gêne à l'égard d'un cacique des hauts plateaux comme José Gabriel – a pu le renforcer dans sa détermination à prendre la tête d'un mouvement indien basé à Cuzco. En résumé, il a eu connaissance

24. Cité par Carlos Daniel Valcárcel, «Fidelismo y separatismo de Túpac Amaru», dans Luis Durand Flórez (dir.), *La revolución de los Túpac Amaru: Antología*, Lima, Comisión Nacional del Bicentenario de la Rebelión Emancipadora de Túpac Amaru, 1981, p. 366.

25. José Antonio Del Busto Duthurburu, *José Gabriel Túpac Amaru antes de su rebelión*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú, 1981, p. 93-95.

26. Robert Schafer, *The Economic Societies in the Spanish World, 1763-1821*, Syracuse, Syracuse University Press, 1958, p. 157; Victor Peralta Ruiz, «Tiranía o buen gobierno: Escolasticismo y criticismo en el Perú del siglo 18», dans Charles Walker (dir.) *Entre la retórica y la insurgencia: Las ideas y los movimientos sociales en los Andes, siglo 18*, Cuzco, Centro Bartolomé de Las Casas, 1996, p. 67-87.

27. Cela a été le cas avec le soulèvement d'Arequipa décrit plus loin.

28. Antonello Gerbi, *The Dispute of the New World: The History of a Polemic, 1750-1900*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1973; *The First America, op. cit.*, p. 499.

de certaines idées des Lumières et des aspirations protonationales, ce qui a contribué à ses penchants anticoloniaux.

Pour comprendre le soulèvement de Túpac Amaru, il convient de prendre en considération d'autres facteurs immédiats, notamment le cheminement de José Gabriel lui-même vers la rébellion. José Gabriel Condorcanqui naît le 10 mars 1738 à Surimana, à quelque 80 kilomètres au sud-est de Cuzco. Son père, mort en 1750, est cacique de trois localités du district de Tinta : Surimana, Pampamarca et Tungasuca. José Gabriel étudie à Cuzco dans la prestigieuse école San Francisco, dirigée par les jésuites et réservée aux enfants des caciques. Il hérite de 350 mules, qu'il utilise pour faire la route entre Cuzco et le Haut-Pérou. La circulation de ses convois de mules l'amène à nouer des contacts importants à travers la région. Sa fonction de cacique lui donne droit à la terre, outre qu'il possède des intérêts modestes dans des mines et des cultures de coca à Carabaya, dans le Sud²⁹. Il peut donc être considéré comme un membre de la classe moyenne coloniale, qui entretient des liens forts avec les classes inférieures et supérieures. Il parle quechua, ce qui le rapproche non seulement de la majorité indienne mais aussi des Indiens nobles et de nombreux non-Indiens parlant la *lingua franca* de Cuzco. En tant que cacique d'ascendance royale inca, il fait partie d'une classe privilégiée. Ainsi, Gabriel Ugarte Zeliologo, membre distingué du conseil municipal de Cuzco, et lui se donnent du « cousin » parce que l'un et l'autre considèrent qu'ils appartiennent à une grande famille³⁰. En 1760, il épouse Micaela Bastidas Puyucahua, métisse de Pampamarca, près de Tinta, qui jouera un rôle important à la tête du soulèvement. Ils auront trois fils, Hipólito, Fernando et Mariano. Les problèmes durables rencontrés par José Gabriel avec les autorités autour de sa revendication de la charge de cacique et sa longue bataille juridique concernant les droits qu'il détenait en sa qualité de descendant du dernier inca ont fini par éveiller en lui une vive amertume. Ils lui ont également apporté une grande expérience des tribunaux à Lima et ailleurs, et permis de mettre à l'épreuve ses dons d'orateur dans la défense de ses droits et contre

29. Juan José Vega, *José Gabriel Túpac Amaru* Lima, Universo, 1969, p. 13-15; Juan José Vega, *Túpac Amaru y sus compañeros*, vol. 1, Cuzco, Municipalidad del Qosqo, 1995, p. 3-21.

30. Cité par Cristóbal Aljovín Losada, *Representative Government in Peru: Fiction and Reality, 1821-1845*, thèse de doctorat, University of Chicago, 1996, p. 221. Lewin soutient de manière convaincante qu'il n'y avait aucune contradiction dans le fait d'être à la fois un « aristocrate inca » et un « muletier inca », *La rebelión*, *op. cit.*, p. 335-36.

l'exploitation des Indiens. En 1766, après des années d'attente, il se voit attribuer la charge de cacique que son père puis son frère aîné avaient occupée. Elle lui est cependant retirée en 1769, pour lui être rendue en 1771. Des conflits avec les *corregidores* successifs de la province de Tinta, Gregorio de Viana et Pedro Muñoz de Arjona, expliquent ce retard³¹. Il n'est pas surprenant que, une décennie plus tard, la rébellion s'attaque aux *corregidores* avec une singulière véhémence.

À partir de 1776, Túpac Amaru se livre devant les tribunaux à une bataille avec Don Diego Felipe de Betancur sur la question de savoir lequel des deux était le descendant légitime du dernier inca, Túpac Amaru, décapité par le vice-roi Francisco Toledo en 1572. Betancur cherchait à faire reconnaître son ascendance royale pour obtenir le marquisat d'Oropesa, fief richement doté datant du 17^e siècle. José Gabriel s'employait pour sa part à prouver ses origines du côté paternel pour acquérir du prestige et améliorer sa situation dans la société coloniale. On peut difficilement affirmer qu'il cherchait à prouver son ascendance inca pour justifier un soulèvement qui substituerait un royaume inca à la monarchie espagnole. Ce qui est sûr, c'est que ses démêlés avec la justice le décurent. Il passa la plus grande partie de l'année 1777 à plaider sa cause devant les tribunaux et auprès de toutes les parties intéressées³². Pendant cette période, il adressa également des requêtes au vice-roi pour que les Indiens de son caciquat soient dispensés de la *mita*, le travail obligatoire, à Potosí, en attirant son attention sur les horribles conditions de travail et le manque d'hommes dans ce district. Le Visiteur général arrivé dernièrement, José Antonio de Areche, rejeta sa demande. José Gabriel insista, et s'acquit le soutien d'autres caciques de la province de Tinta (Canas et Canchis), mais essaya de nouveau un refus. Son procès avec Betancur n'avait abouti à aucune décision lorsque la rébellion éclata en novembre 1780³³. À ce moment-là, Túpac

31. John H. Rowe, « Genealogía y rebelión en el siglo 18: Algunos antecedentes de la sublevación de José Gabriel Thupa Amaru », *Histórica*, 6, n° 1, juillet 1982, p. 65-85, surtout p. 74-75. Rowe évoque une récrimination de Túpac Amaru à l'encontre de Viana parce qu'il allait trop loin dans le *repartimiento*. Pour un premier aperçu de la résolution et du mécontentement de Túpac Amaru, voir sa pétition musclée contre Geronymo (*sic*) Cano, percepteur au service de Viana. *Colección Documental de la Independencia Peruana*, 2, 2, p. 20-21.

32. Sur ce point, voir l'étude rigoureuse effectuée par Rowe, « Genealogía y rebelión », art. cité. Pour la documentation, voir *Colección Documental de la Independencia Peruana*, 2, 2, p. 39-75.

33. « Genealogía y rebelión », art. cité ; et John Rowe, « Las circunstancias de la rebelión de Thupa Amaro en 1780 », *Revista Histórica*, n° 34, 1983-1984, p. 119-40.

Amaru avait d'amples raisons de se retourner contre l'État espagnol ; il bénéficiait aussi des contacts et du respect nécessaires pour mener une rébellion de grande ampleur.

Durant les années précédant la rébellion, l'Église et l'État de Cuzco se livrèrent une quasi-guerre civile, situation dans laquelle on a pu voir la division de la classe dirigeante qui a précipité beaucoup de révolutions sociales. En résumé, l'État bourbon avait défié l'influence de l'Église catholique aux Amériques en expulsant les jésuites en 1767 et en surveillant beaucoup plus étroitement les finances du clergé. À Cuzco, le conflit prit un tour plus personnel avec l'affrontement entre deux acteurs clés du soulèvement de Túpac Amaru, l'évêque Juan Manuel Moscoso et le *corregidor* de Tinta, Antonio de Arriaga. Pour faire barrage aux accusations selon lesquelles il aurait soutenu les rebelles, Moscoso fournira un des comptes rendus les plus détaillés du soulèvement. La pendaison d'Arriaga par Túpac Amaru marqua le début de la rébellion.

En 1779, Moscoso, récemment nommé évêque de Cuzco, demande que tous les prêtres installés le long de la route royale lui soumettent une description détaillée de l'état de leur paroisse. Seul le prêtre du village de Yauri, Justo Martínez, ne s'exécute pas. À la fin de 1779 et au début de 1780, Moscoso envoie sur place des commissions d'enquête, mais leur arrivée déclenche des émeutes à Yauri et Coporaque, dans les provinces situées au sud de Cuzco, chaque partie accusant l'autre de s'être livrée à des violences. Moscoso prétendait qu'Arriaga, soucieux de défendre ses intérêts politiques et économiques dans la région, menait la résistance face aux représentants de l'Église. Arriaga soutenait que Moscoso avait outrepassé ses attributions et soutenu des activités subversives dans la région. L'un et l'autre exploitaient les aversions bien connues suscitées par les Bourbons : Moscoso la détestation des fonctionnaires locaux tout-puissants, et Arriaga l'opposition à des prêtres apparemment perturbateurs. L'affaire venait d'être portée devant les tribunaux lorsque Arriaga fut exécuté par Túpac Amaru. Ce concours de circonstances alimenta les accusations selon lesquelles Moscoso aurait aidé les rebelles et contre lesquelles il se défendra toutes les années qui suivront. Pendant la rébellion, il écrivit des récits aussi longs qu'hostiles sur le soulèvement et recueillit de l'argent pour les forces royalistes³⁴.

34. Pour la documentation concernant Moscoso, voir *Comisión Nacional del Bicentenario de la Rebelión Emancipadora de Túpac Amaru*, vol. 2, 1980. S'agissant des événements de 1779 et 1780, voir *Túpac Amaru y la Iglesia*, op. cit., p. 165-201, avec une introduction de Scarlett O'Phelan Godoy, où l'on

La division entre l'Église et l'État refit surface durant le soulèvement lorsque de nombreux prêtres apportèrent leur soutien aux rebelles³⁵.

Des dizaines d'émeutes et de révoltes se produisirent à la fin des années 1770 et 1780 dans différents secteurs des Andes, et plusieurs d'entre elles quelques mois seulement avant que n'éclate la rébellion de Túpac Amaru. Celles survenues à Arequipa et dans la ville de Cuzco en 1780 témoignaient de la fureur généralisée entourant les réformes fiscales imposées par le Visiteur Areche. S'agissant de mouvements multiethniques fondés sur une idéologie éclectique, on peut clairement tracer des parallèles avec le soulèvement de Túpac Amaru. Si certaines indications voulant que José Gabriel en personne ait participé à ces actions sont sujettes à caution, il ne fait en revanche aucun doute que les révoltes ont influencé la nature et le moment du soulèvement entamé dans la province de Tinta en novembre 1780.

Vers la fin des années 1770, le Visiteur Areche, chargé de superviser le durcissement du régime fiscal, augmenta les impôts, notamment l'*alcabala*, ou taxe sur les ventes, accrut le nombre de produits et de commerçants assujettis à ces impôts, et améliora les procédures de perception. Les changements furent aussi rapides que radicaux³⁶. Ces mesures touchèrent quasiment toutes les composantes de la société de la fin de l'époque coloniale, y compris les propriétaires terriens, les autorités créoles déplacées, les petits commerçants et les Indiens. Le fait que les nouveaux taux d'imposition et bureaux des douanes aient eu pour cible les commerçants aide à comprendre la vitesse étonnante avec laquelle les nouvelles, les rumeurs et le mécontentement général se répandirent. À cette époque, les commerçants formaient un lien

retrouve une partie de la riche documentation qu'abritent les archives de l'archevêché de Cuzco. Entre autres analyses de ces événements, voir David Cahill, *Crown, Clergy and Revolution in Bourbon Peru: The Diocese of Cuzco, 1780-1814*, thèse de doctorat, University of Liverpool, 1984, p. 216-34; Iván Hinojosa, «Población y conflictos campesinos en Coporaque (Espinar) 1770-1784», dans Alberto Flores Galindo (dir.), *Comunidades campesinas: cambios y permanencias*, Lima, CES Solidaridad, 1987, p. 229-56; *Vida símbolos, op. cit.*, chap. 3.

35. Concernant le rôle de l'Église dans la rébellion, voir Severo Aparicio, «La actitud del clero frente a la rebelión de Túpac Amaru», dans Comisión Nacional del Bicentenario de la Rebelión Emancipadora de Túpac Amaru, *Actas del coloquio internacional Túpac Amaru y su tiempo*, Lima, Comisión Nacional del Bicentenario de la Rebelión Emancipadora de Túpac Amaru, 1982, p. 71-94; *Crown, Clergy and Revolution, op. cit.*; Emilio Garzón Heredia, «1780: Clero, elite local y rebelión», dans *Entre la retórica...*, *op. cit.*, p. 245-271; Jeffrey Klaiber, «Religión y justicia en Túpac Amaru», *Allpanchis*, n° 19, 1982, p. 173-86; *Un siglo, op. cit.*, p. 237-243.

36. Voir O'Phelan Godoy, qui fait le lien entre ces changements et le nombre de révoltes dans *Un siglo, op. cit.*, p. 177-180.

entre les différentes régions, non seulement par les produits mais par les informations qu'ils véhiculaient. Il ne faut pas oublier que Túpac Amaru lui-même possédait des convois de mules. Les réformes fiscales des années 1770 déclenchèrent différentes formes d'insubordination. En 1774, une émeute visa le bureau des douanes récemment inauguré à Cochabamba, dans le Haut-Pérou. Des troubles eurent lieu en 1777 à Maras dans la province d'Urubamba, à l'extérieur de Cuzco, et des groupes attaquèrent le bureau des douanes de La Paz en 1777 et 1780³⁷. Mais ce sont les émeutes ou conspirations d'Arequipa et Cuzco en 1780 qui constituèrent les antécédents les plus importants du soulèvement de Túpac Amaru. Le 1^{er} janvier 1780, un pamphlet manuscrit, une pasquinade, fut apposé sur la porte de la cathédrale d'Arequipa, qui disait : « Quito et Cochabamba se sont soulevées / Et pourquoi pas Arequipa ? / Les circonstances nous obligent à ôter la vie à l'administrateur du bureau des douanes / Et à tous ceux qui ont lui ont accordé refuge / Prenez garde ! »

Le 5 janvier, d'autres pasquinades firent leur apparition. L'une d'elles était directement destinée au *corregidor* d'Arequipa, Baltasar de Sematnat, qui avait offert une récompense de 500 pesos pour la capture de l'auteur des vers du 1^{er} janvier. Voici quels en étaient les termes :

Prenez garde à votre tête
 Et à celles de vos compagnons
 Les señores fonctionnaires des douanes
 Qui sans charité aucune
 Sont venus dans cette ville
 Depuis des terres étrangères éloignées
 Pour déchirer nos entrailles,
 Les remuer sans pitié
 Pour nous voir tous déclarer :
 Parce qu'il est sûr et vrai
 Que sans exemple
 De châtiment contre ces voleurs
 Ils nous dépouilleront jusqu'à l'os ;
 Et donc, nobles citoyens,
 Entre vos mains repose
 Le pouvoir de jouir
 De tous vos biens sans souffrir d'impôt,
 En ôtant la vie à ces misérables et infâmes voleurs.

37. *Un siglo, op. cit.*, p. 177-180.

[...]

Mais nous disons seulement, Longue Vie,
 Longue Vie au Grand Charles III
 Mort à ses horribles suppôts
 Ainsi qu'au mauvais gouvernement.

Les vers étaient initialement dirigés contre les exécutants de la nouvelle politique fiscale mais disculpaient la couronne d'Espagne : « Nous lançons des pamphlets / Nous ne le nions pas / Mais sans désobéir au roi Charles³⁸. » Cependant, la formule « Longue vie au roi et mort au mauvais gouvernement », si présente dans la pensée insurrectionnelle au début de l'époque moderne, ne va pas persister. Les pasquinades découvertes le 12 janvier posaient la question suivante : « Pendant combien de temps, citoyens / D'Arequipa, allez-vous supporter de si nombreux impôts / Auxquels le roi vous soumet ?³⁹ » L'auteur anonyme voyait également un contraste entre les monarques espagnol et anglais : « Le roi d'Angleterre / Aime ses sujets / À l'opposé de l'Espagne / Je veux parler du roi Charles⁴⁰. » D'autres poèmes rendaient également hommage à l'Angleterre à un moment où l'Espagne s'était secrètement alliée à la France pour préserver ses possessions en Amérique du Nord et reprendre Gibraltar. Si l'Espagne avait remporté quelques succès modestes à l'extérieur, elle fut incapable de vaincre la marine anglaise à Gibraltar. Les pamphlets faisaient aussi référence au remplacement du roi Charles III par un roi inca, Casimiro⁴¹.

Les pasquinades avaient principalement pour cible la politique fiscale récente, dénonçaient les bureaux des douanes et la taxe sur les ventes, et ridiculisaient et menaçaient ceux qui mettaient en œuvre ces

38. *Colección Documental de la Independencia Peruana*, 2, 2, p. III.

39. *Colección Documental de la Independencia Peruana*, 2, 2, p. 108.

40. *Ibid.* ; Kendall W. Brown, *Bourbons and Brandy: Imperial Reform in Eighteenth-Century Arequipa*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1986, chap. 9 ; *La rebelión*, *op. cit.*, p. 156. Pour des analyses de la « mort du mauvais gouvernement », voir John Phelan, *The People and the King: The Comunero Revolution in Colombia, 1781*, Madison, University of Wisconsin Press, 1978 ; Eric Van Young, « Millennium on the Northern Marches: The mad Messiah of Durango and popular rebellion in Mexico, 1800-1815 », *Comparative Studies in Society and History*, n° 28, 1986, p. 386-413 ; et son dossier « Quetzalcóatl, King Ferdinand, and Ignacio Allende go to the seashore ; or messianism and mystical kingship in Mexico, 1800-1821 », dans Jaime O. Rodriguez (dir.), *The Independence of Mexico and the Origins of the New Nation*, Los Angeles, UCLA Latin American Center, 1989, p. 176-204.

41. *La rebelión*, *op. cit.*, p. 158.

politiques⁴². Elles cherchaient clairement à inciter une grande partie de la population à participer au mouvement de protestation. Le pamphlet destiné à Sematnat se terminait ainsi : « N'ayez crainte / Oh, nobles citoyens / Apportez-nous votre soutien / Nobles, plébéiens, et vieillards »⁴³. Les pasquinades conjuguèrent différents éléments de la pensée anticoloniale – la critique des représentants dévoyés du roi, puis du roi lui-même, la restauration de l'Inca, la religion populaire – et des griefs précis (tel que celui relatif aux bureaux des douanes) dans le cadre de ce qu'un auteur a appelé « la recherche de solutions politiques de substitution à l'État colonial »⁴⁴. Les rebelles n'étaient pas les seuls à s'exprimer en vers. Les partisans du statu quo répliquèrent par un long poème qui retraçait les derniers événements « criminels » et posait la question suivante : « Qu'est-ce que cela, pauvres ignorants / Quelle énorme absurdité / a entaché l'espace d'un instant / la loyauté de tant de siècles ? »⁴⁵

La « rébellion des pasquinades » a dépassé le simple discours. Les 5 et 8 janvier, des gardes remarquent pendant la nuit la présence d'étrangers à cheval et à pied dans les rues de la ville. Le nombre de ces inconnus s'accroît les jours suivants, ajoutant à la crainte d'actes violents engendrée par les pamphlets. Le 13, un groupe attaque le bureau des douanes. Sous-estimant les forces d'opposition, Juan Bautista Pando, administrateur du bureau des douanes et première cible des piques et des menaces contenues dans les pamphlets, poursuit sans fléchir son travail de perception. Le 14, une foule de quelque 3 000 rebelles s'en prend de nouveau au bureau des douanes, qu'elle met à sac. Pando et ses compagnons s'échappent de justesse. L'abolition inattendue, par le *corregidor* Sematnat, de la politique suivie par Areche ne calme pas les rebelles en nombre croissant et décrits comme un groupe disparate de Métis, d'Indiens et de Blancs⁴⁶. Les jours suivants, les troubles se poursuivent alors que des

42. L'une commençait ainsi : « Nous voulons parler ici / des agents du roi / qui veulent s'enrichir / en nous volant » ; *La rebelión*, *op. cit.*, p. 155. Pour d'autres exemples, voir *Colección Documental de la Independencia Peruana*, 2, 2, p. 127-128 ou 108, où l'on peut lire la proclamation suivante : « Longue vie à notre grand monarque / Longue vie à Carlos III / Et mort à tous les agents des douanes. »

43. *Colección Documental de la Independencia Peruana*, 2, 2, p. 106-112, citation de la p. 110. Il y est fréquemment fait mention des nobles et des plébéiens.

44. David Cahill, « Taxonomy of a colonial "riot" : The Arequipa disturbances of 1780 », dans John R. Fisher, Allan J. Kuethe ; et Anthony McFarlane (dir.), *Reform and Insurrection in Bourbon New Granada and Peru*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1990, p. 287 ; *Un siglo*, *op. cit.*, p. 202-207.

45. *Colección Documental de la Independencia Peruana*, 2, 2, p. 112-120.

46. « Taxonomy of a colonial "riot" », *op. cit.*, p. 270-272 et 276-282.

groupes s'en prennent à la maison du *corregidor* et à la prison. Le 16, une unité de la milice a de grandes difficultés à s'emparer de la ville contre les forces rebelles. Mais une fois la ville sécurisée, elle encercle les suspects et pend bon nombre d'entre eux. Les forces gouvernementales vont isoler des villages indiens voisins qu'elles soupçonnent de soutenir les émeutes, avant de punir leurs habitants⁴⁷.

Selon certains documents, Túpac Amaru était présent lors des émeutes d'Arequipa⁴⁸. Même si les preuves avancées ne sont pas fondées, il ne fait aucun doute que ces événements ont influencé ses desseins politiques. Les nouvelles sont rapidement parvenues à Cuzco. Dès le 14 janvier, une pasquinade est vue dans la ville, qui disait : «Arequipa a vaincu / Arequipa a parlé avant Cuzco, capitale de ce royaume, où personne n'entendait les supplications du pauvre peuple, mais le temps est maintenant venu de faire entendre notre cri / Longue vie au roi et mort au mauvais gouvernement et à la tyrannie⁴⁹.» Les auteurs du document se plaignaient des monopoles royaux et des nouveaux impôts, en plus de tourner Areche en dérision. Après avoir évoqué l'éternelle rivalité de la ville avec Arequipa, ils terminaient leur pamphlet en ces termes : «Il vaut mieux mourir en donnant la mort que vivre dans la souffrance et nous ne devons pas démeriter face aux gens d'Arequipa⁵⁰.»

En janvier 1780, un bureau des douanes s'ouvrit à Cuzco, ce qui provoqua le courroux d'une bonne partie de la population. Dans un document, ses employés étaient traités d'«escrocs» au motif qu'ils exploitaient et maltraitaient particulièrement les Indiens⁵¹. La municipalité observait non sans nervosité la multiplication des pamphlets contre le bureau des douanes qui, selon elle, «avait déclenché le tumulte à Arequipa». Devant la menace présentée par la plèbe urbaine et la population des 14 provinces de Cuzco, le conseil municipal fit appel à des patrouilles, en

47. *Ibid.*, p. 272-276 ; Brown, *Bourbons*, p. 207-208.

48. «Taxonomy of a colonial "riot"», *op. cit.*, p. 281-282.

49. Lewin, *La rebelión*, *op. cit.*, p. 163.

50. *Ibid.*, p. 163 ; Guillermo Galdos Rodríguez, «Vinculaciones de las subversiones de Túpac Amaru y de Arequipa en 1780», dans Comisión Nacional del Bicentenario de la Rebelión Emancipadora de Túpac Amaru, *Actas*, *op. cit.*, p. 271-278 ; Galdos Rodríguez cite un poème d'Arequipa qui appelle Cuzco à suivre le mouvement. Il note également l'utilisation de poèmes d'Arequipa à Cuzco, p. 272.

51. *Un siglo*, *op. cit.*, p. 207, note que même leurs «petits chargements de piment» étaient soumis à un embargo.

leur donnant pour instruction de surveiller de près les rassemblements douteux⁵². Ses soupçons étaient plus que fondés.

Le 13 mars, un prêtre augustin, Gabriel Castellanos, alerte les autorités sur un vaste complot dont il avait eu connaissance à l'occasion d'une confession durant le carême. Pedro Sahuaraura, cacique d'Oropesa, semble aussi avoir trahi les conspirateurs⁵³. Les meneurs sont rapidement appréhendés. Sur les douze arrêtés, onze d'entre eux sont créoles ou métis, et le dernier est un cacique indien, Bernardo Tambohuacso Pumayala, originaire de la ville voisine de Pisac. Quatre sont orfèvres, et plusieurs possèdent des terres, deux secteurs d'activité frappés par les récentes mesures de rigueur fiscale⁵⁴. Dans leurs dépositions, les accusés reprennent le discours contenu dans les pamphlets, à savoir leur opposition au bureau des douanes et leur ressentiment à l'encontre de Lima et des Espagnols, et admettent que le mouvement cherchait à intégrer Créoles, Métis et Indiens. Des liens peuvent être établis avec le mouvement de Túpac Amaru car certains des accusés, ou de leurs proches, vont participer à la grande révolte quelques mois plus tard. Le beau-frère de Túpac Amaru, Antonio Bastidas, déclara que lorsque le chef rebelle « a su que Tambohuacso avait été pendu, il a dit qu'il ne comprenait pas pourquoi les Indiens avaient laissé faire⁵⁵ ». Arriaga et d'autres accusèrent l'évêque Moscoso d'avoir encouragé les *plateros* (orfèvres) rebelles, aggravant ainsi l'animosité entre le *corregidor* et l'évêque⁵⁶.

Dans le Haut-Pérou, un soulèvement de masse s'est d'abord développé en parallèle avant de rejoindre puis de s'opposer à la rébellion de Túpac Amaru. La rébellion de Túpac Katari a été en fait une succession de soulèvements. De 1777 à 1780, la communauté de Macha, dans la province de Chayanta, proche de Potosí, mène une bataille juridique contre le *corregidor*, le cacique non indien et d'autres autorités locales. Le meneur des Indiens, Tomás Katari, qui se prétendait le cacique légitime de la communauté, est emprisonné à la fin de 1779 puis libéré par la force sur le chemin du tribunal. La communauté a saisi la haute cour de la ville de La Plata. Vers la mi-août 1780, les relations entre les Indiens

52. Archivo Departamental del Cuzco, *Libros de Cabildo*, n° 27, 1773-1780, p. 161-162.

53. *La rebelión*, *op. cit.*, p. 164-165.

54. *Un siglo*, *op. cit.*, p. 208-209.

55. Cité dans *Un siglo*, *op. cit.*, p. 214. Rowe (« Las circunstancias », *op. cit.*, p. 127) soutient que Túpac Amaru « a retenu la leçon » de sa conspiration.

56. Sur le soulèvement, voir Angles Vargas, *El cacique Tambohuacso*, Lima, Industrial Gráfica, 1975 ; et *Un siglo*, *op. cit.*, p. 207-217.

et les autorités locales s'enveniment, débouchant sur la capture puis la libération du *corregidor*. Les deux parties prétendaient qu'elles avaient le soutien des autorités de la vice-royauté et qu'elles étaient obligées de recourir à la contrainte pour faire appliquer les jugements rendus. En septembre, Katari se déclare gouverneur de Macha et dirige l'expulsion des autorités non indiennes hors de la région. Il insiste sur sa soumission à la Couronne et justifie son action par la volonté de voir appliquées les décisions du tribunal. Mais il est assassiné le 15 janvier 1781. Ses frères, Dámaso et Nicolás, le remplacent dans un premier temps à la tête du mouvement et, en mars, sous le nom de Túpac Katari, Julián Apasa prend le commandement de la rébellion qui ne cesse de s'étendre dans le Haut-Pérou. Il reste à éclaircir si José Gabriel avait des liens avec Katari en novembre 1780⁵⁷.

LA GRANDE RÉBELLION

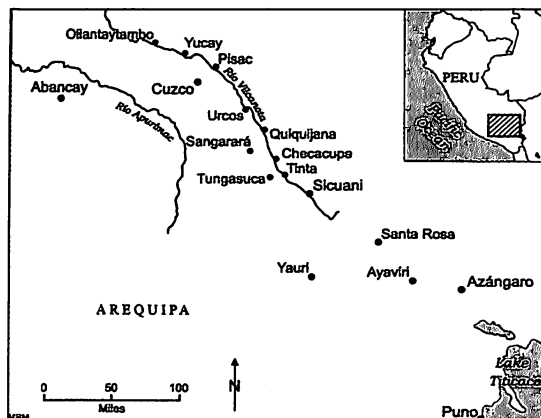
Malgré les troubles qui ont secoué Cuzco, Arequipa et d'autres lieux à la fin des années 1770 et au début des années 1780, le soulèvement de Túpac Amaru a pris l'État colonial par surprise, en particulier le *corregidor* de Tinta, Antonio de Arriaga.

Le 4 novembre, Arriaga et José Gabriel se retrouvent au domicile du prêtre de Yanaoca, Carlos José Rodríguez y Avila, pour fêter la Saint Charles, prénom du religieux et du roi. Bien qu'ils entretiennent des relations suffisamment cordiales pour partager un repas, un différend les a opposés durant des années concernant les droits de José Gabriel en tant que cacique⁵⁸. Feignant d'avoir une affaire imprévue mais urgente à régler à Cuzco, José Gabriel part de bonne heure pour aller attendre Arriaga avec un groupe de ses fidèles sur la route de Tinta. Placés en embuscade, ils se saisissent, le soir venu, d'Arriaga et de trois de ses aides qu'ils enferment ensuite dans une pièce chez Túpac Amaru à Tungasuca. Ils forcent Arriaga à écrire à son trésorier pour lui demander de l'argent et des armes (au prétexte qu'il prépare une expédition contre des pirates sur la côte), puis à un collègue pour qu'il lui fournisse des chaînes, un

57. Sur le mouvement de Túpac Katari, voir María Eugenia del Valle de Siles, *Historia de la rebelión de Túpac Catari, 1781-1782*, La Paz, Don Bosco, 1990; Sergio Serúlnikov, «Su verdad y su justicia: Tomás Catari y la insurrección Aymara de Chayanta, 1777-1780» dans *Entre la Retórica*, op. cit., p. 205-243; *La rebelión*, op. cit., p. 500-566.

58. Túpac Amaru devait un tribut et avait d'autres dettes. Arriaga exigeait d'être payé, menaçant de faire du tort au cacique et à sa famille, *Colección Documental del Bicentenario de Túpac Amaru*, vol. 2, p. 159-160, 223-225; *Colección Documental de la Independencia Peruana*, 2, 2, p. 735.

lit et les clés de la mairie de Tinta. Sous la contrainte, il ordonne également à tous les habitants de la région de se réunir à Tungasuca dans un délai de 24 heures. L'emprisonnement d'Arriaga est initialement caché aux autorités de Cuzco, et Túpac Amaru obtient l'argent, les armes, les fournitures et le public nécessaires pour lancer la révolte⁵⁹.



Lieux principaux de la rébellion de Túpac Amaru.

Un observateur inhabituel, Santiago Bolaños, fabricant de saucisses génoises qui vivait à Sicuani, a fait le récit des événements de ces journées. À son arrivée à Tungasuca, où des milliers de personnes s'étaient déjà rassemblées, il s'est enquis d'Arriaga et fait répondre que ce dernier avait été emprisonné au domicile de Túpac Amaru. Bolaños a d'abord pensé que « cela [l'emprisonnement d'Arriaga] devait obéir à un ordre suprême », avant de surprendre plusieurs personnes disant qu'il s'agissait d'un « ordre du roi⁶⁰ ». Les amis espagnols de Bolaños lui ont expliqué qu'il était peut-être dû aux crimes commis par Arriaga en sa qualité de gouverneur de la province de Tucumán dans le vice-royaume du Río de la Plata⁶¹. Le 9 novembre, « en espagnol et dans la langue des Indiens », Túpac Amaru donne instruction aux Espagnols, aux Métis et aux Indiens de se mettre en colonnes, avant de les autoriser à rompre les rangs. Le lendemain, ils marchent au son de tambours et de fifres jusqu'à un tertre sur lequel des potences avaient été dressées. Selon un

59. *La rebelión*, op. cit., p. 442-443.

60. *Comisión Nacional del Bicentenario de la Rebelión Emancipadora de Túpac Amaru*, 1, p. 502 et 508. Túpac Amaru aurait déclaré au prêtre « qu'il avait des ordres du Visiteur général, avec autorisation de la *real audiencia* de Lima », *Colección Documental de la Independencia Peruana*, 2, 2, p. 254.

61. *Comisión Nacional del Bicentenario de la Rebelión Emancipadora de Túpac Amaru*, 1, p. 504.

témoin, il y avait là 4 000 Indiens, tous armés de frondes. Un *cholo* (Métis partageant les cultures indienne et espagnole) commence à lire une déclaration en espagnol, avant qu'on lui ordonne de s'exprimer en quechua. Bolaños demanda une traduction. Le document disait ceci : « Par ordre du roi, il a été décidé de mettre un terme à l'*alcabala*, aux douanes et à la *mita* à Potosí, et d'ôter la vie à Don Antonio Arriaga du fait de son comportement nuisible. » Un autre témoin a expliqué que Túpac Amaru qualifiait Arriaga de « nuisible et tyrannique » et avait promis de « raser les *obrajes* [fabriques de tissus], d'abroger la *mita* à Potosí, l'*alcabala*, les douanes et le *reparto de mercancías*, et demandé que les Indiens soient remis en liberté pour qu'ils puissent vivre en union et en harmonie avec les Créoles⁶² ». Il est clair qu'à ce stade, alors que les chefs rebelles avaient mobilisé des milliers de partisans et adopté un discours belliqueux, leurs plans allaient au-delà de la punition d'une autorité vénale et de la négociation de meilleures conditions de vie.

Les rebelles conduisent Arriaga à la potence. Au premier essai, la corde se rompt, lui épargnant temporairement la vie. Puis les bourreaux se servent d'une corde utilisée pour attacher les mules, et l'exécution réussit. Bolaños entend des rumeurs selon lesquelles Túpac Amaru avait l'intention de détruire les fabriques de tissu et de capturer six autres *corregidores*, et qu'il menaçait de poursuivre quiconque s'opposerait à lui à travers tout le royaume. Bolaños rentre à Sicuani très perturbé par les événements dont il a été témoin. Ayant décidé de rester en ville, il a toutefois été convaincu par Don Ramón Vera, détenteur du monopole du tabac local, de prendre la fuite le plus tôt possible. Bien que Bolaños puisse sembler faible d'esprit, beaucoup de ceux qui avaient assisté à la pendaison du *corregidor* se demandaient bien alors comment les choses allaient tourner. Ainsi qu'on pouvait le lire dans un compte rendu, « l'inimaginable cruauté avec laquelle un *corregidor* avait été exécuté au cœur de sa province par un de ses sujets, et par ses obligés et confidents, en présence de ceux qui le respectaient et le craignaient », laissait les troupes pantoises⁶³.

62. *Ibid.*, p. 508, document de Don Miguel Martínez, prêtre et vicaire de Nuñoa et Santa Rosa. Son récit est fondé sur une conversation avec Bolaños et une lettre d'Eugenio de Silva, prêtre de la paroisse de Sicuani. Les rebelles connaissaient la fragilité d'une alliance entre Indiens et Créoles, comme en témoigne le fait que leur appel à « l'union et à l'harmonie » ait été suivi de la déclaration : « Au contraire, vous serez punis. »

63. *Colección Documental de la Independencia Peruana*, 2, 2, p. 255.

Túpac Amaru agit de manière immédiate et décisive. Le 12 novembre à l'aube, ses troupes, estimées à quelques milliers d'hommes, atteignent Quiquijana, capitale de la province de Quispicanchis dans la vallée de Vilcamayo. Le *corregidor*, Fernando Cabrera, a déjà pris la fuite, témoignant de la rapidité avec laquelle les rumeurs se sont répandues. Túpac Amaru assiste à la messe et retourne à Tungasuca. En chemin, il attaque les fabriques de tissus de Pomacanchi et Parapicchu. Il ouvre la prison se trouvant dans la fabrique de Pomacanchi et, après avoir demandé si le propriétaire de la fabrique doit de l'argent à quiconque, il remet une partie du tissu et des milliers de kilos de laine à son frère, Juan Bautista Túpac Amaru, qui est prêtre, et à des partisans indiens. On peut lire dans un récit que «les Indiens s'apprêtaient à se venger en brûlant la fabrique, encouragés par les prisonniers⁶⁴». Les Indiens détestaient les fabriques car les conditions de travail y étaient déplorables et parce qu'elles servaient de prisons. En outre, les *obrajes* jouent un rôle central dans le *reparto* parce que leurs propriétaires se procurent de la laine à des prix artificiellement bas et vendent cher leurs tissus. Plusieurs prêtres reçoivent José Gabriel à son retour à Tungasuca. Un autre, cependant, lui adresse une lettre pour lui demander si la Couronne l'avait vraiment puni pour ses activités. Túpac Amaru lui répond sèchement et termine sa lettre sur un ton menaçant :

Je vois que vous avez beaucoup d'estime pour ces voleurs de *corregidores* qui, sans crainte de Dieu, ont imposé des tâches insupportables aux Indiens avec le *reparto*, en les volant de leurs longues mains. Certains prêtres les ont rejoints, et ils seront chassés de leurs fonctions pour cause de vol et connaîtront ma puissance⁶⁵.

Le 12 novembre, le conseil municipal se réunit à Cuzco pour discuter des «horribles débordements» survenus à Tungasuca⁶⁶. La nouvelle de l'exécution d'Arriaga était arrivée.

Le *corregidor* de Cuzco, Fernando Inclán Valdéz, instaure un conseil de guerre incluant certaines personnalités de la ville. Il récolte des fonds et,

64. Jorge Cornejo Bouroncle, *Túpac Amaru: La revolución precursora de la emancipación continental*, Cuzco, n.p., 1949, p. 493, cité dans José Gabriel Túpac Amaru, *op. cit.*, p. 48. Voir aussi p. 45-54 ; *La rebelión, op. cit.*, p. 409-412 ; *Colección Documental de la Independencia Peruana*, 2, 2, p. 277 et 292-293. Magnus Mörner met en doute ces interprétations dans *Perfil de la sociedad rural del Cuzco a fines de la colonia*, Lima, Universidad del Pacífico, 1978, p. 125-129.

65. *La rebelión, op. cit.*, p. 446. Lewin note que Túpac Amaru était souvent retardé par de telles tâches apparemment mineures, mais soutient que des lettres de cette nature avaient des effets importants.

66. *Comisión Nacional del Bicentenario de la Rebelión Emancipadora de Túpac Amaru*, 1, p. 422-423.

le 13 novembre, envoie un émissaire à Lima pour demander de l'aide. Don Tiburcio Landa monte une compagnie composée de miliciens locaux, de volontaires venus de Cuzco et d'environ 800 Indiens et Métis envoyés par les caciques d'Oropesa, Pedro Sahuaraura et Ambrosio Chillitupa. Le 17 novembre, ils atteignent Sangarará, bourgade située au nord de Tinta. Les comptes rendus des événements survenus pendant les 24 heures qui suivent sont variables, mais les sympathisants des rebelles et les fidèles de l'État colonial semblent concorder sur le fait que les troupes de Túpac Amaru ont écrasé celles de Landa.

Selon un compte rendu, lorsque les sentinelles n'eurent signalé aucun ennemi en vue, la compagnie de Landa installa son camp pour la nuit, rendue plus inquiète par l'imminence d'une tempête de neige que par l'ennemi. À quatre heures du matin, au réveil, elle constate qu'elle a été encerclée. Landa et ses hommes se réfugient dans l'église. Túpac Amaru leur ordonne de capituler et donne instruction au prêtre et à son aide de quitter les lieux. Ses ordres n'ayant pas été exécutés, il demande aux Créoles et aux femmes d'abandonner l'église, indiquant par là qu'un assaut est imminent. Landa et ses troupes empêchent tout le monde de partir, et plusieurs personnes mourront dans le chaos qui suit. Leur poudre à canon prend feu, ce qui a pour effet de brûler une grande partie du toit et de faire s'effondrer un mur. Dans un geste désespéré, ils déclenchent des tirs de canon et chargent l'ennemi. Très inférieurs en nombre et pris en étau, des centaines d'hommes de Landa sont tués. Selon le compte rendu, on aurait dénombré 576 morts, dont plus de 20 Européens. Vingt-huit Créoles blessés ont été soignés et libérés⁶⁷.

Les partisans des Espagnols qui ont survécu à l'opération en ont fait un récit plus détaillé dans lequel ils reprochent à Túpac Amaru lui-même les dommages subis par l'église ainsi que la violence. Bartolomé Castañeda soutient qu'à son arrivée, Landa s'était acquis le soutien des Indiens de Sangarará. Toujours selon ses dires, ayant compris que l'ennemi était proche, les chefs se demandèrent s'il valait mieux installer le camp sur une des collines environnantes, ou bien à l'intérieur ou à proximité de l'église fortifiée. Ils optèrent pour l'église afin de s'abriter du froid de la nuit, ce qui se révéla une erreur fatale. Après s'être glissées dans le cimetière adjacent, les troupes de Túpac Amaru ont commencé

67. *La rebelión*, op. cit., p. 447-53; *Túpac Amaru y la Iglesia*, op. cit., p. 212-215; Alejandro Seraylán Leiva, *Campañas militares durante la dominación española, Historia general del ejército peruano*, t. 3, vol. 2, Lima, Comisión Permanente de Historia del Ejército del Perú, 1981, p. 609-612.

à bombarder l'ennemi de pierres avec leurs frondes. Landa n'a pu se servir de son artillerie à cause des murs qui le séparaient du cimetière⁶⁸. Un soldat a été tué pendant la ruée dans l'église. Selon Castañeda, les hommes de Túpac Amaru ont délibérément mis le feu à l'église. Pris de désespoir, beaucoup de soldats se sont confessés au prêtre, dépassé par le nombre. Forcés d'abandonner l'église, ils ont été tués à coups de pierres et de lance. Castañeda a réussi à se sauver en se cachant dans une petite chapelle. Il a calculé qu'au moins 300 de ses compagnons étaient morts et la plupart d'entre eux ont ensuite été dépouillés par les hommes de Túpac Amaru. À son avis, 6 000 Indiens se trouvaient dans les collines environnantes et les rebelles bénéficiaient d'un énorme soutien dans une grande partie de la région⁶⁹.

Un compte rendu fourni par l'aumônier des hommes de Landa, Juan de Mollinedo, apporte plus de détails sur la bataille de Sangarará et décrit la panique et la haine ressenties par les troupes. Il écrit qu'une récompense était offerte à Cuzco pour la capture de Túpac Amaru, mort ou vif, ce qui avait incité la compagnie de Landa à précipiter son expédition. Après que Landa eut emporté la décision concernant l'installation de la base dans l'église ou à l'extérieur du village, de fausses alertes réveillèrent les hommes à plusieurs reprises. Mollinedo évoque la déconvenue qui fut la leur au moment où les Indiens s'emparèrent du cimetière adjacent, et raconte qu'un soldat fut aveuglé par un jet de pierre tirée à la fronde. Il décrit en détail l'héroïsme de Landa et d'autres chefs, qui continuèrent de se battre même blessés. Beaucoup sont morts dans l'incendie de l'église, qui a été mis sur le compte de Túpac Amaru, et les hommes qui ont échappé «aux flammes voraces sont tombés aux mains des rebelles tout aussi voraces. Le massacre général, les gémissements pitoyables des mourants, la soif de sang de l'ennemi, les flammes, bref toutes les choses survenues en ce jour de malheur ont suscité horreur et commisération, sentiments aucunement ressentis par les rebelles ; aveuglés par la fureur et assoiffés de sang, ils ne pensaient qu'à éliminer tous les Blancs⁷⁰». Mollinedo a dénombré 395 morts sur le champ de bataille, plus un nombre incalculable d'hommes incinérés dans l'église. Il chiffre les troupes de Túpac Amaru à 20 000 Indiens et 400 Métis. Après avoir subi quelques mauvais traitements

68. *Comisión Nacional del Bicentenario de la Rebelión Emancipadora de Túpac Amaru*, 1, p. 422-23.

69. *Ibid.*, p. 424.

70. *Ibid.*, p. 432.

aux mains de ses ravisseurs, Mollinedo fut libéré par Túpac Amaru en personne en signe de respect pour sa fonction d'aumônier.

Sangarará constitua pour Túpac Amaru une victoire écrasante mais coûteuse à plusieurs égards. En l'emportant sur un contingent bien armé de Cuzco, il apporta au nombre croissant de ses partisans la démonstration de leur puissance militaire collective et enrichit son arsenal de centaines d'armes à feu. Les événements de Sangarará furent maintes fois racontés dans toute la région, mais les Espagnols eurent tôt fait d'incorporer la débâcle à leur propagande. À Cuzco, l'évêque Moscoso excommunia Túpac Amaru pour avoir incendié une église, «crime atroce», et, à compter de ce jour-là, l'État colonial n'eut de cesse de le présenter comme un traître sacrilège⁷¹. En outre, l'État répandit une interprétation de la bataille de Sangarará semblable au récit de Mollinedo : des milliers d'Indiens sanguinaires avaient assassiné des non-Indiens qui s'étaient réfugiés dans une église. Si cette présentation du soulèvement sous l'aspect d'une guerre de castes irrationnelle empêcha Túpac Amaru de se gagner le soutien des Créoles et d'autres non-Indiens influents, la bataille de Sangarará lui conféra rapidement une aura d'invincibilité qui lui valut le respect et le soutien des masses indiennes.

À la mi-novembre, dans la région de Cuzco puis, rapidement, dans d'autres endroits à l'intérieur et à l'extérieur du vice-royaume du Pérou, les gens se demandèrent qui étaient les rebelles, ce qu'ils cherchaient, quelle force ils avaient, où ils étaient basés et qui les soutenait. Dans les nombreux édits qu'il publiait et les lettres qu'il adressait aux émissaires, Túpac Amaru abordait bon nombre de ces questions. Au cours de cette première phase, il jurait au nom du roi d'expulser tous les *corregidores* et les Espagnols, et d'abolir plusieurs institutions exploiteuses. Il commençait invariablement ses proclamations par la formule «Par ordre du roi», ou une formule approchante. Un édit du 15 novembre, par exemple, commençait en ces termes : «Le roi m'a ordonné de prendre des mesures exceptionnelles contre plusieurs *corregidores* et leurs lieutenants, pour des motifs légitimes qui demeurent pour l'heure secrets⁷².» Les chefs

71. Túpac Amaru a déployé beaucoup d'efforts pour rétablir de bonnes relations avec l'Église et convaincre ses partisans et les autres qu'il était un bon chrétien. Lewin, dans *La rebelión*, *op. cit.*, p. 450-453, se réfère à une lettre de Túpac Amaru à l'évêque Moscoso datée du 12 décembre dans laquelle il expliquait sa position. Micaela a noté que, selon lui, l'excommunication ne le visait pas, ni lui ni ses proches, parce que «Dieu connaissait leurs intentions», *Colección Documental de la Independencia Peruana*, 2, 2, p. 716.

72. Lewin prétend que Túpac Amaru s'est adressé en ces termes aux Indiens, tandis qu'il s'est

rebelles cessèrent peu à peu d'invoquer la monarchie espagnole pour en appeler au nom de l'Inca. Après la bataille de Sangarará, José Gabriel et Micaela commandèrent un portrait qui les représentait comme le roi et la reine (*qoya*) des Incas⁷³. Dans les édits et les discours, cependant, Túpac Amaru et les autres chefs mettaient l'accent sur le fait que leur but était de chasser les fonctionnaires dévoyés et sur leur soutien au roi Charles.

Il convient toutefois de lire ces communiqués de façon critique. L'insistance des rebelles sur le soutien au roi et par le roi ne légitime pas nécessairement le colonialisme pas plus qu'elle ne témoigne des revendications «réformistes» de José Gabriel. Un mouvement subversif cherche habituellement à recueillir le maximum de soutien sans s'attirer l'opposition débridée de l'État. En l'espèce, Túpac Amaru s'est employé non seulement à rassembler le plus de monde possible mais aussi, par sa rhétorique modérée, voire confuse, à retarder le déchaînement de colère de l'État colonial. Cette interprétation suppose cependant un niveau d'intentionnalité qu'il n'est pas possible de vérifier. Il serait plus juste de voir dans cette rhétorique une subversion des paradigmes dominants. Plusieurs universitaires travaillant sur le concept d'hégémonie observent que le discours fondant les projets anti-hégémoniques n'est pas étranger au discours dominant mais le dénature complètement⁷⁴. José Gabriel et les autres commandants insistaient sur le fait que leurs «droits» au sein du régime colonial étaient systématiquement bafoués. Ils ne cherchaient pas à revenir à une sorte de pacte bienveillant comme avec les Habsbourg mais à mettre un terme au projet des Bourbons. L'utilisation du discours même du colonialisme rendait leur mouvement encore plus séditieux. Les caprices de l'autorité coloniale et le fossé entre le discours

présenté aux Européens comme un Inca d'ascendance royale (*La rebelión, op. cit.*, p. 414-415). Leon G. Campbell fait remarquer l'imprécision des déclarations de cette première période, «Ideology and factionalism during the Great Rebellion, 1780-1782», dans *Resistance, Rebellion...*, *op. cit.*, p. 122-125.

73. Luis Durand Flórez, «La formulación nacional de (en) los bandos de Túpac Amaru», dans *La revolución, op. cit.*, p. 29-49; *Buscando, op. cit.*, p. 138-41. Durand Flórez a relevé une diminution du nombre de fois où le roi d'Espagne est cité dans les édits de Túpac Amaru en novembre et décembre.

74. Florencia Mallon, *Peasant and Nation: The Making of Postcolonial Mexico and Peru*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press, 1995; Gyan Prakash, «Introduction» à Gyan Prakash (dir.), *After Colonialism: Imperial Histories and Postcolonial Displacements*, Princeton, Princeton University Press, 1995; William Roseberry, «Hegemony and the language of contention», dans Gilbert M. Joseph et Daniel Nugent (dir.), *Everyday Forms of State Formation: Revolution and the Negotiation of Rule in Modern Mexico*, Durham, Duke University Press, 1994, p. 355-366.

et la pratique en faisaient une proie facile pour ce genre de subversion. L'expression «mauvais gouvernement», par exemple, se prête clairement à une diversité d'interprétations, elle est polysémique. Combattre au nom du roi ne signifie pas nécessairement approuver le colonialisme. Un examen des actions des rebelles peut nous éclairer sur le sens de leur rhétorique. Dans le cas présent, lorsque les rebelles détruisaient des propriétés et faisaient la chasse aux autorités, leur lutte tenait manifestement de la subversion.

Túpac Amaru a créé une idéologie protonationale qui visait à fédérer les différents groupes ethniques nés au Pérou contre les Espagnols ou les Européens. Lui et d'autres idéologues ne cessaient de présenter les Créoles et les Métis comme des *paisanos*, c'est-à-dire des compatriotes. Ils ne s'adressaient pas à une *patria chica*, à une patrie réduite, mais à tout le vice-royaume du Pérou et au-delà. Le 21 novembre, Túpac Amaru a rappelé sa volonté de ne nuire en aucune façon aux Créoles, mais de «vivre [avec eux] en frères et de faire corps pour détruire les Européens⁷⁵». Pour eux, les Espagnols étaient des *chapetones*, l'ennemi. Dans un appel à rejoindre ses rangs, il déplorait «l'hostilité et les abus manifestés par les Européens⁷⁶». En pleine bataille de Sangarará, Túpac Amaru a décrété qu'il «éliminerait» le *reparto* et les Européens, et qu'il maintiendrait uniquement l'impôt de capitation, qui diminuerait de 50 pour cent. Mollinedo a vu dans ce décret une propagande sournoise destinée à isoler les Espagnols des Créoles et des Métis⁷⁷. La définition exacte de l'ennemi a fluctué au cours de la rébellion car les Indiens en ont étendu l'acception pour y inclure tous les exploités non indiens⁷⁸. Néanmoins, Túpac Amaru a tenté d'unifier tous les non-Européens dans la lutte contre le colonialisme.

Túpac Amaru et ses commandants firent rapidement mouvement afin d'élargir leur base dans toute la région au sud de Cuzco. Ils donnèrent instruction aux caciques d'Azángaro, de Lampa et de Carabaya de «dresser des gibets, d'attraper les *corregidores* et autres Européens, de

75. Cité dans «La formulación», *op. cit.*, p. 35.

76. *Colección Documental de la Independencia Peruana*, 2, 2, p. 272.

77. *Comisión Nacional del Bicentenario de la Rebelión Emancipadora de Túpac Amaru*, 1, p. 432. Selon Lewin, le sentiment anti-européen «était une simplification accessible aux masses du problème sociopolitique le plus important de la colonie : celui posé par le *chapetón*, le calomniateur des Indiens et le détenteur exclusif du pouvoir et de l'économie», *La rebelión*, *op. cit.*, p. 404.

78. Szeminski, *Utopía*, *op. cit.*, et «Why kill the Spaniard? New perspectives on Andean insurrectionary ideology in the 18th century», dans *Resistance and Rebellion*, *op. cit.*, p. 166-192.

saisir tous leurs biens que l'on pourra trouver⁷⁹». D'innombrables édits furent publiés pour expliquer les motivations des rebelles – résistance face à des autorités corrompues et soutien au roi – et pour appeler les Indiens à les rejoindre. Les caciques et d'autres intermédiaires furent sollicités pour lire ces appels à des Indiens en majorité analphabètes et pour recruter des partisans parmi eux. Des avis furent également diffusés dans le Haut-Pérou, dans le nord de l'Argentine et au Chili. Les forces insurrectionnelles se multiplièrent rapidement, passant de 6 000 à la mi-novembre à plus de 50 000 fin décembre. Fin novembre, un commentateur pris de peur écrivait dans une lettre au *corregidor* de Cuzco que l'armée de Túpac Amaru «croît minute par minute, encouragée par ses victoires⁸⁰».

Les rebelles comptaient sur les voyageurs, essentiellement les muletiers, et sur les soldats rapides pour le travail de coordination et d'espionnage⁸¹. Les *chicherías*, tavernes qui servaient de la bière de maïs, constituaient des lieux importants pour les conspirations, la propagation des rumeurs et le partage des frustrations ainsi que, pendant la rébellion, pour les réunions stratégiques. Situées le long des différentes routes commerciales et dans les murs de Cuzco, ces tavernes non seulement mettaient en contact Indiens et non-Indiens mais créaient aussi des liens entre différentes régions grâce à la présence de voyageurs loquaces⁸². Malgré sa rapide expansion, qui avait plongé les forces espagnoles dans cet état de panique, le mouvement connut des problèmes qui sont communs aux insurgés des guérillas. Il manquait de provisions de base – en l'espèce de la nourriture, de l'alcool et des feuilles de coca – et était principalement armé de lances, de couteaux et de frondes⁸³. Dans un document anonyme, on explique que des milliers de rebelles ont été massacrés «parce que ce sont des nigauds qui ne voient pas qu'avec

79. *Comisión Nacional del Bicentenario de la Rebelión Emancipadora de Túpac Amaru*, 1, p. 442.

80. *Ibid.*, p. 458. L'auteur déplore en outre le comportement puéril de la population non indienne.

81. Sur l'importance des muletiers, voir *Perfil*, *op. cit.*, p. 119-122; José Gabriel, *op. cit.*; *Buscando*, *op. cit.*, p. 111-112. Sur la façon dont la nouvelle des soulèvements s'est répandue à travers le continent, voir O'Phelan Godoy, «Rebeliones andinas anticoloniales: Nueva Granada, Perú y Charcas entre el siglo 18 y XIX» *Anuario de Estudios Americanos*, n° 49, 1993, p. 438.

82. Parmi les études sur le rôle des *chicherías*, lire notamment celle de Jorge Hidalgo Lehuédé, «Amarus y cataris: Aspectos mesiánicos de la rebelión indígena de 1781 en Cuzco, Chayanta, La Paz y Arica», *Chungará*, n° 10, 1983, p. 117-138, et Scarlett O'Phelan Godoy, «Coca, licor y textiles: El calendario ritualico de la gran rebelión», dans O'Phelan Godoy, *La gran rebelión en los Andes: De Túpac Amaru a Túpac Catari*, Cuzco, Centro Bartolomé de Las Casas, 1995, p. 139-185.

83. *Buscando*, *op. cit.*, p. 115-117.

une fronde vous ne pouvez pas l'emporter sur Juan Fusil [Jean Fusil]⁸⁴». Le mouvement a également souffert de problèmes de discipline et de communication, ses chefs trouvant de plus en plus difficile de contrôler les actions de soldats.

Micaela Bastidas, épouse de Túpac Amaru, était chargée de la logistique. Après sa victoire de Sangarará, Túpac Amaru décide de consolider ses forces dans le sud avant de s'occuper du centre du pouvoir colonial dans les Andes péruviennes, la ville de Cuzco. Il s'emploie à augmenter ses effectifs et à prévenir des attaques à partir d'Arequipa et Puno. Début décembre, il commande la prise de Lampa et Azángaro, villes proches du lac Titicaca, et de Coporaque et Yauri, villes se trouvant dans les régions hautes de Cuzco. Micaela reste à Tungasuca, qui abrite alors le quartier général du mouvement. Elle assure la coordination entre les différents éléments de ce dernier, organise les déplacements de l'approvisionnement et des troupes, et garde l'œil sur son mari, qu'elle presse d'accélérer l'attaque de Cuzco. Le 6 décembre, elle lui écrit que les soldats ne tiennent pas en place et qu'ils ne vont pas tarder à rentrer chez eux. Elle lui demande d'être prudent et lui fait part de son désespoir.

Je suis capable de me livrer à l'ennemi pour qu'il me tue parce que je vois ton manque d'enthousiasme face à une affaire aussi grave, qui expose la vie de chacun, et parce que nous sommes en territoire ennemi et que non seulement nos vies sont en danger mais aussi, par ta faute, celle de mes enfants et de tous les gens qui nous soutiennent⁸⁵.

Elle tenta de prendre Cuzco avant l'arrivée des renforts de Lima. Si Micaela Bastidas occupe une position de cette importance, ce n'est pas seulement du fait de son mariage. Beaucoup d'autres femmes sont à la tête de la rébellion. Tomasa Condemayta, par exemple, *cacica* d'Acos, organise et conduit des troupes. Le 9 décembre, elle se plaint que, «l'Inca étant loin», le mouvement s'essouffle⁸⁶.

Bien que les troupes de Túpac Amaru aient pris la direction du lac Titicaca après avoir pendu Antonio de Arriaga, leur base est demeurée dans la vallée de Vilcanota, au sud-est de Cuzco, où la rébellion

84. *Túpac Amaru y la iglesia, op. cit.*, p. 204-205, document du 19 mai 1781.

85. *Colección Documental de la Independencia Peruana*, 2, 2, p. 329-330. Dans une autre lettre, elle lançait l'avertissement suivant : « À force de traîner les pieds, nous allons nous embourber » (p. 331).

86. Elle sera exécutée en même temps que José Gabriel et Micaela : *Colección Documental de la Independencia Peruana*, 2, 2, p. 341. Au sujet d'Ana Tomasa Condemayta Hurtado de Mendoza, voir Juan José Vega, *Túpac Amaru y sus compañeros*, vol. 2, p. 409-12. Son procès est relaté dans *Comisión Nacional del Bicentenario de la Rebelión Emancipadora de Túpac Amaru*, 3, p. 487-517.

avait commencé. L'évêque Moscoso appelait cette dernière «la gorge de l'ensemble du royaume» et le «centre névralgique de la révolution⁸⁷». Les provinces de Quispicanchis, Chumbivilcas et, surtout, de Canas et Canchis (ou Tinta), où Túpac Amaru «avait le plein soutien de sa province d'origine», jouaient un rôle particulièrement important⁸⁸. Faisant le lien entre Cuzco et le Haut-Pérou, la route royale courait le long de la rivière Vilcanota. Beaucoup de communautés qui soutenaient Túpac Amaru prenaient une part active au commerce transrégional. Comme l'a écrit Flores Galindo, les membres de ces communautés ne correspondent pas au stéréotype de paysans misérables et appauvris⁸⁹. Túpac Amaru lui-même était originaire de cette région, y exploitait son troupeau de mules, et y entretenait de nombreux contacts commerciaux et familiaux. Il avait des liens étroits avec des dizaines de caciques, qui se sont révélés des partisans importants⁹⁰. Pour le recrutement, il possédait trois avantages complémentaires : des parents partout dans la vallée de Vilcanota ; ses liens avec d'autres caciques, dont beaucoup travaillaient avec lui et suivaient son combat pour la défense des droits, et les contacts qu'il avait à travers la région grâce à son activité de marchand et à sa fonction de cacique qui l'obligeait à fournir des travailleurs de la mita aux mines de Potosí. La résistance au mouvement avait pour base la ville de Cuzco et la Vallée sacrée au nord de la ville, où la majorité des caciques s'opposait à Túpac Amaru.

Le commandement du mouvement était socialement hétérogène. Parmi les personnes jugées pour avoir dirigé la rébellion, O'Phelan Godoy a dénombré 19 Espagnols ou Créoles, 29 Métis, 17 Indiens, quatre Noirs ou mulâtres, et trois individus d'origine ethnique non déclarée. Ces gens venaient de plus d'une dizaine de provinces différentes du Pérou, et quelques-uns du Chili, du Río de la Plata et de l'Espagne⁹¹. Un loyaliste a accusé Túpac Amaru de faire venir des «Indiens, des Métis

87. *Colección Documental de la Independencia Peruana*, 2, 2, p. 363 et 371.

88. 80% des accusés étaient originaires de la province de Canas et Canchis : *Un siglo, op. cit.*, p. 228.

89. *Buscando*, p. 112-13. Lire aussi Magnus Mörner et Efrain Trelles, «A test of causal interpretations of the Túpac Amaru rebellion», dans *Resistance, Rebellion, op. cit.*, p. 94-109.

90. Mörner et Trelles, «A test», p. 102, reprennent l'analyse d'O'Phelan Godoy dans «La rebelión de Túpac Amaru, organización interna, dirigencia y alianzas», *Histórica* 3, n° 2, 1979, p. 89-121, ainsi que celle de Leon G. Campbell dans «Recent research on Andean peasant revolts, 1750-1820», *Latin American Research Review*, vol. 14, n° 1, 1979, p. 3-49.

91. *Un siglo, op. cit.*, p. 268. Voir également Leon G. Campbell, «Social structure of the Túpac Amaru army in Cuzco, 1780-81», *Hispanic American Historical Review*, 61, n° 4, 1981, p. 675-693.

et des Créoles, à qui il fait croire qu'il ne leur causera pas de tort ni aucun mal à l'Église, et qu'il poursuivra et exterminera seulement les Européens⁹²». Parmi les 70 inculpés les plus éminents, 15 professions ou activités économiques étaient représentées, dont les fermiers, les artisans et les muletiers pour un peu plus de la moitié. Ces chiffres vont dans le sens des nombreux auteurs pour qui la direction du mouvement était formée d'une classe moyenne coloniale, un groupe qui n'était pas pauvre mais qui se trouvait exclu des cercles économiques et politiques dominants⁹³.

Les Indiens des communautés composaient le plus gros des forces de Túpac Amaru, essentiellement des *originarios* (autochtones) établis dans le pays plus que des *forasteros* (étrangers). Ainsi qu'on l'a vu, ils venaient pour la plupart de la vallée de Vilcanota. Les femmes étaient bien représentées aussi bien au sein du commandement que parmi les forces combattantes⁹⁴. Les motivations des rebelles sont plus difficiles à cerner. Leur haine de l'État colonial et de ses représentants ressortait très clairement de leurs actions. Il ne fait aucun doute que les exigences de plus en plus pressantes de l'État ont aidé à l'éclatement du conflit. Cependant, les rebelles ne réagissaient pas simplement à la politique de l'État. Les combats revêtaient souvent un tour personnel, consistant à punir des *corregidores* et des caciques qui abusaient de leur pouvoir, ou à incendier des usines de textile, et s'inscrivaient dans des conflits locaux souvent vieux de plusieurs années. Comme c'est généralement le cas des mouvements paysans, la ferveur des rebelles a faibli à mesure qu'ils s'éloignaient de leurs communautés et du lieu des injustices subies. Toutefois, Túpac Amaru avait réussi à mettre sur pied des unités qui parcouraient la région de Cuzco dans tous les sens. Bien que leur motivation ait indéniablement résidé en partie dans la constitution de butins de guerre, ils n'étaient pas de simples criminels comme l'État espagnol l'a prétendu.

Le cas du malheureux Esteban Castro montre que le mécontentement à l'égard de la politique coloniale, l'appel de Túpac Amaru lui-même et

92. *Comisión Nacional del Bicentenario de la Rebelión Emancipadora de Túpac Amaru*, 1, p. 460; *La rebelión*, *op. cit.*, p. 404, pour les activités contre les Espagnols.

93. *Un siglo*, *op. cit.*, p. 277. Lire aussi Jan Szeminski, «La insurrección de Túpac Amaru II: ¿Guerra de independencia o revolución?» dans *Túpac Amaru 2*, *op. cit.*, p. 201-228.

94. «A Test», *op. cit.*; *Buscando*, *op. cit.*, p. 108-14; Leon G. Campbell, «Women and the great rebellion in Peru, 1780-1783», *The Americas*, 42, n° 2, 1985, p. 163-196.

les circonstances ont poussé certains dans le conflit. Les changements structurels et les conflits locaux ne sont pas les seuls facteurs à prendre en considération pour expliquer les actions des rebelles. Un des émissaires de Túpac Amaru, ayant rencontré par hasard en novembre un muletier du nom de Castro, demanda à ce dernier de patrouiller dans les collines de la province de Quispicanchis. Quelques jours plus tard, las de faire la sentinelle, Castro décida de se joindre aux partisans de Túpac Amaru venus de différentes villes de la vallée de Vilcanota. Mais il abandonna la partie au bout de quelques jours parce que sa mule était fatiguée, et il retourna chez lui à Surimana, où il fut ultérieurement capturé. Quand on lui demanda pourquoi il s'était joint aux rebelles, «au mépris de la légalité de notre roi catholique», il répondit : «Parce qu'un décret est paru qui disait qu'il n'y aurait plus de *corregidores*, de *repartimientos*, de douanes ni d'*alcabala*, et qu'à lui seul [Túpac Amaru], comme un petit roi, on devrait obéissance.» Castro invoqua alors le fait qu'il avait quitté le mouvement en décembre 1780. Tout en niant avoir soutenu Túpac Amaru, il expliqua que, lorsqu'il faisait la sentinelle, «il avait eu envie de capturer tous les Espagnols qui passaient sur cette route et de les envoyer à l'usine de textile de Pomacanche». Si, pour sauver sa vie, Castro minimisa le rôle qu'il avait joué dans la rébellion, il ne réussit toutefois pas à occulter sa haine à l'encontre des Espagnols et des usines. Il finit pendu⁹⁵.

Après la bataille de Sangarará, la panique s'empara de la ville de Cuzco. Les autorités sortirent les deux images religieuses les plus vénérées de Cuzco, le Señor de los Temblores (Notre Seigneur des tremblements de terre) et Mamacha Belén (Notre Dame de Bethléem), pour des processions destinées à chasser les rebelles et, plus concrètement, à décourager les classes populaires de soutenir les insurgés. Dans une lettre datée du 17 novembre, l'évêque Moscoso faisait part de son mépris et d'une méfiance doublée d'inquiétude à l'encontre du petit peuple, sentiments qui ont perduré dans la région durant des décennies⁹⁶. Il écrivait que bien que «Les Indiens ne doivent pas être blâmés pour leur bêtise et leurs mauvaises manières, j'ai placardé des décrets contre les rebelles sur la porte de toutes les églises de cette ville». Il ajoutait :

95. Archivo Departamental del Cuzco, Corregimiento, Causas Comunes, Legajo 61, 1780.

96. *Colección Documental de la Independencia Peruana*, 2, 2, p. 279.

Nous avons rapidement besoin de toute cette aide pour protéger cette ville, car le royaume en dépend. Cuzco manque d'armes et de gens pour s'en servir vu que nous n'avons ici en grand nombre que des Indiens, des *cholos* et des Métis qui, bien disposés envers les vols commis par les rebelles, nous abandonneront et changeront de camp⁹⁷.

Le 1^{er} décembre, le *corregidor* de Cuzco estime qu'il pourra compter sur uniquement 1 200 ou 1 300 hommes pour défendre la ville, alors que Túpac Amaru en a plus de 40 000 ainsi que des réservistes issus des provinces dans le Sud. Il doute que l'on puisse soutenir une attaque⁹⁸. Les habitants de Cuzco ne sont pas les seuls à avoir peur. Ainsi, un fonctionnaire d'Abancay, province située à l'ouest de Cuzco, évoque la «terreur panique» des populations des villes proches. D'autres représentants de l'autorité décrivent sur un ton inquiet les foules qui se joignent aux rebelles, l'intimidation des royalistes et l'avancée rapide de José Gabriel et de ses troupes. Ils craignaient pour leurs vies⁹⁹.

Quand les rebelles entraient dans une ville, ils jetaient souvent les fonctionnaires royalistes en prison, y compris les caciques, et installaient des gibets qui inspiraient la terreur. Lorsque, par exemple, Túpac Amaru et 6 000 Indiens atteignent Velille dans la province de Chumbivilcas le 27 novembre, ils mettent à sac la maison du *corregidor* et distribuent ses biens, nomment une nouvelle administration, ouvrent la prison et détruisent le rouleau employé pour les supplices¹⁰⁰. Vers la fin de l'année, lorsque les eaux commencent à monter avec l'arrivée de la saison des pluies, les rebelles prennent le contrôle d'un grand nombre de ponts. Ils surveillaient également les routes et les pistes, ce qui leur donnait l'avantage en matière de communications et de renseignement¹⁰¹. Dans les derniers jours de 1780 cependant, l'offensive de Túpac Amaru, qui semblait inexorable, s'essouffle légèrement. Les forces royalistes se sont

97. *Ibid.*, p. 282-283. Concernant la fragilité de la défense de Cuzco à ce moment-là, voir *Comisión Nacional del Bicentenario de la Rebelión Emancipadora de Túpac Amaru*, 1, p. 440 et 484. On se rappellera que Moscoso était accusé de soutenir les rebelles, d'où le ton particulièrement véhément que l'on trouve dans les lettres adressées à ses supérieurs. Son mépris des Indiens, toutefois, sonne juste compte tenu de l'époque.

98. *Ibid.*, p. 484; au sujet de la panique qui a saisi Cuzco, voir Leon G. Campbell, *The Military and Society in Colonial Peru, 1750-1810*, Philadelphie, American Philosophical Society, 1978, p. 107-112.

99. *Comisión Nacional del Bicentenario de la Rebelión Emancipadora de Túpac Amaru*, 1, p. 470-489.

100. *Comisión Nacional del Bicentenario de la Rebelión Emancipadora de Túpac Amaru*, III, p. 78-79.

101. L'évêque Moscoso déplorait que «pour cette raison, nous nous trouvons dans le plus grand chaos parce qu'il est difficile de prévoir quoi que ce soit sans connaître la situation de l'ennemi». *Colección Documental de la Independencia Peruana*, 2, 2, p. 363.

finalement montrées capables de résister aux rebelles, et l'intense propagande menée contre José Gabriel et ses « hordes » a commencé à produire son effet. De plus, les renforts ne tardent pas à arriver. Les 20 et 21 décembre, les rebelles sont battus aux abords d'Ocongate dans la province de Quispicanchis. Les forces gouvernementales, inférieures en nombre, ont utilisé leur puissance de feu pour diviser les insurgés et tuer des centaines d'entre eux. L'évêque Moscoso, à qui l'on doit le meilleur récit de cette bataille, a reproché aux rebelles leur violence gratuite et d'avoir assassiné tous les « Espagnols » qu'ils rencontraient sur leur chemin, sans différence d'âge ni de sexe. Les soldats du *corregidor* ont ensuite défilé dans les rues de Cuzco avec des lances sur lesquelles étaient fichées les têtes de plusieurs rebelles. Moscoso a salué cette action, la jugeant « très opportune pour avertir les plébéiens, et pour corriger en partie leur mauvaise attitude »¹⁰².

Des lettres et des rapports favorables aux autorités, dont bon nombre étaient largement diffusés, décrivaient les Indiens comme de lâches voleurs qui se joignaient temporairement au mouvement pour se livrer au pillage, ce à quoi Moscoso ajoutait que les troupes rebelles étaient indisciplinées. Cette interprétation visait à apaiser la panique provoquée par des rumeurs selon lesquelles entre 50 000 et 100 000 rebelles contrôlaient les provinces du sud de Cuzco et s'occuperaient bientôt de la ville elle-même. Faire des rebelles de violents criminels et non des éléments subversifs justifiait en outre une répression de grande ampleur à leur rencontre et dissuadait les non-Indiens de les soutenir. Mais Moscoso notait aussi qu'en évitant l'affrontement direct avec les troupes royalistes et en battant rapidement en retraite, « comme des mouches chassées d'un plat de desserts », les rebelles étaient difficiles à vaincre. Il a fait de leur tactique de guérilla une description empreinte de frustration et d'un sens profond de l'art militaire¹⁰³.

Le 17 décembre, Túpac Amaru revient de son incursion dans la zone du lac Titicaca. Deux jours plus tard, apprenant que des troupes royalistes auxiliaires arrivent de Buenos Aires, il finit par entendre l'appel insistant de Micaela Bastida à lancer une attaque sur Cuzco. Il laisse

102. *Ibid.*, p. 372.

103. Moscoso a justifié la « victoire incomplète » d'Ocongate par la rapidité de la retraite des rebelles : « généralement, lorsque les rebelles se retrouvent sans chef, comme ce fut le cas lors de ces escarmouches, ils ne restent pas unis. Ils se ruent à l'attaque et, au premier homme tombé, ils s'enfuient dans les collines », *ibid.*, p. 373.

Tungasuca avec 4 000 hommes et recrute des troupes sur le chemin qui le mène à Cuzco. Les rebelles auraient saccagé de nombreuses *haciendas*. Les contemporains de Túpac Amaru, ainsi que des générations d'universitaires, lui ont fait le reproche d'avoir trop tardé à attaquer Cuzco. Selon eux, s'il avait écouté Micaela, l'issue aurait été différente, mais son idée était d'étendre le territoire qu'il contrôlait et d'éviter une contre-attaque venue du Sud avant d'affronter le plus gros des forces espagnoles dans la ville clé qu'était Cuzco¹⁰⁴.

L'annonce de l'approche des rebelles eut pour effet de pétrifier une grande partie de la population de la ville. Un commentateur a expliqué que l'arrivée des troupes royalistes ne fit que confirmer les rumeurs entourant la puissance des forces adverses. Les autorités tentèrent de contrôler et limiter les informations qui circulaient à l'intérieur de Cuzco à propos des forces de Túpac Amaru¹⁰⁵. Les forces royalistes n'étaient pas sans préparation. En décembre, Moscoso parvint à lever des sommes importantes pour la défense de Cuzco. Les renforts arrivés d'Abancay et, surtout, une expédition bien armée venue de Lima, atteignirent Cuzco le 1^{er} janvier¹⁰⁶. De nombreux habitants demandaient un règlement négocié du conflit, inquiets du sort des couches populaires dans le cas où la ville serait attaquée. Mais l'arrivée des renforts fit pencher la balance en faveur des tenants de la ligne dure qui rejetaient l'idée de négociations.

Túpac Amaru entame le siège de Cuzco le 28 décembre. Il envisage initialement un mouvement d'encerclement mais il doit déchanter lorsque les colonnes commandées par Diego Cristóbal Túpac Amaru et Andrés Castelo sont stoppées avant d'atteindre la ville¹⁰⁷. Il installe ses troupes sur une hauteur à l'ouest de la ville et envoie auprès du conseil municipal des négociateurs porteurs d'une lettre appelant à la reddition immédiate. Le document fait référence à son ascendance inca et aux actions qu'il a menées contre les *corregidores*. Il explique qu'il a l'intention de supprimer la charge de *corregidor*, de mettre fin au *reparto*, de nommer dans chaque province un maire indien et de créer une *real*

104. *The Military*, *op. cit.*, p. 117-120, et « Ideology », *op. cit.*, p. 127 ; *La rebelión*, *op. cit.*, p. 453-454. Je remercie John Rowe de ses explications sur les aspects militaires du soulèvement.

105. Entre autres mesures, les rassemblements d'Indiens étaient interdits. Luis Antonio Eguiguren, *Guerra separatista : Rebeliones de Indios en Sur América, la sublevación de Túpac Amaru. Crónica de Melchor de Paz*, 2 vol., Lima, n.p., 1952, vol. 1, p. 252.

106. « Ideology », *op. cit.*, p. 115-116.

107. *Ibid.*, p. 128.

audiencia [audience royale] à Cuzco¹⁰⁸. Le conseil municipal et l'évêque Moscoso renverront ses envoyés.

Après plus d'une semaine de négociations infructueuses et d'accrochages, la vraie bataille de Cuzco commence le 8 janvier. Les forces rebelles cherchent à assiéger la ville et à prendre le contrôle de l'entrée nord reliant Cuzco aux vallées céréalières de l'Ouest et à Lima. Les troupes des milices, notamment le bataillon des marchands, montent à l'assaut des collines pentues entourant la ville pour faire front aux insurgés, et plusieurs compagnies arrêtent les quelques charges lancées par les rebelles sur la ville. Des milliers d'Indiens loyaux de Paruro sont venus soutenir les forces royalistes. Les canons et l'artillerie utilisés par les rebelles manquent fréquemment leur cible à cause de la perfidie, selon divers observateurs, de l'un des quelques Espagnols qui combattaient pour les rebelles, Juan Antonio de Figueroa. Le 10 janvier, les rebelles, au nombre de 30 000 selon un témoignage, battent en retraite. Les deux côtés ont essuyé des pertes légères. De nombreuses hypothèses ont été échaufaudées au sujet de ce retournement de situation. Les royalistes avaient placé des milliers d'Indiens en première ligne, et Túpac Amaru a peut-être voulu éviter un bain de sang. Il souhaitait apparemment prendre la ville sans violence, et y entrer en triomphateur, ce qui était impossible à ce moment-là¹⁰⁹. En outre, ses troupes manquaient dangereusement de nourriture, ce qui conduisait beaucoup de ses hommes à s'éclipser le soir venu¹¹⁰. Bien que la rébellion soit loin d'être terminée, ce sont désormais les Espagnols qui mènent l'attaque.

LA CONTRE-ATTAQUE

Après le siège avorté de Cuzco, Diego Cristóbal Túpac Amaru lance une offensive dans le nord et l'est de Cuzco, vers Calca, Urubamba, puis Paucartambo. Le cacique royaliste Mateo García Pumacahua se lance à sa poursuite. José Gabriel retourne à Tungasuca, tandis que certains

108. *La rebelión*, *op. cit.*, p. 456-457.

109. « Ils se sont retirés de la ville de Cuzco parce que les Indiens avaient été placés aux premières lignes ennemies, et les rebelles ne voulaient pas leur causer du tort, et parce que les Métis qui s'occupaient des mousquets avaient pris peur », *Colección Documental de la Independencia Peruana*, 2, 2, p. 468 ; *La rebelión*, *op. cit.*, p. 461. On trouvera un résumé documenté de la bataille dans Seraylán Leiva, *Campañas militares*, *op. cit.*, p. 621-626.

110. Sur la faim parmi les troupes comme dans la ville, voir *Colección Documental de la Independencia Peruana*, 2, 2, p. 432-433. Beaucoup s'inquiétaient d'une mauvaise récolte cette année-là due en grande partie aux destructions et aux perturbations du travail agricole occasionnées par la rébellion.

de ses plus fidèles commandants partent en campagne dans les hautes provinces du Sud. À ce stade, des divisions dans les troupes de Túpac Amaru se font jour. À la fin de janvier, Micaela apprend que plusieurs villes de Chumbivilcas se sont retournées contre les rebelles. D'autres commandants lui envoient des prisonniers accusés d'espionner pour le gouvernement¹¹¹. Diego Cristóbal se plaint des excès commis par ses troupes. Des sources officielles ne cachent pas leur joie d'annoncer des désertions en masse, notamment parmi les non-Indiens¹¹².

Flores Galindo a noté une incompatibilité croissante entre deux forces animant les rebelles, «le projet national de l'aristocratie indienne et le projet de classe (ou ethnique) qui est apparu au cours de la lutte menée par les rebelles». Les différents usages qu'ils faisaient de la violence ont creusé ce fossé entre les commandants et le gros des troupes. Túpac Amaru et Micaela savaient que les assauts contre les Créoles et en particulier contre les prêtres, les femmes et autres «non-combattants» inciteraient les non-Indiens à partir, ce qui rendrait impossible un mouvement multiethnique. Mais ils ont été incapables de garder la main sur les divers groupes qui agissaient sous leur bannière, faiblesse exploitée par le gouvernement¹¹³. Túpac Amaru, Micaela et les autres commandants étaient à la tête de forces qui exécutaient des autorités espagnoles, assiégeaient des *haciendas* et des fabriques de textile, et brutalisaient ceux qui essayaient de les arrêter. Des rituels comme l'exécution d'Arriaga mettaient en lumière le pouvoir régalien de Túpac Amaru. L'utilisation de la violence par les rebelles s'accordait avec le fait qu'ils présentaient le soulèvement comme une action contre des pratiques coloniales malveillantes, et leur colère n'avait pour cible que les Espagnols dévoyés. Or, les masses indiennes employaient parfois une définition beaucoup plus large de l'ennemi, qui incluait parfois tous les non-Indiens. La violence elle-même allait donc au-delà de la simple extermination de l'ennemi.

Pour mieux comprendre la violence de la rébellion, il est nécessaire de revenir sur les affrontements militaires eux-mêmes. Malgré l'importance numérique des troupes de part et d'autre, les actes de guérilla ont été plus fréquents que les batailles à grande échelle. La topographie des Andes, avec leurs montagnes et leurs vallées étroites, aide à expliquer le faible nombre de combattants par affrontement. Les rebelles préféraient

111. *Colección Documental de la Independencia Peruana*, 2, 2, p. 464 et 465.

112. «Ideology», *op. cit.*, p. 126.

113. *Buscando*, *op. cit.*, p. 123.

les défilés et pistes d'altitude, forts de leur connaissance du terrain et conscients de l'infériorité de leur armement¹¹⁴. Dans beaucoup de victoires qu'ils ont remportées, ils se sont emparés d'une ville, d'un domaine ou d'une fabrique sans rencontrer beaucoup d'opposition. Dans d'autres cas, ils ont lancé des attaques par vagues. Les récits d'Espagnols mettent en évidence la persévérance des attaquants rebelles, et les blessures douloureuses provoquées par leur arme principale, la fronde. Ils soulignent également l'importance prise par les femmes, qui ramassaient les pierres destinées à être jetées et qui freinaient la progression des royalistes à l'aide d'os d'animaux aiguisés au cours de corps à corps acharnés¹¹⁵. Le commandant royaliste Pumacahua, le cacique de Chincheros qui devait se faire remarquer de nouveau en 1815, a aidé à faire tourner la chance aux dépens des rebelles en adoptant la stratégie de guérilla qu'ils avaient utilisée avec succès.

Même pendant la période grisante qui a précédé le siège de Cuzco, il est arrivé aux troupes de Túpac Amaru de lui désobéir lorsqu'il leur demandait d'être moins violentes. En novembre 1780, à la suite de la bataille de Sangarará, les Indiens de Papres, Quispicanchis, lapident à mort le cacique de Rondocan bien qu'il ait soutenu les insurgés. Selon un rapport, ils l'auraient tué parce qu'il n'était pas indien¹¹⁶. Dans certaines zones aux mains des rebelles, le fait d'être vêtu à l'espagnole suffisait souvent pour être condamné à mort. Les partisans indiens de la rébellion proféraient des menaces contre tous les *puka kunkas* (rustres), surnom des Espagnols en langue quechua¹¹⁷. À la fin décembre, les troupes rebelles, parvenues à proximité de Cuzco et stoppées par les troupes du brillant Pumacahua, sont accusées d'avoir commis des atrocités à Calca dans la Vallée sacrée. Aux dires d'un commentateur royaliste, «ils ont tué avec la plus grande cruauté tous les Espagnols, hommes et femmes, qu'ils trouvaient sur leur chemin, assimilant à des Espagnols ou des Métis toutes les personnes vêtues d'une chemise; et, pire encore, ils ont brutalement abusé de toutes les jolies femmes avant de les tuer et,

114. Iván Hinojosa, «El nudo colonial: La violencia en el movimiento tupamarista», *Pasado y Presente*, n° 2-3, Lima, 1989, p. 73-82.

115. *Colección Documental de la Independencia Peruana*, 2, 2, p. 413-416.

116. *Comisión Nacional del Bicentenario de la Rebelión Emancipadora de Túpac Amaru*, 1, p. 433-434.

117. «Why kill», *op. cit.*, p. 171.

dans un accès d'impiété extrême, ils ont eu des rapports sexuels avec les cadavres d'autres femmes.»¹¹⁸

En février, les forces de Túpac Amaru étaient sur la défensive dans la région voisine de Cuzco. L'inspecteur général José del Valle arrive à la fin du mois avec 200 soldats très entraînés du bataillon posté à Callao. Del Valle et le Visiteur général Areche tentent de calmer la population de Cuzco en abolissant le *reparto* et les bureaux des douanes et en offrant le pardon aux rebelles qui déposaient les armes immédiatement¹¹⁹. En mars, ils étaient à la tête de 15 000 hommes, divisés en six colonnes. La plupart d'entre eux étaient des Indiens¹²⁰. Túpac Amaru faisait dès lors face non seulement à des troupes loyalistes beaucoup plus fortes et à des divisions dans ses propres rangs, mais également à des problèmes logistiques posés par l'approvisionnement en vêtements et en nourriture. Un commandant rebelle se plaignait de voir que ses troupes étaient «nues¹²¹».

Le 9 mars, del Valle quitte Cuzco, où il laisse un petit contingent pour défendre la ville. À Cotabambas, dans le sud, la cinquième colonne l'emporte sur deux des meilleurs généraux de Túpac Amaru, Tomás Parvina et Felipe Bermúdez. Les deux Créoles y perdent la vie. Le plus gros des troupes royalistes avance le long des pentes escarpées qui conduisent vers l'ouest de la vallée de Vilcamayo à la poursuite du chef de la rébellion. Le 21 mars, un traître s'éclipse du camp de Túpac Amaru pour avertir del Valle d'une attaque surprise imminente. Ses troupes changent de camp et repoussent à l'aube un assaut de l'ennemi. Selon del Valle, sans cet avertissement, ses troupes auraient réduit à néant et auraient connu «une autre catastrophe du genre de celle de Sangarará»¹²². Le 23 mars, le plus gros des troupes royalistes s'installe à l'extérieur de Tinta, près de Sangarará. Les jours suivants, les deux adversaires souffrent d'un manque de nourriture et de températures anormalement froides, avec la neige qui s'abat sur les soldats mal approvisionnés. Les troupes royalistes encerclent les rebelles qui campent à Tinta dans l'intention de les affamer. Le 15 avril, les rebelles tentent

118. *Colección Documental de la Independencia Peruana*, 2, 2, p. 426 et 434.

119. *La rebelión*, *op. cit.*, p. 458-460.

120. *The Military*, *op. cit.*, p. 128-133.

121. *Colección Documental de la Independencia Peruana*, 2, 2, p. 466.

122. *Comisión Nacional del Bicentenario de la Rebelión Emancipadora de Túpac Amaru*, 1, p. 537-539. La citation est tirée de *La rebelión*, *op. cit.*, p. 469.

une percée, mais en vain. Túpac Amaru parvient à s'enfuir, traverse la rivière Combapata et gagne la ville de Langui, où il pense que le colonel Ventura Landaeta pourra le cacher. Mais des soldats alléchés par la prime de 20 000 pesos se lancent à sa poursuite et le capturent le 6 avril. Le 14 avril, des soldats fortement armés conduisent à Cuzco Túpac Amaru, Micaela, d'autres membres de sa famille et de nombreux chefs de la rébellion¹²³.

La capture de José Gabriel et de son premier cercle ne met pas un terme à la rébellion. Diego Cristóbal prend le commandement de la rébellion en passant sur la rive sud du lac Titicaca et dans la région du Haut-Pérou. Andrés Túpac Amaru, neveu éloigné, a également commandé des forces importantes. Les déclarations de Diego Cristóbal vont se révéler plus clairement anticoloniales que celles de José Gabriel. De même, les actions des rebelles se radicalisent en s'en prenant à des groupes non indiens largement épargnés pendant la phase Túpac Amaru. Les violences commises par les rebelles et les forces royalistes atteignent de nouveaux sommets. Dans le Haut-Pérou, Julián Apasa prend la tête de la rébellion de Katari après que Tomás Katari ait été tué en janvier 1781. Bien que kataristes et tupamaristes aient conjugué leurs forces pour assiéger la ville de La Paz en juillet puis de nouveau en août 1781, les tensions existant entre eux ont empêché leur unification. Toutefois, l'insurrection s'est poursuivie en 1783 dans le Haut-Pérou et la région du lac Titicaca. Dans le secteur de Cuzco, en revanche, la capture et l'exécution des meneurs ont signifié la fin du soulèvement.

IMPORTANCE DU MOUVEMENT DE TÚPAC AMARU

Ce texte a essayé de montrer que la rébellion a été un mouvement protonational visant à renverser le colonialisme des Bourbons. Si des divergences sont apparues entre la direction du mouvement et les masses, surtout visibles dans les différents usages qui ont été faits de la violence, les uns et les autres concordaient sur la nécessité d'attaquer ou d'expulser les autorités locales et régionales ainsi que les bénéficiaires du système, comme les grands propriétaires et les patrons des fabriques de textile, et d'abolir les principaux impôts coloniaux, notamment le *reparto* et la taxe sur les ventes. Leurs disparités ne doivent pas

123. Sur la capture, lire L. E. Fisher, *The Last Inca Revolt, 1780-1783*, Norman, University of Oklahoma Press, 1966, p. 212-241 ; *La rebelión*, *op. cit.*, p. 468-472.

être exagérées. Túpac Amaru II a entamé son mouvement en exécutant en public un *corregidor* très connu (et détesté). Presque immédiatement après, les rebelles se sont lancés à l'attaque. Les meneurs n'ont pas voulu négocier une amélioration des relations avec l'État ; ils ont cherché à le renverser. Il ne faudrait pas négliger l'invocation du roi d'Espagne par José Gabriel et le projet qu'il avait de se déclarer nouvel empereur en les réduisant à une attitude rétrograde ou conservatrice. Mettre en doute la nature politique du mouvement simplement parce qu'il ne s'inscrivait pas dans une démarche républicaine constituerait un anachronisme. À cette époque, presque dix ans avant la Révolution française, le républicanisme faisait à peine son apparition dans le discours politique aux États-Unis¹²⁴. Au Pérou, il n'a existé que dans les années 1820, après des décennies de lutte et d'un intense débat entre les forces qui combattaient les Espagnols, dont beaucoup étaient favorables à une forme de système monarchique pour succéder aux Bourbons. Pour compliquer la situation, les intellectuels Créoles fermaient les yeux sur le « problème indien ». José Gabriel n'a pu trouver à Lima de courants intellectuels et politiques compatibles avec ses idées, ni de soutiens pour un mouvement anticolonial fondamentalement indien. Il n'y avait pas de projet postcolonial clairement défini en ce temps-là, de sorte que José Gabriel a cherché à en construire un.

Il ne faudrait pas non plus présenter la majorité des combattants comme des nostalgiques de pratiques andines ancestrales ou des adeptes d'une violence « irrationnelle ». Leur combat s'expliquait par leur aversion tenace d'un colonialisme espagnol personnifié par le *corregidor* et d'autres autorités souvent attaquées par les rebelles. La désillusion des insurgés s'était amplifiée durant les années antérieures à la rébellion parce que l'État en demandait toujours plus en dépit de la stagnation économique qui régnait à Cuzco. Pour bien comprendre le comportement des rebelles, il convient d'examiner conflits et pratiques politiques locaux : les insurgés n'étaient pas des disciples bornés d'un leader charismatique. Néanmoins, bien que pas toujours d'accord, les meneurs du mouvement et les forces rebelles partageaient un même objectif : renverser le colonialisme espagnol.

124. Richard L. Bushman, *King and People in Provincial Massachusetts*, Chapel Hill, Institute of Early American History and Culture/University of North Carolina Press, 1985 ; Joyce Appleby, *Capitalism and a New Social Order: The Republican Vision of the 1790s*, New York, New York University Press, 1984.

Si chacune des trois interprétations du soulèvement exposées au début de ce texte en facilite la compréhension, il est en fait nécessaire de les combiner. L'analyse de la rébellion comme événement précurseur en fait, à juste titre, une réaction anticoloniale. Mais il faut noter que le Pérou comme l'Espagne ont changé radicalement entre 1780 et la période de l'indépendance, 1810-1825. En outre, il faut aussi tenir compte de la relation entre le soulèvement de Túpac Amaru et la longue campagne pour l'indépendance. Comme on peut le voir dans la suite du livre [dont ce texte est issu], la Grande Rébellion (le soulèvement de Túpac Amaru) a aggravé les tensions raciales au Pérou, rendant un mouvement multiethnique plus difficile. L'interprétation axée sur l'identité inca en fait, à raison, le symbole le plus important de la rébellion. Mais ce symbolisme doit être vu comme une «tradition inventée» et non comme une réminiscence primordiale. Les habitants de Cuzco se rappelaient et commémoraient les Incas de différentes façons et la référence aux Incas ne contredisait ni n'interdisait forcément un projet plus moderne, «national». Enfin, il est juste de dire que la formule «Longue vie au roi» inscrit la rébellion de Túpac Amaru dans une tradition de droits négociés. Dans les années 1770, toutefois, alors que le Visiteur Areche mettait en pratique le régime de plus en plus draconien des Bourbons, cette stratégie avait atteint ses limites. En dépit du discours modéré et relativement confus qu'il tenait, Túpac Amaru n'a pas négocié avec l'État mais a tenté de le renverser. La rébellion de Túpac Amaru doit être comprise à la lumière de la culture politique du 18^e siècle : l'aggravation des tensions dont témoignait la multiplication des révoltes, les diverses invocations aux Incas et l'émergence de nouveaux courants idéologiques et politiques. Ce fut un mouvement protonational qui affronta les contradictions du colonialisme dans les Andes et fut miné par elles.

En quoi cette analyse aide-t-elle à comprendre ce nationalisme ? Tout d'abord, elle met en évidence la nécessité d'examiner la question sous plusieurs angles et de considérer les multiples nationalismes qui se recouvraient, se recoupaient et, parfois même, se combinaient. Dans l'Amérique hispanique, les bourgeois créoles n'étaient pas les seuls à pouvoir imaginer une alternative au colonialisme espagnol et à revendiquer leurs droits sous couvert de nationalisme¹²⁵. Le mouvement de

125. Pour des nationalismes alternatifs, voir *Peasant, op. cit.* ; Peter Guardino, *Peasants, Politics and the Formation of Mexico's National State: Guerrero, 1800-1857*, Stanford, Stanford University Press, 1996

Túpac Amaru a donné naissance à un projet enraciné dans la culture andine et indienne qui n'a pas disparu avec la défaite de la rébellion. Des mouvements similaires ont surgi au cours des décennies suivantes, et les difficultés que le Pérou a rencontrées pour se doter d'une nation et d'un État ne peuvent être comprises sans examiner les rapports entre cette rébellion et celles des indépendantistes créoles finalement victorieux. L'application du concept de nationalisme (ou de protonationalisme) à la situation ne signifie pas que le mouvement de Túpac Amaru a été le signe avant-coureur de l'Indépendance car il s'est produit à une époque différente, il a employé des moyens et une rhétorique différents et il poursuivait vraisemblablement des buts différents. Cependant, le mouvement de Túpac Amaru possédait une vision d'une société postcoloniale et a cherché à la faire advenir par le biais d'une révolution sociale. L'analyse de ce mouvement n'offre pas simplement une histoire sociale des perdants, condamnés en dernier ressort aux oubliettes de l'histoire. Le mouvement a radicalement transformé les relations sociales et même le cours de l'histoire du Pérou dans les décennies, voire les siècles qui ont suivi.

Pour quelle raison les rebelles ont-ils été vaincus? Plusieurs facteurs sont à prendre en compte pour répondre à cette question. Du point de vue strictement militaire, la supériorité de l'armement espagnol et l'hésitation de José Gabriel à attaquer Cuzco ont été déterminantes. Cependant, Flores Galindo s'est intéressé de près à des facteurs plus importants, notamment les divisions au sein de la société coloniale qui, si elles ont d'une certaine façon déclenché le soulèvement, en ont également provoqué la mort au bout du compte. La rébellion de Túpac Amaru n'a pu s'appuyer sur une majorité des caciques ni des Indiens de la région. L'opposition des caciques s'expliquait, entre autres, par leur antipathie à l'égard de Túpac Amaru et de sa famille élargie, la crainte de perdre leur statut privilégié dans la société coloniale, et les avantages et menaces que représentaient l'armée et l'État coloniaux. Il était extrêmement risqué de soutenir la rébellion, comme ont pu le constater de nombreuses autorités au cours des mois et des années qui ont suivi. Des facteurs comparables expliquent la réticence de la plupart des Indiens à soutenir la rébellion. Beaucoup ont été empêchés de se joindre aux

et Nelson Manrique, *Campesinado y nación: Las guerrillas indígenas en la guerra con Chile*, Lima, CIC/Ital Perú, SA, 1981 – titres qui commencent tous avec le mot *paysan*.

rebelles par leur cacique ou le contremaître du domaine où ils travaillaient, et d'autres désapprouvaient simplement la rébellion ou avaient peur de se battre. Les Indiens ne constituaient pas un groupe homogène, loin de là : des conflits régionaux, ethniques et de classe les divisaient.

Malgré tous ses efforts, Túpac Amaru n'a jamais réussi à recruter en masse Créoles, Noirs et Métis. Avec leurs réformes, les Bourbons s'étaient mis à dos un large éventail de la société, des plus opprimés aux plus fortunés. Les chefs rebelles reconnaissaient et partageaient la frustration de Créoles et de Métis marginalisés par le favoritisme envers les Espagnols ou écrasés par les réformes économiques. Pourtant, la rébellion n'est jamais devenue un mouvement multiethnique et anticolonial. On peut trouver beaucoup de causes à cet échec, mais les divisions favorisées par le colonialisme ont joué en soi un rôle important. Les membres des «classes moyennes», comme les marchands de province, bien que révoltés par les réformes des Bourbons, redoutaient un soulèvement de masse. Leur préoccupation était plus liée à la peur de perdre le statut social favorable qui était le leur qu'à celle d'une guerre de castes. Comme cela allait devenir évident lors de la longue Guerre d'indépendance, de vastes secteurs des groupes intermédiaires au rôle si important dans les luttes anticoloniales se sont trompés. Dans la société coloniale de la période avant l'indépendance, les divisions liées à la classe, à la race et à la géographie se sont conjuguées pour former ce que Flores Galindo appelle le «nœud colonial¹²⁶». Ainsi, bien que les Indiens n'aient jamais combattu à l'unisson, une telle éventualité effrayait les non-Indiens. Pendant le soulèvement, les tensions raciales ont affaibli la solidarité de classe, et les intérêts de classe ont détruit l'unité raciale. Dans sa propagande dirigée contre la rébellion, l'État espagnol claironnait ces divisions.

Les Espagnols savaient qu'ils avaient eu de la chance de capturer José Gabriel. Manuel Godoy, premier ministre et confident de Charles IV, a écrit dans ses mémoires que «personne n'ignore que nous avons été tout près de perdre le vice-royaume du Pérou en entier et une partie du Río de la Plata en 1781 et 1782¹²⁷». Areche avait promis d'employer pour la condamnation et la punition des inculpés «toutes les formes de terreur nécessaires pour inspirer de la crainte et mettre en garde les

126. Cité dans «El nudo», art. cité, p. 79.

127. Cité dans *La rebelión*, *op. cit.*, p. 413.

gens¹²⁸». José Gabriel, Micaela, leur fils aîné Hipólito, l'oncle de José Gabriel et cinq associés ont été tirés par des chevaux jusqu'aux potences dressées sur la grande place de Cuzco. Le spectacle a commencé par cinq pendaisons. Ensuite, l'oncle et le fils de José Gabriel ont eu la langue tranchée avant de passer à la potence. Tomasa Condemayta est morte étouffée par l'infâme garrot, puis Micaela a eu la langue coupée. Le garrot n'ayant pas fonctionné à cause de la minceur de son cou, les bourreaux l'ont étranglée à l'aide d'une corde. Après avoir assisté à la mort des membres de sa famille et du cercle rapproché de son mouvement, Túpac Amaru a été emmené au centre de la place. Les bourreaux lui ont tranché la langue puis l'ont attaché à quatre chevaux pour l'écarteler. Devant l'impossibilité de séparer ses membres de son buste, Areche a ordonné sa décapitation. Sa tête a été exhibée à Tinta, son corps à Picchu – champ de bataille du siège de Cuzco –, où il a été brûlé, ses bras ont été exposés à Tungasuca et Carabaya, et ses jambes à Livitaca et Santa Rosa¹²⁹.

La répression ne s'est pas achevée lors des châtiments corporels infligés aux rebelles. L'État a lancé une campagne d'éradication de tous les éléments culturels du nationalisme néo-inca qui avaient fait leur apparition au 18^e siècle. Avant la capture de José Gabriel, l'évêque Moscoso avait adressé une série de recommandations au Visiteur Areche en avril, dont la plupart ont été appliquées. Il réclamait la destruction de toutes les représentations des Incas et l'interdiction des vêtements associés à leur culture, ainsi que de certaines danses, de l'utilisation du nom ou du titre «Inca», des écrits qui remettaient en question les droits légitimes de la monarchie espagnole aux Amériques (interdiction assortie d'une sévère punition pour les lecteurs de documents subversifs) et du droit coutumier. Par ailleurs, Moscoso a censuré à l'envi l'œuvre de Garcilaso de la Vega¹³⁰. Ces mesures, parmi d'autres comme la restriction de l'emploi du quechua, sont entrées en vigueur dans les années qui ont suivi.

L'exécution brutale des chefs de la rébellion, la répression généralisée de la culture andine et le mépris des Indiens ouvertement affiché par

128. Cité par Leon G. Campbell, «Crime and punishment in the Túpac Amaru rebellion in Peru», *Criminal Justice History*, n° 5, 1984, p. 58.

129. Un document fait état du projet consistant à lui faire porter une couronne avec des pointes acérées qui lui perceraient la peau et de «trois piques de fer brûlantes qui lui transperceront le crâne et lui ressortiront par les yeux et la bouche», *Túpac Amaru y la Iglesia*, op. cit., p. 204, document du 3 mai 1781.

130. *Túpac Amaru y la iglesia*, op. cit., p. 270-278.

de grands idéologues dans les années postérieures au soulèvement de Túpac Amaru laissaient présager des temps extrêmement pénibles pour la paysannerie andine. Dans le sud des Andes, cette dernière – dont la rébellion avait été matée après qu'elle eut infligé de graves pertes et même une humiliation à l'État colonial – allait faire face à la haine sans retenue et à la soif de vengeance de l'État et de secteurs de l'élite. Malgré tout, dans les décennies qui ont suivi la rébellion de Túpac Amaru, c'est-à-dire les quarante dernières années du régime colonial, les Espagnols n'ont pas été capables d'empêcher de nouveaux soulèvements, de mettre un terme à l'autonomie politique des Indiens, ni même d'augmenter les impôts et d'autres prélèvements autant qu'ils l'auraient souhaité. Après la défaite des rébellions de Túpac Amaru et Túpac Katari, la reconquête des Andes n'a pas eu lieu. Par ailleurs, la volonté de bâtir un mouvement anticolonial enraciné dans les Andes est restée vivace. [...]

BRÉSIL

LA « JÉRUSALEM AUX MURS DE PISÉ » : RETOUR SUR LES ÉVÉNEMENTS DE CANUDOS (1893-1897)

ROBERT M. LEVINE¹

Pour resituer plus facilement l'épisode dans le contexte brésilien de l'époque, il est utile de rappeler quelques détails de l'histoire du pays. En 1807, l'invasion du Portugal par Napoléon conduit le régent Jean VI à quitter le pays pour s'installer à Rio, au Brésil, où il restera jusqu'en 1821, confiant alors à son fils Dom Pedro la fonction de régent. Le parlement décida de rendre au Brésil son statut de simple colonie et rappela Dom Pedro au Portugal mais celui-ci refusa de s'y rendre et, soutenu par les élites locales, proclama l'indépendance du Brésil dont il fut déclaré empereur en 1822 sous le nom de Pierre I^{er}. En 1825, le Portugal reconnaît l'indépendance du Brésil mais, très contesté, Pierre I^{er} doit abdiquer en 1831 et cède le trône à son fils Pierre II, alors âgé de cinq ans. Un peu moins de soixante ans plus tard, en 1889, l'armée renverse l'empereur Pierre II et la République est proclamée. La fondation de Canudos, sur le site d'une ferme abandonnée a lieu en 1893, soit juste quatre ans après le début de la République. Il est intéressant de noter qu'à Canudos, comme pour les cimarrons dans le Panamá du 16^e siècle et à la différence de la rébellion de Túpac Amaru dans le Pérou du 18^e siècle, la lutte les armes à la main ne vient que dans un second temps. Les femmes et les hommes rassemblés autour d'Antônio Conselheiro s'attellent d'abord à la

1. Robert M. Levine, « "Mud-Hut Jerusalem": Canudos revisited », *The Hispanic American Historical Review*, vol. 68, n° 3, août 1988, p. 525-572. Traduction: Gilles Renaud pour *Dial*. Robert M. Levine (1941-2003) était un historien états-unien, professeur à l'Université de Miami. Son livre *Vale of Tears: Revisiting the Canudos Massacre in Northeastern Brazil, 1893-1897*, Berkeley, University of California Press, 1992, a pour objet la guerre de Canudos (1896-1897) qui s'est achevée par le massacre des habitants de la ville, une colonie de l'arrière-pays du *sertão* brésilien fondée par Antônio Conselheiro, prêcheur laïque charismatique. Il a consacré aussi plusieurs articles au même sujet, dont celui-ci, qui retrace avec précision les événements en revenant d'abord sur la vie d'Antônio Conselheiro et de la ville de Canudos avant le début de la guerre. Certains passages de la deuxième partie du texte ont été coupés. Les coupes sont indiquées par [...].

construction de leur ville et se consacrent aux exigences de la vie quotidienne collective et individuelle, faisant de Canudos un havre de paix à la marge des pouvoirs séculiers et religieux, alors que le Nordeste, déjà aride, avait été ravagé par des sécheresses répétées.

Le développement et la chute de la ville sainte de Belo Monte, à Canudos (1893-97), dans l'arrière-pays du Nord-Est brésilien, ont constitué un traumatisme pour la nouvelle République et fait voler en éclats la façade d'harmonieux progrès national². La colonie fut fondée, pour devenir un saint refuge, sur les lieux d'une ferme abandonnée au cœur du *sertão* reculé de Bahia par Antônio Conselheiro, prêcheur laïque charismatique qui se consacrait à reconstruire églises et cimetières. Elle se développa presque du jour au lendemain pour compter bientôt plus de 5 000 huttes recouvertes de tuiles en terre cuite et disséminées au creux d'un cercle de collines et de petites montagnes. En 1896, sa population s'était accrue au point de former le plus grand centre urbain de l'État après Salvador, la capitale, située à 700 kilomètres de distance. À la fin de 1897, Canudos fut écrasée au terme d'une guerre d'un an menée par le gouvernement brésilien pour détruire la colonie et son chef redouté³.

On voit souvent dans les mouvements populaires l'expression collective d'une demande de transformation sociale, ou une résistance collective à des changements déjà survenus. D'une certaine façon, ces deux visions des choses sont utiles dans le cas de Canudos. Selon moi, pourtant, le mieux, pour comprendre les événements de Canudos, est de se placer dans le contexte culturel de la population rurale⁴. Une telle approche met l'accent sur la composition des acteurs des couches

2. La carte ci-après a été réalisée en 2005 par Renato M.E. Sabbatini et légèrement transformée par Dial pour la présente publication.

3. Je tiens à remercier mes collègues Linda Lewin, Warren Dean, Joseph L. Love, Steven Topik, Teresita Martínez-Vergne, Gerald M. Greenfield, Todd Diacon, et José Carlos Sebe Bom Meihy de leurs suggestions, ainsi que le personnel du Centro de Estudos Euclides da Cunha (Yara Bandeira de Ataíde, Renato Ferraz) et José Calasans de l'aide qu'ils m'ont apportée durant mon séjour à Salvador.

4. Cette démarche est décrite par James C. Scott dans son article «Resistance without protest and without organization: Peasant opposition to the Islamic *Zakat* and the Christian tithe», *Comparative Studies in Society and History*, 29, 1, juillet 1987, p. 417-420, et par Patricia R. Pessar, «Unmasking the politics of religion: The case of Brazilian millenarianism», *Journal of Latin American Lore*, 7, 2, hiver 1981, p. 255-278. Voir aussi Patricia R. Pessar, *When Prophecy Prevails: A Study of Millenarianism in Brazil*, Ph. D. diss., University of Chicago, 1976 et «Revolution, salvation, extermination: The future

populaires à Canudos et sur le rôle du chef du mouvement, qui est vu moins comme un fanatique dément que comme un laïc catholique orthodoxe très attaché à la justice sociale et opposé à l'esclavage.



Le nord de l'État de Bahia.

La «rébellion» de Canudos a marqué la République d'une trace indélébile. Devenue un symbole du conflit entre le «progrès» urbain et l'«arriération» rurale dans les premières années de la République, elle a été fréquemment rappelée à nos mémoires, souvent avec des accents romantiques. On en doit à Euclides da Cunha un récit fondateur intitulé *Os sertões*⁵, paru en 1902⁶. Ce texte, considéré comme un symbole de la maturité intellectuelle atteinte par le Brésil, a acquis la valeur d'un texte sacré, ce qui a par la suite rendu son interprétation de Canudos quasiment intouchable. Da Cunha entremêle une description passionnée des événements, empreinte par l'angoisse ressentie devant ce qu'il avait pu voir en tant que citadin du Sud et correspondant de guerre, et une forte ambivalence quant à la nature de la paysannerie fanatique du Brésil

of millenarianism in Brazil», dans Susan Abbott et John van Willigen (dir.), *Predicting Sociocultural Change*, Athens, University of Georgia Press, 1980, p. 95-114.

5. Note *Dial*: En français: Euclides da Cunha, *Hautes terres: La guerre de Canudos*, Paris, Métailié, 1993.

6. Samuel Putnam, introduction du traducteur à *Rebellion in the Backlands (Os Sertões)* (abrégé ci-après en RB), Chicago, University of Chicago Press, 1944, p. III. En 1984, Canudos est devenu le sujet d'un ouvrage du célèbre romancier péruvien Mario Vargas Llosa, *La guerre de la fin du monde*, Paris, Gallimard, 1983. Un roman comparable, *Le mage du Sertão*, écrit par Lucien Marchal, est paru en France en 1953.

profond, la question nationale- raciale dans le pays et la lutte tenace des paysans pour préserver leur vie⁷.

Da Cunha proclama à ses concitoyens que Canudos fut «notre Vendée⁸». Sensible aux souffrances dont il avait été témoin lors des derniers assauts des militaires contre Canudos et à la brutalité manifestée de part et d'autre, da Cunha exprime dans son récit sa vision dualiste d'une société brésilienne irrévocablement divisée entre le primitivisme archaïque de la campagne profonde et la culture progressiste des villes côtières. Il était très ambivalent : il respectait au plus haut point la ténacité des ruraux mais il les considérait racialement comme des dégénérés. Son positivisme foncier le conduisit à penser que la République était menacée par la résistance obstinée de Conselheiro à la modernité et, entre autres, par sa nostalgie de la monarchie. Consternés à la fois par le factionnalisme militaire et les complots monarchistes qui avaient suivi l'avènement de la République, par les luttes intestines entre États et par une grave dépression économique au début des années 1890, da Cunha et d'autres personnes appartenant à la même école de pensée voyaient dans Canudos un défi au nouveau gouvernement civil dans la capitale fédérale et une menace pour la nation même.

Les chroniqueurs qui ont décrit et étudié Canudos évoquent l'existence de facteurs primitifs et même psychotiques pour expliquer la création de ce lieu de refuge. Ils ont peint un portrait plus grand que nature de Conselheiro, comme ce fut le cas pour les rumeurs de sa sainteté parvenues aux paysans de l'arrière-pays, comme pour sa réputation de menace antisociale pour la République parvenue à l'élite dominante de la région. Canudos est entré dans la conscience brésilienne comme un symbole des pulsions primitives de paysans racialement mélangés et manipulés par un faux messie. Mais ce qui peut être reconstitué à partir de ce que l'on connaît de la vie et de la carrière de Conselheiro entre le moment où il s'est imposé comme un saint itinérant et celui de sa mort et de la destruction de sa ville sainte fait apparaître non pas

7. Voir Agrippino Grieco, *Evolução da prosa brasileira*, Rio de Janeiro, Ariel, 1933, p. 281-286; Stefan Zweig, *Brazil : Land of the Future*, New York, Viking, 1941, p. 159-160; Bezerra de Freitas, *História da literatura brasileira*, Porto Alegre, Globo, 1939, p. 251-252; Eduardo Portella, *Literatura e realidade nacional*, Rio de Janeiro, Tempo Brasileiro, 2^e éd., 1971, p. 36-37; Nicolau Sevcenko, *Literatura como missão : Tensões sociais e criação cultural na Primeira República*, São Paulo, Brasiliense, 1983, en particulier le chap. 4.

8. Putnam raconte d'ailleurs que da Cunha songea à utiliser comme titre «Notre Vendée» au lieu de *Os sertões*. Voir RB, p. 162, note 179.

un mouvement irréfléchi, malveillant et antisocial de religieux déviants mais l'histoire d'une colonie de migrants ruraux pleine d'espoir et innocente, ni apocalyptique ni maléfique. Canudos ne fut ni plus ni moins, pour citer Edward P. Thompson, que «l'expression institutionnelle de relations sociales». Ce retour sur les événements tragiques survenus dans la «Jérusalem aux murs de pisés» a précisément pour objet d'examiner ces relations.

Plusieurs aspects nouveaux se dégagent d'un réexamen des données historiques⁹. En vingt ans d'errance dans l'arrière-pays du Nordeste jusqu'à la mi-1893 et, dans la plupart des cas jusqu'à la destruction de Canudos même, Antonio Conselheiro a rempli la fonction de missionnaire laïque dévoué qui mettait en garde contre la désobéissance civile et religieuse. Ses adeptes n'étaient pas des primitifs incontrôlés aveuglés par le fanatisme religieux, ainsi que l'ont écrit des chroniqueurs, mais ils formaient une communauté hétérogène composée d'esclaves émancipés (*crioulos*), de mamelouks métis de parents colons et Indiens, de paysans, d'hommes et de femmes venus de petites villes et d'autres centres urbains, dont certains étaient même liés par des liens familiaux avec les réseaux des élites de la côte. La colonie était très peuplée, surtout pour l'arrière-pays, mais était probablement plus près des 15 000 ou 20 000 habitants que des 25 000 et même 30 000 souvent évoqués. Les paysans formaient la majorité. Il s'agissait principalement de *caboclos*, des Métis du Nordeste de parents noirs, indiens ou blancs, même si les habitants de Canudos représentaient un spectre socioethnique beaucoup plus vaste que ce que l'on croit habituellement¹⁰. Pour les observateurs extérieurs, ils étaient tous des *jagunços*, ainsi qu'on appelait traditionnellement les cow-boys de l'arrière-pays pour les distinguer des agriculteurs de la côte. Après les événements de Canudos, le terme *jagunço* a pris une connotation péjorative et le sens de *cangaceiro*, hors-la-loi,

9. Parmi les sources consultées, mentionnons les archives de l'armée brésilienne détenues au quartier général de la 6^e région militaire à Salvador, celles de la police de l'État de Bahia et de la Curie de l'Église catholique à Salvador, les homélies et sermons d'Antonio Conselheiro, des manuscrits conservés aux Archives publiques de Salvador et des documents rassemblés au Núcleo do Sertão du Centro de Estudos Brasileiros.

10. Le terme *caboclo* a plusieurs significations au Brésil. En règle générale, il désigne l'homologue brésilien du *mestizo* hispano-américain, c'est-à-dire habituellement un paysan pauvre. D'aucuns pensent que le *caboclo* est le plus souvent un individu du nord, et d'autres qu'il est typique du sud. Voir James B. Watson, «Way station of modernization: The Brazilian Caboclo», Watson et coll. (dir.), *Brazil: Papers Presented in the Institute for Brazilian Studies, Vanderbilt University, Nashville, 1953*, p. 9.

une des nombreuses formes sous lesquelles Canudos s'est enfoui dans l'inconscient national.

La décision de neutraliser puis de détruire Canudos résulte d'une conjonction de facteurs tous liés à une réaction excessive de l'État, de la région et du pays provoquée par l'instabilité de la nouvelle République. Les patrons des campagnes, les *coronéis*, se sont sentis naturellement menacés par l'ascendant croissant de Conselheiro sur les habitants du *sertão*. En outre, bien qu'ouvertement accepté, voire bien reçu, par de nombreux prêtres locaux, dont certains étaient aussi commerçants, Conselheiro faisait de l'ombre à la hiérarchie épiscopale. La principale raison venait du fait qu'à la fin du 19^e siècle la Rome ultramontaine exerçait des pressions sur les évêques pour qu'ils reprennent en main les paroisses qui, depuis des décennies et pas seulement dans le cas de Conselheiro au cœur du Nordeste rural, affichaient leur indépendance et agissaient avec zèle. L'expression très forte de la foi religieuse que les profanes qualifiaient de «mystique» et de «fanatique» constituait un prolongement du renouveau spirituel entamé au cours des années 1860 chez les laïcs et dans le clergé rural.

Fait peu connu, beaucoup d'habitants de Canudos prirent la fuite lorsque les combats s'intensifièrent. Quelques survivants de sexe masculin échappèrent à l'exécution et plus de 100 femmes et enfants furent transportés à Salvador puis réunis avec des membres de leur famille ou pris en charge sous l'égide d'un comité de dirigeants locaux. Néanmoins, Canudos provoqua un traumatisme à l'origine d'interrogations profondes sur l'identité nationale et la composition raciale du Brésil. Derrière la façade de l'optimisme bravache de l'époque, le fait est que le système représentatif de gouvernement reposait sur une population dont 85 % étaient analphabètes et dont la plupart vivaient dans la misère¹¹. Dans ces circonstances, la tentative des croyants de Canudos de vivre ensemble hors du contrôle du monde institutionnel menaçant du Brésil républicain fit naître de réelles craintes quant à la capacité de survie de la République, même si elle ne constituait en fait que l'un des nombreux «troubles» et soulèvements populaires ayant marqué

11. Le recensement de 1872 indique que 84,2% des habitants étaient analphabètes; selon le recensement de 1890, leur proportion atteignait 85,2%. Dans les zones rurales, le pourcentage était certainement plus élevé. Voir Armin K. Ludwig, *Brazil: A Handbook of Historical Statistics*, Greenwich, G.K. Hall and Company, 1985, tableau V-8.

l'histoire du Brésil¹². La principale leçon à tirer de l'épisode de Canudos est peut-être qu'il confirma les élites dans leur déterminisme biologique rigide et leur peur latente des classes populaires rurales ; il révèle aussi la fragilité de la 1^{re} République et les brutales extrémités auxquelles ses officiers étaient prêts à recourir pour mater la discorde.

ANTÔNIO CONSELHEIRO AVANT SON INSTALLATION À CANUDOS

Antônio Vicente Mendes Maciel naît en 1828 dans le *sertão*, à Santo Antônio de Quixeramobim, dans l'État du Ceará. Son père, Vicente, est un homme d'affaires prospère et propriétaire de plusieurs « demeures » sur la place de Quixeramobim. Le garçon, couleur café (*moreno*), compte peut-être des ancêtres indiens calabaça, et les observateurs le décrivent comme un jeune au teint pâle, car il passe le plus gros de son temps à l'intérieur, travaillant au service de son père. De courte taille et osseux, il possède des yeux noirs et un nez aquilin, ainsi que de petites mains et de petits pieds. Enfant, il est inscrit dans une école sous l'autorité du professeur Manuel Antônio Ferreira Nobre et apprend le portugais, le français et le latin. Certains de ses camarades feront ensuite partie de l'élite de la région – avec notamment le major Eufrásio Nogueira, chef de la police de Quixeramobim, et João Brígido dos Santos, journaliste, avocat et polémiste¹³. Le clan Mendes Maciel était une « bonne famille », pour reprendre une expression de l'époque, et faisait partie des « classes conservatrices », sans être particulièrement aisé. Les membres du clan qui vivent dans l'arrière-pays entre Quixeramobim et Tamboril sont engagés depuis 1833 dans une guerre fratricide avec les Araújo plus puissants et plus riches, et le grand-père d'Antônio a été l'un des Maciel arrêtés pour avoir participé à cette querelle et lynchés alors qu'ils étaient détenus par la police. D'après ce que l'on sait, Antônio Mendes Maciel n'a jamais participé aux hostilités.

Sa mère, Maria Joaquina de Nascimento, est morte alors qu'il avait six ans, et son père, décrit dans les mémoires de João Brígido (rédigés avant qu'Antônio ne devienne connu) comme un homme « à moitié

12. Voir Putnam, introduction du traducteur, *RB*, p. xiv.

13. Abelardo Fernando Montenegro, *Antônio Conselheiro*, Fortaleza, 1954, Batista Fontenelle, p. 11. José Calasans, « Canudos não euclidiaino », dans José Augusto Vaz Sampaio Neto et coll. (dir.), *Canudos : Subsídios para a sua reavaliação histórica*, Rio de Janeiro, Fundação Rui Barbosa, 1986, p. 13. La fascination morbide de da Cunha pour le mysticisme de Conselheiro a produit un portrait faussé qui n'a dans l'ensemble fait l'objet d'aucun examen critique.

visionnaire et iconoclaste», est décédé lorsque son fils aîné était âgé de 26 ans. Vicente était alcoolique et agressif au point de se montrer violent, même envers sa femme quand elle était en vie. Sa mort en 1855 fait suite à un déclin progressif de la situation économique familiale, déclin aggravé par une spéculation excessive¹⁴. Antônio, qui se retrouve avec trois sœurs non mariées à charge, a hérité de peu de chose ; la plupart des actifs figurant dans la succession de son père ont servi à éponger les dettes. Il reprend alors les affaires de son père et souscrit une hypothèque pour rembourser les prêts en cours. Il épousera en 1857 une cousine de Quixeramobim, Brasilina Laurentina de Lima, connue pour son caractère difficile et pugnace. Toujours endetté, Antônio liquidera l'affaire pour devenir tuteur en portugais, arithmétique et géométrie dans une *fazenda*¹⁵ voisine. En 1859, il travaille comme employé de commerce, avant d'ouvrir une première mercerie à Tamboril et une seconde à Campo Grande. Les deux feront faillite.

Pour gagner sa vie, Antônio prend un emploi de *requerente* (une sorte d'avocat sans licence), à qui le *foro* (tribunal) d'Ipu confiait des affaires simples. Sa femme le quitte alors pour un sergent de la milice de Ceará, João de Melo, qu'elle quitte quelques années plus tard, vivant ensuite de la mendicité dans les rues de Sobral, avant de sombrer dans la folie et de mourir. La situation financière et sans doute aussi l'état émotionnel de Maciel continuent de se dégrader, malgré les efforts déployés pour retrouver sa position sociale à l'intérieur du système, et non à sa marge, allant même jusqu'à occuper un emploi de voyageur de commerce. On ne sait rien de plus sur cette période de sa vie¹⁶. On retrouve Antônio au début des années 1870, sillonnant l'arrière-pays du sud de Ceará puis errant dans les régions arides de Bahia, Pernambouc et Sergipe, dans un état «cadavérique», devenu pèlerin pénitent. Marchant de village en village, il demande qu'on l'autorise à restaurer églises et cimetières tombés en décrépitude. Il lui arrive aussi de concevoir et construire de petits réservoirs, des chapelles et même de petites églises, aidés par des paroissiens locaux travaillant bénévolement et par des disciples prêts à

14. Voir João Brígido, *Ceará (Homens e fatos)*, Rio de Janeiro, Bernardo Freire, 1919, p. 43. L'article est paru en juin 1893, avant que la population n'ait eu vent de l'incident de Masseté. Calasans note que l'article accorde plus de place à Vicente Mendes Maciel qu'à son fils Antônio.

15. Note *Dial*: Grande exploitation agricole.

16. José Carlos de Ataliba Nogueira, *Antônio Conselheiro e Canudos: Revisão histórica*, 2^e éd., São Paulo, Companhia Editora Nacional, 1978, p. 4-5. De Melo était *furriel*, grade intermédiaire entre *cabo* [caporal] et *sergente* [sergent].

le suivre. Son premier travail dont on a conservé la trace a consisté à rebâtir la chapelle Rainha dos Anjos à Itapicurú (Bahia) en 1874¹⁷.

Antônio a embrassé un catholicisme austère, caractérisé par une spiritualité sombre et un message de pieuse responsabilité. Sa foi inébranlable n'a jamais été contestée ; pour ceux qui l'ont rencontré, il inspirait « une crainte pénétrante et inextinguible ». Il était en effet un orateur fascinant : selon un survivant de Canudos, lorsqu'il prononçait un sermon, « son auditoire se sentait transporté dans les nuages¹⁸ ». Certes, des analystes ont *a posteriori* critiqué son attachement à la frugalité et à la rédemption par la pénitence, qualifié de catholicisme « primitif » ou de « folklore » rural ; aucun indice ne suggère cependant qu'il soutenait l'hérésie ni même qu'il transgressait de manière notable les préceptes catholiques courants dans la région. Certaines de ses prophéties étaient énigmatiques, mais il parlait principalement de choses qui touchaient à la vie et aux préoccupations du peuple de l'arrière-pays – les dettes, la moralité, le gouvernement, et la destinée individuelle. Dans la lignée des traditions laïques du Nordeste antérieures à l'activité de Conselheiro, quelques dizaines de *beatos* (disciples) se joignent à lui pour sillonner les chemins poussiéreux du *sertão*. Certaines des femmes avaient auparavant été prostituées¹⁹. Les observateurs remarquèrent ses habits de pèlerin, son air sévère et austère et son désintéret pour les biens terrestres. Il ne dormait que quelques heures par nuit, habituellement à même le sol et sans couverture. On le disait particulièrement bon avec les victimes de méfaits politiques et de l'arbitraire de la police²⁰. Sa réputation s'amplifie avec le temps et renforce son rôle de « conseiller », permettant à des hommes, des femmes et des enfants de gagner les rangs de ses

17. Sauf indication contraire, tous les lieux nommés se situent à Bahia.

18. Cette citation est de Dona Evangelina, faite prisonnière pendant la quatrième expédition militaire (Manoel Funchal Garcia, *Do litoral ao sertao*, Rio de Janeiro, Editora da Biblioteca do Exército, 1965, p. 172.) La description qui précède a été écrite sur un ton ironique à propos de Jean Calvin, mais elle convient parfaitement à Conselheiro. Voir John Gross, compte-rendu de l'ouvrage de William J. Bouwsma, *John Calvin : A Sixteenth-Century Portrait*, Oxford, Oxford University Press, 1987, paru dans le *New York Times*, 8 décembre 1987.

19. Putnam prétend que les *beatas* qui suivaient Conselheiro étaient des femmes de mauvaise vie qui expiaient leurs péchés en faisant pénitence (RB, p. 132, note 130) mais n'apporte pas d'autres éléments que ceux de da Cunlha sur le fait que certaines des femmes de Belo Monte étaient de « vieilles filles », expression en usage dans les campagnes pour désigner les femmes légères (p. 156).

20. Ataliba Nogueira, « Antônio Conselheiro e Canudos », *Revisão histórica*, São Paulo, Brasiliana, p. 6. Voir également Hélio Silva et Maria Cecília Ribas Carneiro, *O poder civil*, Rio de Janeiro, Editora Tres, 1975, p. 58-60.

pèlerins pour aller vers la terre promise qu'il leur décrit. La plupart de ceux qui abandonnèrent leurs misérables huttes étaient des paysans qui avaient peu à perdre, mais leur migration vers de nouveaux territoires reste matière à réflexion car peu de paysans quittaient définitivement leur lieu de naissance, sauf en cas d'impérieuse nécessité. On sait que tous ses adeptes n'étaient pas pauvres et n'avaient pas le teint foncé : on trouvait parmi eux des femmes « blanches » de « bonne famille », dont certaines amenèrent avec elles de l'argent, des bijoux ou d'autres objets de valeur²¹.

L'évolution des noms sous lesquels Conselheiro a été connu ne manque pas d'intérêt. Enfant, il s'appelait Antônio Vicente et, jeune adulte, Maciel. Au commencement de son ministère laïque, on le connaissait sous le nom d'*irmão* (frère) Antonio, puis ce fut sous divers patronymes : Antônio dos Mares, Santo Antônio dos Mares, Santo Antônio Aparecido, et enfin Antônio Conselheiro. Au milieu des années 1870, on l'appelait Conselheiro, ce qui signifiait que l'on voyait en lui non seulement un *beato* mais aussi un conseiller avisé, titre du 19^e siècle auquel parvenaient peu de religieux des campagnes. Les *beatos* faisaient l'aumône pour les pauvres, tandis que les *conselheiros* prêchaient et dispensaient des conseils. Les uns et les autres étaient monnaie courante dans la région et ne pouvaient donc pas se recruter uniquement dans le clergé séculier ou régulier.

Maciel s'était engagé dans une voie ouverte par d'autres. L'activité de reconstruction d'églises, de chapelles et de cimetières relevait d'une politique de l'Église clairement énoncée et introduite dans la région durant les années 1860 pour améliorer l'état du patrimoine ecclésiastique et pour rapprocher l'Église des classes populaires. José Maria de Ibiapina, né dans le Ceará, avait voyagé comme missionnaire itinérant à travers l'arrière-pays entre 1862 et 1883, fondant des *Casas de caridade*, institutions qui servaient d'orphelinats pour les filles abandonnées, d'abris pour les fugueurs, et d'écoles pour les filles des marchands et des propriétaires terriens. Il défendait le rôle joué par les catholiques laïques dans une région où le clergé était peu présent, exerçant une

21. Seuls un ou deux membres de la population d'hommes adultes de Canudos sont décrits comme étant des « Blancs » dans la documentation. Voir, par exemple, le *Relatório da comissão especial nomeada para recolher as crianças sertanejas, feitas prisioneiras em Canudos* (Salvador, non publié, 1898) (ou la version courte, *Rel. do comitê patriótico constituído na Cidade do Salvador*, parue dans *Comércio*, São Paulo, 1897). La composition raciale des ouailles de Conselheiro est présentée en détail ci-après.

influence directe sur Conselheiro²². On pourrait citer également le *conselheiro* Guedes, dans le Pernambouc, vêtu en habit de carmélite et père de dix enfants qui l'accompagnaient dans ses pérégrinations, et le *conselheiro* Francisco, «*jovial cabra*» (mulâtre) qui aida à la construction d'une église à Cumbe près de Canudos, et qui venait à Canudos toutes les deux semaines pour dire la messe. Autre exemple encore plus connu, Cícero Romão Batista, qui après avoir exercé la charge d'aumônier de manière parfaitement traditionnelle entre 1872 et 1889 dans la vallée de Cariri (Ceará), dévia de l'orthodoxie après avoir participé à un prétendu miracle par lequel l'hostie administrée à une *beata* de Joaseiro se serait transformée en sang du Christ. Ralph della Cava note que d'autres prêtres que le Padre Cícero exploitèrent l'événement après en avoir fait la publicité, en organisant dans tout le Nordeste des pèlerinages sur les lieux. Lorsque Antônio Conselheiro fonda sa ville sainte à Canudos, des centaines de pèlerins s'étaient établis dans la vallée de Cariri, à Joaseiro, autre ville sainte qui vécut plus de cinquante ans bien que Cícero ait été suspendu de la prêtrise en 1892²³.

Contrairement au Padre Cícero, qui ne s'opposait pas à ce que d'autres diffusent son miracle et qui s'était habilement constitué des alliés politiques ainsi qu'un groupe d'adeptes, Maciel cultiva la modestie. Il lui arrivait souvent de réprimander des pénitents qui s'agenouillaient devant lui, en leur déclarant : «Je suis un Maciel par le nom et un *conselheiro* [uniquement] de cœur.» Il autorisait les curieux à le suivre partout et ne les dissuadait pas de s'adresser à lui en l'appelant «mon père». Il commençait souvent ses discours par quelques mots de latin, ce qui avait pour effet de mystifier son auditoire et d'asseoir son autorité. Parfois, il s'immobilisait de longues minutes, comme frappé d'extase. Selon des témoins, il «avait tout du saint, du prophète²⁴». Quelquefois, aussi, des missionnaires envoyés d'Europe par l'Église se joignaient à

22. Voir Celso Mariz, *Ibiapina, Um apóstolo do Nordeste*, João Pessoa, União Editora, 1942; José de Figueiredo Filho, «Casa de Caridade de Crato», *A Província (Crato)*, n° 3, 1955, p. 14-25; Ralph della Cava, «Brazilian messianism and national institutions: A reappraisal of Canudos and Joaseiro», *Hispanic American Historical Review*, n° 48, 3, août 1968, p. 404-405.

23. Della Cava, «Brazilian messianism», p. 409-415.

24. Témoignage de Bacharel Genes Fontes, juge de son état, paru dans une lettre au journal *A República* (Rio de Janeiro), 1897, cité dans Calasans, «Notícias de Antônio Conselheiro», manuscrit non publié, p. 4-5, dans Centro de Estudos Brasileiros, Núcleo do Sertão, avec l'aimable autorisation du Dr Calasans. Nous ignorons toutefois s'il eut effectivement le don de prophétie, comme le dit la légende.

lui dans son pèlerinage. Il organisait des réunions de prière (*orações*) et prononçait des sermons, jamais dans les églises mais à l'extérieur, sur la place publique. Il soulevait son auditoire contre la franc-maçonnerie, le protestantisme et la laïcité, et il lui arrivait de déclamer contre l'esclavage.

La première référence connue à Conselheiro paraît en 1874 dans un quotidien du nom de *O Rabudo*, à Estância, Sergipe. Dans cet article, qui occupait la moitié des quatre pages de l'hebdomadaire, l'auteur se moquait de Maciel, laissant entendre que sa tenue de pénitent signifiait qu'il avait commis un crime quelconque ou qu'il fuyait la justice²⁵. Deux ans plus tard, la presse de Bahia faisait mention du personnage, le décrivant comme un ascète « exerçant une grande influence sur nos [...] paysans ignorants et simples des classes populaires²⁶ ». Dans les grandes villes, des membres du clergé commençaient également à critiquer son comportement, au sein de leur communauté et, parfois, auprès du chef de police provincial. Une histoire court selon laquelle, en l'absence du vicaire de Natuba, dans la province de Bahia, Conselheiro entreprit de ramasser des pierres pour reconstruire l'église. Mais, à son retour, le vicaire ordonna d'arrêter les travaux parce qu'il n'avait pas été consulté et que Conselheiro avait « pris » des pierres qui ne lui appartenaient pas. Conselheiro quitta alors la ville et l'église resta inachevée²⁷.

Quand il s'adressait à la population rurale du Nordeste, Conselheiro évoquait l'appel mystique du roi Sébastien du Portugal, mort en 1578 lors d'une bataille livrée en Afrique contre les Maures, et adoré comme un saint dont le retour sur terre en pleine gloire accompagné de ses armées annoncerait la Seconde venue du Christ. Beaucoup plus que sur la côte, le sébastianisme était profondément enraciné dans la religion populaire du *sertão*. Un important mouvement sébastianiste se produisit entre 1817 et 1820 à Rodeador (Pernambouc), et en 1837 Pedra Bonita, également à Pernambouc, fut le théâtre d'un terrible épisode centré autour d'un culte voué à Sébastien par quelque 300 paysans qui

25. *O Rabudo*, 7 (22 novembre 1874). Cité par Calasans, « Canudos não euclidiano », p. 2-3.

26. Paraphrase d'un article paru dans le *Diário da Bahia* (Salvador), 27 juin 1876.

27. Correspondance entre le Père José Barbosa (vicaire de N. S. do Apora), le Père João Alves da Silva Paranhos (vicaire de N. S. do Livramento do Barracão) et le Père Emílio de Santana Pinto (vicaire du Divino Espírito Santo de Abrantes), et correspondance entre Monseigneur Luís d'Armour, vicaire à Salvador et le chef provincial de la police Dr João Bernardo de Magalhães, Cabinet archiépiscopal (Correspondência das Repartições Públicas, Salvador, XVI, 1874-1877).

sacrifièrent 53 êtres humains, dont 30 enfants, pour libérer le saint d'un énorme rocher où l'on pensait qu'il avait été emprisonné²⁸.

RAPPORTS AVEC LES AUTORITÉS LOCALES ET LA POPULATION

La première tentative menée par les autorités pour interrompre le ministère de Conselheiro coïncida avec la décision prise par un *coronel* local puissant, le *barão* de Jeremoabo, de concert avec l'archevêque de Salvador, de faire barrage à son influence croissante. L'accusation selon laquelle les paysans commençaient à l'appeler «Messie» et les rapports faisant état du nombre toujours croissant de ses disciples conduisit à son arrestation à Itapicurú de Cima, dépendance du baron, en juin 1876. Conselheiro fut accusé d'avoir assassiné sa mère et sa femme. Pour cette raison, l'ordre fut donné de l'extrader dans le Ceará, la lettre d'extradition indiquant qu'il était accusé d'exercer une mauvaise influence sur les «habitants ignorants» d'Itapicurú, et qu'il s'était montré irrespectueux envers le vicaire local. Même si on ne lui trouvait aucun crime, disait la lettre en conclusion, il serait avisé «de ne pas lui permettre de revenir ici» pour ne pas «s'exposer à des conséquences néfastes parmi les fanatiques irrités par l'arrestation de leur idole²⁹». Sur le chemin de Salvador, il fut battu par les soldats qui l'accompagnaient et insulté par les passants. Puis on le transporta à Fortaleza sur le vapeur de cabotage Pernambuco et de là à Quixeramobim³⁰. Dès son arrivée, on s'aperçut que sa mère était morte alors qu'il était enfant, et que sa femme vivait toujours. On leva donc les charges contre lui, ce qui ne l'empêcha pas d'essayer de nouveau les coups des soldats qui l'avaient conduit de Bahia au Ceará³¹. Il retourna dans la région du *sertão* entre Bahia et

28. Voir le poète de cordel João Melquíades Ferreira da Silva, *A guerra de Canudos*, et J. Sara, *Meu folclore* (1956), cité dans *Literatura popular em verso*, vol. 1, Estudos, Rio de Janeiro, MEC/FCRB, 1973, p. 112-115; Maria Isaura Pereira de Queiroz, *O messianismo no Brasil e no mundo*, São Paulo, Alfa e Omega 1976, p. 200-201. Sur le sébastianisme, voir René Ribeiro, «Brazilian messianic movements», dans Sylvia L. Thrupp (dir.), *Millennial Dreams in Action: Studies in Revolutionary Religious Movements*, New York, Schocken Books, 1970, p. 58 et 66 et *Grande enciclopédia portuguesa e brasileira*, 40 vol. (1936-1960), vol. 28, Lisbonne, Enciclopédia, 1945, p. 19.

29. Lettre d'extradition adressée par L. B. Magalhães (Secrétariat de police de la province de Bahia, 2^e section, n° 2182, 5 juin 1876), au chef de la police de Ceará. Voir García, *Do litoral ao sertão*, p. 184.

30. Voir *Diário da Bahia*, 27 juin et 7 juillet 1876; *Jornal da Bahia*, 6 et 7 juillet 1876; *Diário de Notícias* (Salvador), 6 et 7 juillet 1876. Un résumé de ces descriptions a paru plus tard la même année dans le *Folhinha Laemmert* de Rio de Janeiro, première mention d'Antônio dans la capitale impériale.

31. Voir Fortunée Levy, «Crentes e bandidos», *Anais do Museu Histórico Nacional*, n° 8, 1957, p. 41. Une autre source secondaire (Nertan Macedo, *Memorial de Vilanova*, Rio de Janeiro, O Cruzeiro, 1964, p. 113) affirme que Maciel fut arrêté pour non-remboursement de dettes.

Sergipe, où il se remit à reconstruire églises en ruines et murs de cimetière en pisé³².

Conselheiro devint encore plus célèbre après son arrestation et sa libération. D'autres facteurs y contribuèrent aussi. De février 1877 à mai 1880, la catastrophe connue sous le nom de Grande Sécheresse contraignit des centaines de milliers de réfugiés de cinq provinces du Nordeste à s'enfuir à travers le *sertão* pour gagner la côte ou l'Amazonie. Une épidémie survenue à Fortaleza en 1878-1879 fit mourir 64 000 d'entre eux³³. Cette situation désespérée attisa les tensions et rendit beaucoup de gens plus réceptifs à l'adoption de solutions radicales dans leur lutte pour survivre. C'est dans ce climat instable que la monarchie entame les dix dernières années de son règne ; l'esclavage disparaît quasiment du Nordeste, les propriétaires d'esclaves les vendant dans le Sud, plus prospère, et s'adressant aux *caboclos* et aux esclaves émancipés pour trouver de la main-d'œuvre ; l'Église continue de manquer cruellement d'argent et de personnel ; et Conselheiro poursuit son œuvre et ses pérégrinations.

Il était accepté par toutes les couches sociales de la population rurale. De 1880 à 1892, il fut parrain et témoin en personne de 92 baptêmes dans la seule chapelle Itapicurú de Cima. Dans près de la moitié des cas, la marraine désignée était « *Nossa Senhora* » (la Vierge Marie). Le *compadrio* (système de parrainage), institution de grande importance dans la campagne profonde, était une sorte de coparentelle idéologique et spirituelle, fondée sur des relations personnelles aussi fortes que les liens du sang dans une région où le réel besoin d'une protection personnelle rendait extrêmement important le choix d'un parrain³⁴.

32. Ce système de travail, semblable au *mutirão*, forme de travail communal pour la construction de maisons et de bâtiments collectifs, était très courant dans la région, mais pas habituel dans le cas des propriétés de l'Église. Une des raisons pour lesquelles il fallait reconstruire les murs de cimetières est que la croissance démographique obligeait à agrandir les cimetières. De plus, les morts étaient souvent « enterrés » dans les murs mêmes, puis leurs restes déposés dans un ossuaire après deux ans en cas d'absence de paiement de la redevance. Par conséquent, en agrandissant des cimetières, Conselheiro manifestait son respect aux défunts en aménageant une place suffisante pour une inhumation permanente.

33. Voir Roger L. Cuniff, « The birth of the drought industry: Imperial and provincial responses to the great drought in Northeast Brazil, 1877-1880 », *Revista de Ciências Sociais*, n° 6, 1-2, 1975, p. 65-82 ; Gerald Michael Greenfield, « Recife y la gran sequía », dans Richard Morse et Jorge Enrique Harldoy (dir.), *Cultura urbana latinoamericana*, Buenos Aires, Clacso, 1985, p. 203-226.

34. Archives paroissiales de N. S. de Nazaré do Itapicurú de Cima. Voir Francisco José de Oliveira Viannia, *Instituições políticas brasileiras*, Rio de Janeiro, Livraria José Olympio, 1949, p. 263 ; Consuelo

Fait remarquable, malgré les légendes qui fleurissaient autour de sa personne, Conselheiro n'insistait pas souvent sur les miracles dans ses sermons, mais uniquement sur la foi et l'effort. Il n'usurpait pas les fonctions sacerdotales, pas plus qu'il ne guérissait ou dispensait des médecines³⁵. Plusieurs étrangers, dont Euclides da Cunha, l'appellent «Bom Jesus Conselheiro», mais aucune preuve ne subsiste aujourd'hui attestant qu'il ait jamais utilisé ce nom. Il ne prétendit jamais être un envoyé de Dieu, ni un prophète : il resta dans les limites du catholicisme officiel en qualité de prêcheur laïque et de *beato*. Il œuvra au nom de l'Église et au service des prêtres locaux.

En février 1882, l'archevêque Dom Luís Antônio dos Santos diffusa une lettre interdisant aux personnes non ordonnées de prêcher. À partir de ce moment-là, les prêtres ruraux allaient être dépassés par les mesures prises par la hiérarchie de l'Église pour préserver son autorité. Toutefois, il est instructif que l'Église n'ait jamais condamné les pratiques religieuses de Conselheiro ni sa théologie. Il pratiqua toujours la religion catholique d'une manière orthodoxe et il continua d'entretenir de bonnes relations avec beaucoup de membres du clergé local. Ils lui donnèrent libre accès à leurs églises et furent nombreux à approuver publiquement son œuvre de rénovation des bâtiments. Les prêtres de plusieurs localités passèrent outre l'ordre de l'archevêque visant les prêcheurs laïques³⁶.

Dans un tract publié après la création de Canudos, le journaliste et écrivain Sílvio Romero faisait allusion à «l'armée de croyants qui se livrait à des déprédations de toute sorte». Les pas de Conselheiro l'avaient conduit à Lagarto, lieu de naissance de Romero dans l'État du Sergipe, où il avait naturellement fait impression. Généralement ouvert aux manifestations de la culture populaire locale, Romero avait été rejeté par les «fanatiques obstinés» qui détestaient l'ostentation et qui interdisaient aux femmes parmi eux d'utiliser des peignes et des châles de laine, leur ordonnant de brûler toute possession révélatrice d'une vanité personnelle³⁷.

Pondé de Sena, *Introdução ao estudo de uma comunidade*, Salvadore, Fundação Cultural do Estado da Bahia, 1979, p. 157.

35. Ataliba Nogueira, *Antônio Conselheiro*, p. 8.

36. Ce fut le cas du vicaire de N. S. da Piedade do Lagarto, Sergipe. João Baptista de Carvalho Daltro, en janvier 1886. Voir la lettre de Daltro à l'archevêque D. Luís Antônio dos Santos, cité par Calasans, «Canudos não euclidiano», p. 6-7.

37. Voir Sílvio Romero, *O vampiro do Vaza-Barris : Intermezzo jornalista em resposta ao vigário Olympio*

TÉMOIGNAGES

Rares étaient les allégations écrites et les rumeurs visant Conselheiro qui s'appuyaient sur des rencontres avec lui ou sur une observation de ses œuvres. Fait exception le cas de Durval Vieira de Aguiar, colonel dans la police de l'État de Bahia, dont il fut aussi commandant à une époque. Vieira de Aguiar fit la connaissance de Conselheiro aux alentours de 1882. Conselheiro commençait à travailler sur une église après avoir terminé une chapelle à Mucambo, aujourd'hui Olindina. Le colonel décrit Conselheiro comme un homme «petit, émacié, à la peau sombre et aux cheveux foncés, portant une longue barbe, vêtu d'une tunique bleue sans ceinture, vivant seul dans une maison vide, et se faisant nourrir par des *beatas*». Il put observer Conselheiro dispenser des conseils et prononcer homélies et sermons. La population locale affluait pour l'écouter religieusement et lui obéissait sans se poser de question. Aguiar nota que les vicaires locaux récoltaient des sommes rondelettes avec les baptêmes, mariages, festivals, neuvaines et autres services rendus par l'Église, tandis que Conselheiro «ne gagnait rien³⁸».

Une deuxième rencontre a été relatée par Genes Martins Fontes, juge exerçant près de Monte Santo au début des années 1890, loyal au *barão* [baron] de Jeremoabo à qui il devait sa place. Alors qu'il étudiait à l'École de droit de Recife en 1881, il croisa Conselheiro durant un voyage à Sergipe. Comme Vieira de Aguiar, il fait état des longs cheveux peu soignés de Conselheiro, de sa peau et de son ossature, en plus de remarquer ses mains sales et la présence de poux sur son corps. Conselheiro, observait-il, communiquait un sentiment d'indétermination «caractéristique des mystiques et des rêveurs». Martins Fontes ressortit marqué de cette rencontre³⁹. Quelques années plus tard, devenu magistrat, Martins Fontes écrivit de nouveau à un journal, avec une nouvelle version. Conselheiro, expliqua-t-il alors, s'était clairement conduit

Campos. Complemento ao optusculo «A verdade sobre o caso de Sergipe», Rio de Janeiro, Companhia Impressora, 1895 (le «vampire de Vaza-Barris» était Olympio Campos, et non Conselheiro). Voir également Romero, Estudos sobre a poesia popular do Brasil, 2^e ed., Petrópolis, Vozes, 1977, p. 41 (première parution en 1888). Également Calasans, «Canudos não euclidiano», Salvador, Tipografia do Diário da Bahia, p. 4.

38. Durval Vieira de Aguiar, *Descrições práticas da província da Bahia*, Salvador, 1888, p. 76. Calasans affirme que da Cunha a lu le livre d'Aguiar et en a utilisé une partie sans consulter sa source «Canudos não euclidiano», p. 7.

39. Lettres à *A República*, citées sans dates par Calasans, «Canudos não euclidiano», p. 11.

comme un leader, capable de « dominer les foules⁴⁰ ». Après avoir d'abord douté, il ne fut pas le seul membre de l'élite à embrasser la thèse d'un *Conselheiro* suppôt de Satan.

CONFLITS DE POUVOIR DANS L'ÉTAT DE BAHIA

Cícero Dantas Martins, baron de Jeremoabo, connu également *Conselheiro* en personne et nota ses impressions d'alors. Il était non seulement le plus grand *fazendeiro* de la municipalité d'Itapicurú, où, plus que partout ailleurs dans le *sertão*, *Conselheiro* avait fait de longs séjours, mais il était aussi le *coronel* le plus puissant de la région de Canudos depuis les dernières années de l'empire⁴¹. Républicain hésitant, il intégra le Parti républicain de l'État (PRF-Ba), dominant, à sa création et s'allia à d'autres *coronéis* du *sertão* sous l'autorité symbolique de José Gonçalves. Lorsque le PRF éclata en 1893 pour des questions de favoritisme et de pouvoir interne, Martins devint l'un des principaux fondateurs d'un nouveau parti d'opposition, le Parti républicain constitutionnel (PRC), dont le centre de gravité du pouvoir se situait dans l'arrière-pays⁴². La naissance de Canudos eut lieu la même année.

Comme beaucoup de propriétaires terriens de la région, Jeremoabo toléra *Conselheiro* dans un premier temps mais fit ensuite marche arrière, notamment lorsque la ville sainte de Belo Monte commença à prendre de l'essor. Dès 1887, le chef de la police d'Itapicurú, un des clients du baron, avait demandé à Salvador de prendre des mesures contre le « fanatique ». Après le schisme du Parti républicain, *Conselheiro* et ses compagnons se tournèrent vers la faction dirigée par le chef de l'ancien Parti conservateur, Luiz Vianna, pour se mettre sous sa protection, pariant que ce dernier prendrait le contrôle de l'assemblée de l'État et en deviendrait le gouverneur. Malheureusement pour Belo Monte, les ennemis de Vianna s'emparèrent du pouvoir à Ilhéus, à Lavras, et dans la

40. Lettres à *A Notícia* (Aracajú), 28-29 janvier 1897.

41. Voir J. C. Pinto Dantas, Júnior, *O Barão de Jeremoabo (D' Cícero Dantas Martins), 1838-1938*, Salvador, Imprensa Oficial do Estado, 1939, p. 9-22. Dantas Martins préférerait utiliser son titre de noblesse impérial (*barão* de Jeremoabo) ou le titre que lui donnait son diplôme de droit (*Bacharel* Dantas Martins). S'il n'avait pas été noble, on l'aurait probablement connu comme *coronel*.

42. Eul-Soo Pang, *Bahia in the First Brazilian Republic: Coronelismo and Oligarchies, 1889-1934*, Gainesville, University of Florida Press, 1979, p. 56-59. Pour une analyse détaillée de l'économie politique du Nordeste rural à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e, voir Linda Lewin, *Politics and Parentela in Paraíba: A Case Study of Family-Based Oligarchy in Brazil*, Princeton, Princeton University Press, 1987.

région du *sertão*. Lorsque Vianna reprit le pouvoir et fut intronisé gouverneur en 1896, il était trop tard. La faction anti-Vianna fit alors directement pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il intervienne, créant de nouvelles craintes en dépeignant le groupe de Conselheiro comme une bande de monarchistes séditeux protégés par Vianna. Les alliés de Conselheiro coopérèrent avec les *coronéis-fazendeiros* soutenant Vianna, ce qui ajouta à la colère de Jeremoabo. Plus tard, l'alliance entre les *coronéis* du *sertão* de l'État et les forces anti-Vianna au niveau national allaient forcer la main de Vianna et condamner Canudos⁴³.

La thèse classique selon laquelle Conselheiro aurait rencontré une opposition à cause de ses idées antirépublicaines est clairement erronée. Comme dans d'autres cas, la volonté farouche de da Cunha de dépeindre Conselheiro sous les traits d'un fanatique révolutionnaire masque le véritable motif de mécontentement de Conselheiro à l'endroit du nouveau régime, ce à quoi la hiérarchie catholique s'opposait tout autant : le mariage civil obligatoire⁴⁴. Ce n'est qu'en 1893, à Bom Conselho, que Conselheiro commit ouvertement un acte de défiance politique en brûlant des arrêtés fiscaux sur la place publique.

Un jour qu'il se trouvait sur un marché hebdomadaire de cette ville, on dit qu'une vieille *curuca* (matrone) voulut s'installer pour vendre une natte en paille. Lorsque le percepteur municipal lui intima de verser une redevance supérieure à la valeur de sa marchandise, elle se mit à crier et sangloter, attirant ainsi une foule autour d'elle ; dans un sermon qu'il prononça ce soir-là, Conselheiro mentionna la détresse de la vieille femme et reprocha à la République de replonger la population

43. Les circonstances auxquelles faisaient face le gouvernement national conspirèrent également contre Conselheiro. Le Président Prudente de Moraes reprit son poste après une longue maladie seulement quelques jours après l'annonce de la défaite de la troisième expédition et de la mort de son commandant, le colonel Moreira César. Cela conduisit à de violents mouvements antimonarchistes et conforta les partisans d'une victoire totale, sans pitié pour les vaincus. Voir June E. Hahner, *Civilian-Military Relations in Brazil, 1889-1898*, 2^e éd., Columbia, University of South Carolina Press, 1971, p. 170-177. Voir également Pereira de Queiroz, *O messianismo*, p. 203-219 ; Pang, *Bahia in the First Brazilian Republic*, p. 59-60 ; Barão de Jeremoabo (Cícero Danitas Martins), « Antônio Conselheiro », *Jornal de Notícias*, Salvador, 4-5 mars 1897.

44. La Loi de 1891 sur le mariage a aussi été largement mal comprise. La légitimité étant un critère de statut social, beaucoup de femmes qui autrement auraient été légalement mariées du fait de leur passage à l'église risquaient désormais, au regard de loi, d'être considérées comme les mères d'enfants illégitimes. Aux yeux de beaucoup, cela encourageait l'abandon d'épouse, ce qui contrevenait gravement aux mœurs des catholiques puritains de l'arrière-pays. Je remercie Linda Lewin d'avoir souligné ce point.

dans l'esclavage⁴⁵. On peut lire dans *Os Sertões* que Conselheiro «rassembla les gens et, au milieu de cris de révolte et de démonstrations bruyantes, leur demanda de faire un feu des panneaux d'affichage sur la place publique⁴⁶». En réalité, les taxes municipales à Bahia n'étaient pas plus élevées ni plus basses au début de la République que sous l'empire, mais les actes de Conselheiro, qui n'étaient illégaux que par la destruction de biens publics, dépassèrent probablement l'effet souhaité : ils fournirent aux ennemis de Conselheiro un prétexte pour exiger des mesures de rétorsion. Pour le reste, les récits sur une opposition active de Conselheiro à la République avant la fondation de Canudos étaient très probablement inexacts, exception faite de ses fréquentes dénonciations de la loi républicaine reconnaissant le mariage civil⁴⁷.

Les événements de Bom Conselho suivirent de près le schisme survenu dans le Parti républicain de l'État, alors au pouvoir. La mise au feu des arrêtés fiscaux par Conselheiro fut peut-être une manifestation de sa loyauté envers Vianna, temporairement écarté après avoir perdu sa majorité à l'assemblée. Par ailleurs, lorsque la nouvelle majorité ordonna à un contingent de 30 agents de la police d'État d'intercepter Conselheiro et les quelques centaines de ses partisans sur la route de Monte Santo, certains ont pu y voir une tentative des opposants à Vianna de punir l'«allié rural de leur ennemi» en utilisant la même tactique que celle avec laquelle Vianna deviendrait célèbre plus tard : faire des policiers de l'État ses *jagunços* personnels. Alors qu'ils faisaient feu contre le groupe de «pénitents mendiants» au voisinage de Masseté, «terre stérile et désolée entre Tucano et Cumbe près des montagnes Ovó», les policiers découvrirent que la bande de Conselheiro était accompagnée de ses propres *jagunços* armés. Une bataille eut lieu, au cours de laquelle ces gardes du corps battirent la police à plate couture. Conselheiro entama une marche droit vers le nord, sur les pistes qui conduiraient sa bande à Canudos où ils seraient plus à l'abri de l'influence de Jeremoabo et des autres *coronéis* régionaux⁴⁸.

45. Manoel Benício, *O rei dos jagunços*, Rio de Janeiro, Typ. do «Jornal do Comercio» de Rodrigues & Cia, 1899, p. 163. Ce livre a paru trois ans avant *Os sertões* et a été, d'une certaine façon, un modèle pour da Cunha.

46. *RB*, p. 141-142.

47. Les classes possédantes ont le plus souffert de la nouvelle loi car, sans mariage civil, leurs enfants ne seraient plus jugés en mesure de diviser leur patrimoine comme des héritiers légitimes. Les petits propriétaires terriens comme ceux de Canudos ont été très touchés.

48. Pang, *Bahia in the First Brazilian Republic*, p. 58 ; della Cava, «Brazilian Messianism», p. 412-423.

Les partisans de Vianna au sein de l'élite continuèrent de défendre Conselheiro. Lorsque la nouvelle de l'incident de Masseté parvint à Vieira de Aguiar, il écrivit au *Jornal de Notícias* à Salvador pour déclarer que Conselheiro n'était pas un agitateur dangereux mais un simple missionnaire profondément religieux qui cherchait à aider autrui en construisant et reconstruisant églises et cimetières⁴⁹. Un autre citoyen, Maximiano José Ribeiro, employé de commerce à Salvador, écrivit au même journal trois jours plus tard pour expliquer qu'il avait eu une conversation avec Conselheiro à Bom Jesus (Crisópolis) et que Conselheiro, au lieu de le conseiller en personne, l'avait adressé au représentant habituel de l'Église dans la paroisse, le vicaire d'Itapicurú⁵⁰. La poursuite des luttes politiques internes et la victoire du parti de Vianna en 1896 signifièrent que, dans l'immédiat, Belo Monte n'était pas menacé, tandis que sa réputation de havre de paix pour les fidèles alla en s'amplifiant. Cependant, de 1893 à l'installation de Vianna comme gouverneur en 1896, les avis entendus dans le public sur Conselheiro et ses adeptes étaient généralement négatifs. La clientèle journaliste de Gonçalves invectivait contre la «pernicieuse cellule monarchiste⁵¹». L'incident de Masseté fut évoqué à la Chambre des députés fédérale à Rio de Janeiro, et le gouverneur suppléant gonçalviste de Bahia, Rodrigues Lima saisit le chef de l'État brésilien Floriano Peixoto pour demander vengeance de l'attaque contre le contingent de police. Il est donc clair que les partisans de Conselheiro étaient pris dans des luttes intestines vieilles de plusieurs générations entre les membres de l'oligarchie brésilienne. Ce qui n'a pas été dit, cependant, c'est que Conselheiro n'était que l'une des causes de l'agitation politique régnant à Bahia. Des arrêtés fiscaux furent jetés au feu en 1893 non seulement à Bom Conselho mais à d'autres endroits de l'État à Itapicurú, Soure et Amparo⁵². Tandis que Conselheiro bâtissait sa retraite dans les montagnes, la ville de Lenções avait été attaquée par des bandits du

Voir également Antônio F. Moniz de Aragão, *A Bahia e os seus governadores na República*, Salvador, Imprensa Oficial do Estado, 1923; Montenegro, *Antônio Conselheiro*, p. 44; et Dante de Mello, *A verdade sobre os sertões (Análise reivindicatória da campanha de Canudos)*, Rio de Janeiro, Biblioteca do Exército, 1958, notamment le chapitre 5.

49. Durval Vieira de Aguiar, lettre au *Jornal de Notícias*, 13 juin 1893.

50. Maximiano José Ribeiro, lettre au *Jornal de Notícias*, 16 juin 1893.

51. Voir Calasans, «O *Diário de Notícias* e a campanha de Canudos», *Universitas*, Salvador, 18, septembre-décembre 1977, p. 89-96.

52. Montenegro, *Antônio Conselheiro*, p. 44; della Cava, «Brazilian messianism», p. 413, note 37.

sertão; des brigands menaçaient la ville proche de Lavras Diamantinas; le village de Mendes Brito était assiégé par une foule; et le bourg de Jequié aurait été le théâtre de crimes nombreux et violents. Une autre chose n'était pas dite ouvertement mais était connue de tous ceux qui étaient familiers de la vie dans l'arrière-pays: depuis des décennies, la population détestait les forces de police, qui étaient indisciplinées, mal payées, et souvent autorisées à commettre des pillages et à terroriser des individus et des villages entiers.

LES DÉBUTS DE LA COLONIE

Conselheiro installa sa colonie permanente à Canudos, sur l'emplacement d'une ferme d'élevage abandonnée sur les rives du Vaza-Barris, dans une vallée entourée de montagnes. Le titre foncier était détenu par la baronne de São Francisco do Conde, dont les principales terres se situaient dans la région du Recôncavo (Bahia). Le point le plus haut était le *morro* (mont) Favela, qui pouvait servir de poste d'observation et à guetter tout mouvement en direction de la colonie. À l'arrivée de Conselheiro, il existait environ 500 cahutes en bois recouvertes d'un toit de chaume et disséminées alentour, et la gentilhommière était en ruine⁵³. Si Conselheiro choisit cet endroit pour se fixer, c'est parce qu'on pouvait y pratiquer l'agriculture et non, comme certains l'ont prétendu, à cause de ses qualités défensives. La colonie était installée au centre de la vallée, là où la rivière atteignait sa plus grande largeur, qui pouvait atteindre une centaine de mètres à la saison humide. L'endroit jouissait d'une réputation douteuse. En 1876, elle avait reçu la visite d'une délégation de prêtres, dans laquelle figurait le vicaire de Cumbe. Un de ses membres dit plus tard avoir découvert une population oisive composée de gens «armés jusqu'aux dents [...] dont la seule occupation ou presque consistait à boire de l'eau-de-vie et à fumer d'étranges pipes en terre cuite munie d'un tuyau (*canudo*) d'un mètre de longueur⁵⁴». Durant les dernières années de l'empire, le district de Santo Antônio das Queimadas tout entier, qui incluait Cumbe, Canudos et une dizaine d'autres hameaux, comptait 3 360 habitants, dont 10% d'esclaves, et presque tous analphabètes. La province de Bahia, tellement fière de

53. Un chroniqueur a même prétendu que les pauvres habitations faites de boue et de paille qui couvraient les pentes du *morro* Favela sont à l'origine du mot *favela*. Voir Levy, *Crentes e bandidas*, Anais do Museu Histórico Nacional, n° 8, 1947, p. 42.

54. Communication du vicaire d'Itu, 1898, archives de la curie, Salvador.

son haut niveau de culture qu'elle s'appelait l'«Italie du Brésil», dépensait énormément plus dans ses forces de police que dans l'éducation publique tous niveaux confondus, et le plus gros de ces crédits était destiné à la capitale⁵⁵.

Les quelques centaines de colons qui suivirent Conselheiro à Canudos se consacrèrent au départ à construire des maisons de pisé et de brique, à planter et à élever chèvres et chevaux. Ils ne rencontrèrent aucune opposition des autorités municipales. Le groupe de Conselheiro n'abritait aucun criminel recherché, contrairement à ce qui a été dit plus tard ; leur existence était pastorale, et centrée sur les plantations saisonnières et le service religieux quotidien. Comme les dés avaient été jetés à Masseté, da Cunha s'autorisa après coup à décrire la situation dans le style dramatique qui caractérise *Os Sertões* :

Cette colonie temporaire d'hommes des bois errants allait se transformer rapidement et prendre de l'expansion pour devenir la Troie des *jagunços* avec ses murs en pisé. Elle était appelée à être un lieu saint, entourée d'une chaîne de montagnes protectrice, hors de portée d'un gouvernement maudit. Sa topographie avantageuse aux yeux de ces simples mortels la fit ressembler à la première grande étape vers le paradis⁵⁶.

Ravagé par les dernières sécheresses de la région, le Nordeste aride vécut une dislocation démographique sans précédent. Des dizaines de milliers d'habitants des campagnes migrèrent vers les villes côtières ; d'autres errèrent en direction de l'agreste et de la *zona da mata*. D'autres encore changèrent de lieu à l'intérieur du *sertão*. Canudos grossit brutalement. Les villes situées dans un rayon de 100 kilomètres (Olhos d'Água, Rosário, Natuba, Tucano, Cumbe) perdirent la moitié de leur population ou plus au profit de la colonie de Conselheiro. Plus loin, quelques hameaux furent quasiment désertés (Mundo Novo, Entre-Rios dans la juridiction [*comarca*] d'Alagoinhas). Selon un article de journal, à Queimadas (Bonfim), qui abritait 4 504 habitants en 1892, il ne restait plus que trois maisons occupées en septembre 1897. Quelque 5 000 adultes de sexe masculin d'Itapicurú auraient élu résidence à Canudos, ainsi que 400 de Capim Grosso, de «très nombreux habitants» de Pombal, 300 d'Itabaianinha (Sergipe), et un «grand nombre» d'Ituiuba (Bahia).

55. Manoel Jesuino Ferreira, *A provincia da Bahia: Apontamentos*, Rio de Janeiro, Typografia Nacional, 1875, p. 36, 64, 119.

56. *RB*, p. 142.

Des familles affluèrent d'aussi loin que Feira de Santana (Recôncavo), à l'extérieur de la capitale [Salvador], et de l'État du Sergipe⁵⁷. Un grand nombre de têtes de bétail fut acheminé de Jeremoabo, Bom Conselho et Simão Dias.

Pour l'Église catholique, le tournant fut le mois de mai 1895, lorsque le nouvel archevêque de Salvador, Dom Jerônimo Thomé da Silva, envoya une délégation pastorale à Canudos pour placer les fidèles de Conselheiro sous le contrôle de l'Église. Le ton donné par les visiteurs et la rigidité de leurs exigences firent que la mission était vouée à l'échec. Le fait que l'Église délègue une mission à la demande de représentants du pouvoir malgré la séparation de l'Église et de l'État après 1889 n'était pas inhabituel dans le Nordeste, où la laïcité ne prit jamais vraiment racine tant que les chefs religieux et politiques eurent les mêmes visées. À la tête de la délégation se trouvait un missionnaire capucin italien, le père João Evangelista de Monte Marciano, flanqué d'un autre capucin et du vicaire de Cumbe. Confrontée au manque de prêtres brésiliens, l'Église s'était tournée vers l'Europe afin de trouver des frères capucins qui puissent faire le travail d'évangélisation à l'intérieur du territoire, notamment parmi les Amérindiens des villages des missions. Dans le *sertão*, ils encouragèrent la création de *feiras*, ou marchés hebdomadaires, et aidèrent à développer l'agriculture. Cependant, ils avaient tendance à voir les coutumes locales d'un œil intransigeant, voire méprisant. Da Cunha raconte que la délégation envoyée à Canudos traversa la rivière et que, après avoir passé les premières huttes situées dans la périphérie, elle approcha de la place, qui était remplie de «près d'un millier d'hommes armés de tromblons, de fusils de chasse, de couteaux, etc.», Conselheiro ayant été prévenu de la visite.

Le fait que les *sertanejos* soient armés n'aurait pas dû choquer les religieux même s'ils déclarèrent l'avoir été, car, depuis des générations, les gens de l'arrière-pays portaient des couteaux et des munitions confectonnées avec du salpêtre et d'autres matériaux qui se trouvaient à l'état naturel sur les rives de la rivière São Francisco.

Les visiteurs furent surtout effrayés par le nombre impressionnant de personnes entourant Conselheiro alors qu'ils se frayaient difficilement un chemin jusqu'à la maison du vicaire ; laquelle était fermée depuis

57. O *Estado de São Paulo*, 14 septembre 1897, cité par Cândida Pereira da Cunha et Ilana Blaj, «A urbanização em Canudos como decorrência da necessidade de defesa», *Anais do VII Simpósio Nacional dos Professores Universitários de História*, São Paulo, 1984, p. 497.

plus d'un an, l'Église ayant ordonné au vicaire d'arrêter les visites. Les visiteurs virent passer huit cercueils et leurs porteurs qui se dirigeaient vers le cimetière sans qu'aucun sacrement n'ait été prononcé. Conselheiro lui-même n'interrompt ses travaux de réparation dans la chapelle que lorsque les visiteurs vinrent le voir. Ils lui adressèrent un message de paix, «Gloire à notre Seigneur Jésus-Christ», qui appelait la réponse suivante : «Gloire à notre Seigneur pour l'éternité». Conselheiro les reçut aimablement et les gratifia du même message⁵⁸.

Les visiteurs notèrent que Conselheiro semblait heureux de leur présence et qu'il avait abandonné sa réserve habituelle ainsi que son silence têtu, leur montrant les avancées de ses travaux et leur servant de guide personnel. Le manque de tact du missionnaire refroidit l'atmosphère cordiale. Alors qu'ils approchaient de la tribune du chœur, il s'adressa à Conselheiro sur le mode d'une mise en garde. Voici ce qu'il raconta plus tard :

Je saisis l'occasion pour l'informer que ma mission était de nature purement pacifique, que j'étais extrêmement surpris de voir des hommes armés sur les lieux, et que je ne pouvais que réprouver le fait que toutes ces familles vivaient dans l'oisiveté, la lubricité, et dans des conditions si misérables que l'on enregistrait huit ou neuf morts par jour. En conséquence, par ordre et au nom de Monseigneur l'archevêque, je propose de remplir une sainte mission et recommande à la population de se disperser, de rentrer chez elle et de retourner à ses tâches quotidiennes, tant pour son bien que dans l'intérêt général⁵⁹.

Il fut choqué d'entendre que loin d'obtempérer, le peuple criait sa fidélité à Conselheiro. Celui-ci répondit :

C'est pour me protéger que je garde ces hommes armés auprès de moi ; car mon révérend doit savoir que la police m'a attaqué et a essayé de me tuer au lieu dénommé Masseté, où les morts furent entassés de toutes parts. Au temps de la monarchie, je me laissais prendre parce que je reconnaissais le gouvernement, mais aujourd'hui je ne le ferai pas car je ne reconnais pas la République.

Le visiteur aurait répondu à Conselheiro : «Monsieur, si vous êtes catholique, rappelez-vous que l'Église condamne la révolte et que,

58. RB, p. 164-165. Putnam note que le récit de da Cunha ressemble de près au rapport du frère Monte Marciano publié à Salvador par la curie. Voir *Relatório apresentado pelo Revd. Frei João Evangelista de Monte Marciano ao arcebispado da Bahia sobre Antônio Conselheiro e seu séquito no arraial dos Canudos*, Salvador, 1895.

59. Il ne présente aucune preuve à l'appui.

ouverte à toutes les formes de gouvernement, elle enseigne que les autorités constituées commandent le peuple au nom de Dieu⁶⁰.»

La mission commença donc du mauvais pied et se poursuivit durant quatre jours dans le même esprit. Conselheiro permit aux visiteurs de servir la messe à une assemblée de plus de 5 000 personnes, dont des hommes ayant conservé leurs armes. Il se tenait sur le côté de l'autel et, lorsqu'il était en désaccord avec ce qui avait été dit, il hochait la tête, provoquant du même coup les protestations sonores de l'assemblée. Note fut prise des «incroyables fautes de prononciation» commises par les fidèles lors du *Kyrie eleison*. Les visiteurs célébrèrent 55 mariages de «couples vivant en concubinage», 102 baptêmes et entendirent plus de 400 confessions⁶¹, mais aucune des deux parties ne tenta le moindre compromis. Le septième jour de la mission, João Abbade, premier lieutenant de Conselheiro, conduisit une foule devant la maison de leurs hôtes, où les manifestants lancèrent des vivats pour Jésus-Christ et firent comprendre aux prêtres que, «lorsqu'il s'agissait du salut éternel, la population de Canudos n'avait pas besoin de leur aide⁶²».

La hiérarchie ecclésiastique, qui réprouvait la séparation officielle de l'Église et de l'État en vertu de la Constitution de 1891, était sensible à l'accusation selon laquelle les pieux catholiques cachaient en fait des monarchistes, notamment dans les zones rurales. Le langage employé dans le *Relatório* de huit pages publié par l'archidiocèse de Salvador sous la signature de Frei Evangelista – qui reprochait à Canudos d'être une «secte politico-religieuse» et une source de «résistance et d'hostilité au gouvernement constitué dans le pays» – est ainsi révélateur de la position de la hiérarchie⁶³. Ce document décrit dans le détail les conditions de vie à Canudos, soulignant les effets négatifs du surpeuplement sur la santé publique générale, le mauvais état sanitaire et l'attitude provocatrice des lieutenants de Conselheiro, qui se montraient irrespectueux envers les autorités civiles et religieuses⁶⁴. Les mêmes observations auraient pu être faites pour toute autre colonie de l'arrière-pays du Nordeste mais, aux yeux du visiteur inexpérimenté, la situation à

60. *RB*, p. 166-167.

61. De Monte Marciano, *Relatório*, p. 7.

62. *Ibid.*, p. 5.

63. *Ibid.*, p. 7. Le document fut visiblement révisé par des responsables du diocèse, ne serait-ce que pour en corriger l'orthographe, le missionnaire italien l'ayant rédigé dans un portugais approximatif.

64. Voir également Gregório de S. Mariano, «Os capuchinhos na Bahia», *Anais do Primeiro Congresso de História da Bahia*, vol. 4, Salvador, Tipografia Beneditina, 1950, p. 273-283.

Canudos semblait à la fois particulière et inquiétante. En fait, le choix de Frei Evangelista, missionnaire zélé connaissant mal la psychologie du catholicisme populaire brésilien, contribua au ton agressif et réprobateur du rapport. Pourtant, malgré sa froide hostilité, et tout choqué qu'il était, le prêtre n'alla jamais jusqu'à déclarer ce que d'autres prétendirent injustement par la suite. Il admit, par exemple, que Conselheiro ne s'arrogeait aucune fonction sacerdotale⁶⁵. Et le vieux vicaire de Cumbe, qui conservait une maison à Canudos, reprit ses visites bimensuelles pour célébrer baptêmes et mariages⁶⁶.

Conselheiro ne fut en apparence pas du tout affecté par la visite. Il continua de confier à ses aides l'administration quotidienne de la cité, pour se concentrer personnellement sur la reconstruction de la chapelle en ruines de Canudos et l'édification d'une nouvelle église. Rien dans ses écrits ne laisse deviner une manie quelconque ni un comportement déséquilibré ; il signait toujours du nom d'«Antônio Vicente Mendes Maciel», et non «Santo», «Bom Jesus» ou «Conselheiro⁶⁷». À Canudos, il continuait de porter la même tunique sale et décolorée, une longue chevelure parsemée de blanc, des sandales usées et un bâton à la main ; il saluait les passants d'un «mon frère», et terminait les conversations en déclarant : «Que Notre Seigneur Jésus Christ soit sanctifié.» Les deux livres qui lui sont attribués et qui lui ont survécu révèlent son orientation religieuse. Le premier, rédigé en 1895 à Belo Monte, est un recueil de plusieurs centaines de commentaires sur le Nouveau Testament et d'extraits de *Missão abreviada*, œuvre du prêtre de Goa Manuel José Gonçalves Couto, texte rempli de passages apocalyptiques et millénaristes⁶⁸. Intitulé *Preceitos*, l'ouvrage de Conselheiro porte une date postérieure de seulement trois jours au départ de Frei Evangelista, comme pour affirmer sa fidélité indéfectible à l'orthodoxie catholique⁶⁹.

65. De Monte Marciano, *Relatório*, p. 4.

66. Euclides da Cunha, *Canudos e inéditos. Diário de uma expedição*, Rio de Janeiro, J. Olympio, 1939, p. 79.

67. Calasans, «Canudos não euclidiano», p. 17.

68. *Missão abreviada* comportait des expressions proches de cinq préceptes jansénistes condamnés par le Vatican, notamment la doctrine du salut individuel et un sens exagéré du péché individuel. Voir *Missão abreviada para despertar os descuidados, converter os pecadores e sustentar o fruto das missões*, Porto, Typ. de Sebastião José Pereira, 1873, notamment les p. 198-199, 399, 468 ; et Pessar, «Unmasking the politics of religion», p. 261.

69. Il se peut que les deux livres soient de la main de Leão de Natuba, ou Leão da Silva, scribe et secrétaire personnel de Conselheiro. Voir Calasans, «Canudos não euclidiano», p. 18, qui fait référence aux «Apontamentos dos preceitos da Divina Lei de Nosso Senhor Jesus Cristo, para a

Sa seconde œuvre, datée de janvier 1897, renferme un grand nombre des mêmes homélies et commentaires mais témoigne également de son refus de reconnaître la République (il fait référence à la « province » de Bahia), et contient des allusions négatives à l'esclavage (en signant la Loi d'or, la princesse Isabelle n'avait fait que suivre les instructions de Dieu), aux francs-maçons, aux protestants, au mariage civil et aux Juifs, qui « croyaient uniquement aux lois de Moïse⁷⁰ ». Transcrit durant la marche de l'armée brésilienne sur Canudos, cet ouvrage laisse supposer que Conselheiro a peut-être voulu adresser un message à ses adversaires⁷¹. Les deux livres furent découverts dans sa modeste maison, après sa mort.

Conselheiro se consacra essentiellement à la construction d'une nouvelle église, qu'il avait lui-même conçue, avec du bois acheminé par la rivière São Francisco jusqu'à Joaseiro, à cent kilomètres de distance. Le bois, payé d'avance, arriva bien à Joaseiro mais resta bloqué là-bas. Conselheiro envoya alors des intercesseurs à Joaseiro. Cette décision fut à l'origine des rumeurs selon lesquelles il avait pris personnellement la tête d'une bande pour envahir la ville et mettre à sac ses magasins. Mais la perspective qu'un groupe d'hommes important se rende de Canudos à Joaseiro, que ce soit pour rapporter le bois de construction ou pour dévaster la ville, encouragea le marchand qui s'était occupé de la transaction à Joaseiro, le colonel João Evangelista Pereira de Melo, à lancer un deuxième appel. Le gouverneur Vianna, qui, depuis son installation, avait toujours trouvé un prétexte pour ne pas intervenir, fut cette fois obligé d'agir sous la pression politique⁷². Vers la fin de 1896, quelque 100 policiers de l'État commandés par un lieutenant se

salvação dos homens» (1895), dont l'original est conservé au Núcleo do Sertão, Centro de Estudos Bahianos, Salvador; voir également p. 76. Les deux ouvrages sont probablement authentiques. S'il s'agissait de faux, ils contiendraient sans doute des éléments jugés plus explosifs. Ce sont des livres de prières typiques de l'époque, mais soigneusement recopiés à la main sur du parchemin.

70. Antônio Vicente Mendes Maciel, «Prédicas e discursos de Antônio Conselheiro» (titre attribué plus tard), paragraphes 542, 607-608, 619, 656-667. Le manuscrit a été récupéré par João de Sousa Pondé, jeune officier médecin et membre du groupe dépêché pour exhumer le corps de Conselheiro, qui remit le document à son ami Afrânio Peixoto, lequel le céda à Euclides da Cunha. Ses héritiers le donnèrent en 1973 à Ataliba Nogueira.

71. Réimprimé dans Ataliba Nogueira, *Antônio Conselheiro*, p. 55-181; voir aussi Calasans, «Canudos não euclidiano», p. 18-19.

72. Voir Aristedes Milton, «A campanha de Canudos. Memoria lida no Instituto Histórico e Geográfico Brasileiro», *Revista Trimestral do Instituto*, LXIII, partie 2, 1902, p. 33-35, cité par Ataliba Nogueira, *Antônio Conselheiro*, p. 16-17.

mirent en route pour intercepter le groupe venu de Canudos, qui s'était arrêté à Uauá pour prier et qui se dirigeait vers Joaseiro. Des témoins oculaires indiquèrent plus tard que le groupe n'avait pas d'intentions belliqueuses puisqu'il transportait des rosaires sculptés dans des noix de coco, des bannières religieuses et une grande croix de bois. Certains ont estimé à 3 000 le nombre d'hommes, la plupart armés, qui composaient la procession. En réalité, ils étaient environ 500, dont plus de 150 furent tués. La police, épuisée après dix-neuf jours de marche, fit feu sans sommation et sans avoir été aucunement provoquée. Pour se défendre, les paysans utilisèrent des branches d'arbre, de vieux fusils, des outils de ferme, des couteaux, des barres de fer et des aiguillons (*chuços*). Dix policiers perdirent la vie et 16 furent blessés à Uauá ; la troupe se replia alors sur Joaseiro. L'administration de Vianna fut vilipendée à l'assemblée, accusée de ne pas s'être attaquée sérieusement au problème de Canudos et de s'être contentée de disperser les *jagunços*. Vianna, qui se retrouvait dans une position politique intenable, chercha à se réconcilier avec ses ennemis⁷³. Le prix à payer était de faire intervenir le pouvoir fédéral. Lors d'une interview publiée dans la *Gazeta de Notícias* de Rio de Janeiro, il se vantera d'avoir prévenu le président de la République que, à Canudos, une « horde de fanatiques » « refusait de reconnaître et de se soumettre » aux lois et s'était livrée à « des actes d'extorsion, avait pratiqué la mendicité et commis fréquemment des vols dans les propriétés avoisinantes⁷⁴ ».

« LA MER S'EST ÉLEVÉE AVEC LES PLEURS »

La vie dans le *sertão* de Bahia suivait un rythme extrêmement lent. Lorsqu'une calamité survenait, comme à la suite des sécheresses cycliques dont les conséquences s'aggravaient d'une fois sur l'autre à cause d'une augmentation de la densité démographique dans la région, rares étaient les *sertanejos* qui démenageaient, sauf si leur vie leur semblait menacée. Les visiteurs trouvaient le *sertão* âpre et monotone, d'étrange aspect, le plus souvent stérile, empreint de la mélancolie qu'inspirent des horizons plats. Mais, comme l'a observé le géographe Yi-Fu Tuan, les populations locales, notamment les sociétés non techniques, développent un sens de la perception très aiguisé qui leur permet non seulement de voir

73. Della Cava, « Brazilian messianism », p. 414, qui cite Montenegro, *Antônio Conselheiro*, p. 48-49.

74. Entretien, Gouverneur Luiz Vianna, *Gazeta de Notícias*, Rio de Janeiro, 7 août 1897.

des détails et de distinguer des différences de couleurs qui échappent à l'œil d'une personne provenant de l'extérieur mais aussi de connaître intimement «chaque buisson, chaque pierre, chaque sinuosité du sol⁷⁵».

La rudesse de la région déroutait les *bacharéis* (diplômés de l'Université), étudiants en médecine et jeunes officiers militaires qui avaient toujours vécu en ville et qui se retrouvaient sur une terre que da Cunha disait cautérisée par la sécheresse et un air brûlant et pur. Les gens venant de l'extérieur avaient pitié des habitants, qu'ils trouvaient négligés, léthargiques et désorientés, et s'émerveillaient de voir qu'ils pouvaient travailler dur pendant dix ou douze heures par jour sans rien manger d'autre qu'une poignée de manioc et un morceau de viande séchée pas plus grand que la main. Les *jagunços* détournaient les yeux quand on s'adressait à eux, regardaient le sol et répondaient par monosyllabes ou restaient simplement muets. Pourtant, ces gens maladroits, «primitifs», faisaient preuve d'une habileté et d'une énergie étonnantes quand on les laissait avec leurs propres outils dans l'environnement qui était le leur⁷⁶. Plus de 2 000 maisons furent construites à Canudos presque du jour au lendemain, en plus de citernes pour l'eau, d'une école, de magasins, de dépôts d'armes et de la nouvelle église ambitieuse de Conselheiro. Les visiteurs et journalistes de Salvador, de Recife, de Rio de Janeiro et du reste du Brésil étaient clairement des étrangers sur leur propre territoire; faisant montre d'une impatience toute coloniale, ils ne pouvaient croire que ces hommes et ces femmes sans statut puissent contester les progrès et les avantages de la civilisation moderne. Contrairement à beaucoup d'Européens du 19^e siècle, qui étaient fiers de leur niveau d'instruction mais déçus par les gouvernements tyranniques en place et par l'étroitesse d'esprit régnant dans leurs pays, et qui, du même coup, tendaient à voir dans l'Europe «un noyau d'obscurité entouré d'un grand cercle de lumière», les Brésiliens des villes ressentaient de la fierté pour leurs accomplissements matériels et politiques, et de la honte à l'encontre du monde obscur et primitif des régions profondes⁷⁷. Parmi les observateurs extérieurs à la région, seul Euclides da Cunha essaya

75. Yi-Fu Tuan, *Topophilia: A Study of Environmental Perceptions, Attitudes, and Values*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1974, p. 77-79.

76. Pour une discussion générale sur le savoir-faire des «primitifs», voir Barry Lopez, *Arctic Dreams: Imagination and Desire in a Northern Landscape*, New York, Simon & Schuster, 1986, p. 248-249.

77. Basil Willey, *The Eighteenth-Century Background*, 2^e éd., Londres, 1965, p. 19-21, cité par Tuan, *Topophilia*, p. 44.

de comprendre ce qui liait aussi fortement le *sertanejo* à la terre, mais sa vision des choses fut altérée par un déterminisme biologique et une vieille répugnance qui sous-tendaient les éloges et le respect excessifs qu'il manifestait à l'égard de la ténacité des « primitifs ».

Les écrits sur Canudos font non seulement souvent référence à la pigmentation foncée de la peau de la plupart des disciples de Conselheiro mais révèlent que, même dans la classe aisée du *sertão*, beaucoup d'individus avaient le teint sombre. À la fin du 19^e siècle, le déterminisme racial, centré sur le postulat que « l'élément ethnique dominant tend à subordonner à son destin l'élément faible avec lequel il entre en contact », déboucha, dans le cas du Brésil, sur l'idée largement répandue selon laquelle les « rudes paysans du nord [...], chez qui on retrouvait toute la palette des couleurs de la peau et toutes les nuances de forme et de caractère » étaient les conséquences fâcheuses inévitables du mélange des races⁷⁸. Le fait que les témoins oculaires du conflit de Canudos aient eu les mêmes soupçons et les mêmes craintes concernant la nature rétrograde, voire dégénérée, de la population du *sertão* sape l'objectivité supposée des descriptions des disciples de Conselheiro. Cependant, d'après ce que l'on a pu reconstituer à partir des sources existantes, les habitants de Canudos avaient des origines beaucoup plus diverses que ce l'on admettait à l'époque. On trouvait à Canudos aussi bien des nouveau-nés que des personnes trop âgées pour travailler ou même marcher ; ils formaient une communauté à part entière. S'exprimant sur ce qui était pour lui une bizarrerie, et bien que les descriptions sur lesquelles il s'appuie soient généralement plutôt cliniques qu'exotiques, da Cunha fait une description impressionnante des variations offertes par les habitants de Canudos en matière de caractéristiques physiques et d'âge. Saisis par la magie de l'endroit, tous les éléments disparates provenant de tous horizons, réunis, « se fondirent en une communauté uniforme et homogène, une masse rustre inconsciente... une sorte de polype humain ». Sur les femmes, voici ce qu'il écrit :

[I]l y avait enfin les mères de famille respectables, toutes agenouillées ensemble pour la prière. Les visages ridés des vieilles femmes, les

78. RB, p. 87. Voir Raymundo Nina Rodrigues, *As raças humanas e a responsabilidade penal no Brasil*, Salvador, Livraria Progresso, 1957 (réimpression de l'édition de 1894.) ; Deolindo Amorim, *Sertão de meu tempo*, Rio de Janeiro, 1978, édité par l'auteur, p. 6-7. Pour avoir un aperçu des mentalités sur la question raciale au Brésil, lire l'« Introduction » de H. P. Maybury-Lewis à la 2^e édition en livre de poche de Gilberto Freyre, *The Masters and the Slaves*, Berkeley, University of California Press, 1986.

vieilles viragos toutes maigres sur les lèvres desquelles la prière aurait dû tenir du sacrilège, la mine austère des matrones simples d'esprit, les physionomies naïves des vierges crédules – toutes composaient un mélange étrange et confus, de tous les âges, tous les types, toutes les nuances des couleurs de la peau⁷⁹.

À la fin, on dénombrait deux femmes pour un homme. Si un grand nombre d'hommes abandonnèrent Conselheiro durant les derniers mois et s'évanouirent dans le *sertão* par les pistes encore ouvertes, beaucoup laissèrent néanmoins femme et enfants derrière eux. De surcroît, des observateurs de l'époque prétendirent que les femmes de Belo Monte étaient plus fidèles que les hommes. Cela semble étonnant compte tenu de la misogynie de Conselheiro. Certes, les femmes étaient bien reçues dans la colonie, mais il ne s'occupait pas d'elles directement; il les séparait des hommes dans la chapelle, et il évitait même leur regard quand c'était possible. Cette aversion aurait été chronique chez lui et pourrait expliquer en partie l'échec de son mariage. Cependant, à Canudos, il permit à un petit nombre d'acolytes femmes de travailler au service de sa personne. La plus proche de lui était « tante Benta ». Née à Itapicurú, elle gagnait sa vie à Bom Conselho comme sage-femme et comme surveillante d'un foyer pour garçons venus d'autres villages étudier à l'école primaire créée sous les auspices de Conselheiro. Elle était décrite comme une « grosse sang-mêlé » (*cabo verde*), qui s'y entendait aussi en affaires. Elle accumula des biens immobiliers, qu'elle revendit à un bon prix lorsqu'elle quitta le village pour suivre Conselheiro à Canudos. Là, elle assura l'entretien de sa maison austère et lui prépara ses repas. On ignore la fin de son histoire.

D'après ce que l'on sait, un petit nombre de femmes furent autorisées à combattre pour défendre la ville. L'une d'elles, Maria da Guerra de Jesus, qui avait exercé le métier d'infirmière à Cocorobó, tua un soldat à l'aide d'une faucille dans les derniers jours de la bataille de Canudos⁸⁰. Les femmes accomplissaient des tâches manuelles pénibles, tout comme les enfants et les personnes âgées. Certaines œuvraient dans les champs pour s'occuper du bétail ou se livrer à des travaux agricoles; d'autres transportaient des pierres d'une carrière jusqu'au lieu de la nouvelle église, ou bien du sel entre le point d'extraction et Vargem, à neuf kilomètres de là. Interrogée sur les lourdes tâches, une survivante répondit

79. RB, p. 149, 156.

80. José Aras, *Sangue de irmãos*, Salvador, Museu de Bendegó, 1953, p. 159-160.

que, si la charge était trop pesante, Conselheiro viendrait « y imposer les mains » et la rendrait plus légère⁸¹.

Des chroniqueurs de l'époque ont affirmé que la promiscuité sexuelle était courante dans le *sertão*, mais cette affirmation contredit l'existence d'un code d'honneur draconien qui conduisait souvent à des actes de vengeance meurtriers et à de violentes querelles familiales. Quoi qu'il en soit, Conselheiro imposait des règles de moralité publique rigoureuses dictées par sa gêne – et peut-être sa colère – envers les femmes. Les adolescentes accusées de fréquenter les garçons étaient châtiées et la prostitution, courante dans tous les centres urbains du Brésil, était prohibée⁸². Conselheiro tenta également d'interdire la consommation d'eau-de-vie de canne, ou *cachaça*. On ignore s'il y a réussi, mais les marchands avaient pour ordre de ne pas en vendre.

La population de Canudos comprenait non seulement des *caboclos* mais aussi des gens de toutes les races, de tous les mélanges raciaux et de toutes les classes sociales⁸³. Il y avait des Indiens d'origine kariri, ainsi que des membres de leurs familles mamelouks élargies, mélangés à d'autres. Belo Monte accueillait certains festivals kariri, dont un à la mi-août dans lequel les participants s'imbibaient d'un liquide extrait de baies de jurema, fumaient du tabac et buvaient de la *cachaça* (tous produits censés être interdits par Conselheiro). Les deux derniers shamans kariri (*pajés*) moururent à Canudos, et avec eux le secret de fabrication de la liqueur de jurema, ce qui mit un terme au festival⁸⁴. Un nombre relativement élevé d'habitants étaient noirs, fait plutôt inhabituel dans le *sertão* profond, même si les Noirs représentaient un élément substantiel dans la formation du caboclo rural, du moins à Ceará⁸⁵. Ils regroupaient

81. Témoignage de Maria Guilhermina de Jesus, née à Canudos, blessée durant la bataille mais survivante, dans Odorico Tavares, *Bahia : Imagens da terra e do povo*, Rio de Janeiro, Livraria José Olympio Editora, 1951, p. 272-274.

82. Voir Roberto Lyra, *Euclides da Cunha : Criminologista*, Rio de Janeiro, Tipografia O Globo, 1936, p. 11.

83. Voir Ivo Vannuchi, « Tipos étnicos e sociais de *Os sertões* », Adelino Brandão (dir.), *Enciclopédia de estudos euclidianos*, Jundia, Grafica Editora, 1982, 1, p. 147-160.

84. Maria de Lourdes Bandeira, « Os kariris de Mirandela : Um grupo indígena integrado », *Estudos Baianos*, n° 6, 1972, p. 82-83. Pendant le festival, les participants ont dansé au son d'une *taquari*, longue flûte.

85. Voir Billy Jaynes Chandler, « The role of Negroes in the ethnic formation of Ceará : The need for a reappraisal », *Revista de Ciências Sociais*, n° 4, 1, 1973, p. 31-43. Les personnes de « type négroïde reconnaissable », en tout ou en partie, composaient presque la moitié de la population de Ceará en 1872.

des descendants des esclaves fugitifs qui s'étaient établis dans la région au début du siècle, et des esclaves qui avaient été émancipés dans les années ayant conduit à l'abolition officielle de l'esclavage en 1888. Au début des années 1850, le groupe le plus important d'esclaves en fuite et leurs enfants vivaient dans un ensemble de quelque 30 maisons sur les rives de la rivière saisonnière Tapiranga et avaient fui les *usinas* de sucre de Sergipe et Alagoas. Certains avaient été ferronniers, d'autres menuisiers ou mécaniciens. Conselheiro, qui, avant 1888, avait condamné les abominations de l'esclavage, attira immédiatement ces esclaves et d'autres Noirs, qui s'installèrent à Canudos dès sa fondation⁸⁶. Selon au moins un observateur, les cabanes des *caboclos* étaient différentes de celles construites par les anciens esclaves. Aux dires d'un autre, les femmes noires de la communauté de Conselheiro portaient des tenues venues d'Afrique : da Cunha évoque leurs « chignons excentriques », qui contrastaient avec les « cheveux raides et lisses des *caboclas*⁸⁷ ».

Les Métis regroupaient les dizaines de catégories brésiliennes de mélanges raciaux rassemblées autour du groupe des *mulatos* (principalement des hommes et des femmes issus de parents noirs et blancs) et les *caboclos*. Comme les catégories raciales du Brésil post-impérial étaient plus ou moins aussi révélatrices du statut social que de n'importe quelle autre chose, c'est faire erreur que de trop se fier aux descriptions officielles. Dans des parties du Nordeste, entre 1868 et 1880, tous les enfants de couleur baptisés non esclaves étaient appelés *meia brancos*, ou « demi-blancs⁸⁸ ». Plus généralement, les individus libres au teint très foncé étaient qualifiés de *negros*, ou *prêtos*. Les gens de l'arrière-pays étaient habituellement appelés *mulatos*. Cependant une personne avec une couleur de peau et un phénotype identiques, mais s'étant par exemple élevé socialement par le mariage, était le plus souvent appelée un *pardo* (brun) ou un *caboclo*. Dans les cas socialement les plus délicats, comme pour certains des orphelins secourus après la destruction de Canudos et emmenés sur la côte où ils furent pris en charge par des

86. Au moins un des chroniqueurs a affirmé que certains des esclaves fugitifs avaient exercé le métier de réparateur d'armes à feu et qu'on les avait engagés à Canudos pour entretenir le matériel de guerre. Voir Aras, *Sangue de irmãos*, p. 5-6.

87. RB, p. 157. Sur les dernières années de l'esclavage, voir Eduardo Silva, « Por uma nova perspectiva das relações escravistas », Sociedade Brasileira de Pesquisa Histórica, *Anais da V Reunião*, São Paulo, 1985, p. 141-147.

88. Là où c'était le cas – par exemple à [Alagoa de] Monteiro (Paraíba) –, on était *branco*, *meia-branco*, ou *escravo* (esclave). Information communiquée par Linda Lewin.

familles de la haute société, les documents écrits se référaient à eux sous le terme *acobocladados*, ou « ressemblant aux *caboclos* », ce qui les plaçait au-dessus des individus ayant la même couleur de peau mais d'un statut inférieur⁸⁹.

Pour da Cunha et d'autres témoins oculaires, tous les disciples de Conselheiro étaient dignes de pitié ou, au mieux, dans le cas des gens de l'arrière-pays dont il admirait tant les talents, ils étaient remplis de contradictions, inconstants et barbares. Toute dignité était refusée aux fidèles à cause de leurs croyances et on les rejetait pour leur prétendu fanatisme. Ce qui est certain, c'est que les habitants de l'arrière-pays continuèrent de révéler Conselheiro durant des années après sa mort : un *beato* survivant, João Maria, reprit plus tard à son compte les idées de Conselheiro et s'en servit pour bâtir une nouvelle communauté messianique dans le sud du Paraná, dans la région de Contestado⁹⁰. Mais des observateurs extérieurs utilisèrent la règle de pauvreté et l'ascétisme qui étaient imposés à Canudos pour justifier leur mépris à l'encontre des fidèles, à qui ils reprochaient d'avoir eu le malheur de suivre un fou furieux. Même les « Blancs » de Belo Monte, dont beaucoup avaient vendu la petite propriété qu'ils possédaient dans le *sertão* pour gagner les rangs de Conselheiro, « étaient vêtus de haillons et d'habits sans forme » et vivaient dans « le dénuement et de tristes conditions⁹¹ ».

La situation matérielle lamentable que connaissaient la ville et ses habitants choquait les visiteurs venus de la côte. Il se vérifia ultérieurement que la valeur nutritive des aliments absorbés par les paysans du Nordeste avait sensiblement diminué entre 1870 et 1920 même si leur alimentation, basée sur deux produits nutritifs complémentaires, les haricots et le manioc, était en fait meilleure que les régimes à base d'un seul féculent que l'on trouvait dans tant d'autres parties du monde. Même lors d'années relativement bonnes, le régime alimentaire rural était pauvre en calories, en féculents, en graisses animales, vitamines, thiamine et protéines. L'espérance de vie à la naissance était de 25,5 ans

89. Les observateurs extérieurs à la région voyaient dans Conselheiro un *acobocladado*. Une fois, da Cunha a qualifié Conselheiro de « gnostique blanc ». Voir Funchal García, *Do litoral ao sertão*, p. 171. Il est possible bien sûr que les assiégeants de Canudos aient été plus disposés à épargner les individus d'aspect européen.

90. Voir Mauricio Vinhas de Queiroz, *Messianismo e conflito social (A guerra sertaneja do Contestado, 1912-1916)*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1966.

91. Le baron de Jeremoabo s'est lui-même exprimé sur la présence d'anciens propriétaires terriens à Canudos.

pour les hommes et de 28 ans pour les femmes. Petits par la taille et en proie à des maladies invalidantes comme l'ankylostomose, infection du sang qui provoque faiblesse et apathie, les habitants de l'arrière-pays passaient aux yeux des observateurs extérieurs pour des sous-hommes. Les pauvres souffraient de la maladie de Chagas, de la maladie du sommeil, d'ulcères de la peau, d'anémie, de la tuberculose, de la malaria, de la lèpre, et étaient sujets à des poussées de peste bubonique⁹². Le fait que les visiteurs considéraient Canudos comme un « groupe de fous » colorait encore davantage leurs impressions. À leur arrivée, les familles renonçaient à la plupart de leurs biens matériels. Les hommes portaient un pantalon sale en coton à rayures, une chemise en tissu grossier et des sandales en cuir brut. Les vêtements des femmes – une chemise mal coupée et une blouse informe souvent élimée au point de laisser voir la poitrine et le haut des bras – sentaient la sueur et l'huile rance. Les maisons ne contenaient que de pauvres meubles : ni lit, ni table, mais uniquement des planches ou des hamacs en chanvre pour dormir, des tabourets, des paniers en bois ou en paille, des sacs en cuir ou des gourdes pour transporter l'eau. Les aliments étaient cuits directement sur un feu de bois, dans des ustensiles en bois ou fabriqués avec des déchets d'étain. Da Cunha ne cache pas son mépris lorsqu'il décrit l'autel grossier aménagé dans le coin d'une des maisons des fidèles :

[Il abritait] des saints et des images horriblement sculptées, une objectivation de la religion des Métis avec ses traces profondes d'idolâtrie : des Saint Antoine protéiformes et africanisés assortis de fétiches grossiers, des Saintes Vierges aussi affreuses que des Mègères⁹³.

En réalité, dans n'importe quel centre urbain misérable du *sertão*, la population souffrait plus ou moins du même degré de dénuement. Une différence peut-être : Canudos était mieux organisée que la plupart de ses voisines : héritage de la misère qui frappait la région, des villes

92. Voir Jaime Reis, « Hunger in the Northeast : Some historical aspects », dans Simon Mitchell (dir.), *The Logic of Poverty : The Case of the Brazilian Northeast*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1981, p. 41-57. Voir également Jaime Reis, *The Abolition of Slavery and its Aftermath in Pernambuco (1880-1920)*, thèse de D. Phil., St. Antony's College, Oxford University, 1974. Concernant les recrutements dans l'armée à la fin des années 1920, voir Arthur Lobo da Silva, « A antropologia do exército brasileiro », *Archivos do Museu Nacional*, n° 30, 1928, p. 9-300 ; à propos de l'espérance de vie, voir Ludwig, *Brazil : A Handbook of Historical Statistics*, tableau III-3.

93. RB, p. 145. Dantas Barreto présente un tableau moins subjectif de la situation dans *Destruição de Canudos*, 4^e éd., Recife, Jornal do Recife, 1912, p. 11-12, dont le titre initial était *Ultima expedição à Canudos*.

entières s'étaient vidées de leurs habitants affamés⁹⁴. Dans la ville de Conselheiro comme partout ailleurs, les maisons étaient faites en pisé et en torchis, et recouvertes d'un toit en dur, mais la majorité d'entre elles étaient peintes, une rareté dans le *sertão*. Elles étaient principalement de couleur grise dans trois «quartiers», et en rouge dans deux autres. Certaines maisons étaient plus grandes et possédaient plusieurs pièces, mais aucune n'avait de porte ni de fenêtre et, généralement, le nombre de pièces ne dépassait pas deux. Il n'y avait qu'une rue, Campo Alegre, qui partageait la ville en deux, plus des allées et des passages tortueux. Aux maisons et aux deux églises s'ajoutaient des commerces, des magasins, un *quartel* (caserne), des armureries et deux cimetières. Les églises faisaient face à la place centrale bordée par la rivière sur un côté. Beaucoup de maisons avaient une cave, tout comme la nouvelle église.

Aux yeux des journalistes missionnés pour écrire sur la guerre, Canudos semblait diaboliquement bien située pour résister à une invasion. La végétation rabougrie entourant la vallée était extrêmement dense, et masquait fréquemment les courbes et les creux des chemins de terre qui serpentaient. Mais les *sertanejos* éprouvaient peu de difficulté à se déplacer. Pour la population locale, Canudos était en fait bien reliée aux bourgs voisins. Plusieurs pistes traversaient la vallée, et la ville fut toujours bien approvisionnée en nourriture, en bétail, en armes et en toutes choses nécessaires, jusqu'à ce que l'armée enserme les lieux durant les derniers jours de la bataille ; même les muletiers continuèrent à livrer leur marchandise à Canudos, sauf au plus fort des combats. Des combattants *jagunços* arrivaient à traverser individuellement le cercle de la troupe et à s'échapper assez facilement, ce que beaucoup firent quand la cause sembla perdue. [...]

Les hommes et les femmes qui n'étaient pas entrés dans la secte de Conselheiro pouvaient aussi vivre librement dans la communauté. Conselheiro, qui avait enseigné aux enfants à un moment de sa vie, ouvrit des écoles à Bom Jesus et Bom Conselho, et une autre à Canudos. La première ne dura pas longtemps. L'instituteur engagé sous la direction de Conselheiro se révéla être un alcoolique et fut licencié. Conselheiro dirigea lui-même l'école de Canudos, et fit venir de Soure un enseignant du nom de Moreira, qui mourut peu avant le déclenchement de

94. Voir O Rio São Francisco e a Chapada Diamantina, Salvador, 1938, p. 34, cité par Rui Facó, Cangaceiros, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1965, p. 92.

la guerre. Conselheiro embaucha alors Maria Francisca de Vasconcelos, âgée de 22 ans, elle aussi originaire de Soure. Elle avait fait ses études à l'École normale de Salvador et, lorsque sa famille lui interdit d'épouser un jeune ouvrier, le couple s'enfuit à Soure puis s'installa à Belo Monte. Son mari l'abandonna peu avant que le conflit se déclare. Vasconcelos, qui n'avait rien d'une *beata*, fut un exemple de ces habitants de Canudos attirés par l'espoir de vivre dans une communauté égalitaire.

Garçons et filles suivaient quotidiennement les cours ensemble, fait qui aurait choqué les traditionalistes s'il s'était ébruité à l'extérieur de Canudos (et qui contredisait l'image d'un Conselheiro allergique aux pratiques «modernes»). Chaque enfant payait des droits de 2 000 réis par mois. L'école comptait plusieurs enseignants. Une institutrice échappa au combat final et s'enfuit à Salvador, où elle mourut en 1944. Fanatiques ou non, les disciples de Conselheiro étaient encouragés à éduquer leurs enfants dans les règles, privilège que quasiment aucun d'entre eux n'aurait connu dans son hameau ou son village de naissance.

Jusqu'au premier assaut de l'armée contre Canudos, Conselheiro et ses aides coopèrent pleinement avec la police locale. Lorsqu'un assassin en fuite, «Marcos le Noir», fait son apparition en ville, il fut capturé par la milice de Conselheiro et remis aux mains de la police de Monte Santo. Jugé à Salvador, il fut condamné à une peine de prison. La pareille ne fut pas toujours rendue à Conselheiro. Lorsque des hommes qui lui étaient fidèles, vagabondant hors de Canudos, furent arrêtés (accusés de vagabondage, ou soupçonnés d'être recherchés pour des délits non précisés), ils subirent souvent des pressions ou des manipulations les incitant à faire des déclarations officielles contre d'autres disciples de Conselheiro, ce qui fournit à la police un prétexte pour entrer dans Belo Monte et procéder à d'autres arrestations⁹⁵.

LE CONFLIT

La décision d'intervenir avec une force armée massive fut prise à la suite de l'incident relativement mineur évoqué plus haut, dans lequel un détachement de soldats, épuisé par la traversée d'une région désertique,

95. Ce fut le cas, par exemple, du «Nègre Badulque», arrêté en janvier 1895 à Cumbe pour espionnage au service de Conselheiro. Le témoignage de Badulque conduisit à l'arrestation et l'emprisonnement de tous les membres de sexe masculin de la famille Alves da Silva en juillet 1897. En représailles, Badulque fut assassiné par la suite. La justice prévalait à l'intérieur comme à l'extérieur de Canudos.

se fit surprendre à Uauá par les *jagunços* de Conselheiro. Le contingent se replia à Joaseiro à marche forcée. Craignant de perdre la face, le gouvernement de l'État décréta la mobilisation générale et télégraphia à Rio de Janeiro pour demander de l'aide afin de mater les paysans rebelles.

L'histoire des quatre campagnes militaires contre Canudos, aussi connue qu'effrayante, ne sera pas détaillée ici. La première expédition, en novembre 1896, menée par 100 hommes sous la conduite d'un lieutenant ayant pour instruction de capturer Conselheiro, est celle qui fut interceptée par les *jagunços* de Conselheiro et mise en déroute à Uauá. Les deuxième et troisième expéditions échouèrent elles aussi; la troisième, forte de 1 300 hommes, de 16 000 000 cartouches, d'un bataillon d'artillerie et d'un escadron de cavalerie, était dirigée par le colonel Moreira César, qui perdit la vie dans les combats. La quatrième attaque, lancée en juin 1897, mobilisa les ressources de toute l'armée brésilienne – mitrailleuses, canon de campagne Krupp – et des dizaines de milliers de soldats, dont beaucoup étaient des *jagunços* de l'arrière-pays que l'on avait forcés à endosser l'uniforme. Même inférieures en nombre, les troupes de Conselheiro livrèrent une guérilla défensive efficace parce qu'elles connaissaient le terrain dans ses moindres recoins. Des centaines de soldats désertèrent, mais furent rapidement remplacés par des troupes fraîches envoyées au front. L'assaut final fut confié à 5 000 hommes en armes dirigés par le commandant du 2^e district militaire, le général Artur Oscar de Andrade Guimarães, et surveillés personnellement par le ministre de la Guerre, avec pour mission d'encercler Canudos et de l'affamer jusqu'à ce qu'elle se soumette. La grande impopularité du président Prudente de Morais et l'inquiétude généralisée alimentée par la crainte, dans le camp républicain, d'un complot monarchiste aboutirent à la décision d'écraser Canudos sans merci.

Le carnage fut terrible. Des années plus tard, des dizaines de corps enterrés à la hâte refirent surface au moment des pluies, certains en partie momifiés dans leur uniforme bleu rayé de pourpre⁹⁶.

Au total, plus de mille soldats de l'armée fédérale périrent au combat, et ils furent beaucoup plus nombreux à subir des blessures ou à mourir de maladies endémiques⁹⁷. Jour après jour, grâce au télégraphe,

96. Nataniel Dantas, «De Canudos resta apenas a memória», *Cultura* (Brasília), janvier-mars 1982, p. 38.

97. Les chiffres des pertes consécutives aux quatre expéditions militaires contre Canudos sont

des correspondants de guerre tenaient tout le pays informé de l'évolution de la bataille. Les rumeurs les plus folles se répandirent partout, auxquelles la population accorda crédit. On raconta que des armes parvenaient à Conselheiro de l'Argentine par le Minas Gerais, et que des soldats étrangers étaient envoyés des États-Unis et de l'Autriche pour restaurer la monarchie⁹⁸. On a même prétendu que les *sertanejos* investissaient l'arrière-pays, attaquant des villages et des trains de ravitaillement, contribuant par là à l'extension du conflit. Tant que les combats ne rencontrèrent que peu de succès, les histoires de détournement de matériel de guerre et de trahisons fleurirent également.

On découvrit plus tard qu'Antônio Conselheiro était mort de dysenterie le 22 septembre, quelque deux semaines avant l'assaut final de la ville. Âgé de 70 ans, il était de santé fragile, bien qu'une photographie de son cadavre montre qu'il n'était pas aussi maigre qu'on aurait pu le croire. La bataille fut féroce, menée par les derniers combattants *jagunços*, assoiffés, affamés, qui refusaient de se rendre. Le lendemain de l'assaut, les 5 200 maisons furent entièrement détruites. Les soldats tranchèrent la gorge des prisonniers des camps de Canudos et Queimadas, près de Monte Santo. On exhuma le corps de Conselheiro, auquel on coupa la tête au couteau, avant d'exposer cette dernière sur la côte, fichée sur une pique, aux regards d'une foule en délire «aussi joyeuse qu'au temps du carnaval». La description que da Cunha fait des derniers jours de la ville sainte est effroyable et éloquente.

Canudos ne s'est pas rendue. Cas unique dans l'histoire, elle a tenu bon jusqu'à son dernier homme. Conquise pouce par pouce, au sens littéral du terme, elle est tombée le 5 octobre, au crépuscule, lorsque ses derniers défenseurs tombèrent, morts, l'un après l'autre. Seuls quatre d'entre eux furent épargnés : un vieillard, deux hommes adultes et un enfant, face à une armée enragée de 5 000 soldats⁹⁹.

Ce qui permit aux observateurs et aux partisans de la République de justifier ce massacre, c'est la contre-vérité selon laquelle Canudos baignait dans un climat de criminalité et de folie. Da Cunha s'est lui-même référé aux écrits du psychiatre anglais de la fin du siècle Henry Maudsley pour affirmer que Conselheiro était fou. [...]

récapitulés chez Neto et coll., *Canudos. Subsídios para a sua reavaliação histórica*, Rio de Janeiro, Fundação Casa de Rui Barbosa, 1986, p. 24-75.

98. *La Nación* (Buenos Aires), 30 juillet 1897 ; *A República*, 20 février 1897, et 22 février 1897.

99. *RB*, p. 475.

La fin de la bataille, le 5 octobre 1897, déclencha une vague d'accusations et de récriminations. L'opposition au Président Prudente de Morais s'intensifia, sous la conduite de son propre vice-président. Un mois plus tard, Prudente échappa de justesse à un attentat; il se servit ensuite de cet incident comme prétexte pour engager une répression féroce contre ses ennemis¹⁰⁰. Rui Barbosa, de Bahia, rédigea un discours, qu'il ne prononça jamais, dans lequel il reprochait à l'armée d'avoir tué ses prisonniers et critiquait l'«indifférence du Brésil», qui n'avait pas su comprendre les réalités de l'arrière-pays¹⁰¹. César Zama, de Bahia, partisan de Luiz Vianna, fit paraître sous un pseudonyme un brûlot contre l'incompréhension et les dénigrement dont Conselheiro avait fait l'objet¹⁰². Mais le sentiment dominant qui s'exprima après la chute de Canudos fut un sentiment de soulagement, ajouté à l'acceptation de l'hypothèse, émise par da Cunha, d'une dualité irrévocable de la société brésilienne partagée entre l'arrière-pays et la côte. [...]

Conselheiro comprenait très bien que le monde extérieur était en train de changer et avertissait que, si l'on ne suivait pas ses préceptes, une catastrophe surviendrait. À la sécheresse de 1877 succédèrent trois pénibles années sans pluie. En 1900, près de 300 000 habitants du Nordeste avaient fui vers la région de l'Amazonie, poussés par la sécheresse et le désespoir, mais aussi attirés par le boom du caoutchouc¹⁰³. L'administration en place sur la côte semblait accroître inexorablement son emprise sur l'intérieur des terres. Le premier grand recensement, réalisé entre 1872 et 1874, permit de dénombrer l'ensemble des citoyens et de connaître leur métier, leur race et leur revenu. L'imposition du système métrique et la publication de décrets d'uniformisation des poids et mesures constituaient une menace pour les mécanismes informels du marché traditionnel (*feira*) et suscitérent en 1874-1875 dans les quatre

100. L'auteur de l'attentat, qui tua pour de bon le ministre de la guerre, fut décrit cinquante ans plus tard par l'historien et diplomate de Pernambouc, José Maria Bello, comme «un jeune soldat sang-mêlé du nord», Bello, *A History of Modern Brazil*, Chicago, Stanford University Press, p. 156.

101. Le discours devait être prononcé devant le Sénat le 6 novembre 1897. Il est paru dans les *Obras completas de Rui Barbosa* [Œuvres complètes de Rui Barbosa], Rio de Janeiro, Ministério da Educação e Cultura, 1956-, vol. 29, p. 183-187. Barbosa prononça effectivement un discours à Salvador réfutant le fait que Conselheiro ait eu l'intention de détruire la République.

102. «Wolsey» (César Zama), *Libello republicano : Acompanhado de comentários sobre a campanha de Canudos*, Salvador, Typografia do Diário da Bahia, 1899.

103. Rodolfo Teófilo, *História da seca do Ceará (1877-1880)*, cité par Rui Facó, *Cangaceiros e fanáticos : Gênese e lutas*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1963, p. 30.

provinces agricoles du Nordeste plus d'une centaine de soulèvements, que l'on a appelés les révoltes Quebra-Quilo¹⁰⁴.

Pour les autorités, ces révoltes sans meneur équivalaient à des actes de sédition ; pour les petits propriétaires terriens et les commerçants, l'intrusion du gouvernement dans les campagnes signifiait un alourdissement des impôts et des contrôles, et une augmentation de la menace de conscription. [...]

Si la colonie créée par Conselheiro exista presque quatre ans, c'est aussi parce que, au moins en partie, les affrontements politiques à Bahia n'eurent simplement pas de vainqueurs pendant cette période, ce qui laissa Canudos en paix. Car, inévitablement, le développement soudain de Canudos bouscula l'ordre des choses. Le *sertão* étant caractérisé par une densité de population extrêmement faible et, en conséquence, par une infrastructure insuffisante, cette situation engendra des tensions sans précédent dans la région environnante. Le système d'agriculture et d'élevage traditionnel en vigueur dans l'arrière-pays desséché obligeait les propriétaires terriens à engager un grand nombre d'ouvriers, soit comme squatteurs, soit pour un maigre salaire journalier. La présence d'une classe laborieuse docile facilita en outre l'implantation du régime de la nouvelle République, fondé sur le contrôle du vote des campagnes par les *coroneis* locaux. Canudos devint subitement un défi aux deux systèmes.

Hameau moribond de quelques centaines d'âmes, Canudos vit sa population passer à 5 000 habitants en 1895 et à trois fois plus en 1896. Le dépeuplement de la région environnante, principalement dans le Sud et l'Est, toucha les marchands et les *fazendeiros* en proportion directe du nombre de gens ayant quitté chaque village. La situation fut aggravée par le fait que, Canudos s'étant transformée en une petite ville, la plupart des affaires s'y réglaient sous la forme de certificats et non d'argent. Ce n'était pas tant la conséquence de l'aversion de Conselheiro pour l'argent de la République – il en aurait brûlé un jour en public dans un geste symbolique – que le résultat du manque de devises à Canudos. La vente de peaux rapportait peu et la population n'avait pas d'autre source de revenus. Les compagnons de Conselheiro ne quittaient pas

104. Voir Roderick J. Barman, «The Brazilian peasantry reexamined: The implications of the Quebra-Quilo revolt, 1874-1875», *Hispanic American Historical Review*, n° 57, 3, août 1977, p. 401-424 ; et Armando Soto Maior, *Quebra-Quilos : Lutas sociais no otouno do império*, Recife, Instituto Joaquim Nabuco de Pesquisas Sociais, 1978.

leur colonie pour aller travailler à l'extérieur comme ouvriers agricoles, chose qui fut autorisée une génération plus tard à Ceará par le père Cícero, homme pragmatique et soucieux de contenter les seigneurs du voisinage¹⁰⁵. Conselheiro, plus craint que Cícero et moins au fait du système politique, ne prit apparemment pas la mesure des bouleversements régionaux engendrés par la croissance phénoménale de sa colonie. En conséquence, il monopolisa quasiment la main-d'œuvre locale, menaçant ainsi directement les propriétaires terriens locaux.

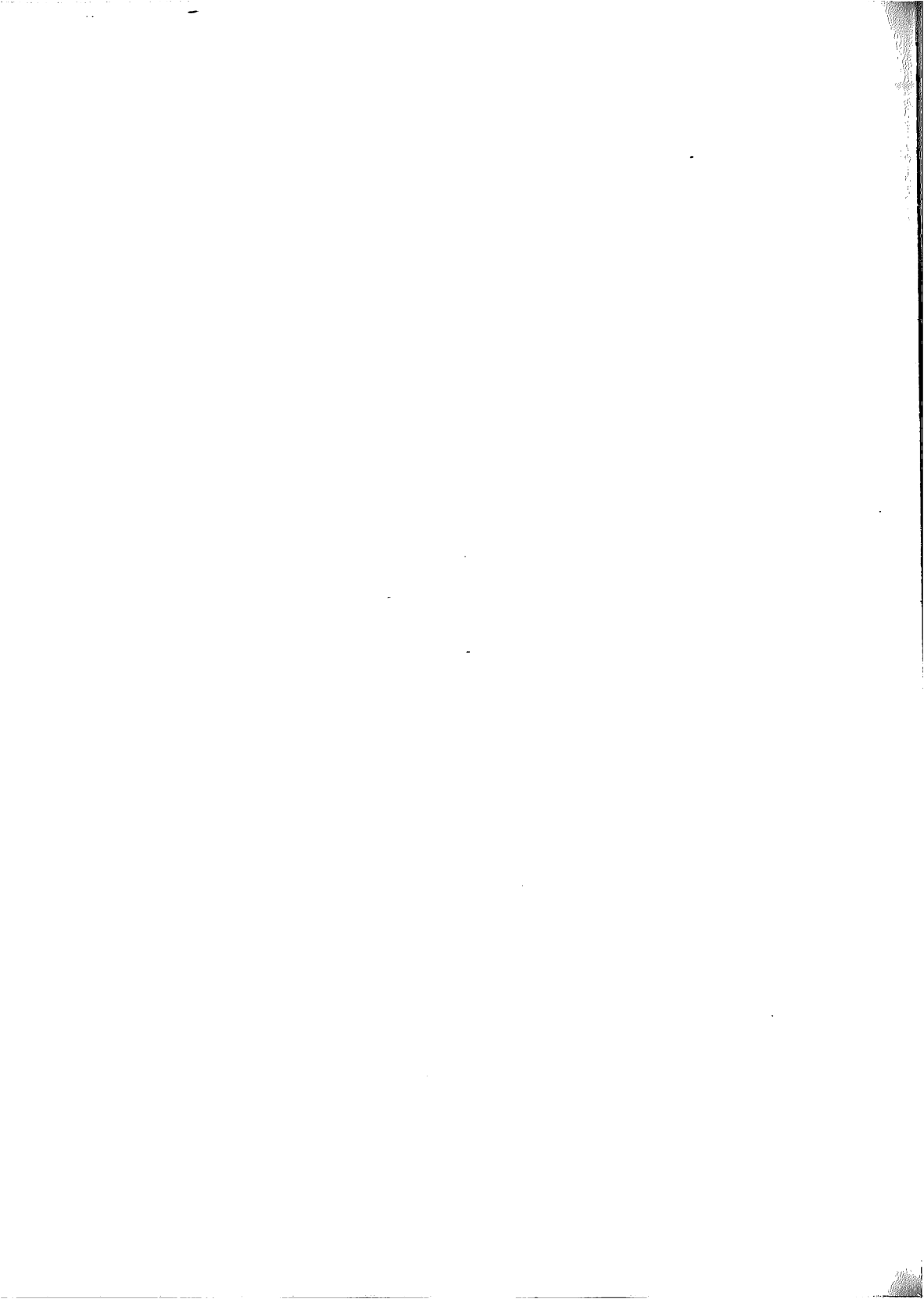
Une chose est certaine, Canudos ne fut pas totalement isolée. Il y eut toujours des échanges commerciaux, déjà mentionnés plus haut, et, même durant la bataille finale, des sympathisants liés à la faction Vianna du PRF-Ba (entre autres un certain colonel Leitão, à Santa Luzia, dont on sait autrement peu de chose) livrèrent des matériaux, en complément de ce que les troupes de Conselheiro pillèrent dans les trains de ravitaillement militaires ou prélevèrent sur les morts et les prisonniers blessés. Il y eut probablement d'autres canaux d'approvisionnement, surtout quand on connaît les inimitiés politiques qui existaient au sein de l'État. Si Conselheiro était vraiment un fanatique acharné coupé de la réalité, alors la résistance affichée par ses partisans contre des milliers de soldats et l'artillerie lourde défie l'entendement. Isolée et complètement encerclée pendant des semaines, Canudos se défendit sans interruption par des tirs nourris jusqu'à la fin, sans jamais manquer d'armes en état de fonctionner ni de munitions. [...]

On peut comprendre que le conflit de Canudos se soit prêté à une symbolique de proportions dramatiques, car Conselheiro, à un moment donné, promit à ses adeptes le salut, et même la Seconde Venue du Christ en l'an millénaire 1900. Mais, généralement, ses sermons n'avaient aucune teneur apocalyptique ; il exigeait simplement de chacun une moralité irréprochable et de l'âpreté au travail, et il invoquait une protection spirituelle contre un monde païen corrompu. Ce monde, par ailleurs était, dans le *sertão*, pris dans une crise économique, comme cela avait été le cas, à des degrés divers, depuis des générations. Belo Monte était donc un endroit où les fidèles devaient mener une vie disciplinée selon les préceptes du catholicisme, à l'abri non seulement des infamies modernes mais également de la faim et du besoin ; mais il était aussi perçu comme un environnement primitif et contestataire.

105. Voir della Cava, *Miracle at Joazeiro* et Pang, « Banditry and messianism », p. 18.

Ce que les observateurs extérieurs assimilaient à de la rébellion était simplement la manifestation collective d'une demande des habitants, qui exigeaient le droit de s'installer en un lieu dans lequel ils seraient protégés d'un monde hostile. Dans tous les cas, Belo Monte devait être matée parce qu'elle nuisait à la stabilité du *sertão*. Elle ébranlait deux piliers de l'oligarchie rurale : une main-d'œuvre docile, et le « vote en troupeau » (*voto de cabresto*) [« vote licou »], dispositif de l'ancienne République dans lequel les chefs locaux contrôlaient les votes de tous les gens sous leur influence et les donnaient en échange de pouvoirs locaux. Les mouvements migratoires de toutes les régions de l'arrière-pays vers Canudos créèrent une menace immédiate et réelle pour le système. Si l'expédition punitive envoyée contre Conselheiro n'avait pas été vaincue à Masseté, les représailles ultérieures auraient semblé moins justifiées, mais un autre prétexte aurait été trouvé tôt ou tard compte tenu du contexte politique de l'époque. [...]

Avant l'attaque de Canudos, la plupart de ses habitants étaient trop occupés à suivre les préceptes de Conselheiro réglant leur conduite quotidienne pour être obnubilés par des fantasmes de fin du monde (ou autres). Les privations, et les explications captivantes de Conselheiro sur le caractère néfaste de la vie moderne, en pleine expansion, les poussèrent à se regrouper, mais ils ne devinrent des « fanatiques » que lorsque les circonstances les unirent dans la défense commune contre une agression extérieure armée. Lorsque le bain de sang eut commencé, ceux qui ne prirent pas la fuite ont pu succomber au climat de prophétie et de détermination ardentes décrit par da Cunha. Mais ce sont les conditions de vie normales créées par Conselheiro, voire la prospérité dont jouissait cette localité dans un *sertão* sinistré à la fin du 19^e siècle, que les observateurs extérieurs manquèrent de voir. Le Brésil républicain était un pays trop peu sûr et trop gangrené par la lutte que se livraient entre elles les factions de l'oligarchie pour disperser des gens si pieux sans effusion de sang.



ARGENTINE

LA SEMAINE TRAGIQUE: GRÈVE OUVRIÈRE ET RÉPRESSION (BUENOS AIRES, 7-14 JANVIER 1919)

FELIPE PIGNA¹

Les deux textes suivants, de l'historien argentin Felipe Pigna, reviennent chacun sur un événement marquant des luttes ouvrières argentines du début du 20^e siècle, la Semaine tragique (7-14 janvier 1919), à Buenos Aires, et, deux ans plus tard, dans la province de Santa Cruz, en Patagonie, la rébellion, réprimée dans le sang, des travailleurs ruraux des estancias.

On peut voler aux hommes une bonne partie de ce qu'ils produisent en exploitant leur travail et en les écrasant d'impôts; on peut les priver même du droit de se rassembler pour se défendre de l'exploitation et de la tyrannie; on peut les forcer à mourir dans la misère en détenant leurs moyens de production; on peut les réduire à de simples machines productrices pour user et abuser d'eux brutalement et basement, sans pour autant passer pour violent, pourvu que ce soit fait au nom de la loi. Mais on ne peut être sensible à tant de violence et se retourner contre elle, parce qu'alors c'est vous qui serez considérés comme violents et c'est vous qui subirez toutes sortes de violences, et même si elles parvenaient à vous priver de tout, de penser, d'agir, et même de vivre, elles ne seraient pas considérées comme telles du moment qu'elles seraient perpétrées au nom de la loi.

La Protesta, 7 juin 1902

[...] Vers 1916, le prolétariat argentin était l'un des mieux organisés d'Amérique latine. Il était majoritairement de gauche et finaliste, c'est-à-dire qu'il se fixait un objectif final: le triomphe de la classe

1. Felipe Pigna, *Los mitos de la historia argentina*, 3, *Desde la ley Saenz Peña a los albores del peronismo*, Buenos Aires, Planeta, 2006. Extraits de la première partie du chapitre 3 « La dignité rebelle. Le mouvement ouvrier durant les présidences radicales », p. 61-88. Traduction: Sylvette Liens pour *Dial*.

laborieuse sur les capitalistes et l'installation d'une société sans classes. Ce mouvement ouvrier dynamique et combatif avait retrouvé son pouvoir de mobilisation et de lutte après la sanglante répression de 1910², qui s'était soldée par des milliers de détenus et déportés, des locaux corporatifs et des bibliothèques détruits ou incendiés et par la censure de la presse ouvrière. De nouveau, la dignité rebelle réclamait ses droits. De nouveau, les groupes de théâtre appelés «tableaux philodramatiques» représentaient aux familles ouvrières, sous forme de fiction, la réalité crue qu'elles vivaient chaque jour et leur apportaient les moyens d'action pour le combat en faveur de la justice. De nouveau, les «*payadores*³» libertaires colportaient les textes anarchistes sous forme de *milonga* pour les ouvriers agricoles de notre *pampa*. Là étaient les écoles modernes pour éduquer les enfants des travailleurs en un catéchisme qui ne répondait aux normes d'aucune académie et, encore moins, d'aucune Église officielle. Revenait enfin cette noble tradition de la culture populaire sous toutes ses formes : les bibliothèques, les clubs d'échecs, les centres culturels. La bataille de la pensée continuait : en dépit de l'énorme disproportion des appareils de propagande, la contre-culture ouvrière restait vivante.

Le monde vivait immergé dans sa Première Guerre, et ici, on discutait avec ferveur. La majorité des travailleurs était pacifiste car elle comprenait, avec Jean Jaurès – un grand penseur socialiste qui nous avait rendu visite en 1911 – que, dans la guerre, la chair à canon, c'était celle des pauvres qui servait aux riches à accroître leurs fortunes. L'Argentine était, par sa neutralité, utile à la Grande-Bretagne, qui réclamait ses productions primaires. Le «grenier du monde» croissait au prix du sacrifice des familles laborieuses. Coupeurs de cannes à Tucumán, bûcherons dans le Chaco, Corrientes, Misiones et Santa Fe, vendangeurs de San Juan et Mendoza, saisonniers itinérants dans tout le pays. Et jusque dans les coins les plus reculés de la patrie parvenaient les délégués ouvriers, les activistes, les diffuseurs de l'Idée. La «Fédération», comme on appelait familièrement la FORA – la centrale ouvrière anarchiste – s'ingéniait à ce que ne reste aucun coin du pays qui ne soit pas couvert, à ce que la presse ouvrière lui parvienne, avec sa version de l'histoire et de

2. Voir, du même auteur, *Los mitos de la historia argentina. 2, De San Martín a "El Granero del mundo"*, Buenos Aires, Planeta, [2004] 2005.

3. NdT : Chanteurs populaires ambulants.

l'actualité, afin de faire connaître les droits des travailleurs et promouvoir la lutte et la dignité rebelle là où c'était nécessaire.

LE MOUVEMENT OUVRIER

Vers 1916, les ouvriers se regroupaient dans le courant anarchiste, qui s'exprimait dans le journal *La Protesta*, et dans leur centrale syndicale, la Fédération ouvrière régionale argentine (FORA), mais aussi dans le courant socialiste, qui disposait déjà d'une intéressante rangée d'élus au Parlement, et dans sa centrale ouvrière, l'Union générale des travailleurs (UGT). À eux s'étaient joints ceux que l'on appelait les «syndicalistes révolutionnaires» de la Confédération ouvrière de la République argentine (CORA) qui, en avril 1915, au 9^e congrès de la FORA, avaient décidé de s'affilier massivement à la centrale pour en disputer la direction aux anarchistes. Les anarcho-syndicalistes s'opposaient à toute adhésion explicite à une doctrine philosophique ou politique et pensaient que la lutte devait se centrer sur le plan syndical, car ils se méfiaient des partis politiques, même de ceux qui se proclamaient ouvriers. Cette conception de la lutte des travailleurs parut inacceptable à la vieille garde qui, au 5^e congrès de la FORA, tenu en 1905, avait recommandé à ses membres l'adhésion aux principes philosophiques du «communisme anarchiste». La FORA se divisa alors en deux organisations: la FORA du 5^e congrès – anarchiste – et la FORA du 9^e congrès – syndicaliste.

L'APÔTRE ET LES TRAVAILLEURS

[...] L'arrivée d'Yrigoyen⁴ au gouvernement en 1916 éveilla quelques espérances dans les secteurs populaires. Les gouvernements antérieurs les avaient durement traités et s'étaient totalement désintéressés du sort des véritables producteurs de la richesse nationale, faisant un usage répété des lois de résidence et de défense sociale pour empêcher manifestations et revendications. Au début de son mandat, Yrigoyen tenta de promouvoir une législation sociale avancée, mais la majeure partie de ses projets en ce sens furent bloqués par le Sénat, aux mains des conservateurs.

La majorité des ouvriers pensèrent qu'avec Yrigoyen et un gouvernement populaire tout serait différent, et, au début, la politique ouvrière

4. Note *Dial*: Le radical Hipólito Yrigoyen a été une première fois président de 1916 à 1922.

du radicalisme parut aller dans cette direction. Mais l'attitude hésitante du gouvernement au pouvoir fut mise en évidence par la médiation favorable aux travailleurs au cours de la grande grève ferroviaire de 1917, puis par la ferme répression de la Marina, ordonnée par Yrigoyen, contre les ouvriers de la viande des frigorifiques Swift et Armour.

Les conditions de vie des travailleurs argentins empirèrent avec le début de la Première Guerre mondiale. La réduction des embarquements de céréales affecta la campagne. Des milliers de fermiers et d'ouvriers agricoles durent partir dans les villes pour chercher un emploi, augmentant ainsi la masse déjà importante de chômeurs. Ceci affecta le niveau de travail et réduisit notablement les salaires. Pour compléter ce tableau dramatique, entre 1916 et 1919, dans la ville de Buenos Aires, le coût de la vie augmenta de presque 100 %.

Les arrêts de travail protestataires et les grèves générales se multiplièrent dans ces années-là. Face à l'agitation sociale croissante, la classe dirigeante s'organise et crée le 20 mai 1918 l'Association nationale du travail. Ses dirigeants avaient peu ou rien à voir avec le travail ; ils venaient tous sans exception du milieu entrepreneurial, et s'y regroupaient les plus grands propriétaires terriens et les entrepreneurs les plus importants de l'industrie, du commerce et des transports [...]. L'organisation avait pour but la défense de la « liberté de travail » et des « droits et intérêts du commerce et de l'industrie⁵ ». En clair, l'organisation se proposait de combattre l'activité syndicale, en particulier les grèves, et s'appuyait sur un service de briseurs de grève, généralement recrutés dans les milieux de la délinquance et parmi les membres de la pègre, qui, sous les ordres de l'« Association du travail d'autrui » – comme l'appelaient les anarchistes –, se consacraient à faire régner la peur parmi les travailleurs, à les harceler et même à assassiner des activistes syndicaux.

JANVIER SANGLANT: UN MASSACRE OUVRIER CONNU COMME « LA SEMAINE TRAGIQUE »

Janvier est torride à Buenos Aires. Il ne s'y passe généralement pas grand-chose. À cette époque, très peu de gens partaient en vacances, simplement parce que rares étaient les corps de métier qui avaient obtenu cette conquête sociale pour leurs travailleurs. Pour la majorité, c'était un mois de plus, durant lequel on souffrait des rigueurs de la

5. Edgardo Bilsky, *La Semana Trágica*, Buenos Aires, CEAL, 1984.

température pendant les 12 ou 14 heures de travail. Seule la minorité propriétaire de tout s'octroyait le luxe de vacances imméritées à Mar del Plata, alors privilège exclusif, ou dans leurs villas de San Isidro ou Adrogué. La majorité savait qu'elle devait «jouer le jeu», ce qui ne voulait pas dire supporter n'importe quoi. Et c'est ce qui se passa en cet été de 1919, dans ce Buenos Aires où désormais se chantait le tango (depuis que Pascual Contursí eut l'idée que c'était dommage qu'une musique si merveilleuse, dotée d'une telle sonorité, reste sans parole, surtout quand il y avait tant de choses à dire). Depuis «Mi noche triste» [Ma triste nuit], lancée en 1917, le tango se faisait entendre dans les quartiers populaires et se frayait un passage dans toute la ville.

Peu de gens s'attendaient à ce que la grève des ouvriers, qui réclamait des conditions de travail et des salaires meilleurs, commencée en décembre 1918 aux ateliers métallurgiques Pedro Vasena et Fils (situés à l'angle de Cochabamba et La Rioja, actuelle place Martín Fierro de la Ville autonome de Buenos Aires), débouche sur le conflit syndical généralisé qui passerait à l'Histoire sous le nom de la Semaine tragique.

La Première Guerre mondiale, qui venait de se terminer, avait porté préjudice à l'approvisionnement de matières premières pour l'industrie métallurgique, et comme cela arrive habituellement dans ces cas-là, les employeurs de Vasena – comme beaucoup d'autres camarades de classe d'hier et d'aujourd'hui – décidèrent que le coût de la crise devait être payé par les travailleurs; ils baissèrent les salaires et augmentèrent l'effectif des employés avec des femmes et des enfants qui subissaient des conditions d'exploitation extrêmes.

La grève des 2 500 travailleurs métallurgiques avait commencé le 2 décembre. Ils ne demandaient pas trop : une journée de huit heures, la salubrité au travail et un juste salaire. À ce moment, les Vasena avaient vendu l'usine à une entreprise anglaise, mais ils en restaient les gérants. Les ancêtres de celui qui deviendrait ministre de l'économie du président Onganía⁶, se montrèrent intransigeants face à ce qu'ils appelaient l'«insolence ouvrière». Ce qui, naturellement, rendit plus «insolents» les travailleurs, qui décidèrent de prendre l'usine et d'installer un piquet de grève à la porte de l'établissement pour défendre leurs droits. Monsieur Vasena avait de bonnes relations avec le gouvernement, particulièrement

6. Adalbert Krieger Vasena, le ministre en question, était descendant direct par sa mère d'Alfredo Vasena.

avec Monsieur Melo qui, en plus d'être un militant radical connu proche d'Yrigoyen, était en même temps conseiller juridique de Vasena. Et Melo obtint l'envoi rapide de policiers et pompiers pour punir l'«insolence» des exploités organisés⁷.

Tout commença le 7 janvier, sur le coup de 15 h 30, avec un groupe de grévistes qui avait formé un piquet de grève pour essayer d'empêcher l'arrivée de matière première pour l'usine. À ce moment-là, les conducteurs⁸ passèrent là où étaient les grévistes, et, dévoilant leur véritable fonction, commencèrent à faire feu sur les travailleurs. Immédiatement, au groupe de briseurs de grève se joignirent les forces de police qui étaient détachées sur la zone depuis le début de la grève. Le quartier vécut un climat de panique, les gens couraient se réfugier où ils pouvaient.

Quand on cessa d'entendre le bruit assourdissant des balles, le bilan était éloquent : quatre morts. Trois avaient été tués à leur domicile et le dernier avait succombé aux coups de sabre administrés par la police montée, les fameux «cosaques». Il y eut également plus de 30 blessés. D'après *La Prensa*, plus de 2000 projectiles furent tirés par quelque 110 policiers et hommes de main. Seuls trois membres des forces de répression furent légèrement blessés.

La nouvelle de l'attaque courut comme une traînée de poudre dans les différentes corporations, et le journal anarchiste *La Protesta* titra : «L'ancre de Vasena doit être purifié par le feu sacré du volcan révolutionnaire de l'époque⁹...».

L'histoire officielle ne recueille pas les noms des morts du peuple. Les voici : Juan Fiorini, argentin, 18 ans, célibataire, journalier de l'usine Bozzalla Hermanos, qui fut tué alors qu'il prenait son *maté* chez lui, par une balle dans la poitrine ; Toribio Barrios, espagnol, 42 ans, marié, éboueur, mort sur l'avenue Alcorta face au n° 3189, de plusieurs coups de sabre sur le crâne ; Santiago Gómez Metrolles, argentin, 32 ans, célibataire, éboueur, tué d'une balle à la tempe droite alors qu'il se trouvait

7. Il est pour le moins curieux de constater que les patrons organisés, qui s'avèrent tout au long de notre histoire plus nocifs que nos travailleurs organisés, n'aient jamais été qualifiés d'insolents, et que leurs institutions, véritables corporations patronales, aient toujours été louées par les «grands journaux» comme remarquables, patriotiques et constituant un indiscutable «bien public».

8. Ces conducteurs étaient des briseurs de grève de l'Association nationale du travail.

9. *La Protesta*, 8 janvier 1919.

à l'auberge de Lázaro Alberti, au 3 521 avenue Alcorta ; Miguel Britos, marié, journalier, mort de ses blessures par balle¹⁰.

Selon le communiqué de la police elle-même, reproduit par *La Nación*, aucun ne fut tué en attitude de combat, aucun n'était en train d'agresser les forces répressives.

Le 8, une réunion corporative est convoquée et la FORA 5, anarchiste, proclame la grève générale pour le 9, date prévue de l'enterrement des victimes. La FORA 9, plus modeste, déclare le deuil et invite ses membres à se joindre à l'enterrement en ces termes :

Le conseil fédéral de la FORA, en connaissance des événements sanglants survenus le 7 de ce mois dans le quartier de Nueva Pompeya, entre le personnel gréviste de la maison Vasena d'un côté, et les « *kroumirs*¹¹ » de la même maison, policiers et hommes de main de l'autre, exprime sa solidarité enthousiaste avec les vaillants grévistes de cette maison métallurgique et sa vigoureuse protestation contre le procédé des forces de l'État, lesquelles ont non seulement protégé les mercenaires armés par Vasena mais ont aussi collaboré avec leurs armes à la tentative d'intimidation des ouvriers en grève, dont les demandes sont considérées comme justes par le conseil fédéral et devant être impérativement satisfaites¹².

Les travailleurs du port, les ouvriers de la chaussure, une à une les corporations se solidarisent avec leurs camarades et s'engagent à être présentes au cortège funèbre. Le jeune Fiorini est veillé au comité socialiste au 1 341 de la rue Loria, et le reste des travailleurs assassinés à la Société de résistance des métallurgistes unis, située à l'angle Alcorta et San Francisco.

Dans ce climat, le journal radical *La Época* appelle à la conciliation des classes et à éviter de plus grands maux :

Les grèves échoueront directement ou indirectement parce qu'il existe une impossibilité absolue qu'elles se développent. Mais leurs conséquences se répercuteront longuement sur notre économie, prolongeant et renforçant, justement, ce malaise que les ouvriers en colère veulent faire disparaître par la grève. Il conviendrait que ces vérités simples soient examinées par les travailleurs. Que ceux-ci cessent pour un moment d'écouter les *meneurs*¹³ qui flattent leurs désirs d'améliora-

10. *La Nación*, 8 janvier 1919.

11. Mot qui signifie briseurs de grève, béliers.

12. Déclaration de la FORA 9, dans *La Protesta*, 8 janvier 1919.

13. NdT : En français dans le texte.

tion pour remarquer que n'importe quel chemin de colère les conduira fatalement aux pires conséquences. Le bien-être commun émanera d'une amélioration générale de la situation économique du pays. Il convient de stimuler les ouvriers dans leur sphère d'activité, comme le capital et l'État dans les leurs. Pour ce qui est de l'exécutif, il a démontré sa préoccupation de la situation des travailleurs, toujours traitée en priorité, et qu'il essaie d'améliorer par tous les moyens à sa portée. Il est donc nécessaire que personne n'exerce son effort à l'écart de la tâche commune. Et surtout que personne n'emploie son énergie au détriment du bien-être social, car ainsi c'est à lui-même qu'il fait du tort. La consigne en ce moment est la collaboration de toutes les forces sociales. Et les grèves impulsives et inopportunes, en désobéissance à une consigne imposée par les circonstances, conspirent contre l'intérêt commun¹⁴.

Pendant, le quotidien anarchiste *La Protesta* voyait les choses un peu différemment et soulignait ses profondes divergences d'avec l'attitude assumée par les socialistes et les syndicalistes de la FORA 9 :

Et nous terminons cette chronique en lançant un appel à toutes les organisations ouvrières de la ville. Sans faute, travailleurs, vengez ce crime. C'est la dynamite qu'il faut, maintenant plus que jamais. Il ne peut y avoir de mort silencieuse. Non, mille fois non ! Le peuple ne peut se laisser tuer comme une bête sans défense. Incendiez, détruisez sans hésitation, ouvriers. Vengez-vous, frères, face au crime de la justice historique, la violence du peuple comme seule et immédiate conséquence et solution¹⁵.

Face à la gravité des faits, l'un des initiateurs de cette tragédie, Don Alfredo Vasena, consentit à rencontrer les délégués de la corporation au Département de police et leur proposa la journée de 9 heures, 12% d'augmentation des salaires et l'embauche de tous ceux qui voudraient travailler. Comme la réunion fut longue, il fut décidé de continuer le lendemain à l'usine même. Les ouvriers arrivèrent ponctuellement à 10 heures, mais Don Vasena refusa de se joindre à eux, sous prétexte que parmi les ouvriers il y avait des activistes qui n'appartenaient pas à son personnel. Les ouvriers, s'armant de patience, formèrent une autre délégation qui présenta la liste des conditions des grévistes : la journée de 8 heures, des augmentations de salaire comprises entre 20 et 40 %, le paiement des travaux et heures supplémentaires, la réadmission des

14. *La Época*, 8 janvier 1919.

15. *La Protesta*, n° 3611, 9 janvier 1919.

ouvriers renvoyés pour raisons syndicales et l'abolition du travail à la pièce. Vasena promet de répondre le lendemain et, à la demande des ouvriers, il ordonna que cessent de circuler les barges de transports. Mais les événements allaient se précipiter.

LES MORTS QUE VOUS TUEZ

Ce jeudi 9 janvier 1919, Buenos Aires était une ville paralysée. Les commerces avaient fermé, il n'y avait pas de spectacles, ni de transports publics, les ordures s'accumulaient dans les coins en raison de la grève des éboueurs, les petits vendeurs de journaux avaient décidé de ne vendre que *La Vanguardia* et *La Protesta*, qui ce jour-là titrait : «Le crime des forces de police, enivrées par le gouvernement et Vasena, réclame à grands cris une explosion révolutionnaire¹⁶.» Au-delà des divisions méthodologiques des centrales ouvrières, la classe ouvrière de Buenos Aires réalisa de fait une énorme grève. Les seuls mouvements étaient ceux des colonnes compactes de travailleurs qui se préparaient à enter- rer leurs morts. C'était des hommes, des femmes et des enfants du peuple, avec leur crêpe noir et leurs drapeaux rouges et noirs ; c'était des socialistes, des anarchistes et des syndicalistes révolutionnaires qui sortaient dans la rue pour bien montrer qu'ils n'avaient pas peur de la barbarie «patriotique» des maîtres du pays, des «enfants bien» de la «Ligue patriotique assassine», comme on la connaissait déjà dans les milieux ouvriers, pour porter clairement témoignage qu'ils n'avaient pas peur de la violence des policiers et ils s'avançaient avec leur unique propriété, leurs enfants, dans les rues de cette Buenos Aires qui écrivaient l'histoire. La seule chose qu'ils voulaient, c'était rendre hommage à leurs martyrs et rejeter la répression étatique et paraétatique. Prévoyant, le chef de police Elpidio González avait sollicité et obtenu ce jour même du président Yrigoyen un décret qui augmentait de 20% la solde des policiers qu'une rude tâche attendait.

À la veille du déclenchement d'une furieuse répression contre le mouvement de grève, voilà ce que disait un membre éminent du Parti radical, Horacio Oyhanarte, au Parlement national :

Depuis le 12 octobre 1916¹⁷, la classe des travailleurs argentins sait qu'a débuté une nouvelle ère, qu'aucun de ses droits ne sera foulé aux pieds ; qu'aucune de ses aspirations légitimes ne sera déçue [...].

16. *La Protesta*, n° 3611, 9 janvier 1919.

17. Date de l'arrivée au pouvoir d'Yrigoyen.

Aujourd'hui comme jamais les classes travailleuses du pays savent [...] qu'une grande justice et une grande sécurité planent dans notre atmosphère et qu'heureusement appartiennent au passé les spectacles honteux auxquels nous avait habitué le régime, quand il croyait désarmer avec le paratonnerre de la force les revendications sociales les plus légitimes. Désormais, le peuple travailleur argentin sait que les armes ne vont pas être injustement brandies par nos conscrits contre sa poitrine. En outre, ce ne sont plus seulement les travailleurs, mais aussi les industriels et tous les citoyens du pays, qui sont convaincus que la vie du plus humble et plus anonyme habitant de la République est sacrée aux yeux de ceux qui, en ce moment, portent la lourde responsabilité du gouvernement. Tout le monde sait que le président de la République a été accusé de partialité, mais pas en faveur des entreprises ni des patrons – et bien qu'injuste, mieux vaut que l'accusation ait été portée dans ce sens – mais en faveur des ouvriers. Quand les grèves dans les chemins de fer ont éclaté [...] tout le monde clamait, dans l'aveuglement d'une offuscation sanguinaire, [...] que le gouvernement faisait preuve de faiblesse parce qu'il ne résolvait pas les conflits entre le capital et le travail avec des fusils et des baïonnettes, comme se glorifiait de le faire le régime, disant que c'était ainsi que l'on montrait sa force et son énergie¹⁸.

MASSACRE AU CIMETIÈRE

Vers trois heures de l'après-midi, le cortège funèbre s'ébranla avec à sa tête l'«autodéfense ouvrière», une centaine de travailleurs armés de revolvers et de carabines. Derrière, une colonne compacte de milliers de personnes, la «gueusaille» comme aimaient les appeler les bourgeois. Le cortège s'engagea dans la rue Corrientes en direction du Cimetière de l'Ouest (La Chacarita). En arrivant à la hauteur de Yatay, face à une église catholique, quelques manifestants anarchistes commencèrent à crier des slogans anticléricaux. La réponse ne se fit pas attendre : à l'intérieur de l'église étaient postés des policiers et des pompiers qui commencèrent à tirer sur la foule, provoquant les premières victimes de la journée. Au passage de la colonne devant les armureries, quelques manifestants les prirent d'assaut et «exproprièrent» des armes de poing, des carabines et des fusils pour la «révolution sociale».

18. *Diario des Sesiones de la Cámara de Diputados, 1918-1919*, t. 5, p. 68, session du 8 janvier 1919, cité dans Hugo del Campo, «De la FORA a la CGT», dans *Historia del movimiento obrero*, vol. 3, Buenos Aires, Centro Editor de América Latina, 1985.

Sur le coup de 17 heures ce 9 janvier, l'interminable et émouvante colonne ouvrière arriva à La Chacarita, les gens se placèrent comme ils purent entre les tombes et les discours des délégués de la FORA 9 commencèrent. Au premier rang se tenaient les familles des morts. Mères, pères, fils, frères inconsolables et accompagnés dans leur douleur et leur besoin de justice par des milliers de personnes. Alors que parlait le dirigeant Luis Bernard, surgirent tout à coup, derrière les murs du cimetière, des membres de la police et de l'armée qui commencèrent à tirer sur la foule. C'était une embuscade. Les gens cherchèrent refuge comme ils pouvaient, mais morts et blessés furent nombreux. Les survivants furent poussés à coups de sabres et de crosses vers la sortie du cimetière. D'après les journaux, il y aurait eu douze morts et près de 200 blessés. La presse ouvrière parla de 100 morts et presque 400 blessés. Mais les deux versions coïncident sur un point : il n'y eut pas de pertes parmi les militaires et les policiers. L'impunité allait en augmentant. Il n'y avait pas d'antécédents de pareille tuerie d'ouvriers.

Malgré tout, le peuple mobilisé ne se découragea pas et resta dans la rue à réclamer justice et à demander à ses dirigeants de continuer la grève générale, ce qui arriva effectivement. L'agitation continuait et tandis que se produisait le massacre de La Chacarita, un bon groupe de travailleurs encercla l'usine de Vasena et fut sur le point de l'incendier. À l'intérieur se trouvaient réunis Alfredo Vasena, Joaquín Anchorena de l'Association nationale du travail et l'entrepreneur britannique – l'acheteur –, lequel, voyant l'évolution des faits, demanda protection à son ambassade, qui entra rapidement en communication avec la Casa Rosada¹⁹, d'où partit le fringant chef de police et futur vice-président de Alvear²⁰, don Elpidio González, pour parlementer avec les ouvriers et leur réclamer le calme. Ce n'était pas le meilleur moment et il ne fut pas bien reçu. Le cortège, avec le fonctionnaire à sa tête, fut attaqué, et la voiture du chef de police incendiée par la foule. González dut revenir en taxi à son bureau, mais il envoya un groupe de 100 pompiers et policiers armés jusqu'aux dents, qui firent feu sans ménagements sur la foule, provoquant – selon le communiqué de la police elle-même –, 24 morts et 60 blessés.

Dans toute la ville se produisirent des manifestations exprimant l'indignation de tous les travailleurs face à l'action répressive de l'État.

19. Note *Dial*: Le siège du gouvernement.

20. Note *Dial*: Marcelo T. de Alvear a été président de la République argentine entre 1922 et 1928.

PRESQUE UN COUP D'ÉTAT

À la tombée du jour, ce 9 janvier 1919, au milieu de la confusion générale, le général Luis F. Dellepiane²¹, Commandant de la garnison de Campo de Mayo, décida de descendre à Buenos Aires et de se présenter à la Casa Rosada. Certains racontent que lorsque Yrigoyen vit arriver le général avec sa troupe, il lui aurait offert sa démission et lui aurait dit « Général, je suis votre prisonnier », pensant qu'il s'agissait d'un coup d'État. Cela était dû aux rumeurs qui étaient parvenues jusqu'au président, et confirmées par Dellepiane, selon lesquelles, sur la route de Buenos Aires, la troupe avait été interceptée par un groupe d'officiers à la retraite qui lui proposèrent de prendre la tête d'une conspiration civilo-militaire. C'est ce que raconte le général lui-même dans un entretien accordé des années après au journal *Noticias Gráficas* :

Dans ladite semaine de janvier, en voyant Buenos Aires livrée au pillage du fait d'éléments malfaisants en pleine action et du désordre croissant que des gens mettaient à profit pour se livrer à la « chasse aux Russes » et à la persécution d'ouvriers pacifiques, j'ai pris l'initiative de me mettre en route avec les troupes de la Seconde Division sous mes ordres, et, devenu Chef Militaire suprême de la susdite, j'ai vite rétabli l'ordre. À cette occasion, des ennemis du président Yrigoyen me demandèrent d'essayer de le renverser²².

Dellepiane se montra loyal envers Yrigoyen, son vieux coreligionnaire de la Révolution de 1890, mais il imposa des conditions à sa loyauté et à celle de l'armée de terre : se montrer sévère avec les grévistes. À partir de ce moment, l'attitude hésitante du gouvernement se mua résolument en une action répressive, avec le feu vert d'Yrigoyen.

En 24 heures à peine on cantonna dans Buenos Aires plus de 10 000 hommes en uniformes entre policiers, pompiers, soldats de l'armée de terre et de la marine, tous sous le commandement de Dellepiane, qui installa son poste de commandement dans le Département central de police.

21. Luis F. Dellepiane (1865-1941) participa à la Révolution du Parc [insurrection civilo-militaire survenue le 26 juillet 1890] avec le grade de capitaine. En 1891, il fut reçu ingénieur civil à l'Université de Buenos Aires. Il fut professeur de la faculté de sciences exactes et naturelles. Il succéda à Ramón L. Falcón comme chef de police de la capitale. À ce poste, il participa activement à la répression des grévistes en 1910.

22. Dans Roberto Etchepareborda, *Yrigoyen/2*, Buenos Aires, CEAL, 1984.

Dans la matinée du 10, le général, faisant étalage de l'«obéissance due» mais s'autorisant, comme il arrive souvent, quelques libertés avec elle, harangua ses troupes en ces termes :

Messieurs, si dans un délai de 48 heures nous ne sommes pas parvenus à un retour à la normale et si la situation s'aggrave, je ferai disposer l'artillerie sur la place du Congrès²³ pour étourdir la ville à coups de canons. Et la leçon sera si exemplaire qu'au cours des cinquante années à venir personne n'osera se dresser pour perturber la vie et la tranquillité publiques²⁴.

Le général ne se limita pas aux fanfaronnades et envoya un radiogramme à tous les commissariats de Buenos Aires ordonnant d'ouvrir le feu sur tout gréviste dont le comportement paraîtrait suspect aux forces de police.

Heureusement, personne ne fit cas du général histrion. Pendant les cinquante années suivantes, le prolétariat argentin accrut son organisation et sa combativité et poursuivit la lutte pour ses droits en dépit des balles et des discours. Et cinquante ans exactement après que Dellepiane ait prononcé sa menace arrogante, dans une autre ville, la seconde du pays, tout un peuple se soulevait à nouveau contre l'injustice : ce fut le *Cordobazo*²⁵. [...]

LA LIGUE PATRIOTIQUE, ASSASSINE

Ces premiers jours de 1919, les membres «les plus remarquables de la société» furent pris d'une attaque de paranoïa. Dans leur imagination fertile fleurissaient et se multipliaient les théories du complot. La révolution bolchevique s'était produite il y avait moins de deux ans et le seul souvenir des soviets d'ouvriers et de paysans décidant du destin de la plus grande nation du monde faisait trembler ceux qui possédaient tout en Argentine. Il fallait freiner le torrent révolutionnaire. Ils commencèrent alors à se réunir pour faire pression sur le gouvernement radical, qu'ils considéraient incapable de mener la répression qu'ils souhaitaient et jugeaient nécessaire.

Selon les chefs des «bonnes» familles d'Argentine, il était nécessaire d'agir avec une sévérité qui rappellerait aux travailleurs que leur situation sociale requérait obéissance et résignation. C'est ainsi qu'un groupe

23. Sur la place du Congrès était cantonnée la Seconde Division de l'armée.

24. Carlos Echagüe, *Las grandes huelgas*, Buenos Aires, Centro Editor de América Latina, 1971.

25. Note *Dial*: Voir, dans la seconde partie de l'ouvrage, les deux textes qui lui sont consacrés.

de jeunes de ces «meilleures familles» se réunirent à la Confitería París et décidèrent «patriotiquement» de s'armer pour leur «légitime défense». Les réunions continuèrent dans les salons plus confortables du Centre naval situé à l'angle des rues Florida et Córdoba, où ils furent chaudement reçus par le très réactionnaire contre-amiral Manuel Domecq García²⁶ et son collègue le contre-amiral Eduardo O'Connor²⁷ qui s'engagèrent à donner une instruction militaire aux jeunes gens impatientes. O'Connor déclara ce même 10 janvier 1919 que Buenos Aires ne serait pas un autre Pétrograd et invitait la «vaillante jeunesse» à attaquer les «Russes et les Catalans jusque dans leurs quartiers s'ils n'osent pas venir au centre-ville». Les petits jeunes «patriotes» quittèrent le Centre naval avec des brassards aux couleurs argentines et des armes automatiques distribuées généreusement par Domecq, O'Connor et leurs complices.

Ce groupe d'abord inorganisé se constitua officiellement en Ligue patriotique argentine le 16 janvier 1919. Domecq García en occupa la présidence de manière provisoire jusqu'en avril 1919, quand les brigades élurent comme président Manuel Carlés²⁸ et comme vice-président Pedro Christophersen. [...]

À quoi se consacraient ces citoyens préoccupés par l'ordre? Les bandes terroristes armées qui opéraient sous l'enseigne de la Ligue patriotique argentine agissaient en toute impunité et avec le complet soutien et la complicité des autorités. Ils se réunissaient dans les commissariats où étaient distribués armes et brassards. Ils quittaient les bureaux de

26. Manuel Domecq García (1859-1951) participa à la dénommée Conquête du désert. Il fut commandant de la frégate Sarmiento et directeur de l'École navale. Il fut aussi observateur argentin pendant la guerre russo-japonaise et l'inspirateur de la Ligue patriotique argentine. Comme remerciement pour ses «services», il fut nommé ministre de la marine par le président Alvear. Il reçut un bel hommage posthume. Pendant la dictature (1976-1983), son collègue l'amiral Emilio Eduardo Massera baptisa de son nom les chantiers navals dans lesquels allaient se construire les premiers sous-marins argentins. Des énormes installations du chantier naval Domecq García ne sortit jamais aucun sous-marin mais dans les poches de l'amiral Massera et de ses complices entrèrent plusieurs millions de dollars.

27. Eduardo O'Connor (1858-1921), diplômé de l'École navale, réalisa des missions en France. Il participa à bord du transporteur Villarino aux travaux de délimitation des frontières avec le Chili en 1890 et 1891. Il fut aussi attaché naval en France et directeur général de l'administration du ministère de la marine.

28. Manuel Carlés (1875-1946) est né à Rosario. Après un diplôme d'avocat à l'Université de Buenos Aires, il fut professeur au Collège national de Buenos Aires et à l'École supérieure de guerre. Il fut l'inspirateur et l'*alma mater* de la Ligue patriotique argentine qu'il présida jusqu'à sa mort. Il fut le contrôleur du gouvernement d'Irigoyen pour les provinces de Salta et San Juan et participa activement depuis Buenos Aires au soutien à la répression des travailleurs en grève de Santa Cruz, qui se termina par la fusillade de 1 500 travailleurs. Il est mort le 25 octobre 1946.

la police dans des voitures dernier modèle, conduites par les jeunes oligarques et, au cri de «Vive la patrie», ils se dirigeaient vers les quartiers ouvriers, les sièges syndicaux, les bibliothèques ouvrières, le siège des journaux socialistes et anarchistes qu'ils incendiaient et détruisaient sous le regard complice de la police et des pompiers. Le quartier juif du Once fut attaqué avec acharnement par les bandes patriotiques qui se consacraient à la «chasse au Russe». Là, les synagogues et les bibliothèques Avangard et Paole Sión furent incendiées; les terroristes de la Ligue attaquaient les passants, notamment ceux dont les habits trahissaient leur appartenance à la communauté. L'agression couarde ne faisait pas de distinction d'âge ou de sexe. Les «défenseurs de la famille et des bonnes coutumes» frappaient à coups de matraques et de crosses de revolvers les personnes âgées et traînaient par les cheveux femmes et enfants. [...]

Apprenant ces incidents qui prirent par surprise les habitants du Once, dans quelques quartiers, comme La Boca, les voisins commencèrent à prendre des précautions et les petits jeunes de la Ligue, s'ils se lançaient à l'attaque, seraient bien reçus. Dans le quartier connu comme la «Terre de feu», car il était habité de nombreux anarchistes qui étaient passés par la prison d'Ushuaia, on les attendait de pied ferme. Hommes, femmes et enfants, armés de ce qu'ils pouvaient, préparèrent la défense. Depuis les terrasses, ils leur jetèrent de l'eau bouillante et des pierres et les francs-tireurs ouvrirent le feu sur les voitures de la Ligue. [...] Les enfants «bien» de la Ligue ne remirent pas les pieds à la Boca... [...]

LE TRIOMPHE DE LA GRÈVE

Enfin, le 11 janvier, le gouvernement radical parvint à un accord avec la FORA 9, basé sur la libération des prisonniers (qui étaient plus de 2000), une augmentation des salaires de 20 à 40% selon les catégories, l'établissement d'une journée de travail de 9 heures et la réintégration de tous les grévistes renvoyés. Peu après les autorités de la FORA et du Parti socialiste décidèrent la reprise du travail.

Le journal du soir *La Razón* titrait: «La grève est terminée, maintenant les pouvoirs publics doivent rechercher les promoteurs de la rébellion, de cette rébellion dont la FORA et le PS rejettent la responsabilité...²⁹» Mais la douleur et la commotion populaire persistaient. Les travailleurs

29. *La Razón*, 11 janvier 1919.

se montraient réticents à reprendre le travail. Dans les assemblées syndicales, les motions pour continuer la grève se succédèrent. Pour sa part, la FORA 5 s'opposa catégoriquement à mettre un terme à l'épreuve de force et décida de « continuer le mouvement en guise de protestation contre les crimes d'État³⁰ ».

Finalement, le mardi 14 janvier, le chef du pouvoir exécutif de fait, le général Dellepiane, reçut séparément les responsables des deux FORA et accepta leurs conditions concordantes pour retourner au travail; celles-ci incluaient « la suppression par les autorités de la démonstration de force » et le « respect du droit de réunion ». Mais passant par-dessus le général, la police et les membres de la Ligue patriotique s'accordèrent le plaisir qu'ils avaient retardé: ils mirent à sac et détruisirent le siège de *La Protesta*. Ce qui motiva la menace de démission de Dellepiane, qui fut rejetée le lendemain par le président Yrigoyen lui-même, qui, en outre, ordonna de rendre effective la mise en liberté de tous les détenus.

Le jeudi 16, Buenos Aires était presque une ville normale: les tramways circulaient, il y avait de la nourriture sur les marchés, et cinémas et théâtres rouvrirent leurs portes. Les troupes furent ramenées dans leurs casernes et les travailleurs du rail reprirent lentement leurs services. Plus tard, le lundi 20, les ouvriers de Vasena, après avoir vérifié que toutes leurs revendications avaient été satisfaites et qu'il ne restait aucun camarade renvoyé ou sanctionné, décidèrent de revenir à leur poste de travail.

Selon l'historien anarchiste Diego Abad de Santillán:

La révolte populaire dura plusieurs jours. Il a manqué alors la capacité pour canaliser les énergies du peuple et lui offrir un objectif révolutionnaire immédiat. Au sein du mouvement ouvrier, il n'y avait pas d'hommes d'un prestige suffisant pour canaliser l'esprit combatif des grandes masses. Les organisations ouvrières n'étaient pas non plus en conditions. De plus, le mouvement fut inattendu et surprit tout le monde, ceux d'en haut comme ceux d'en bas. Ce fut une explosion instinctive de solidarité prolétarienne, mais pas un mouvement préparé et orienté vers quelque chose de plus³¹.

La rébellion sociale dura exactement une semaine, du 7 au 14 janvier 1919. La grève avait triomphé mais à un coût énorme. Le prix ne fut pas fixé par les travailleurs mais par les maîtres du pouvoir, qui firent du conflit un bon témoignage de leur épreuve de force avec le

30. Cité dans Diego Abad de Santillán, *La FORA*, Buenos Aires, Nervio, 1933.

31. *Idem*.

gouvernement, sur lequel ils parvinrent à faire pression aux moments les plus graves et à lui imposer leur volonté de répression.

TRÈS BIEN : 10, AVEC FÉLICITATIONS

Il n'y eut pas de sanctions pour les forces de répression, les mots «erreurs ou excès» ne furent pas même prononcés; au contraire, le gouvernement félicita les officiers et les troupes chargées de la répression et parla à nouveau de «subversion» :

Au nom de son Excellence, Monsieur le Président de la Nation, j'ai la très grande satisfaction de féliciter le personnel des officiers et de la troupe de l'armée de terre et de la marine, pour la manière digne de louanges avec laquelle il a su juguler le mouvement subversif, étranger à la nation, qui a éclaté dans cette capitale³².

De son côté, Dellepiane, le chef de la répression, dicta l'ordre du jour suivant :

Je veux adresser au digne et vaillant personnel qui a coopéré avec les forces de l'armée de terre et la marine à l'étouffement de l'émeute brutale et inique mes paroles de gratitude les plus sincères, en même temps que le désir que les membres de toute hiérarchie de si nobles institutions, chargées de sauvegarder les intérêts les plus sacrés de cette grande métropole, sentent palpiter leur poitrine uniquement sous l'impulsion de nobles idéaux, les présentant comme une cuirasse invulnérable à l'incitation malsaine par laquelle on veut déguiser des buts inavouables et de lâches appétits.³³

L'ambassadeur d'Yrigoyen en Grande-Bretagne, Álvarez de Toledo, tranquillisa les investisseurs étrangers dans un entretien accordé au *Times* de Londres et reproduit par *La Nación* :

Les récents conflits ouvriers dans la République argentine ne furent rien de plus qu'un simple reflet d'une situation commune à tous les pays et l'application énergique de la loi de résidence, et la déportation de deux cents meneurs ont suffi pour bloquer la progression du mouvement, qui est actuellement dompté. [Il ajouta que] la République argentine reconnaît pleinement la dette de gratitude envers les capitaux étrangers, et tout spécialement envers les Britanniques pour leur participation active au développement du pays, lequel est disposé

32. *La Nación*, 18 janvier 1919.

33. *La Nación*, 14 janvier 1919.

à offrir toutes sorte de facilités pour un nouveau développement de leur activité³⁴.

En guise de bilan, *La Nación* écrivait :

Tous les partis politiques, tous les hommes remarquables ont été aux côtés du gouvernement, surtout quand ils ont réalisé la gravité que pouvait avoir le mouvement ; les ennemis les plus acharnés du radicalisme se sont joints à l'action de l'autorité : les journaux d'opposition les plus virulents ont tempéré leurs articles et mis une sourdine à leurs plaintes ; des institutions, nées uniquement pour combattre le gouvernement, lui offrirent de se mettre dans les rangs de l'ordre sous l'égide de la liberté et la démocratie. Ce fut un spectacle réconfortant et beau³⁵.

DONATIONS D'ÂMES CHARITABLES

Les secteurs les plus puissants de la société se montrèrent très reconnaissants envers les membres des forces répressives et voulurent les récompenser par la seule chose qui intéresse les deux parties à l'heure des hommages : l'argent. Les entreprises bénéficiaires de la « discipline sociale », les dames d'œuvre et autres entités de « bien public » commencent les collectes « pour les défenseurs de l'ordre ». En voici le détail dans *La Nación* :

Dans le local de l'Association du travail, s'est réunie hier la Junte directrice de la Commission pro-défenseurs de l'ordre, que préside le contre-amiral Domecq García, et diverses résolutions d'importance ont été adoptées. Il a été décidé de désigner des commissions spéciales qui auront à charge la collecte des fonds dans la banque, le commerce, l'industrie, le barreau, etc., et adopté diverses dispositions tendant à répartir une obole équitable dans tous les foyers des défenseurs de l'ordre. Des comptes spéciaux ont été ouverts dans plusieurs banques sous l'intitulé Commission pro-défenseurs de l'ordre, pour que les donateurs puissent y déposer les fonds. [...] L'entreprise du chemin de fer de l'Ouest a décidé d'apporter une contribution de 5 000 pesos au fonds de la souscription nationale lancée en faveur des Argentins qui ont eu en charge la tâche de rétablir l'ordre lors des récents événements. Un groupe de jeunes demeurant dans la section 15 de la police a commencé une collecte parmi les voisins afin de donner une somme

34. *La Nación*, Buenos Aires, 13 juillet 1919.

35. *La Nación*, 12 janvier 1919.

d'argent aux agents appartenant à ce commissariat, en raison de leur action lors des derniers événements³⁶.

La commission centrale pro-défenseurs de l'ordre a reçu hier les montants suivants :

Frigorífico Swift	\$ 1 000
Club français	500
Eugenio Mattaldi	500
Escalada y Cía	100
Leng Roberts y Cía	500
Juan Angel López	200
Matías Errázuriz	500
Horacio Sánchez y Elía	7 000
Jockey Club	5 000
Cía. Alemana de electricidad	1 000
Arable King y Cía	100
Elena S. de Gómez	200
Las Palmas Produce Cía	1 000
Mac Donald	300
Frigorífico Armour	1 000

La liste ouverte par *La Nación* pour les familles des hommes tombés en défendant l'ordre a reçu hier les apports suivants³⁷ :

Somme antérieure	15 413,10
Podestá Hermanos	30
Juan B. Podestá	25
Total	15 468,10

BÊTES FAUVES AFFAMÉES

Personne ne se souvient des familles des 700 morts et des plus de 4 000 blessés. C'était des gens du peuple, c'était des travailleurs, c'était, selon les termes de Carlés, des « insolents » qui avaient osé défendre leurs droits. Pour eux, il n'y eut pas de « souscriptions », ni de donations pour ces veuves avec enfants, plongés dans la tristesse et la pauvreté les plus

36. *La Nación*, 16 janvier 1919.

37. *La Nación*, 6 février 1919.

absolues, pour les fils du peuple il n'y eut aucune consolation. La charité avait un seul visage.

Ce fut seulement plusieurs mois après la fin de la répression de la Semaine tragique, que les dames d'œuvres et la hiérarchie de l'Église catholique lancèrent une collecte pour réunir des fonds afin de faire l'aumône aux familles les plus nécessiteuses. À l'évidence, elles le faisaient pour leur propre défense. Si quelqu'un garde encore quelque doute, voici un extrait du texte de lancement de la Grande Collecte nationale :

Dis-moi, pourrais-tu faire moins, si tu te voyais traqué(e) par une bande de bêtes fauves affamées, que de leur jeter des morceaux de viande pour apaiser leur fureur et leur fermer la bouche? Les barbares sont déjà aux portes de Rome³⁸.

38. José Luis Romero, *Las ideas en la Argentina del siglo XX*, Buenos Aires, FCE, 1987.

ARGENTINE

LA PATAGONIE REBELLE: GRÈVE ET MASSACRE DES TRAVAILLEURS RURAUX DES ESTANCIAS DE SANTA CRUZ (1921)

FELIPE PIGNA¹

Ce second texte de l'historien argentin Felipe Pigna est consacré à la rébellion, réprimée dans le sang, des travailleurs ruraux des estancias de la province de Santa Cruz, en Patagonie (1921). Pour plus de détails sur le sujet, on peut se reporter à la version en un tome de la recherche très complète de l'historien Osvaldo Bayer, traduite en français en 1996². Un film a été aussi réalisé à partir de ce travail de recherche par Héctor Olivera (La Patagonia rebelde, 1974).

Deux ans après la Semaine tragique, éclata dans la province de Santa Cruz une longue grève des travailleurs ruraux enrôlés dans la Fédération ouvrière de Río Gallegos affiliée à la FORA. Le prix de la laine et de la viande de mouton, produits principaux de la région, avait nettement grimpé durant les années de la Première Guerre mondiale, générant une notable prospérité pour la poignée de propriétaires des millions d'hectares et de moutons de Patagonie. Bien entendu, cette prospérité ne s'était pas répercutée sur les travailleurs, qui continuèrent à toucher des salaires de misère, à vivre et travailler dans des conditions infra-humaines. Mais, à la fin de la guerre, la demande baissa et avec elle le prix des exportations de biens primaires de Patagonie; c'est

1. Felipe Pigna, *Los mitos de la historia argentina*, 3, *Desde la ley Saenz Peña a los albores del peronismo*, Buenos Aires, Planeta, 2006, dernière partie du chapitre 3 «La dignité rebelle. Le mouvement ouvrier durant les présidences radicales», p. 93-104. Traduction: Sylvette Liens pour *Dial*.

2. Osvaldo Bayer, *La Patagonia rebelde*, Coyhaique, Sombrayén, [2001] 2009. Osvaldo Bayer, *La Patagonia rebelde*, 4 vol., édition définitive, Buenos Aires, Planeta, [1980] 1992-1997. Osvaldo Bayer, *La Patagonie rebelle: 1921-1922, chronique d'une révolte des ouvriers agricoles en Argentine*, La Bussière, Acratie, 1996.

alors que les *estancieros* [grands propriétaires terriens] et les patrons des frigorifiques voulurent s'associer à leurs travailleurs, évidemment dans le but de partager leur déficit. À l'été 1921, ils décidèrent de renvoyer des employés et de baisser unilatéralement les salaires déjà misérables.

APPEL AU MONDE CIVILISÉ

Mais l'organisation ouvrière réagit immédiatement en lançant une campagne de syndicalisation massive et en émettant un communiqué adressé «Au monde civilisé» qui disait ceci :

Les *estancieros* entendent continuer à traiter leurs ouvriers salariés de manière brutale comme ils l'ont fait jusqu'à présent, les confondant avec les serfs de la glèbe et les esclaves, et les transformant en nouveau produit de marchés répugnants, dans lesquels le cours de l'homme n'atteint pas, pour ses exploités, le cours du mulet, du mouton et du cheval ; en effet, au jour d'aujourd'hui, les *estancieros* considèrent qu'un homme peut être remplacé par un autre sans le moindre coût, alors que n'importe laquelle de ces bêtes coûte une somme déterminée qu'il faut payer³.

La Fédération présenta une liste de revendications aux *estancieros* avec des demandes de base, qui n'incluaient pas d'augmentations salariales mais qui visaient à humaniser leurs conditions de vie dans les *estancias* ; mais le document fut rejeté d'emblée par les patrons. La Fédération convoqua une assemblée qui décréta la grève générale. Comme dans beaucoup d'*estancias* les travailleurs commencèrent à être expulsés de force et des campements d'ouvriers déplacés se formèrent. Ceux-ci s'unirent et décidèrent de s'emparer de quelques *estancias* et d'exproprier des chevaux et de la nourriture, contre des reçus émis par la Fédération. En arrivant à l'*estancia* La Anita, propriété des Menéndez Behety, les grévistes furent accueillis par les balles des forces de police. Les travailleurs se défendirent, tuèrent le sergent Sosa et son chauffeur et blessèrent un caporal et le sergent Jorge Ernesto Pérez Millán Témperley. Quelques heures plus tard, lors d'un autre affrontement, l'ouvrier Gracián et l'agent Peralta trouveront la mort.

Les journaux magnifièrent l'épisode, parlant de l'insurrection de la Patagonie, des bandits du Sud. Voici ce que disait *La Prensa* :

Les principaux industriels, commerçants et *estancieros* de Río Gallegos

3. Osvaldo Bayer, *La Patagonia rebelde*, Buenos Aires, Hyspamérica, 1985.

envoyèrent un télégramme au ministère de l'intérieur, demandant qu'on envoie un régiment de cavalerie afin d'en finir avec les dévastations dont est victime la région de la part d'une bande de prétendus grévistes. Il faut empêcher la reproduction d'événements aussi graves et honteux que ceux qui ont lieu en ce moment à Santa Cruz⁴.

Le gouvernement radical, sous la pression des confédérations patronales, envoya le lieutenant-colonel Héctor Benigno Varela, qui avait activement participé à la répression de la Semaine tragique sous les ordres de Dellepiane. Le militaire étudia la situation et rédigea un rapport dans lequel il concluait que les responsables de la situation étaient les *estancieros*, en raison des niveaux d'exploitation auxquels étaient soumis les péons; il rédigea aussi un projet d'accord pour résoudre le conflit. Cet accord, qui répondait aux demandes des ouvriers et les obligeait à déposer les armes, restituer les biens pris dans les *estancias* et livrer les otages, fut signé avec une saveur de victoire par la Fédération et à contrecœur par les patrons.

Sa mission accomplie, Varela et son régiment, le 10^e de cavalerie, s'apprêtèrent à partir. Avant l'embarquement, un *estanciero* fut assailli par le doute quant au maintien de la paix sociale et dit à Varela: «Vous partez et cela va recommencer.» Varela lui répondit: «S'ils se soulèvent à nouveau, je reviendrai et je les fusillerai par dizaines⁵.»

L'*estanciero* avait raison, sauf que ceux qui ne respectèrent pas l'accord ne furent pas les ouvriers mais les *estancieros*, pour lesquels l'accord resta lettre morte. Ils ne payèrent même pas les salaires en retard et les renvois commencèrent. Après de longues délibérations, la Fédération décida de reprendre la lutte, avec la même méthodologie que lors de la première grève. Ses dirigeants parcourront tout le territoire de la province pour garantir l'effectivité de la mesure: Ramón Outerello, espagnol, garçon de café de profession, appelé par ses compagnons «le colonel», commandait les grévistes de la zone centrale et coordonnait tout le mouvement; Antonio Soto, le secrétaire de la Fédération, acteur de théâtre, fut désigné chef en second et commandait ses compagnons du Sud; le conducteur de bétail José Font, originaire d'Entreríos – alias «Facón Grande⁶» – était le troisième chef et commandait les grévistes

4. *La Prensa*, 17 janvier 1921.

5. *La Patagonia rebelde*, op. cit.

6. NdT: Le *facón* est un grand couteau utilisé par les *gauchos*.

du nord de Santa Cruz. La tâche porta ses fruits et, à la fin d'octobre, tout le territoire de la province était en grève.

CETTE MAUDITE OBÉISSANCE DUE

Devant la gravité des faits, le gouverneur intérimaire de la province demanda l'aide du gouvernement national, lequel à son tour était soumis à la pression de l'ambassadeur de Grande-Bretagne et du chargé d'affaires des États-Unis, qui se présentèrent devant le chancelier Honorio Pueyrredón pour lui demander de garantir la vie et les propriétés de leurs sujets habitant à Santa Cruz. Le gouvernement décida d'envoyer à nouveau le lieutenant-colonel Varela. Osvaldo Bayer a recueilli différentes versions sur les ordres reçus par le militaire :

Le sénateur national radical Bartolomé Pérez nous a signalé que les instructions données à Varela d'instituer la loi martiale et de procéder avec une extrême rigueur émanaient du premier mandataire lui-même et furent transmises à Varela par le ministre de la guerre, le docteur Julio Moreno : « Il faut liquider la situation de n'importe quelle manière » fut la consigne. D'autres dirigeants radicaux nous ont indiqué, au contraire, que Varela avait agi sur ordre direct de l'armée, plus précisément du commandant de la 2^e division, le général Dellepiane⁷.

Varela arriva à Río Gallegos, refusa de recevoir les délégués de la Fédération et lança une ordonnance décrétant la peine de mort pour les « subversifs », alors même que le 1^{er} octobre le Congrès national avait aboli la peine capitale, grâce au vote majoritaire du bloc radical.

Il est intéressant de signaler qu'avant le début de sa tuerie Varela remit le rapport suivant au gouvernement, où il reconnaît que les propriétaires des *estancias* et les journaux qui leur font écho ont exagéré les choses :

Je peux assurer que les notes que l'on reçoit ici – même celles que peut transmettre le gouvernement de la province – sont exagérées. Je reviens d'une visite à de nombreuses *estancias* situées au sud du territoire qui, d'après les communications reçues au ministère, ont été assaillies. Aucune d'entre elles ne présente de dégradations sur les bâtiments ou les outils de travail, sauf celle de M. Ibón Noya, dont on a brûlé le hangar de tonte. Les *estancias* sont toutes désertées par leurs administrateurs et propriétaires, et beaucoup restent sans personne pour s'occuper d'elles ; pourtant, aucune n'a été pillée. Les péons de la plupart des *estancias* et quelques contremaîtres se sont mis en grève et

7. *La Patagonia rebelde, op. cit.*

actuellement il y a de nombreux groupes encadrés par des individus défavorablement connus, les mêmes qui sont intervenus dans le mouvement de grève de l'an passé, et dont j'avais recommandé l'arrestation au gouverneur du territoire après les avoir soumis. Les troupes sous mes ordres s'emploient avec zèle à les soumettre ; quelques-uns se sont déjà présentés au travail. Je crois que bientôt la tranquillité et l'ordre seront rétablis. La situation que traverse le territoire n'est pas alarmante⁸.

Malgré ses déclarations, Varela lança une féroce répression contre les grévistes, contre ceux qui avaient « osé » défendre leurs droits et défié le pouvoir. *La Vanguardia* décrit clairement l'enchaînement des événements à partir de l'arrivée de Varela et de ses troupes auxquelles s'incorporent des *estancieros* affiliés à la Ligue patriotique argentine. Tout péon est suspect et une véritable « chasse au gréviste », comme l'appelle le journal socialiste, est lancée. Le journal radical *La Época* alerte sur la campagne de propagande des *estancieros* :

Dans les informations officielles, on ne cite pas un seul attentat à la vie des habitants, ni un seul outrage à l'honneur des personnes. Tout ce qu'ont pu dire sur le sujet les grands journaux du matin est parfaitement faux. Les grévistes séditieux se sont conduits avec une correction et une prudence louables, se limitant en général à faire des réquisitions de vivres et d'armes dans les *estancias* et à emmener comme otages quelques propriétaires ou administrateurs qui refusaient d'accepter les conditions imposées par les ouvriers. Quand ils furent attaqués par un petit contingent de troupes, ils se dispersèrent ou se livrèrent ; seuls résistèrent les éléments délinquants qui exploitaient l'état d'esprit des travailleurs⁹.

Varela commença à donner satisfaction à son camp et à son désir de revanche de classe. Une à une les *estancias* furent récupérées. Facón Grande avait commandé ses compagnons dans le seul combat livré entre la troupe et les grévistes, au cours duquel mourut l'unique victime du régiment de Varela. Facón pensait que dans un train arrivaient des briseurs de grève et il voulut l'arrêter. Lui et ses compagnons firent reculer la troupe commandée par Varela en personne. L'affront était trop énorme pour l'honneur du lieutenant-colonel. José Font avait peu à peu perdu son nom : pour tous, il était désormais Facón Grande, ce

8. Télégramme de Varela au ministère de la guerre, reproduit dans *La Prensa* du 21 novembre 1921.

9. *La Época*, 28 décembre 1921.

gaucho noble, propriétaire d'un contingent de véhicules, jouissant d'une relative aisance, qui s'était joint à la grève parce qu'il ne supportait pas une telle injustice. Les gens venaient lui demander des conseils, pour savoir comment affronter les mesures arbitraires de leurs patrons. C'était un exemple pour les péons de la campagne, qui appréciaient sa cohérence et le suivaient jusqu'à la mort. Facón était l'une des cibles les plus recherchées de Varela. Il savait qu'il n'en viendrait pas à bout dans un combat loyal et il décida de le capturer en le piégeant par une ruse. Il lui fit parvenir un télégramme dans lequel il lui offrait de parlementer sur la base de la convention signée avec son aval. Le digne *gaucho* d'Entreríos, se fiant à l'institution créole de la parole donnée, arriva flanqué d'un délégué. À peine était-il arrivé et avait-il annoncé qu'il venait parlementer que le regard de Varela se dirigea vers un groupe de soldats et ordonna sèchement «arrêtez-le», tandis qu'un second de Varela tirait impunément sur le *gaucho* Cuello, délégué de la Fédération qui accompagnait Font, le tuant sur le coup. Ce ne fut pas facile de maîtriser Facón, qui résista jusqu'au dernier moment. Finalement il fut pris et on lui lia les mains. Varela, avec son regard glacé, leva la main, cacha son pouce, ne laissant voir que quatre doigts. Ses subordonnés connaissaient bien le langage des signes de leur chef : quatre tirs. Facón n'arrêta pas d'insulter celui qui le fusillait et il tomba dignement, comme il avait vécu, sous les balles du 10^e de cavalerie.

MASSACRE À LA ANITA

Les travailleurs réunis à La Anita, une des *estancias* Menéndez Behety, cernés par les troupes de Varela, envoyèrent la note suivante au lieutenant-colonel :

Nous venons vous demander, au moyen de la présente portée par deux ouvriers sincères, d'avoir la bonté, dont nous vous saurons gré, de nous indiquer les conditions exigées par l'armée nationale que nous sommes disposés à respecter, pourvu que notre vie soit garantie face aux autorités policières qui ne nous inspirent aucune confiance. Nous avons en notre pouvoir 80 prisonniers, 3 000 chevaux, 450 fusils, 300 revolvers, 15 000 balles pour fusils et 3 000 pour revolvers ; tout cela, nous sommes prêts à le livrer à l'armée si sont suffisamment garanties nos vies et notre liberté pour retourner au travail dans les conditions que M. le Chef du 10^e de cavalerie, Monsieur Varela, nous a fixées l'an dernier. Nous, les ouvriers, avons la conviction que la magnanimité, propre à tout militaire d'honneur, nous sauvera de

la rapacité de messieurs les latifundistes de la Patagonie exploitant les terres qui appartiennent au gouvernement fédéral. Il nous tarde d'avoir une réponse de votre part¹⁰.

Varela leur répondit que la reddition serait sans conditions et qu'ils avaient trois heures pour y réfléchir avant qu'il «ne dézingue tout le monde». Dans une assemblée présidée par Antonio Soto, ils délibérèrent sur la poursuite de la lutte ou la reddition sans conditions aux troupes de Varela. Soto et d'autres dirigeants avertirent leurs compagnons de ne pas se fier au lieutenant-colonel et de ne pas se livrer car ils seraient massacrés. Il les avait déjà déclarés coupables, coupables parce que, tout travailleurs qu'ils étaient, ils avaient osé se rebeller contre l'injustice.

L'assemblée décida à une ample majorité de se rendre. C'était une fin insupportable pour Soto, qui, pour la première fois, désobéit à la décision de la majorité et décida de partir au Chili avec un groupe de compagnons. Aux travailleurs de La Anita qui se rendirent, environ 400, on fit subir un traitement pire qu'au bétail sur le chemin de l'abattoir. D'abord ils furent dépouillés complètement de leurs rares biens matériels par les «défenseurs de la propriété privée»: alliances de mariage, *rastras*¹¹, argent, chèques de paie, montres, petites chaînes en or, harnais et même les *quillangos*¹² et les couvertures.

Le butin fut réparti entre la troupe, en suivant bien sûr l'ordre hiérarchique: l'or et l'argent pour les officiers, le reste pour la troupe. Ensuite ils durent passer par d'étroits enclos où la soldatesque les frappa tout à son aise et finalement ils furent rasés avec les machines pour la tonte des moutons et enfermés dans les hangars de l'*estancia*. Là, assis dos contre dos, chacun devait tenir une bougie pour qu'il soit mieux surveillé. D'autres qui avaient été trouvés porteurs de «vêtements d'*estancieros*», furent mis tout nus et attachés aux barbelés de la clôture. Au matin, on les trouva morts de froid. Le reste fut réveillé violemment et obligé de se ranger en deux longues colonnes. Varela, en personne, accompagné des *estancieros* et membres de la Ligue patriotique – l'Anglais Gerardo Dobreé, patron d'une *hacienda* de Santa Cruz; Robert Saller, États-Unien, propriétaire du garage Auto Equipo de Santa Cruz; Alan Mac Donald, Anglais, gérant en Amérique du Sud de la maison Cooper & Nephews; Otto Huich, Allemand, inspecteur de la S.A. Importadora y

10. *El Trabajo*, 28 décembre 1921.

11. Ndt: Les *rastras* sont des ceintures de gaucho avec boucle et monnaies d'argent fixées sur le cuir.

12. Les *quillangos* sont des peaux utilisées pour se protéger du froid.

Exportadora de la Patagonia; Jacinto Nogore; Vittorio Brun et Aníbal Bosso¹³, entre autres –, identifiaient les délégués des *estancias*. L'*estanciero* Bond fit fusiller 37 péons de son *estancia*, parce qu'il lui manquait 37 chevaux. Les délégués identifiés, les suspects, les pas sympathiques ou pas assez complaisants, ceux à qui les propriétaires devaient plus de trois mois de paie, tous tombèrent sous les balles du 10^e régiment de cavalerie commandé par Héctor Benigno Varela, lequel avait auparavant fait creuser à chacun sa propre tombe. Au total quelque 1 500 travailleurs furent sauvagement fusillés, illégalement et illégitimement, dans tout le territoire de Santa Cruz. Aucun ne fit l'objet d'une plainte pour un délit quelconque, aucun ne fut accusé de quoi que ce soit devant les tribunaux, aucun ne put disposer du droit légitime de défense ni des droits garantis par l'article 18 de la Constitution nationale. Pour eux, il n'y eut pas de loi, il n'y eut que la mort. *La Razón*, lié à la Ligue patriotique, déclarait :

Il n'y a pas lieu de considérer ce qui s'est passé après la reddition des séditieux. Nous ne voulons pas nous faire l'écho de ce que l'on nous a raconté, parce qu'il s'agit de faits du passé. En général, les péons réclamés par les propriétaires terriens sont revenus librement de La Anita. On ne connaît pas avec exactitude le nombre de fusillés à Lago Argentino¹⁴.

Une fois la tâche finie, Varela donna quartier libre à la troupe. À Puerto San Julián se produisit alors un merveilleux épisode de résistance. Les travailleuses du sexe du bordel La Catalana refusent de «s'occuper» des hommes de Varela et les jetèrent dehors à coups de balais en leur criant «assassins de travailleurs». Les vaillantes femmes furent arrêtées mais durent être libérées «*por falta de méritos*» – par manque de chefs d'accusation. S'il y eut des personnes qui firent preuve de mérites, ce furent bien ces femmes courageuses de San Julián, pour lesquelles Osvaldo Bayer réclame depuis des années un monument¹⁵.

13. *Patagonia rebelde*, op. cit.

14. *La Razón*, 29 décembre 1921.

15. Nous nous joignons à notre cher professeur dans sa demande et nous avons confiance qu'elle sera satisfaite comme ce fut le cas pour le beau monument qui se dresse dans les solitudes de la route 3 en hommage au courageux *gaucho* tant aimé Facón Grande, et pour la rue Antonio Soto, en plein centre de Río Gallegos, tandis que nous attendons un monument pour cet extraordinaire dirigeant syndical qu'était Antonio Soto, comme celui qu'il a dans sa Galice natale; ce serait, à travers lui, rendre hommage à tous ces héroïques lutteurs sociaux de la Patagonie, qui sont tombés en rêvant d'un monde meilleur.

MISSION ACCOMPLIE

Sa sanglante mission accomplie, Varela retourna à Buenos Aires et – noblesse et obéissance due obligent – eut une entrevue avec le ministre de la guerre. À la sortie du «conclave», il fit les déclarations suivantes, dans lesquelles il prenait les devants de ses futurs collègues des années 1970 et attribuait tout à un complot subversif :

Mon avis sur le mouvement qui s'est produit est concluant en ce qui concerne son organisation. Il ne s'agit pas d'un fait isolé, mais il répondait plutôt à un vaste plan d'altération de l'ordre dans tout le pays. Diverses communications, dignes de foi, et des documents confisqués à des révoltés accréditent ce que je dis, ce à quoi il faut ajouter qu'en général on a pu remarquer une nette tendance à s'opposer à tout ce qui représentait l'existence légale de la Nation, à l'intérieur de laquelle vivaient les rebelles, dans leur majorité étrangers. Le peu d'attention que prêtèrent dans un premier temps les autorités civiles et leur carence en matière de recours et de moyens permirent à la révolte de débiter dans les meilleures conditions, suivie immédiatement du soulèvement, grâce à l'empire des exactions commises et alors qu'ils augmentaient leurs parcs d'armes, de chevaux, d'automobiles et d'approvisionnements, réquisitionnant par la force tout ce qu'ils trouvaient sur leur passage et effectuant une véritable levée de civils, destinés en partie à leurs cadres de combat et le reste à servir d'otages dans les éventualités les plus difficiles¹⁶.

Quelques-uns espéraient une sanction, une demande de rapports, quelque chose qui traduirait la préoccupation d'Yrigoyen pour ce massacre désormais connu de tous. Le président récompensa Varela en le nommant directeur de l'École de cavalerie de Campo de Mayo. Peu après, on lui rendit hommage par un grand banquet offert par la Ligue patriotique argentine. Au dessert, son ineffable président, Manuel Carlés, prit la parole en ces termes :

Les dianas de la Ligue patriotique argentine saluent les magnifiques escadrons du 10^e et du 2^e de cavalerie qui ont restauré l'ordre dans les confins de la République. Quand le désordre parada dans les espaces du Sud, ruinant la civilisation naissante de la Patagonie, les troupes de ligne se rendirent là-bas pour accomplir de nouveau la mission de protéger la vie, l'honneur et la fortune dans la Nation ; la Ligue patriotique se rendit aussi là-bas, apportant la parole persuasive aux

16. Déclarations de Varela à *La Nación*, 26 janvier 1922.

cœurs émus. [...] La Ligue patriotique est une école de morale pour purifier les vertus civiques et c'est une caserne où l'on apprend à défendre l'ordre et à faire respecter la nationalité. En cet instant nous représentons la gratitude argentine en honorant le mérite des braves qui ont restauré l'empire des institutions nationales dans le sud de la République¹⁷.

QUATRE COUPS DE FEU

Le 27 janvier 1923, il faisait chaud au lever du jour. Le commandant Varela se disposait à quitter sa maison pour remplir ses devoirs militaires à Campo de Mayo. L'homme était tranquille, il avait gagné un énorme prestige auprès de la majorité de ses compagnons d'armes et des secteurs les plus fortunés, et donc conservateurs, de la société pour son massacre de Patagonie. Mais la vie lui réservait un autre destin. Il avait à peine descendu les escaliers de sa maison, sise au numéro 2461 de la rue Fitz Roy dans le quartier de Palermo, quand vint à sa rencontre un homme grand et mince qui, sans lui dire un seul mot, lança sur lui une bombe et lâcha quatre coups de feu, les fameux quatre tirs qu'il ordonnait avec ses doigts pour économiser ses mots. Maintenant c'était lui qui les avait reçus et il gisait sur le trottoir de sa propre maison. Quelque chose avait mal tourné, il ne s'attendait pas à cette fin, mais il était là, assassiné par un anarchiste, sûrement étranger. Il parvient à lancer une insulte putassière à son agresseur, qui lui répond seulement : «J'ai vengé mes frères.» L'attaquant fut lui aussi blessé, parce qu'au moment où il lançait la bombe sur Varela une fillette de 9 ans passa, et pour qu'elle ne soit pas touchée il interposa son corps entre l'engin et la petite qui s'en sortit indemne.

Le lieutenant-colonel ne se trompait pas. Son tueur était anarchiste et il était étranger, allemand pour être plus précis, âgé de 36 ans. Il s'appelait Karl Gustav Wilckens et il put être facilement arrêté par les agents Adolfo González Díaz et Nicanor Serrano, qui le conduisirent au commissariat 31. Wilckens déclarera aux journalistes du quotidien *Crítica* :

Voici des muscles de travailleur et si j'avais résisté aux agents qui m'ont arrêté, ils auraient eu du mal à me soumettre, mais je me suis livré et malgré tout, ils m'ont mis des chaînes si brutalement que mes os craquaient. Ils me font mal encore aujourd'hui. De même, malgré ma grave blessure à la jambe, ils m'emmenèrent à pied jusqu'au

17. Bibliothèque de la Ligue patriotique argentine, Buenos Aires, 1922.

local du commissariat à cinq pâtés de maisons du lieu de l'action. En aucune partie du monde on ne m'a mis des chaînes si fortes, si douloureuses¹⁸.

L'attentat de Wilckens fut salué par de nombreuses corporations du pays et par le journal *La Protesta* :

Un exemple digne d'être imité est celui des travailleurs fédérés de Puerto Ingeniero White qui aujourd'hui, en assemblée et d'un commun accord, ont décidé d'organiser une collecte au bénéfice du camarade Wilckens; celui-ci a donné un exemple d'altruisme et d'abnégation et a fait preuve d'une conscience saine au regard de l'idéal anarchiste, à l'inverse de la vie misérable de celui qui fut le plus méprisable des représentants dégénérés de la force brute, le tragique et canaille lieutenant-colonel Varela, bras exécuteur du massacre systématique des travailleurs fédérés du territoire de Santa Cruz. Que volent donc nos paroles de soutien vers notre compagnon Wilckens qui, par son geste magnifique, a démontré à la canaille enorgueillie jusqu'où peut aller un homme dans sa soif de vengeance en faveur de la justice du peuple. Camarade Wilckens, justicier! Tous les travailleurs t'envoient le salut du cœur; tous les hommes dotés de conscience sont de ton côté. Salut, ami très cher¹⁹!

Wilckens fut immédiatement inculpé, son cas tomba entre les mains du juge Malbrán, qui décida le transfert de l'anarchiste du pénitencier national à la prison de Caseros. Dans la nuit du 15 juin 1923, un membre de la Ligue patriotique pénétra sans encombre dans la prison, déguisé en gardien de prison et Mauser au poing. Il se rendit directement dans la cellule de Wilckens, qui était dans son lit, et lui tira un coup de feu dans la poitrine. L'homme s'appelait Jorge Ernesto Pérez Millán Témperley, il avait activement participé au massacre de Patagonie et comme beaucoup de membres de la Ligue, c'était un fils de «bonne famille».

La nouvelle de l'assassinat de Wilckens fit la une de *Crítica* et produisit une émotion énorme dans le mouvement ouvrier, avec de fortes mobilisations qui se soldèrent par la mort de deux travailleurs sous les balles de la police.

Pérez Millán Témperley, en raison de sa condition sociale et de ses contacts, eut droit à la justice «VIP». On le condamna à une peine

18. *Crítica*, 3 février 1923.

19. *La Protesta*, 31 janvier 1923.

minimum parce que le juge prit en compte «sa vie antérieure, ses aventures, son idéalisme, ses inclinations artistiques, la neurasthénie dont il souffre, son intervention dans les luttes qu'il a soutenues dans le Sud contre les grévistes révolutionnaires». Mais la chose n'en resta pas là, et comme dans la prison il ne fut pas très bien reçu et que des menaces lui parvenaient en permanence, sa famille obtint en avril 1925 qu'on le déclare fou et qu'on le transfère à l'Hospice de Las Mercedes dans une chambre avec un «fou calme», le Yougoslave Estéban Lucich, à son service.

LE SUD AUSSI EXISTE

Pendant ce temps, dans le sud argentin, on commençait à planifier l'opération qui mettrait un terme à la vie du jeune de la Ligue patriotique. La vengeance allait venir du Sud, d'un endroit très proche du «théâtre des opérations» du commandant Varela et de Pérez Millán lui-même. Dans la Sibérie argentine, comme était connu dans le peuple le pénitencier d'Ushuaia, la prison la plus terrible du système pénitentiaire argentin, était détenu le mythique Simón Radowitzky – auteur de l'attentat qui coûta la vie au chef de la police Ramón Falcón – ainsi que plusieurs anarchistes. Parmi eux, le Russe Boris Vladomirovich, auteur du premier hold-up à des fins politiques de l'histoire argentine, qui inaugura ce qu'on a qualifié d'«anarchisme expropriateur». Vladomirovich commença à montrer des symptômes de folie et parvint à ce que les médecins d'Ushuaia l'orientent vers l'Hospice de Las Mercedes. Boris commença à organiser son opération. Il se lia d'amitié avec Lucich, qu'il séduisit par ses connaissances sur la Yougoslavie. Liens d'amitié tels que Vladomirovich lui raconta tout ce qui s'était passé en Patagonie, la haine de la Ligue patriotique pour tous les étrangers, et lui fit connaître le «curriculum» de celui qu'il servait chaque jour.

Le 9 novembre 1925, Pérez Millán lisait une lettre de son chef à la Ligue patriotique, et ami personnel, Manuel Carlés, en attendant que Lucich lui apporte le petit-déjeuner. À ce moment, le Yougoslave entra avec le service. Quand Pérez Millán prit le plateau, son serviteur sortit un revolver de ses vêtements et lui dit: «Voici ce que t'envoie Wilckens», et il tira dans la poitrine. Pérez Millán mourut le lendemain. La police put remonter la piste et arriva au cerveau de l'attentat, Boris Vladomirovich, qui fut torturé sauvagement. Ses tortionnaires voulaient savoir qui d'autre avait participé à l'opération, qui avait fourni l'arme.

Vladimirovich n'ouvrit pas la bouche sauf pour les insulter et crier «Vive l'anarchie». L'anarchiste russe mourut peu après des blessures infligées lors des interminables séances de torture. Ce devait être le dernier mort des grèves de Patagonie.

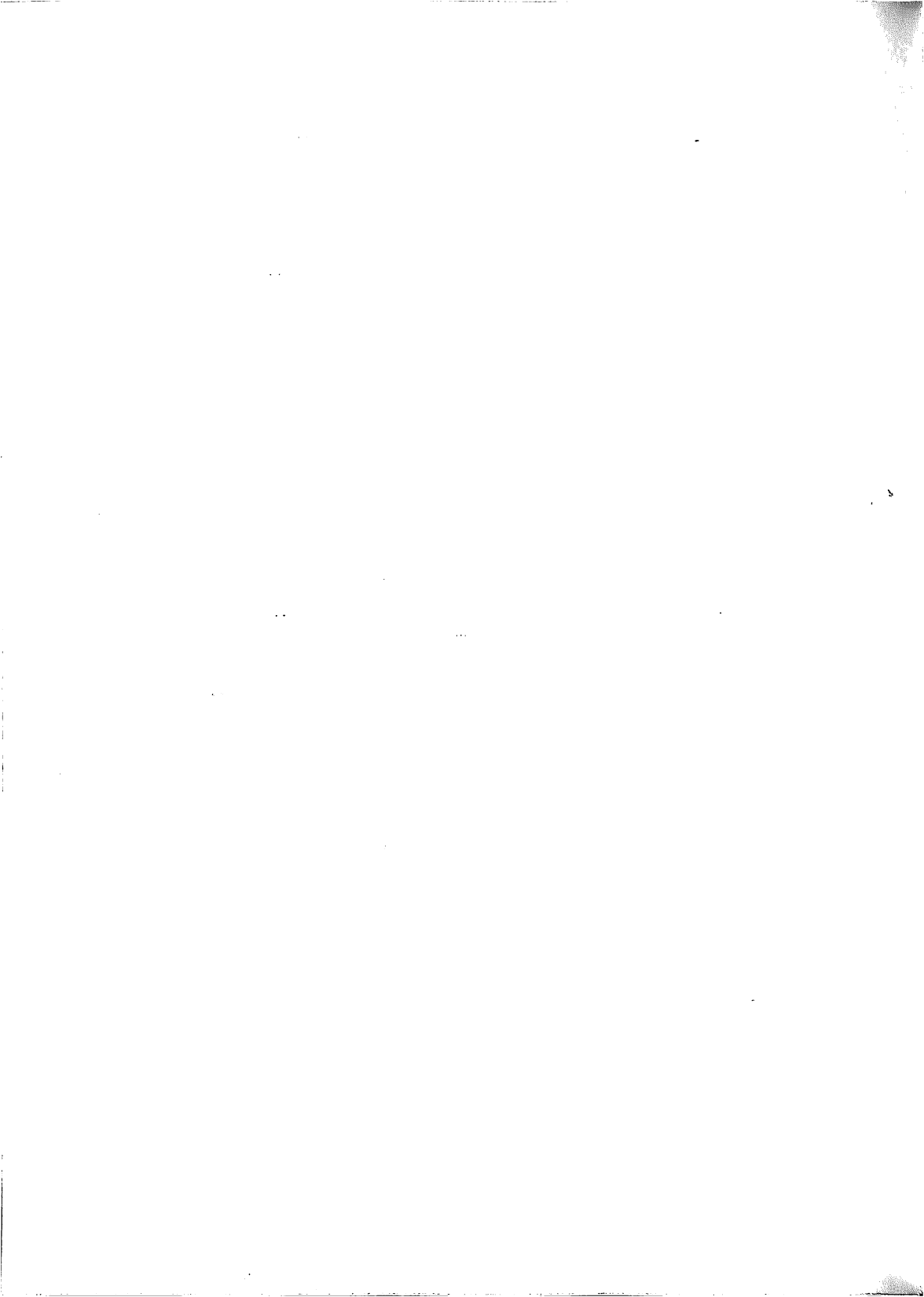


2^E PARTIE

BOGOTAZO, CORDOBAZO, CARACAZO...

SOULEVEMENTS URBAINS DANS L'AMÉRIQUE LATINE
DE LA SECONDE MOITIÉ DU 20^E SIÈCLE

...



COLOMBIE

9 AVRIL 1948: LE BOGOTAZO – MORT ET DÉSESPOIR

ARTURO ÁLAPE¹

*Il est très difficile de trouver un texte à la fois concis et relativement précis sur le Bogotazo². L'écrivain, journaliste, historien, peintre et scénariste colombien, Arturo Álape (1938-2006), est sans doute la personne qui a conduit la recherche la plus poussée sur la journée du 9 avril, recueillant un grand nombre de témoignages, rassemblés dans la somme rédigée sur le sujet, *El Bogotazo: Memorias del olvido* [*Le Bogotazo, mémoires de l'oubli*]³. Il n'a cependant, à notre connaissance, pas écrit de textes courts sur l'événement, si ce n'est un article publié dans le numéro spécial de la revue *Número* publié fin 1997 pour commémorer les cinquante ans du 9 avril 1948. C'est donc ce texte, avec son style bien à lui, qui a été retenu. Dans la série des soulèvements urbains dans l'Amérique latine de la seconde moitié du 20^e siècle, le Bogotazo occupe une place à part: c'est, dans l'imaginaire mémoriel, le «premier» de la série, et l'ampleur du soulèvement et de la répression a marqué les esprits.*

Comme si elle s'était abîmée sous terre pour ne pas entendre le son de la voix humaine, la ville resta paralysée. On ne peut pas, impunément, convoquer le silence sans que l'être humain ne vole en éclats et ne sente à l'intérieur de lui-même des désirs rageurs de crier et de se précipiter dehors. Et du calme surgit un immense silence, inouï, insaisissable parce

1. Arturo Álape, «El 9 de abril: muerte y desesperanza», dans *El saqueo de una ilusión: el 9 de abril, 50 años después*, Bogotá, Número Ediciones, 2002, p. 91-101. Traduction: Annie Damidot pour *Dial*.

2. Note *Dial*: Le suffixe «-azo», ajouté à un nom, commun ou propre, peut se traduire approximativement par «coup de». On entend ainsi parler de «portazo» (porte qu'on fait claquer violemment), de «tanquetazo» (soulèvement de l'armée s'appuyant sur des chars), et même de «golazo» au foot, en cas de coup de maître se soldant par un but (*gol*). On parle de même de *Bogotazo* (Colombie, 1948), de *Caracazo* (Venezuela, 1989) pour désigner des soulèvements populaires urbains – nommés «*estallidos*» («*estallar*» veut dire exploser) par les Argentins.

3. Arturo Álape, *El Bogotazo: memorias del olvido*, 10^e éd., Bogotá, Planeta Colombiana, 1987, xxvii.

que l'écho de son passage s'est perdu à tout jamais, lorsque se mirent en marche des milliers de personnes, sans hâte, déconcertées par ce changement inattendu dans leurs habitudes et comportements de foule, des milliers de personnes sidérées portant dans leurs mains des drapeaux rouges et noirs en signe de deuil face à la mort qui frappait dans tout le pays. Cette foule cheminait et expérimentait avec une furieuse intensité l'éternelle sensation dans laquelle les hommes fraternisent au moment crucial de la douleur, tous unis par la puissante discipline prônée par Gaitán, imposant d'ouvrir la bouche et de porter au creux de l'estomac le vide d'un silence contenu que l'on ne peut pas expulser. Ils cheminaient le regard perdu dans le lointain, source de présages semblable à la pluie qui tombe et qui fait choir sur les épaules l'inconnu d'un futur incertain.

L'accord tacite entre qui parle et qui écoute s'est institué. La respiration de la foule bruyante est suspendue, comme paralysée dans les artères, les corps s'apaisent; un seul cœur de milliers de personnes cesse momentanément de battre dans l'attente que la voix de cet homme incarne. Gaitán regarde par-delà ses mains cette foule qui, passionnément, trouve respiration et vie à travers sa voix, afin de créer son propre silence, le silence propice à ce que sa voix et ses mains se déploient telles des lances quichotesques pour fendre l'air qui pénètre dans sa gorge et lui ouvrir une voie nouvelle. Gaitán respire et commence à parler avec une gravité mesurée, sur un ton mineur mais paisible, expression de funèbre sérénité, avec des gestes et des mots qui paraissent appropriés à un habile lanceur de couteaux qui toujours atteint le cœur. La foule écoute tenue par le pouvoir de ce silence qu'elle s'est approprié, totalement englobée dans un même sentiment de respect pour cette voix, passionnée, qui laisse affleurer sur la raison l'émotion qui vibre dans l'immédiateté de l'action. Gaitán dit alors au président Ospina Pérez :

Nous vous demandons que cesse le harcèlement des autorités, cette foule immense vous le demande. Nous vous réclamons une chose à la fois minime et grande : que les luttes politiques se déroulent selon les voies constitutionnelles. N'allez pas croire que notre sang-froid est lâcheté !

Julio Ortiz Márquez, un homme de confiance de Gaitán, rappelait, la gorge nouée :

À la tombée de la nuit, après avoir dit la Prière pour la Paix lors de la formidable Marche silencieuse à travers Bogotá, j'ai dit au dirigeant

libéral : « Jorge Eliécer, ils vont vous tuer, il faut que vous fassiez très attention. » Parce qu'il aimait aller marcher seul et sans prévenir il sortait de nuit, c'était quelque chose de très dangereux. Mais il nous disait : « Moi, on ne me tuera pas, mon garant, c'est le peuple, parce que mon éventuel assassin sait que dans l'instant où il me tuera, lui sera tué, c'est ça mon assurance sur la vie. »

Involontairement, Gaitán, deux mois avant d'être assassiné, bien en vie et sûr de son triomphe électoral, imaginait ce qui par la suite arriverait à Rosa Sierra au soir fatidique du 9 avril. L'idée d'avoir une troupe de gardes du corps pour le protéger le rendait furieux. Il avait repoussé, comme un illuminé, la proposition dans ce sens que lui avaient souvent faite ses fidèles amis de la Jega. Gaitán ne croyait qu'en sa mort naturelle.

En Colombie, à la fin de l'année 1947 un choc des pouvoirs se produisait en silence : le pouvoir solitaire, qui résidait au Palais, exercé par le président Mariano Ospina Pérez ; et le pouvoir de la rue, celui des foules vociférantes, conduit par Gaitán depuis son modeste cabinet d'avocat en plein centre de Bogotá. De par l'immense pouvoir qu'il exerçait sur le peuple, Gaitán apparaissait, naturellement, comme le futur président de la Colombie. Personne ne pouvait stopper son ambition de parvenir à la présidence de la République. À ce moment-là, pour qui que ce soit, penser le contraire relevait d'un comportement délirant.

Dans le courant de l'année 1947 le pays vivait dans le sentiment désespérant d'être au bord d'un abîme de violence partisane. On foulait ses traces sanglantes au nord et au sud des Santanderes. Dans l'ouest de Boyacá le fantôme bien réel de la police *chulavita*⁴ avait fait son apparition. À Caldas et dans le sud du pays on commençait à établir la liste interminable des morts. Gaitán pensa au profond silence des masses blessées comme mobilisation et antidote pour stopper la mort collective ; Bogotá, avec ses 600 000 habitants, se paralysa comme si elle s'était abîmée sous terre pour ne pas entendre le son de la voix humaine. Le 7 février 1948, la Marche silencieuse vit se réaliser le prodige du silence saisi dans le mutisme de milliers de personnes. Ce jour-là, Gaitán avait signé son arrêt de mort. Le parti conservateur, qui avait sous les yeux la prochaine et imminente déroute par le vote, ne croyait plus en la voie électorale ; Laureano Gómez accusait les libéraux d'œuvrer sur la base

4. Note *Dial* : La police *chulavita* – on parle aussi parfois de *chulavitas* – était un groupe armé d'élite formé de paysans conservateurs originaires du secteur Chulavita de la municipalité de Boavita, dans le département de Boyacá et recrutés par la police de Boyacá.

d'un million huit cent mille fausses cartes d'identité, et ce parti, à son tour, abandonnait le gouvernement d'Union nationale et entamait une opposition systématique.

Une pesante atmosphère de perplexité avait envahi le pays. Gerardo Molina estimait que «ce n'était pas seulement la violence politique. Il y avait aussi une situation que nous pourrions qualifier d'amplification de la misère de la grande majorité du peuple. Certes les causes de cette misère avaient leurs origines dans des temps très lointains, mais à cette époque-là elle s'est aggravée, parce qu'un régime capitaliste fort, qui conduisait naturellement à ce que nous connaissons, à la concentration de la richesse entre quelques mains, était en train de s'enraciner dans le pays. Ceci, du côté du peuple, produisait une grande frustration sociale, une grande misère».

La confrontation politique s'envola plus encore du fait de la célébration à Bogotá de la 9^e conférence panaméricaine. Gaitán avait été exclu de la délégation colombienne. Regrettable erreur, qui tendit encore plus la situation politique. Dans la capitale de la République se trouvait un personnage mondialement connu : le général états-unien George C. Marshall, qui présidait la délégation de son pays. Il avait en mains la pire proposition de répression contre les mouvements subversifs en Amérique latine.

À 1h10 du matin du 9 avril, Jorge Eliecer Gaitán terminait sa plaidoirie empreinte d'émotion en défense du lieutenant Jesús Cortés et demandait son acquittement, arguant qu'il avait agi pour la légitime défense de l'honneur de l'armée, en assassinant de deux tirs de pistolet le journaliste Eudoro Galarza Ossa. À deux heures du matin ses supporters portèrent Gaitán en triomphe puis il affronta soudain la solitude de la ville. L'enthousiasme de ses partisans restait derrière lui. Peut-être Gaitán n'avait-il pas eu le temps de lire l'éditorial du *Diario del Pacífico*, de Cali, du 8 avril 1948 : «Gaitán est un leader en cours d'agonie.» Aucun des proches du dirigeant ne croyait en de telles prémonitions. Telle était l'atmosphère politique que l'on respirait alors.

BOGOTÁ, 13 H 05

Plinio Mendoza Neira devait parler avec Gaitán d'un sujet urgent. Il alla à son cabinet et le trouva en train de s'entretenir avec plusieurs de ses amis, parmi lesquels Pedro Eliseo Cruz, Alejandro Vallejo et Jorge Padilla. La conversation portait sur l'intervention de Gaitán le matin

même, pour la défense du lieutenant Cortés, véritable succès oratoire que tous qualifièrent de brillant. Le dirigeant recevait là les derniers éloges de ses amis. Cela avait été son plus grand triomphe en tant que pénaliste et c'est pourquoi il se sentait heureux, euphorique; «il riait avec un plaisir évident» se souvient Plinio. Ce dernier l'invita à déjeuner. «J'accepte. Mais je t'avertis, Plinio, je vais te coûter cher», dit Gaitán tout en se préparant à sortir, dans un de ses éclats de rire habituels quand il était de bonne humeur. Tous quittèrent le cabinet pour aller prendre l'ascenseur du bâtiment Agustín Nieto. Au moment de sortir par le couloir qui donnait sur la rue, Plinio le prit par le bras et lui dit à l'oreille «ce que j'ai à te dire est très bref».

Soudain Mendoza sentit que Gaitán reculait, en essayant de se couvrir le visage de ses mains. Il entendit trois tirs consécutifs. Il tenta de l'aider. Gaitán, les traits altérés, les yeux mi-clos, un amer rictus sur les lèvres et les cheveux désordonnés. Un filet de sang s'écoulait de sa tête.

Plinio Mendoza put voir très nettement l'individu qui tirait. Il essaya de faire un pas dans sa direction pour se jeter sur lui, mais l'homme pointa son revolver à la hauteur de son visage. Plinio fit le même geste que Gaitán: il voulut se protéger en rentrant de nouveau dans le bâtiment; à ce moment-là l'assassin baissa son arme dans l'intention de viser le dirigeant qui gisait immobile sur le sol. Puis il se retira en couvrant sa fuite grâce au revolver qu'il tenait dans sa main droite, vacillant.

Pedro Eliseo Cruz décrit avec précision l'image du criminel qu'il n'aurait jamais oublié: trois pas le séparaient de la porte et il vit clairement le corps de l'assaillant et les trois positions des bras en mouvement, la première haute, synchrone avec les trois détonations, sans qu'il ait pu discerner l'arme, ni la main, ni la personne sur laquelle elle tirait.

L'assassin était un homme empli de passion. C'est ainsi que le définit Alejandro Vallejo. Il semble qu'à ce moment-là l'homme ait tiré dans leur direction. Puis il recula cherchant à rejoindre l'avenue Jiménez. Il faisait preuve d'une parfaite maîtrise de soi, d'une grande énergie, il y avait dans son regard l'expression d'une haine palpable.

Tout d'abord Jorge Padilla pensa qu'il ne s'agissait pas de tirs de revolver. Il pensa plutôt aux pétards que les cireurs de chaussures déposent sur la ligne du tramway. Il regarda en direction de la porte et vit que prenant appui sur le bord de la pierre à l'angle nord du bâtiment il y avait un homme, jambes repliées en position de tir, revolver en main.

«Je suis sûr que c'est de cet endroit et dans cette position qu'il a tiré», se souvient Jorge Padilla. Il entendit quatre tirs en tout.

Cruz, qui était médecin, examinait Gaitán. Lorsqu'on le releva du sol, il donnait des signes de vie. C'était une série de râles sourds. Dans les minutes suivantes on porta son corps jusqu'à un taxi qui le conduisit à la Clinique centrale.

La montre de Gaitán s'était arrêtée à 13h05. Des années plus tard, le médecin Yesid Trebert Orozco se souviendrait que parmi les balles reçues par Gaitán, c'est celle qui avait pénétré le crâne à la hauteur de l'hémisphère gauche de l'occiput qui avait été mortelle. Il mourut sur le lieu de la fusillade. «Il a naturellement gardé une forme de vie animale, comme les taureaux de combat quand on leur donne l'estocade et qu'ils restent encore en vie mais en ayant perdu connaissance.» Lors d'une nouvelle exhumation du cadavre, dix ans plus tard, on allait trouver dans son dos le quatrième projectile.

Le cœur de Gaitán cessa de battre à 13h45 à la Clinique centrale. L'annonce de sa mort fut gardée secrète tandis que les dirigeants libéraux débattaient de ce qu'il fallait faire; le pays avait profondément changé en cet instant. Bogotá commença à s'enflammer. La tranquillité de la mi-journée laissa place à un volcan de passions incontrôlées. La ville, tout comme le pays, vécut une des expériences les plus dramatiques de son histoire. Le cours de l'histoire allait changer.

«DES CHOSES TRÈS IMPORTANTES QUE JE NE PEUX VOUS DIRE»

L'assassin tente de s'échapper. Les cireurs de souliers furieux crient «On a assassiné Gaitán, on a assassiné Gaitán. Attrapez l'assassin!» Le brigadier Carlos A. Jiménez le capture. «Ne me tuez pas, mon caporal...» lui dit l'homme sur un ton larmoyant, suppliant. Les gens s'attroupent, on le désarme et on l'introduit dans la droguerie Granada pour lui sauver la vie. Elías Quesada Anchicoque est de service. Les policiers et Quesada baissent la grille. L'homme tente de s'évader en sautant par-dessus l'une des vitrines de la droguerie. On le retient et Quesada lui demande :

- Pourquoi avoir commis ce crime de tuer le docteur Gaitán?
- Ah, Monsieur, des choses très importantes que je ne peux vous dire. Ah, Vierge du Carmen, sauvez-moi...!, répondit l'homme sur un ton plaintif.

Quesada lui demanda alors :

– Dites-moi qui vous a donné l'ordre de tuer, parce qu'en ce moment c'est vous que le peuple va lyncher...

– Je ne peux pas... Je ne peux pas, répondit-il.

Quelques instants plus tard, la foule allait l'extraire de force de la droguerie Granada et le faire mourir sous le coup de la douleur.

Sa mère, Encarnación, veuve Roa, se rappelle qu'elle était en train d'écouter la radio d'un de ses voisins, dans la maison où elle habitait, tout en arrangeant un vêtement noir pour porter le deuil de Gaitán, lorsqu'elle entendit la nouvelle selon laquelle «l'inculpé de la mort de Gaitán était Juan Roa Sierra, autrement dit l'assassin était mon fils Juan». Lors des interrogatoires elle dit que Juan avait travaillé pendant environ un an en tant que portier à l'ambassade allemande, et aussi qu'il lui arrivait de remarquer des comportements étranges de la part de son fils, comme se prendre pour «Santander ou quelqu'un du même genre». Roa Sierra avait quitté son travail et restait absorbé «dans ses pensées». Elle l'avait accompagné chez un voyant allemand qui avait examiné en sa présence l'une des mains de Juan.

Lors de l'enquête sur l'assassinat de Gaitán, son frère, Eduardo Roa Sierra, dit que Juan était membre de la secte des Rose-Croix, qu'il avait vu entre ses mains de nombreuses publications de cette secte, qu'il possédait un livre intitulé *Divinités atomiques* et qu'il recevait constamment de la correspondance en provenance des États-Unis. Il parlait peu, se souvient son frère, coutume qui «était plutôt un caractère acquis d'homme».

Sa femme, María de Jesús Forero de Salamanca, avec laquelle Juan avait une fille qui aurait aujourd'hui 52 ans, si elle était en vie, déclara qu'il lui arrivait d'avoir l'esprit ailleurs. Elles s'en étaient entretenues la mère de Juan et elle, «elle me disait qu'elle avait peur qu'il lui arrive la même chose qu'à Gabriel, son frère qui était à Sibaté, qu'il soit dans le même état». Elle se souvient aussi que Juan Roa écrivit une lettre au président Ospina dans laquelle il manifestait que «parvenir à être utile à ma patrie, ma famille et à la société a toujours été, de tout cœur, mon désir ardent» et que le meilleur moyen qu'il avait trouvé était de s'adresser à «votre excellence». Personne ne sut qui avait écrit la lettre et moins encore sur quelle machine.

Son mentor spirituel, l'homme qui lisait dans les lignes de sa main, l'Allemand Juan Umlaud, dit que le 7 avril, lors de sa visite à son cabinet de consultation, il l'avait trouvé calme et qu'en prenant congé il

avait déclaré : «Je n'ai qu'à suivre le cours de ma vie. Je n'ai qu'à poursuivre mon chemin.» À ce moment-là, l'assassin avait déjà acquis un vieux revolver et était en train de négocier l'achat de balles. Juan Roa Sierra était l'instrument parfait pour un crime de cette nature.

Le cri initial fut spontané : «Au Palais...! Au Palais...!» La multitude vibre dans sa vengeance alors qu'elle traîne le corps de Roa Sierra. Tous veulent le faire mourir de douleur pour venger le sang du chef : lui donner des coups de pied, le frapper, lui cracher dessus, le maudire, l'avilir. Le président du directoire libéral de Bogotá donne l'ordre de l'emmener au Palais. Tout au long du parcours de la 7^e avenue en direction du Sud, la multitude s'arrête et comme un essaim se retourne contre le corps inerte de l'assassin : un homme lui donne des coups de pied à la tête, un autre lui enfonce une alêne dans l'estomac, l'expression des visages de ces hommes dans la peine est terrible lorsque la vengeance déborde. Derrière, comme une trace de tout son corps, de la poussière éparpillée, des traces déposées ici et là le long de la 7^e avenue entre les rails du tramway ; puis les cireurs de chaussures, comme on tire une charrette, le traînent par les pieds, et ainsi continue le spectacle, sans que personne ne l'arrête, jusqu'au siège du gouvernement.

Aux portes du palais présidentiel Roa Sierra était déjà à demi nu, en pantalon ; ses vêtements, comme sa vie, étaient restés en chemin, comme des signes que doit dévorer l'oubli ; avec les matériaux de construction qui se trouvaient dans la rue on tente de l'attacher aux portes du palais et de l'y crucifier. C'était la vengeance en même temps qu'un acte symbolique qui désignait le gouvernement conservateur comme coupable, réaction soudaine d'un peuple dominé par l'émotion ; c'est alors que sort un peloton de la garde présidentielle qui fait feu. Les premiers morts. Ce fut la tentative initiale de prise du palais – acte conscient d'une population en colère. Finalement, le corps de Roa Sierra fut abandonné devant le Palais Nariño, avec deux cravates autour du cou, deux nœuds différents, un lambeau de caleçon et un anneau de métal blanc dans la main gauche, avec une tête de mort au centre d'un fer à cheval.

«AUX ARMES», APRÈS L'ILLUSION DE LA PRISE DU PALAIS

La nouvelle de l'assassinat s'est répandue à travers toute la ville et, comme de la fumée qui se concentre en vagues, descendent des quartiers pauvres, en une course folle, les artisans, les ouvriers, les masses

qui, par instinct de conservation, cherchent immédiatement de quoi se défendre. Juste avant un fait insolite s'était produit : de nombreux policiers, par peur d'être lynchés, avaient remis leurs armes, parce que dans les informations transmises par la radio on accusait un policier *chulavita* de l'assassinat de Gaitán ; d'autres le firent parce qu'ils éprouaient de la sympathie pour le dirigeant.

«Aux armes!» – c'est le cri pressant qui jaillit des stations de radio prises d'assaut par des gens de gauche, libéraux gaitanistes et communistes, étudiants et intellectuels. Ils prennent d'assaut les quincailleries, les magasins qui vendent des armes de chasse, les entrepôts de construction... Ils prennent d'assaut les pompes à essence et, enhardis, trempent leurs vêtements dans l'essence ; une vague d'incendies déferle sur le centre-ville. Et ce peuple enhardi s'introduit dans le parlement et détruit les bureaux, brûle des documents. Puis il envisage de surprendre à nouveau la garde présidentielle ; il remonte par la 6^e avenue et descend par la 8^e pour mettre à exécution la deuxième tentative. Au débouché de toutes les rues avoisinant le palais, la même scène se reproduit. Cette masse, sans aucune expérience de ce type de combat, dans l'obsession de son objectif, brandissant machettes et quelques fusils, s'élance en direction du palais avec témérité. Mais la troupe répond sans ménagements. Les cadavres s'entassent dans une étreinte finale.

Vers trois heures de l'après-midi une sauvage et terrible averse s'abat sur la ville. Depuis les toits, depuis les terrasses, les francs-tireurs sèment la mort. Et depuis le collège San Bartolomé, d'autres francs-tireurs stoppent par leurs tirs l'avalanche populaire qui tente, encore une fois, d'atteindre le palais.

Une trépidation secoue le sol. Quelqu'un parvient à voir les chars qui arrivent par la 7^e avenue, du Nord en direction du Sud. Sur la tourelle de celui qui avance en tête flotte, en signe de paix, un drapeau blanc. Pleins d'espérance, beaucoup d'hommes du peuple mettent à flotter sur les chars leurs drapeaux rouges. «Au Palais», crie le peuple qui pense que ces chars sont avec lui. Gaitán, lors de sa défense du lieutenant Cortés, avait alimenté l'illusion qu'il pourrait avoir une influence sur les petits gradés de l'armée. Comme de gigantesques chenilles, les chars continuent à avancer lourdement ; sur leur passage, dans un geste de déférence, des mouchoirs blancs saluent les soldats démocrates. En arrivant près du palais, au coin de la place Bolivar, le premier char fait pivoter sa tourelle et pointe ses mitrailleuses en direction de la foule.

Juste avant s'était produit un fait peu clair et qui reste inexpliqué. Le premier char était sous le commandement du capitaine Serpa, un militaire aux convictions démocratiques, sur lequel on tira de l'intérieur du char alors qu'il cherchait à en sortir. Serpa mort, celui qui prit sa place ordonna de tirer sur la foule. Des centaines de cadavres restèrent sur la place Bolivar, entrelacés.

Dans la première étape du soulèvement qui s'était exprimé avec une spontanéité empreinte d'un contenu politique évident, la déroute avait été le douloureux point culminant; une autre phase allait suivre, la décomposition du mouvement qui entraîna la population vers l'alcool et la mise à sac massive de la ville. Le rôle contradictoire joué par la radio a été funeste dans le mouvement anarchique de cette foule en souffrance: si elle fut à l'origine de la juste et nécessaire effervescence, elle sema la confusion parmi les masses populaires avec de fausses informations, confondant subjectivité et imagination, lorsqu'elle fit circuler partout la nouvelle que le gouvernement conservateur était tombé. Le peuple s'employa à célébrer ce triomphe radiophonique, plus particulièrement les secteurs les plus modestes; on prit d'assaut les gargotes, les bureaux de tabac, et ce peuple se soûla et dévora des quantités de nourriture inaccoutumées, comme jamais dans sa vie. Les discours radiophoniques créèrent aussi la fausse illusion selon laquelle les libéraux allaient assumer le contrôle du gouvernement en la personne de Darío Echandía, en attendant le retour au pays d'Eduardo Santos, pour assumer la présidence de la République.

Des centaines de droits communs s'échappèrent des prisons et prirent un vif plaisir lors des assauts aux bâtiments de la ville, non seulement en brûlant les dossiers de leurs cas mais en saccageant et en incitant la population à suivre leur exemple dans cet éphémère hasard du destin. Et ce peuple digne lorsqu'il offrait sa vie lors des tentatives de la prise du palais, se trouva en ce moment décisif sans consigne à suivre ni lien avec ses dirigeants; il fut abandonné à ses illusions et à son propre échec. C'était l'aboutissement logique d'un mouvement qui avait placé toutes ses espérances dans la parole et les promesses de son chef. Une fois celui-ci mort, tout disparut jusqu'à son ombre.

L'armée reprend l'émetteur de la Radio nationale qui avait été pendant quelques heures entre les mains des insurgés. À 18 heures, la ville était quadrillée, flot par flot, depuis le palais jusqu'à l'angle de la rue 26 et de la 7^e avenue. Elle avait consacré l'après-midi à protéger les

établissements bancaires. Avec la nuit commence l'implacable chasse à la population enivrée et aux nombreux francs-tireurs qui continuaient à tirer depuis les toits et les terrasses. Ce serait une nuit emplie d'une mort assurée.

Le petit – sans poids déterminant en tant que force politique – Parti communiste, qui avait commis l'erreur historique gravissime de ne pas voter Gaitán aux élections de 1946, mais qui, fin 1947, était parvenu à un accord direct avec le dirigeant pour l'appuyer lors de la campagne présidentielle en 1950, avait lancé très tôt la consigne d'une grève générale. La consigne avait fait mouche immédiatement, non pas tant par sa force de conviction que par l'emportement spontané de la population. Dans cet océan de folie de masse personne n'écoutait. Ce n'était qu'oreilles sourdes à toute consigne, il n'y avait pas de temps pour entendre quoi que ce soit.

La ville avait été paralysée par la nouvelle de l'assassinat de Gaitán et chacun était un électron libre, conjoncture qui facilita l'adhésion momentanée à la consigne communiste, car malgré les efforts énormes que l'on fit il n'y eut pas dans Bogotá une force organique capable de lancer des consignes à même de canaliser le soulèvement. Les communistes, de même que les libéraux de gauche, tentèrent de créer une forme d'organisation, de coordination, mais tout s'avéra humainement impossible.

ISSUES POLITIQUES

Les épïcêtres politiques définitifs du conflit se profilent pendant la nuit. La Clinique centrale et le siège du journal *El Tiempo* furent les premiers lieux où se discutèrent les diverses options sur ce qu'il fallait faire. Dans la salle de radiographie de la Clinique on nomma Darío Echandía chef du Parti libéral, tandis que dans la rue le peuple attendait, en face du vieux bâtiment, qu'on lui donne des consignes concrètes; durant l'après-midi, il ne reçut cependant, à quatre heures, que la funeste nouvelle de la mort de son leader.

Il y avait à la Clinique trois tendances très marquées entre les dirigeants libéraux. Les uns parlaient de la nécessité de rétablir l'Union nationale. D'autres désignaient le gouvernement comme l'orchestrateur de la violence. D'autres, parmi lesquels Plinio Mendoza Neira, soutenaient l'idée qu'il convenait de s'adresser à l'armée pour faire un coup d'État militaire. À la fin, c'est l'idée des partisans du rétablissement de

l'Union nationale qui triompha pour en finir avec le soulèvement et l'anarchie régnante. La direction libérale récemment nommée se dirigea vers le palais. Pendant ce temps, au journal *El Tiempo*, on parlait d'une autre solution : le retour immédiat d'Eduardo Santos afin d'assumer la direction du pays en tant que premier mandataire.

La bataille politique commençait. Ospina Pérez avait demandé des renforts militaires au gouverneur de Boyacá, José Maria Villarreal, et ils étaient déjà en route. En outre, le président détenait l'information sûre de ce que le soulèvement était sous contrôle. La Conférence panaméricaine fut suspendue et la majorité des délégués étrangers placée sous la protection de la garde présidentielle.

Dans les locaux de la radio *Últimas Noticias* avait été créée la dénommée Junte centrale révolutionnaire de gouvernement qui essaya désespérément de s'ériger en élément de direction et de contrôle d'un mouvement qui, dans la soirée, en était arrivé à des débordements relevant de l'anarchie la plus totale. La junte se composait de Gerardo Molina, Adán Arriaga Andrade, Jorge Zalamea, Rómulo Guzmán, Carlos Restrepo Piedrahíta et Carlos H. Pareja. Au moyen de décrets lus à la radio, on tenta de donner des consignes d'organisation. Mais personne n'écoutait plus. Dès lors quelques-uns de ses membres se rendirent à la 5^e division de police – où se trouvaient les policiers insubordonnés sous le commandement du capitaine Tito Orozco – qui cette nuit-là allait rester suspendue au téléphone, en ligne directe avec le palais, dans l'attente des ordres de la Direction libérale. Dans cette division de la police se serait trouvé le jeune Fidel Castro, témoin exceptionnel des événements.

Tout au long de la nuit et au petit matin les conversations du palais déterminèrent la solution politique aux événements du 9 avril. Ces conversations se déroulèrent en trois phases : entre les dirigeants libéraux et le président Ospina ; entre le président et les militaires, et entre Ospina et Laureano Gomez.

À leur arrivée au palais, les libéraux s'efforcent de calmer la tension de possibles accusations et cachent leurs intentions premières. Ils font le récit au président de leurs péripéties jusqu'à leur arrivée au siège du gouvernement, et à la demande du président, Plinio Mendoza Neira fait le récit de l'assassinat de Gaitán. On dissimule les stratégies, personne ne veut jouer cartes sur table. C'est pourquoi celui qui prend le premier la parole au nom des libéraux n'est pas un homme politique avéré mais un journaliste objectif, Luis Cano. Et il le fait dans un langage indirect, nous

dirions diplomatique, lorsqu'il expose au président qu'il faut envisager rapidement des mesures parce que le temps presse.

C'est Ospina qui interroge sur les mesures à prendre dans ces circonstances. Personne ne se risque à répondre. Peut-être n'y a-t-il pas d'accord entre les dirigeants libéraux, ou simplement sont-ils en train de tâter le terrain. Le président revient sur sa question. Luis Cano répond qu'il n'était pas préparé à cette entrevue. Le plus décidé est Carlos Lleras Restrepo qui indique que quelle que soit la mesure adoptée elle arrivera trop tard. Il rappelle les événements à l'origine de la rupture de l'Union nationale, qui étaient encore frais dans l'opinion publique, et fait remarquer que seul le retrait du président pourrait avoir une efficacité suffisante pour calmer la foule exaspérée. Lleras Restrepo se montre suffisamment clair en indiquant par la suite qu'ils ne sont pas venus au palais en tant que représentants des insurgés ni en tant que porteurs d'un ultimatum que la révolution transmettrait « par notre entremise au gouvernement ». La préoccupation des libéraux était, avant tout, de sauver le système constitutionnel. Aucune autre.

Alfonso Araújo fait porter au président la responsabilité des incendies qui se répandent à travers la ville et des mitraillages de l'armée. Il compare la situation à ce qui s'était passé les 8 et 9 juin 1929 et prédit que le gouvernement ne se maintiendra que pendant quelques heures. Ospina, très tranquille, répond que l'armée accomplit son devoir élémentaire qui est de défendre la Constitution. Luis Cano dans un esprit de conciliation, demande sagesse et cordialité dans les débats. Choisi comme successeur de Gaitán à la Clinique centrale, Echandía reste muet dans ce moment d'évolution décisif de la politique, et les observe tous avec une inaltérable indifférence, comme s'il rêvait ou philosophait. Il attend patiemment les résultats de ce labyrinthe de mots.

Mendoza Neira explique avec grand enthousiasme qu'Echandía, du fait de son prestige, est le seul homme capable de contenir la colère populaire, car il a été acclamé par la foule lorsque la nouvelle de la mort de Gaitán a été connue. La situation est si grave que, même la présence au gouvernement de López Pumarejo ou de Santos ne parviendrait pas à la maîtriser. C'est Ospina qui tend la perche aux libéraux pour qu'ils précisent qu'elle serait la formule. Il leur pose la question : « Ce que vous voulez, vous, c'est que le président renonce au pouvoir ? » Lleras Restrepo, immédiatement, accueille la proposition sans dissimuler sa satisfaction. Mais Ospina est le maître de la situation. Il avait devant

lui, dans ce moment décisif de notre histoire, des interlocuteurs qui n'exprimaient que de « simples points de vue ». Lui, par contre, gagne du temps, car il sait tout ce qui est en train de se passer en ville et dans le pays, par le biais de rapports téléphoniques. Il leur répond qu'il ne souhaite pas rester dans l'histoire comme un traître, en répandant sur la mémoire de ses ancêtres l'affront le plus horrible. Et il leur donne un argument de poids : il faut prendre en compte ce qui se produirait dans les départements s'il démissionnait. Six d'entre eux au moins partiraient à la reconquête du pouvoir, s'il leur était enlevé. Ospina, impassible, évoque la possibilité d'une guerre civile, devant la stupéfaction de ceux dont l'unique désir était de maintenir l'ordre établi.

Ainsi se brise l'enchantement d'une possible illusion. Les visages des libéraux deviennent livides de rage, d'impuissance face à la menace d'une guerre civile. Ils ne disposent que du pouvoir des mots. Ils n'ont pas, ou disent ne pas avoir, le mandat de ce peuple que l'on est en train de massacrer dans les rues de la ville. Suivent les accusations qui rendent le gouvernement coupable de la violence, Ospina leur demande de nouveaux détails sur leur arrivée au palais présidentiel. Lleras insiste sur la solution d'un retrait du président, et celui-ci répond qu'il sortira vivant du palais au terme de son mandat.

Les libéraux se sont trompés car ils ont toujours cru que le tempérament amène et les bonnes manières du président étaient la manifestation d'un esprit faible. Le libéralisme ne pouvait recevoir de la part d'Ospina qu'une réponse de la même essence. Sa démission aurait signifié, douloureusement pour les libéraux, un coup d'État. Le président n'a rien promis, rien mis en avant devant les délégués libéraux, si ce n'est son intention de rester à tout prix au pouvoir.

Les délégués libéraux se maintenaient en contact avec la direction du journal *El Tiempo* et avec la 5^e division de police. Il y avait là-bas 700 hommes en rébellion, sous commandement du capitaine Tito Orozco, et quelques hommes politiques, comme Adán Arriaga Andrade. Tous étaient soumis à l'attente inconfortable d'ordres venus d'en haut, car plus que toute autre motivation, ce qui les influençait le plus était une psychologie de subalternes. Soumis aux hiérarchies militaires ou politiques, s'il n'y avait pas d'instructions précises, ils ne se mobilisaient pas. Ils attendaient donc, de la part des dirigeants libéraux qui étaient au palais, l'ordre d'avancer vers le siège du gouvernement ; cet ordre n'arriva pourtant pas durant cette angoissante et longue attente de la

nuit, entre sommeil et fatigue, sans que de leur côté ils prennent la décision de recourir aux armes.

Aux premières heures du 10 avril, les généraux de la république arrivèrent au palais et évoquèrent avec le président la possibilité que l'armée participe au gouvernement en tant que force décisive. Ils étaient envoyés par Laureano Gómez qui, depuis le ministère de la guerre, croyait que la solution devait être militaire et non politique ; concrètement son idée consistait à constituer une junte militaire. Les arguments avancés par les généraux se basaient sur les conséquences à prévoir du fait de la grave situation de l'ordre public que vivait actuellement le pays. Le haut commandement avait mobilisé ses forces à contrecœur, mais il gardait évidemment l'espoir d'être, à un moment, le facteur de pouvoir qui ouvrirait de nouvelles perspectives au conflit. Ils indiquèrent que l'épouse de Gaitán et sa fille, avec le cadavre du leader assassiné, envisageaient de se diriger vers le palais dans le cadre d'une manifestation, circonstance qui pourrait provoquer des événements graves dans la capitale. Ils ajoutèrent que cette manifestation serait certainement accompagnée d'une attaque, en coordination avec la 5^e division de police, en rébellion et prête pour l'attaque, et que le choc pourrait être sanglant et faire de nombreux morts. Finalement, les généraux proposèrent au président la formation d'une junte militaire, et lui offrirent même pour sa personne, son épouse et ses enfants, une protection adaptée.

Ospina assure que ce qui est fondamental c'est la protection de la patrie par l'armée ; il considère que la solution de la junte militaire n'est pas constitutionnelle car elle ne fait pas partie des dispositions prévues par la Constitution. Il leur offre finalement la possibilité d'intégrer un cabinet militaire, mais les généraux répondent qu'ils ne sont pas d'accord avec cette solution, car ils ne sont pas au fait du maniement des portefeuilles ministériels. En outre ils font remarquer que tous les généraux ne pourraient pas occuper un ministère parce qu'alors il ne resterait personne pour commander les troupes dans un moment aussi délicat et décisif. Les généraux ne se sont pas montrés à la hauteur de leurs ambitions, il leur a manqué une voix de commandement. Le président, se saisissant de l'opportunité, les remercia de leur « appui » et nomma le général Germán Ocampo au ministère de la guerre.

Ospina avait affronté astucieusement la crise militaire qui s'était posée à lui. Maintenant il lui revenait d'assumer et de résoudre les conséquences de la fureur de Laureano Gómez, qui était réfugié au ministère

de la guerre; le président entra en communication avec le chef des conservateurs pour la deuxième fois au cours de cette longue nuit. Ospina avait déjà entre les mains les ficelles de la solution politique. Il dit à Gómez, alors même qu'il ne le pensait pas, qu'il lui serait agréable qu'il continue à l'accompagner, cette fois au ministère des affaires étrangères. Il lui communiqua par téléphone la liste des autres ministres, en insistant sur le fait que sa présence au sein du cabinet était essentielle pour le gouvernement, et qu'au cas où il n'accepterait pas, Eduardo Zuleta Ángel occuperait sa place.

Laureano Gómez, depuis son exil volontaire à Madrid, restitua plus tard cette conversation avec le président et dit à ce propos que l'invitation d'Ospina pour qu'il reste au ministère des affaires étrangères n'avait pas été très appuyée; en revanche le président lui indiqua que la condition pour que l'Union nationale continue à fonctionner était qu'y entrent des conservateurs très falots et des libéraux très marqués. L'unique interprétation qu'il donnait de cette conversation était que le président avait décidé de se passer de son nom. Il expliqua clairement que son opinion sur ces moments – et il insista beaucoup sur ce point – était que négocier avec les libéraux était une erreur funeste, parce que le coup d'État du 9 avril était clairement communiste et que les dirigeants libéraux qui étaient présents au palais n'avaient aucun ascendant sur ceux qui incendiaient la ville. Depuis Madrid il soutenait qu'en cas d'insurrection communiste seule l'armée pouvait sauver la société colombienne. Il se souvenait dans la peine: «Ma destitution au matin du 10 avril a été la première bouchée jetée en pâture aux fauves.»

Malgré tout, ce dialogue du 10 avril avait été cordial, bien que par l'intermédiaire du fil du téléphone se profilait la division des conservateurs alors que s'écroulait, à cet instant même, l'ascendant politique que Gómez exerçait sur Ospina. On découvrirait plus tard la raison de la décision du président de ne pas permettre que Gómez arrive au palais présidentiel ce matin-là, comme celui-ci le souhaitait. C'était très simple: Gómez aurait empêché quelque négociation que ce soit avec les libéraux, et ceux-ci de leur côté réclamaient en premier lieu la tête du fougueux chef conservateur.

ÉPILOGUE

Ospina Pérez avait proposé aux libéraux la solution d'un cabinet d'Union nationale. Libéré de la contrainte du chef des conservateurs,

le président appela Darío Echandía, le matin du 10 avril, et lui communiqua par téléphone la liste des noms de ceux qui feraient partie du cabinet, dans lequel Echandía lui-même occuperait le poste de ministre de gouvernement. Les libéraux acceptèrent. Le président, d'un point de vue politique, avait gagné la bataille; avec cet accord commença à prendre forme ce qui plus tard serait connu sous le nom de Front national. Du fait de la division des conservateurs et de la soif de pouvoir des généraux, allait aussi entrer en gestation le coup d'État militaire de Rojas Pinilla, le 13 juin 1953.

Pour le peuple colombien ce fut, en définitive, une immense déroute de ses espérances, une frustration dramatique, parce que cet après-midi-là mit un point final à un futur proche que l'on entrevoyait déjà. La Colombie changea de cap. Viendrait ensuite l'obscur étape de La Violencia⁵ dans les années 1950, avec, dans son sillage, l'obscur et amère vision de l'inutilité de tant de morts. Comme toujours, le peuple a offert sa vie pour des idéaux semés entre les ombres d'un brutal oubli.

5. Note *Dial*: *La Violencia* [«La Violence»] est la période de guerre civile qui suit l'assassinat de Jorge Eliécer Gaitán et qui fera entre 200 000 et 300 000 morts, principalement dans les zones rurales, auxquels s'ajoute le déplacement forcé de plus de 2 millions de personnes, à une époque où la Colombie comptait 11 millions d'habitants.



CHILI

LES ÉVÈNEMENTS DE MARS-AVRIL 1957: MANIFESTATIONS ET CONTESTATION SOCIALE

PEDRO MILOS¹

*Ce texte, rédigé par Pedro Milos, professeur d'histoire à l'Université Alberto Hurtado, revient sur un épisode peu connu de l'histoire récente du Chili: en 1957, une forte augmentation des tarifs des transports collectifs provoque des mobilisations massives dans les trois villes principales du pays, Santiago, Valparaiso et Concepción. Ce texte constitue une très brève synthèse de la recherche présentée de manière plus complète dans le livre *Historia y Memoria: 2 de abril 1957 (Santiago du Chili, LOM/Universidad Alberto Hurtado, 2007)* duquel il est issu. L'auteur a fait paraître quatre ouvrages collectifs sur les années du gouvernement de Salvador Allende (1970-1973), à l'occasion du quarantième anniversaire du coup d'État du 11 septembre 1973².*

Il y a déjà plus de cinquante ans, les trois principales villes du Chili ont été secouées par des mouvements de protestation contre une hausse des tarifs des transports publics. Ces mobilisations furent d'abord le fait des étudiants, auxquels se joignirent ensuite divers groupes sociaux.

Malgré la dimension massive et violente que prirent ces manifestations – dont l'expression la plus tragique fut la mort de 23 personnes pendant leur déroulement –, elles n'amenèrent aucun changement

1. Article paru dans *AlterInfos – América latina*, 21 octobre 2013 (www.alterinfos.org/6314).

Traduction: Bernard et Jacqueline Blanchy pour *Dial*.

2. Voir Pedro Milos (dir.), *Chile 1970. El país en que triunfa Salvador Allende*, Santiago du Chili, Universidad Alberto Hurtado, 2013.; Pedro Milos (dir.), *Chile 1971: El primer año de Gobierno de la Unidad Popular*, Santiago du Chili, Universidad Alberto Hurtado, 2013.; Pedro Milos (dir.), *Chile 1972: Desde El Arrayán hasta el paro de octubre*, Santiago du Chili, Universidad Alberto Hurtado, 2013.; Pedro Milos (dir.), *Chile 1973. Los meses previos al golpe de Estado*, Santiago du Chili, Universidad Alberto Hurtado, 2013. On trouvera plus de détails sur la page suivante: <http://filosofiahumanidades.uahurtado.cl/colecciones/col-historia/>.

d'ordre institutionnel dans le pays. Elles obtinrent seulement la suspension temporaire de la mesure qui les avait créées. Peut-être à cause de ce peu d'impact institutionnel, les événements d'avril 1957 ont été très peu étudiés par l'historiographie chilienne du temps présent.

Paradoxalement, ces mêmes événements sont restés profondément gravés dans la mémoire de leurs contemporains – non seulement de leurs protagonistes qui gardent un souvenir détaillé du déroulement des événements et de leur impact sur la société de l'époque, mais aussi de ceux qui en furent de simples spectateurs ou témoins.

LES ÉVÉNEMENTS

ANTÉCÉDENTS

La question des tarifs des transports collectifs était présente dans le débat public depuis plusieurs mois. Les entreprises de microbus réclamaient depuis 1956 une augmentation du prix des billets, car elles considéraient que du fait de l'augmentation de leurs coûts d'exploitation, les tarifs en vigueur étaient devenus obsolètes. Ceux-ci avaient été réajustés pour la dernière fois en septembre 1955. Le prix du billet à Santiago était alors de 5 pesos pour les « micros³ » et de 10 pesos pour les « express⁴ ».

En juillet 1956, le gouvernement avait réalisé des études sur les coûts d'exploitation des micros et des express, arrivant à la conclusion que le tarif scolaire devrait être de 2,41 pesos (il était alors de 1 peso) et que le tarif courant devrait dépasser 12 pesos. À ce moment-là, pour éviter l'augmentation, s'imposa le principe d'une remise sur le prix de l'essence. Ainsi à partir du milieu de 1956, les entreprises d'autobus purent obtenir ce combustible à 19,42 pesos le litre. Les tarifs de 7 et 10 pesos furent maintenus à la condition que les express ne transportent effectivement pas de passagers debout. Mais, peu de temps après, il n'y avait déjà presque plus de micros : tous étaient devenus des express et évidemment aucun ne se limitait à transporter seulement des passagers

3. Microbus, nom des autobus à Santiago du Chili.

4. Les « express » surgirent pendant l'année 1954, lorsqu'on fixa un quota d'express qui représentait environ 40% du total des véhicules en circulation, en établissant que ces express pratiqueraient des tarifs plus élevés que ceux des micros, mais qu'ils ne prendraient pas de passagers debout. Avec le temps, ces dispositions ne furent pas respectées : les micros se transformèrent en express, en ne respectant ni le quota de 40%, ni l'interdiction de transporter des passagers debout.

assis⁵. Ainsi l'impression générale était que les entreprises de transports collectifs, malgré leurs plaintes, avaient fait une bonne affaire.

CHRONIQUE D'UNE AUGMENTATION ANNONCÉE

Pendant le Conseil de cabinet du 18 février, il revint au ministre de l'intérieur, le colonel Benjamín Videla, de rendre compte des avancées du travail d'une [nouvelle] commission [d'étude, dont il était chargé]. S'il est vrai qu'il n'y eut aucune information officielle sur les nouveaux tarifs, le bruit courut que – selon les études réalisées – ceux-ci pourraient être de 12 pesos pour les autobus antérieurs à 1951 et de 15 pesos pour les plus modernes qui réuniraient les conditions de sécurité, de confort et d'hygiène inhérentes au service qu'ils proposaient⁶. Cette rumeur fit naître des réactions immédiates, sans satisfaire ni les entreprises ni les passagers⁷.

Le 27 février, les dirigeants du Syndicat général professionnel de propriétaires d'autobus de Santiago avaient envoyé au président Ibáñez une note dans laquelle ils lui exposaient une fois de plus leurs revendications. Un de leurs principaux arguments pour solliciter l'augmentation des tarifs était les coûts d'exploitation pour l'Entreprise de transport collectif de l'État (ETCE). Selon leurs données, le coût réel d'un trajet urbain pour l'ETCE était de 29,40 pesos, ce qui signifiait que, dans les faits, cette entreprise recevait une subvention de l'État de 19,40 pesos par passager. Sur la base de cette réalité, les entrepreneurs Oscar Palma et Juan Marinakis, président et secrétaire général du syndicat de propriétaires d'autobus, présentèrent au Président Ibáñez les requêtes suivantes : supprimer les transports collectifs de la liste des articles de première nécessité, donner suite à la résolution de janvier, jouir des mêmes franchises que l'ETCE et stabiliser les coûts⁸.

De leur côté, les usagers des transports collectifs, principalement les travailleurs qui devaient se déplacer à travers la ville pour aller travailler, voyaient l'augmentation annoncée comme une menace de plus pour leurs maigres revenus. En somme, pour des motifs très divers, il existait un grand mécontentement de tous les acteurs impliqués dans

5. *Última Hora*, Santiago, 12 mars 1957.

6. *La Unión*, Valparaíso, 1^{er} mars 1957.

7. *La Tercera*, Santiago, 1^{er} mars 1957.

8. Note n° 39 du Syndicat professionnel de propriétaires d'autobus de Santiago adressée au président de la République, 27 février 1957, Archives nationales du 20^e siècle, Fonds ministère du travail, SFM, Providencias, vol. 4, 1957, p. 683-984.

le problème du transport de passagers. Globalement, on pourrait dire que les entreprises aspiraient à des tarifs bien supérieurs à ceux qui se profilaient et que les passagers n'étaient pas disposés à supporter une nouvelle augmentation avec leurs salaires bloqués et pour un service de mauvaise qualité.

La volonté du gouvernement était de supprimer les remises sur l'essence. À tel point que le ministre Videla déclara à la presse qu'à son avis, le décret d'augmentation des transports devrait être promulgué en même temps que celui de la hausse du pétrole et de l'essence⁹. Cela ne se passa pas ainsi et le prix de l'essence fut réajusté à partir du 16 mars, sans qu'à cette date ait été résolu le problème des tarifs du transport public. En fait, les études étaient déjà au ministère de l'économie et le nouveau ministre, Roberto Infante, commença à les analyser dès son arrivée au ministère le 15 mars.

L'AUGMENTATION DES TARIFS DES TRANSPORTS PUBLICS

La décision économique d'augmenter les tarifs avait déjà été prise. Elle répondait à la volonté que le gouvernement ne recule pas dans ses plans économiques, ce qui supposait la suppression des remises. Sur ce point, tous les secteurs qui appuyaient le redressement économique, c'est-à-dire le gouvernement et la droite, paraissaient être d'accord. Cependant ce consensus sur la dimension économique du problème n'était pas accompagné d'une même décision politique. On craignait, pour différentes raisons, les conséquences sociales et politiques que pourrait entraîner cette mesure. Ces différences retardèrent encore plus la mise en application de l'augmentation des tarifs des transports collectifs si souvent annoncée.

La résolution n° 67 et le décret n° 222

Finalement, la résolution ministérielle – et non le décret – concernant l'augmentation des tarifs des transports collectifs fut envoyée à la Contraloría [l'Inspection des finances] par le ministre de l'économie le vendredi 22 mars¹⁰, le jour même où la presse publiait une requête du Syndicat général des propriétaires d'autobus de Santiago critiquant la mesure et confiant que le gouvernement la modifierait¹¹. Les démarches

9. *La Tercera*, Santiago, 15 mars 1957 ; *Clarín*, Santiago, 15 mars 1957 ; et *Las Últimas Noticias*, Santiago, 15 mars 1957.

10. *La Tercera*, Santiago, 23 mars 1957 ; et *El Sur*, Concepción, 23 mars 1957.

11. *La Tercera*, Santiago, 23 mars 1957.

auprès de la Contraloría pour la résolution suivirent leur cours normal et l'augmentation fut finalement publiée dans le journal officiel du mardi 26 mars. La résolution n° 67 du sous-secrétariat des transports du ministère de l'économie, datée du 18 mars 1957, fixait les nouveaux tarifs pour le transport collectif urbain et suburbain à partir des attendus suivants : a) que les tarifs en vigueur régissaient depuis août 1955 sur la base des coûts enregistrés en mai de cette année-là et d'une remise sur l'essence ; b) que le prix de l'essence avait été augmenté et qu'aucune remise n'était plus envisagée ; c) que depuis mai 1955, il y avait eu aussi des augmentations sur d'autres postes dans le coût d'exploitation du transport collectif et d) que le transport collectif ne figurait pas dans la liste des produits auxquels se référait l'article 9 de la loi 12423, spécifiés par le décret n° 222 du même 18 mars. Sur la base de telles considérations, le ministre de l'économie fixait les nouveaux tarifs pour les services du transport collectif urbain du pays.

Se produisait ainsi une hausse de 50% des tarifs urbains, étant donné que les «microbus» à 10 pesos – tout le monde le savait – n'existeraient plus dans les faits. Par ailleurs tout le parc des véhicules de l'ETCE était assimilé aux «autobus» avec des tarifs de 15 pesos. Pour les services suburbains la situation était encore plus complexe, étant donné que non seulement l'augmentation était plus importante, mais aussi que beaucoup de trajets avaient été fractionnés, transformant ainsi en trajets suburbains des trajets qui unissaient certaines communes du grand Santiago. C'était le cas par exemple des lignes Mapocho-Lo Espejo et Mapocho-Población O'Higgins, dont les tarifs s'élevaient désormais à 30 pesos ou Mapocho-Cisterna et Mapocho-San Ramón qui s'élevaient à 25 pesos. Dans les provinces, les cas les plus extrêmes se produisirent à Valparaíso où le tarif du trajet Valparaíso-Viña del Mar augmentait à 30 et 40 pesos. Pour les services qui couvraient La Serena-Coquimbo au nord du pays et Concepción-Talcahuano, au sud, le nouveau tarif était de 30 pesos. C'est dire qu'au niveau suburbain l'augmentation dépassait 50%, la quasi-majorité se situant à 100% d'augmentation ou plus¹².

Cependant, au sujet de la promulgation de la résolution n° 67, le plus important était l'élaboration simultanée du susnommé décret suprême n° 222 qui déterminait les articles de première nécessité qui restaient

12. Selon la résolution n° 67, sous-secrétariat de transports, ministère de l'économie, *Journal officiel*, n° 23.707, 26 mars 1957, p. 678-679.

compris dans le régime de stabilisation économique. Comme l'établissait l'alinéa 2 de l'article 9 de la loi 12432, le président Ibañez déterminait les articles essentiels qui ne pourraient subir d'augmentations supérieures à 25%, liste dans laquelle ne figurait pas le transport collectif. Effectivement, sans cette promulgation simultanée de ce décret, l'augmentation des tarifs n'aurait pas pu être réalisée, car la Contraloría s'y serait de nouveau opposée¹³.

L'exclusion des transports collectifs de cette liste laissait la voie libre à l'augmentation des tarifs au-delà de 25%. Le décret 222, rédigé le 18 mars, fut reçu le 20 par la Contraloría qui en prit acte le 25, avant d'être publié au *Journal officiel* le 29 mars¹⁴.

La majorité des journaux firent connaître la nouvelle de la hausse des tarifs des transports collectifs le mardi 26. Dans son ensemble, la presse de Santiago manifesta sa surprise devant le montant des nouveaux tarifs.

ÉMERGENCE DE LA CONTESTATION SOCIALE

À partir du mercredi 27 mars, le mécontentement initial de la population devant cette augmentation des tarifs commença à se transformer en manifestations publiques qui s'amplifièrent les jours suivants. D'abord dans la ville de Valparaiso et ensuite à Santiago et Concepción, les étudiants et les citoyens dans leur ensemble exprimèrent leurs protestations de diverses manières, refusant d'utiliser les transports publics avec les nouveaux tarifs, paralysant la circulation, attaquant ou détruisant des véhicules de transport collectif. Ce fut une protestation le plus souvent spontanée et collective qui commença pacifiquement, mais dont la violence alla en augmentant. C'est ainsi que, pendant plus d'une semaine – du mercredi 27 mars au jeudi 4 avril – le gouvernement du général Ibañez dut faire face à une véritable vague de mobilisations sociales. Mais la réponse du gouvernement ne contribua pas à pacifier les esprits. Les forces policières exercèrent une dure répression contre les manifestants, ce qui aboutit à renforcer la spirale de la violence.

13. Note n° 267 et décret n° 222, Archives nationales du 20^e siècle, Fonds ministère de l'économie, S.F.M., Decretos, vol. 1, 1957 p. 221-280.

14. La presse ne publia effectivement des informations sur le décret n° 222 qu'à partir du 29 mars, date de sa publication au *Journal officiel*. *El Debate*, Santiago, 29 mars 1957, p. 1. Voir aussi *El Sur*, Concepción, 30 mars 1957.

Valparaiso

Les passagers de Valparaiso furent les premiers à réagir devant ce qu'ils considéraient comme une augmentation démesurée, surtout pour le trajet entre cette ville et Viña del Mar. Les nouveaux tarifs entrèrent en vigueur le mercredi 27 et aussitôt des manifestations apparurent.

Les manifestations étudiantes commencèrent le 27 mars, et reçurent l'appui de la CUT¹⁵ et de diverses organisations corporatives. Elles dérivèrent en incidents violents sur la place Vergara et dans quelques rues du centre, avec des jets de pierre sur des véhicules de transport collectif. Le jeudi 28, les transports se firent de plus en plus rares et les principales rues du port tombèrent entre les mains des étudiants, devenant le théâtre d'affrontements sporadiques avec les forces de police. Dans ce contexte, un défilé massif d'étudiants réalisé à 19 heures et ayant pour but d'atteindre l'Intendance¹⁶, dérivait en bataille rangée avec les carabiniers¹⁷ et il y eut de nombreux actes de vandalisme. À ce moment-là, la composition sociale des manifestants avait changé : aux étudiants s'étaient joints des ouvriers, des employés et des habitants des quartiers populaires et des collines dominant le port. Ce même jour, le 28, pour obtenir la dérogation à ces augmentations se constitua à Valparaiso un Commando provincial composé par diverses organisations corporatives, syndicales, étudiantes, le Front d'action populaire (FRAP), la Phalange et le Parti radical.

Les affrontements avec les carabiniers et les actes de violence dans les rues de Valparaiso se poursuivirent le 29 mars, lorsque la mobilisation se vit renforcée par les travailleurs du port qui se mirent en grève. L'après-midi, l'état d'urgence fut déclaré dans la province et les troupes de la marine occupèrent différents quartiers du port. Cela n'empêcha pas des groupes de manifestants de revenir le soir occuper les rues. Les incidents redoublèrent le 30 mars, quand, après une manifestation autorisée du Commando provincial contre les augmentations, de nombreux groupes continuèrent à manifester. Vers midi, les carabiniers essayèrent de les dissoudre près du quartier El Almendral. Au cours de ces incidents, la police fit usage d'armes à feu, blessant un jeune encore mineur ; après quoi elle se replia sur le 6^e commissariat, en amenant avec eux

15. Note *Dial*: Central Unitaria de Trabajadores de Chile (Centrale unitaire des travailleurs du Chili).

16. Note *Dial*: L'équivalent de la mairie française.

17. Note *Dial*: Les policiers chiliens.

la FECH tint une assemblée et décida une grève de 24 heures. À la sortie de cette assemblée, se produisit un événement qui devait changer radicalement le cours des événements. Un groupe d'étudiants qui sortait du local de la fédération et se dirigeait vers le centre-ville en proférant des slogans contre la hausse des tarifs, croisa une patrouille militaire et quelques policiers, qui, après un incident confus, firent usage de leurs armes à feu. Mortellement blessée par les tirs, l'étudiante infirmière Alicia Ramírez Patiño s'effondra et mourut à la Posta Central²⁰ vers minuit.

La mort d'Alicia Ramírez eut un grand impact sur la population et déclencha une mobilisation sociale massive, spontanée et incontrôlable qui atteignit son paroxysme le 2 avril. Les étudiants se mobilisèrent très tôt le matin pour converger vers le siège de la FECH. Sur le trajet, se produisirent les premiers affrontements avec la police. À midi, les manifestants se trouvaient massivement rassemblés dans les alentours du local de la FECH. Il ne s'agissait plus simplement d'étudiants : il y avait aussi des ouvriers, des employés, des habitants et de simples passants. Après avoir été dispersée par la police, la foule se reforma en petits groupes qui envahirent le centre de Santiago et disloquèrent l'action policière : les carabiniers furent attaqués et débordés et une vague de destruction se déclencha. Vers deux heures de l'après-midi, les dirigeants étudiants étaient incapables de contrôler le mouvement. Se produisirent alors l'assaut et le pillage de magasins, de commerces et d'armureries. Dans le même temps la répression se faisait plus violente et provoquait les premières victimes. Avant 18 heures, la police s'était retirée et les rues étaient parcourues par des groupes de manifestants qui ne rencontraient aucune résistance. C'est seulement vers 20 heures que commença l'occupation militaire du centre. Les derniers groupes furent réprimés et la mobilisation se déplaça vers les quartiers périphériques. L'état de siège fut déclaré et le couvre-feu établi.

Le 3 avril, la ville était paralysée. Cependant, et malgré le contrôle militaire, les manifestations continuèrent, donnant lieu à de nombreux incidents dans la capitale. Le plus grave fut l'affrontement dans la commune de San Miguel devant le 12^e commissariat entre une colonne de manifestants – composée principalement de grévistes de Madeco – et

20. Note *Dial*: L'hôpital d'urgence Assistance publique (HUAP), plus connu sous le nom de *Posta Central*, est le principal centre de soin d'urgence de la région métropolitaine de Santiago.

le contingent policier provoquant plusieurs blessés et arrestations et la mort d'une femme. L'après-midi, le local de la FECH fut perquisitionné et il y eut des arrestations massives dans le centre de la capitale. Les affrontements continuèrent jusqu'au début du couvre-feu.

Pendant ce temps-là, à Concepción, les étudiants avaient maintenu une mobilisation constante depuis le lundi. Les incidents redoublèrent en nombre et en intensité, particulièrement le mercredi. Cependant il n'y eut à déplorer ni morts ni blessés.

Retour à la normale

À partir du jeudi 4 avril, Santiago et Concepción commencèrent à revenir à la normale. Dans la capitale, il y eut quelques incidents isolés dans des quartiers populaires. La ville avait l'aspect d'un champ de bataille. Les personnes arrêtées commencèrent à être jugées par la justice et la police d'investigation réalisa des descentes pour essayer de trouver les responsables des pillages lors des journées du mardi et mercredi. Le 5 avril, le gouvernement annonçait la composition d'une nouvelle commission pour reconsidérer la hausse des tarifs, en y intégrant des membres d'organisations étudiantes, ouvrières et d'employés. Finalement le dimanche 7, on annonça officiellement ce qui depuis plusieurs jours était en train de se négocier: la suspension de la hausse du prix des transports collectifs en attendant les résultats de la nouvelle commission.

Ainsi se terminait plus d'une semaine d'intenses mobilisations sociales qui avaient commencé à Valparaiso avant de continuer à Santiago et Concepción, compromettant ainsi la stabilité des trois principales villes du pays. Mobilisations qui s'étaient soldées par plus de 20 morts, des centaines de blessés et d'arrestations, ainsi que d'importants dégâts matériels. Le pays était en état de siège et le gouvernement avait présenté un projet de loi demandant au Congrès de lui accorder des pouvoirs spéciaux. La classe politique de son côté avait été totalement débordée par les événements. Les étudiants avaient obtenu satisfaction à leur principale revendication – la dérogation des augmentations – mais ils exigeaient encore la libération des personnes arrêtées ainsi qu'une enquête approfondie pour identifier les responsables de la brutale répression exercée contre eux et faire la lumière sur le nombre élevé de morts et de blessés. L'arrestation et la mise à l'écart de leurs principaux dirigeants étaient le prix payé par les ouvriers et les travailleurs. Les habitants des

La société, stupéfaite, se contemplait elle-même, presque sans se reconnaître. Il faudrait beaucoup de temps pour que les acteurs sociaux comprennent ce dont ils avaient été les protagonistes.

Pendant, les acteurs économiques et politiques de l'époque furent plus rapides dans leur réaction. Les intérêts économiques furent momentanément ajournés pour se centrer sur le plus important : rétablir les garanties de la propriété privée et les conditions minimales de stabilité pour la bonne marche des affaires. Les intérêts politiques se rejoignirent rapidement sur un accord pour la défense des institutions menacées et la réaction du système politique eut recours à tous les moyens pour rétablir l'ordre et la loi.

ANALYSE

DIFFÉRENTES FORMES D'EXPRESSION POUR UN MÊME REFUS INITIAL

Ce qui mit le feu aux poudres de la contestation fut sans aucun doute l'augmentation des tarifs des transports collectifs. Cependant cette même réaction initiale d'opposition à la mesure prit des formes distinctes dans chacune des trois villes concernées. Reconnaître ces différences constitue la porte d'entrée à ce que nous avons appelé la «logique interne» des événements d'avril.

La spontanéité, le caractère massif et la diversité sociale que manifesta dès le début la contestation à Valparaiso, ont été directement liés à la perception de l'arbitraire et de l'injustice de la mesure prise par l'autorité. En effet c'est à Valparaiso et Viña del Mar que les effets de la hausse des prix frappèrent le plus fortement et le plus uniformément la population. Ce ne fut pas le cas à Santiago où la taille de la ville, la dispersion de la population et les différentes réalités communales firent qu'il n'y eut pas de réaction massive avant le troisième jour de manifestations qui, jusqu'à ce moment-là, étaient presque exclusivement le fait des étudiants. À Concepción par contre, ce furent les entreprises de microbus qui réagirent en premier se sentant lésées par la mesure et qui interrompirent le service ; ce faisant, ils donnèrent une raison supplémentaire aux étudiants pour prendre la tête d'un mouvement organisé aux côtés des syndicats.

Ces différentes attitudes devant l'augmentation des tarifs mettent aussi en évidence que les manifestations ne furent pas le résultat d'une concertation préalable. Au contraire, les acteurs à l'origine de ce

mouvement étaient aussi différents que les chemins qu'ils empruntèrent pour exprimer socialement leur refus. Une fois le processus déclenché, leurs caps seront incertains et fluctuants.

LA VIOLENCE EN RELATION DIRECTE AVEC L'ATTITUDE DU POUVOIR

S'il est vrai que la protestation sociale à ses débuts revêtit à chaque endroit des formes différentes, son caractère pacifique et légal apparaît comme une constante. Au-delà de la radicalité que les étudiants imprimèrent à leurs premières manifestations, celles-ci furent en général non violentes. Le cas emblématique est celui des étudiants de Valparaiso qui se couchaient dans les rues pour empêcher le passage des autobus. La même chose a pu être observée à Santiago où les premières actions consistèrent à arrêter les véhicules, à faire descendre les voyageurs et à lancer l'idée d'une « grève » de passagers.

L'extension rapide de la violence paraît étroitement liée à l'attitude des autorités et en particulier au comportement de la police. Il est certain qu'entre les étudiants et les carabiniers, il existait de longue date une tension que nous pourrions considérer comme historique, ce qui donnait à l'expression de la violence une certaine autonomie, tant vis-à-vis des dirigeants étudiants que des autorités politiques. Cependant, alors que les organisations étudiantes incitèrent constamment leurs membres à rester dans la légalité, les différentes attitudes des autorités eurent une influence directe sur le degré de violence des événements. Valparaiso sert encore d'exemple : la décision de faire intervenir la marine, ainsi que la volonté d'obtenir une dérogation à l'augmentation des prix furent déterminantes, aussi bien pour écourter la durée du conflit que pour diminuer le nombre de victimes et de dégâts.

À Santiago en revanche, la condamnation immédiate du mouvement de la part des autorités, la répression acharnée de la part des carabiniers et la double stratégie de dialogue et de répression qu'adopta le gouvernement firent avorter les efforts en vue d'une solution rapide du conflit. Ainsi, le 1^{er} avril, au lieu d'en marquer la fin comme tout le laissait supposer, devint une date fatidique : le meurtre d'Alicia Ramírez par la police envenima le conflit. Cette même relation entre le degré de violence et l'attitude des autorités se verra confirmée dans les événements du mercredi 3 avril où, fruit presque exclusif de l'action militaire

et policière, le nombre de victimes mortelles dépassa celui du mardi, paroxysme de la contestation sociale.

La violence, loin d'être une donnée présente dans le contexte immédiat, apparaît donc comme une des premières caractéristiques de la «logique interne» des événements et trouve une explication possible dans les différentes attitudes des autorités politiques et militaires.

RUPTURE DE LA COEXISTENCE SOCIALE

La violence en effet ne fut pas étrangère au divorce entre société civile et société politique qui se manifesta à l'occasion des événements d'avril. Un divorce observé aussi bien à Valparaiso qu'à Santiago, mais qui se matérialise à des dates différentes.

À Valparaiso, ce sera le samedi 30 mars. Paradoxalement, alors que les autorités réunies au siège du pouvoir politique régional trouvaient une solution négociée entre les entreprises et le gouvernement, le conflit dans les rues entre manifestants et policiers arrivait à son point culminant. La mort de Samy Muga et des dizaines de blessés seront l'une des expressions de la fracture sociale. L'autre sera le long siège du 6^e Commissariat et la destruction de biens publics par des manifestants.

À Santiago ce sera le mardi 2 avril : lorsque le conflit entre étudiants et policiers cède le pas à un conflit plus profond et irréversible entre marginalité et système. Les étudiants et les policiers se retirent du centre de Santiago occupé par de nouvelles couches de la société qui ne croient plus au lien qui les unit au système politique, si tant est qu'il ait jamais existé. Une marginalité émergente à la fin des années 1950 au Chili. Ainsi, le 2 avril à Santiago, la rupture et l'écart entre les protagonistes d'un conflit lié à la conjoncture – organisations sociales et partis d'un côté, gouvernement de l'autre – mettront en évidence une rupture plus profonde de la société chilienne et lui donnera l'occasion de s'exprimer : rupture entre ceux qui étaient ou se sentaient intégrés à la vie sociale et ceux qui étaient ou se sentaient marginalisés.

Les événements d'avril nous montrent une séparation profonde entre la population et les autorités : alors que l'une s'exprimait à travers un mouvement spontané sans autre motif que son mécontentement, l'autre n'y voyait qu'une conspiration. Cela explique qu'à une dynamique essentiellement sociale on ait donné une «solution» politique répressive comme la loi sur les pouvoirs spéciaux.

ON FINIT PAR PROTESTER CONTRE TOUT ET PARTOUT

Les caractéristiques que revêt la contestation quand elle arrive à son degré maximal de violence et de débordement montrent que ce qui a commencé par le refus d'une mesure concrète de l'autorité est devenu une revendication généralisée. La dynamique interne du processus a fait que d'objectifs partiels on soit passé dans les faits à des remises en cause plus globales de la réalité.

En témoigne le fait que la colère populaire qui, dans les premiers jours prit pour cibles les véhicules de transport publics, s'exerça ensuite contre les forces de l'ordre puis contre les biens publics, municipaux et privés. L'agressivité et la violence atteignirent leur paroxysme quand le samedi 30 à Valparaiso et spécialement le mardi 2 à Santiago des groupes de manifestants attaquèrent les sièges d'importants pouvoirs publics comme le commissariat et l'Intendance à Valparaiso, les tribunaux, le Parlement et le palais du gouvernement à Santiago. Des symboles significatifs comme les statues d'Arturo Prat et Bernardo O'Higgins n'y échappèrent pas non plus. Des pouvoirs privés comme certains médias furent aussi objet de rejet: ce fut le cas de l'édifice du journal *El Mercurio*. Finalement les vols et l'attaque de magasins non alimentaires peuvent être interprétés comme une tentative extrême pour inverser la distribution injuste de la richesse.

Géographiquement, il est intéressant aussi d'observer – surtout à Santiago – que la contestation se déplace selon un axe urbain «centre-périphérie». C'est-à-dire que la contestation démarre et arrive à son point culminant dans le centre-ville, ce qui fait que ses protagonistes se déplacent des alentours vers le centre-ville. Lorsque le contrôle policier ou directement la répression empêchent d'occuper le centre comme théâtre des opérations, la contestation se déplace vers les zones périphériques, vers les quartiers populaires. On observe le même déplacement à Valparaiso, bien que dans une moindre mesure, entre les collines et le port.

Dans sa «logique interne» donc, la contestation connaît des déplacements réitérés tant dans ses intentions que dans sa spatialité.

RAPPORT ENTRE LA RÉALITÉ ET SA REPRÉSENTATION

Les représentations que les différents secteurs de la société chilienne se font de la réalité en 1957 tendent à être partielles en ce sens qu'elles ne parviennent pas à appréhender la complexité de la situation et se

contentent de se focaliser sur l'un ou l'autre de ses aspects. Elles sont partielles également parce que la plupart du temps elles correspondent à leurs intérêts particuliers ou à leurs options idéologiques globales. Cette partialité des représentations provoque des distorsions qui ont des répercussions sur l'attitude des différents acteurs.

En effet, on agit en accord avec ce que l'on voit de la réalité, et l'on voit la réalité telle qu'on se la représente. Ainsi, chacun détermine sa position et prend des initiatives en fonction de sa lecture des événements. C'est ainsi que les discours finissent par créer à leur tour la réalité. À cet égard, l'impact du mardi 2 avril sur les discours est remarquable. Deux processus intimement liés se produisent. D'une part, l'évolution des événements a fait que leur représentation a varié dans de nombreux secteurs de la société, laissant libre cours aux (dis)qualifications les plus extrêmes dans les discours. Mais, d'autre part ce changement dans les discours a eu sans aucun doute un impact sur la réalité, en ce que les initiatives prises par les acteurs politiques se sont référées bien plus aux discours qu'à ce qui se passait réellement. Ce fut le cas, concrètement, lors du débat et du vote des pouvoirs spéciaux. Ce qu'on observe dans l'analyse des causes du conflit constitue un autre exemple de ce rapport étroit entre réalité et représentation de la réalité. En effet, les comportements politiques et sociaux furent déterminés par les différentes représentations de ce qu'on pensait être à l'origine du conflit. Par suite, les propositions de solution au conflit reflétèrent généralement plus ces visions de la réalité que la réalité telle qu'elle se révélait.

Cela a eu des répercussions sur l'évolution et la tournure que prirent les événements d'avril, devenant ainsi partie intégrante de leur logique interne. Au final, des secteurs dominants comme le gouvernement et la droite finirent par agir en fonction d'une «réalité» qu'eux-mêmes avaient contribué à créer avec leurs discours. En bref, les mouvements sociaux d'avril n'avaient pas la «dangerosité» institutionnelle que les secteurs dominants de la société leur attribuèrent. Il ne s'agissait ni d'une rébellion ni d'une révolution, mais seulement comme nous le verrons plus loin, d'une révélation.

DIFFÉRENCE ENTRE «JEUNES ET OUVRIERS» ET «JEUNES OUVRIERS»

Ce que nous avons appelé «logique interne» des événements d'avril se caractérise également par une tendance à la «relève des acteurs»,

c'est-à-dire à une participation échelonnée des différents acteurs sans que nécessairement ils se rencontrent ou qu'ils restent en contact les uns avec les autres. Cette succession d'acteurs renforça la tendance à distinguer des étapes ou des phases tout au long du conflit. L'impact du 2 avril contribua à accentuer cette perception au niveau du discours : les acteurs antérieurs à cette date étaient différents de ceux qui apparurent après cette date.

Dans le discours du gouvernement, la faible identification sociale initiale des protagonistes se transforma en identification politique et délictuelle laissant ainsi place à la stigmatisation politique. Quant au discours de la droite, il évolua vers une stigmatisation sociale qui parvint à des extrêmes insoupçonnés. La façon dont on appela ou qualifia les groupes protagonistes des événements d'avril atteignit un niveau qui reflète un profond mépris ou une grande crainte des groupes populaires. Cette violence verbale montre qu'il existait au sein des groupes les plus conservateurs de la société, une sous-estimation très profonde d'une bonne partie de la population chilienne. Les excès dont feraient preuve ces mêmes groupes, quinze ans plus tard, lors du coup d'État de 1973, ont ainsi d'importants antécédents culturels et politiques dans leur réaction face aux événements d'avril 1957.

La manière dont les discours identifièrent socialement les protagonistes des événements d'avril amène à conclure qu'il s'agit principalement de jeunes étudiants et d'ouvriers et d'employés, autrement dit, de travailleurs. Néanmoins, si l'on dresse un bilan à partir des registres des arrestations et des blessés, il apparaît qu'il s'agit principalement de jeunes et de jeunes adultes (de moins de 35 ans) qui s'identifient comme ouvriers. Les étudiants se situent clairement en deuxième position. Ces jeunes ouvriers, d'extraction populaire, étaient majoritairement célibataires et résidaient dans des communes anciennes, voisines du centre-ville, surpeuplées et avec de graves problèmes sociaux. Ils n'exerçaient pas de fonctions dirigeantes et ne pouvaient pas être considérés comme des délinquants. En nous en tenant à ce profil identitaire, on peut déjà faire, nous semble-t-il, les réflexions suivantes.

Tout d'abord il s'agit d'une population récemment intégrée ou en voie d'intégration dans le monde du travail, souffrant par conséquent directement des effets de la crise économique qui se traduisait par des bas salaires et du chômage. Ce n'étaient pas des ouvriers plus âgés, bien intégrés dans le monde du travail. Ensuite, il s'agit d'un secteur social

non politisé ou, dans le meilleur des cas en voie de politisation, sans lien organique fort avec les partis ou les organisations syndicales. Enfin, il ne paraît pas excessif de considérer que, du fait des caractéristiques précédemment mentionnées, c'était l'un des secteurs de la population les plus touchés par le désespoir, le manque de confiance dans l'avenir et le désenchantement.

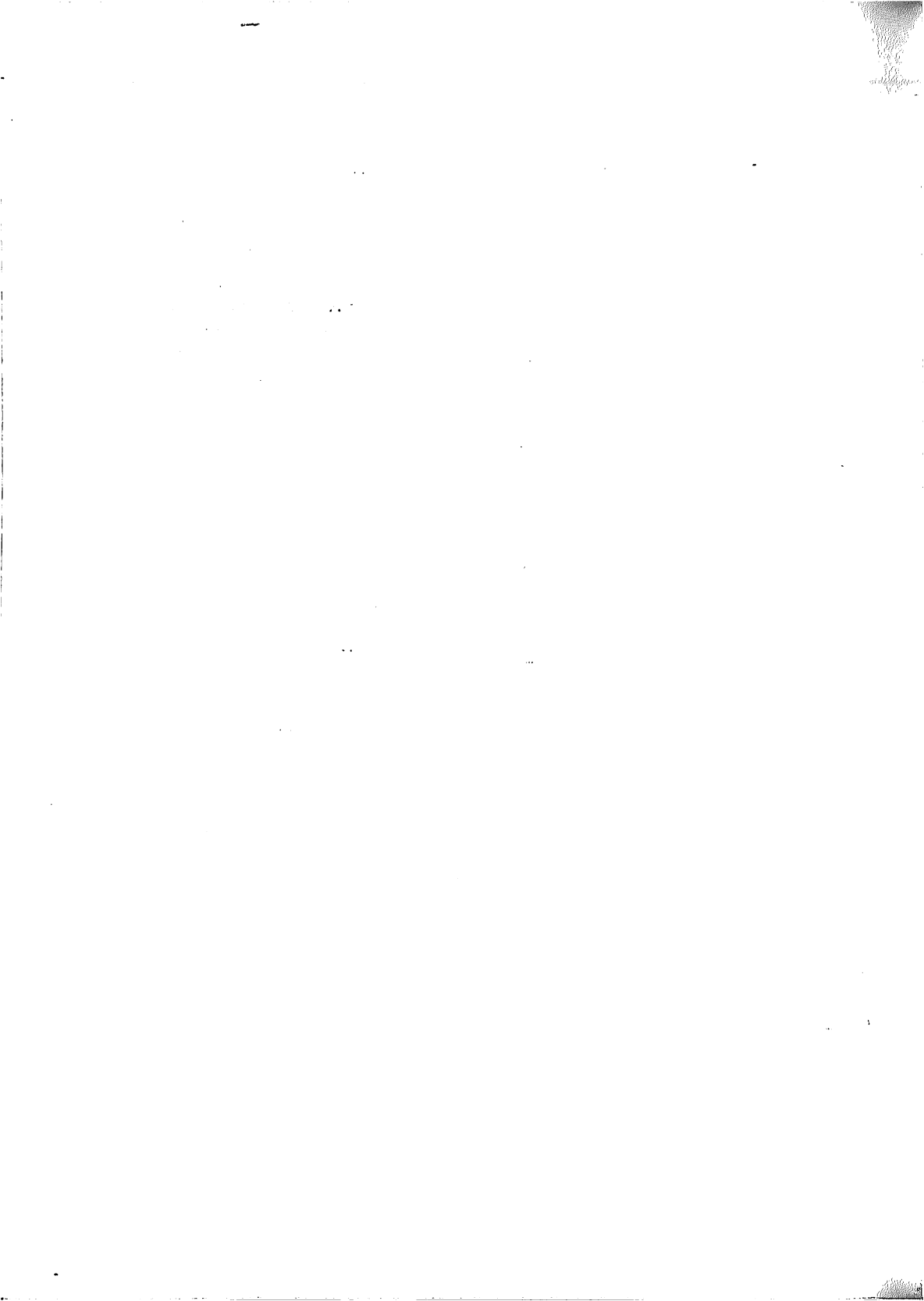
Éléments plus que suffisants pour que ces jeunes « ouvriers » deviennent les principaux protagonistes des événements d'avril. Éléments qui, en général, échappèrent aux représentations que les différents secteurs de la société chilienne de l'époque se faisaient de ceux qui avaient participé aux événements. On préféra voir ce qui était connu : des étudiants et des ouvriers. Les uns, de jeunes idéalistes, et les autres, des adultes politisés par la gauche.

RÉVÉLATION : LA SOCIÉTÉ CHILIENNE EN CRISE

La logique interne des faits vient, finalement, confirmer quelque chose qui était déjà présent dans le climat du contexte précédant immédiatement les événements d'avril : l'idée d'une société en crise. De fait, comme nous l'avons déjà mentionné, les événements d'avril, plutôt qu'une « rébellion » ou une « révolution », furent une « révélation » de tensions qui parcouraient souterrainement la société chilienne de l'époque. C'est ce que perçurent – recueillant cette fois la réalité dans sa dimension sensible – presque tous les discours de l'époque. Révélation d'une crise qui n'était pas seulement économique, comme on le déclarait depuis 1955, mais aussi politique et morale. La contradiction que révélait la succession, en moins d'un mois, de deux événements diamétralement opposés comme le déroulement d'une élection parlementaire dans le calme et l'ordre absolu, suivie d'une explosion sociale sans précédents, mettait en évidence la crise politique. On retrouve bien là l'idée d'une rupture entre société civile et société politique aggravée cette fois par l'expérience d'une rupture additionnelle vis-à-vis de valeurs essentielles comme la confiance, la crédibilité, l'espoir et le respect de l'autre.

Révélation, aussi, d'autres sentiments présents dans le Chili de 1957. Comme par exemple, la crainte très répandue – chez les uns et les autres pour des raisons différentes – d'une rupture institutionnelle qui ne faisait que refléter la méfiance généralisée envers la solidité du système démocratique. Ou encore ce sentiment sempiternel de supériorité des groupes chiliens dominants vis-à-vis des autres nations d'Amérique

latine et ce besoin permanent de compter sur la reconnaissance et l'estime internationale. Tout ceci leur rendait insupportable l'idée que le Chili n'était pas épargné par les excès propres aux «sociétés arriérées». Ou la façon toujours utilitaire de ces mêmes groupes d'établir des relations avec les forces armées et les carabiniers qui n'avaient, pour eux, d'autre fonction que d'être les gardiens de l'ordre nécessaire à la prospérité de leurs affaires. Prospérité qu'ils confondaient avec le développement économique du pays. Ou enfin l'insinuation qu'une partie de la gauche chilienne commençait à faire quant à la possibilité d'emprunter «une autre voie» vers le changement social, non plus pacifique et institutionnelle, mais violente et révolutionnaire. Comme un signe avant-coureur de ce qui allait devenir une tendance croissante pendant les années 1960.



ARGENTINE
MANIFESTATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE,
RÉVOLTE POPULAIRE ET INSURRECTION URBAINE:
LE CORDOBAZO (29-30 MAI 1969)

JAMES P. BRENNAN ET MONICA B. GORDILLO¹

Les deux textes qui suivent sont consacrés au Cordobazo (1969) et, plus rapidement, aux différentes émeutes urbaines dans l'Argentine de la seconde moitié du 20^e siècle. Il était difficile de trouver un texte rendant compte de manière approfondie des événements qui ont secoué Córdoba, deuxième ville industrielle du pays, les 29 et 30 mai 1969. Selon les positions politiques des auteurs, les relectures des émeutes divergent fortement. Ce texte, long et détaillé, a été retenu pour sa précision dans le récit des faits et sa remise en situation des différents acteurs impliqués. Il a été co-écrit par James P. Brennan, actuellement professeur d'histoire à l'Université de Californie Riverside, et Monica B. Gordillo, professeure d'histoire à l'Université nationale de Córdoba.

En 1955, un coup d'État renverse le gouvernement de Juan Domingo Perón, marquant ainsi le début d'une période de démocratie restreinte et d'une succession de régimes militaires et civils faibles. L'interdiction de la principale force politique du pays, le péronisme, priva tous les gouvernements de l'époque de la légitimité dont ils avaient besoin pour résister à l'opposition et aux intrigues des autres acteurs politiques de la société argentine et pour se maintenir au pouvoir. Et l'illégalité dans laquelle se trouvait le parti péroniste força ses partisans à user de moyens non parlementaires et à adopter des pratiques, notamment dans

1. James P. Brennan et Monica B. Gordillo, «Working class protest, popular revolt, and urban insurrection in Argentina: The 1969 Cordobazo», *Journal of Social History*, vol. 27, n° 3, printemps 1994, p. 477-498. Traduction: Gilles Renaud pour *Dial*. Note *Dial*: Les deux paragraphes d'introduction, qui resituaient ce texte dans la série d'ouvrages et d'articles dédiés au *Cordobazo* ont été omis.

la classe ouvrière, qui justifiaient une action directe et un militantisme ouvrier. La société était de plus en plus divisée quant à sa vision de l'avenir et à ses pratiques politiques entre «pro-peuple» et «anti-peuple», entre péronistes et anti-péronistes, polarisation qui nuisait au dialogue politique et aux compromis qui vont de pair avec les voies constitutionnelles normales.

Le coup d'État du 28 juin 1966 qui mit un terme au gouvernement de tendance radicale du président Illia (1963-1966) instaura le régime le plus autoritaire que le pays ait connu malgré un passé récent peu teinté de démocratie et ne fit qu'exacerber les frustrations et le sentiment d'exclusion qui régnaient chez la classe ouvrière péroniste et dans une partie croissante de la société argentine. La «révolution argentine» du général Juan Carlos Onganía, pour reprendre la terminologie employée par les organisateurs civils et militaires du coup pour qualifier la dictature, annonçait haut et fort la volonté d'en terminer avec la vénalité des hommes politiques issus de la société civile et d'engager un processus de transformation profonde de la société argentine. Dans ce but, le gouvernement fit disparaître presque toutes les formes de participation politique. Le Congrès fut abrogé, les partis politiques interdits et toutes les formes d'opposition et de contestation réduites au silence par l'intimidation². Qui plus est, le gouvernement se garda bien de promettre un quelconque retour à la démocratie, évoquant un processus en trois temps («*los tres tiempos*») – l'économique, le social et le politique – avec une certitude toute comtienne³ sur les évolutions à venir de son programme autoritaire. De même, il employa le terme «révolution», pour donner non seulement l'illusion d'un changement systémique, mais aussi l'impression d'un processus social à la durée illimitée. Dans un pays où l'intérêt et la participation politiques, sous une forme ou une autre, étaient élevés, les prétentions autocratiques du régime dépassèrent rapidement les limites acceptables y compris pour ceux qui avaient soutenu au départ le renversement de l'incapable président Illia.

2. Voir Oscar Anzorena, *Tiempo de violencia y utopia (1966-1976)*, Buenos Aires, Contrapunto, 1988; Guillermo O'Donnell, *Modernization and Bureaucratic Authoritarianism*, Berkeley, University of California, 1973; Gregorio Selsler, *El onganiato*, vol. 1 et 2, Buenos Aires, Hyspamérica Ediciones, 1986.

3. Note *Dial*: Adjectif construit en référence à Auguste Comte.

Un des principaux objectifs du régime, étroitement lié à son autoritarisme politique, résidait dans la modernisation de l'économie. Le programme économique du gouvernement reposait pour une bonne part sur l'affaiblissement du mouvement ouvrier en tant que vecteur du pouvoir de la société civile et obstacle aux plans échafaudés pour rationaliser les structures économiques nationales et attirer des investisseurs étrangers. Le gouvernement décida de geler les salaires et établit un mécanisme d'arbitrage obligatoire pour les conflits du travail autour de cette question, ce qui revenait en fait à interdire les grèves. Il supprima d'autre part des milliers d'emplois dans diverses branches du secteur public, comme les chemins de fer et le port de Buenos Aires, en créant plus généralement un climat qui encourageait les entreprises à réduire leurs coûts de main-d'œuvre. Les dirigeants syndicaux péronistes qui avaient initialement bien accueilli le coup d'État, comme Augusto Vandor de l'Unión Obrera Metalúrgica (UOM), se virent obligés de faire barrage au régime quand ils eurent compris que le gouvernement Onganía ne rétablirait pas, comme ils l'espéraient, l'alliance entre les forces armées et les syndicats qui avait caractérisé les gouvernements péronistes des années 1940 et 1950. Le 1^{er} mars 1967, la CGT, dominée par le courant Vandor, appela à une grève générale pour protester contre la politique du travail d'Onganía. Celui-ci lui répondit en privant six des principaux syndicats du pays, dont l'UOM, de leur personnalité juridique («*personería gremial*») et en suspendant toutes les négociations collectives jusqu'au 31 décembre 1968, au grand désespoir du mouvement syndical⁴.

L'incapacité de Vandor et des dirigeants syndicaux en place à résister efficacement aux mesures prises par le gouvernement contre le monde ouvrier explique en grande partie l'émergence d'un mouvement syndical dissident, la CGT des Argentins (CGTA), lors du congrès national de la CGT en mars 1968. Les mobilisations de la CGTA allaient jouer un rôle important dans les événements qui conduisirent au *Cordobazo*. La CGTA, dirigée par Raimundo Ongaro, du syndicat des imprimeurs de Buenos Aires, mit à profit l'esprit de résistance encore vivace parmi la classe ouvrière péroniste et reçut le soutien de nombreux syndicats mécontents du pays, mais surtout dans les provinces, notamment celle de Córdoba. La grave crise qui touchait l'économie de cette province

4. *Informe*, Servicio de Documentacion e Informacion Laboral, n° 85, mars 1967, p. 12-23.

alimenta également la rivalité qui opposait les dirigeants syndicaux de la deuxième ville industrielle du pays à ceux de Buenos Aires, et qui fut de nouveau illustrée par leur volonté d'adhérer à une CGT renégate contestant l'autorité de Vandor et d'autres chefs syndicaux.

Les politiques économique et du travail d'Onganía étaient particulièrement critiquées à Córdoba. Ainsi, dans l'industrie automobile, très importante en Argentine, l'entreprise Industrias Kaiser Argentina (IKA), appelée à devenir IKA-Renault, avait profité de la politique du travail stricte suivie par le gouvernement et avait déjà diminué les salaires, dès le début 1967, de quelque 20 %, licencié près de 1 000 travailleurs et régulièrement raccourci la semaine de travail, ce qui eut naturellement un effet dommageable sur les revenus mensuels des travailleurs. En outre, toutes ces mesures se voulaient simplement une première étape dans la lutte générale contre les coûts salariaux⁵. De même, l'UOM locale vivait une année désastreuse avec l'annonce de faillites presque toutes les semaines dans le secteur des pièces détachées, très dépendant de l'industrie automobile, tandis que le syndicat stratégique de l'électricité (Luz y Fuerza) faisait face à une rationalisation de la société d'électricité publique provinciale, Empresa Provincial de Energía Eléctrica de Córdoba (EPEC), qui aboutit à la mise à pied de personnel, à une réduction de la durée des semaines de travail et à un projet de transfert du développement de l'énergie nucléaire entre la province et le gouvernement central⁶.

LES SYNDICATS

L'arrivée d'entreprises automobiles étrangères au milieu des années 1950 transforma l'économie locale et le mouvement ouvrier et fit de Córdoba en fin de compte un lieu propice à une grande mobilisation ouvrière. À Córdoba, le «nouvel ouvrier industriel», qui se concentrait dans les usines automobiles de la ville, évoluait dans un environnement sensiblement différent de celui de la plupart des ouvriers argentins. La principale caractéristique du syndicat de l'automobile, le Sindicato de Mecánicos y Afines del Transporte Automotor (SMATA), résidait dans

5. Archives des Usines Renault, Boulogne-Billancourt. (Direction juridique, carton 0734 3400 «Argentine» dossier «Situation IKA», mémorandum de J. M. Palacios à M. Maison, 16 janvier 1967; mémorandum d'A. Copain Mefray à M. Maison, 3 février 1967.)

6. *Informe*, Servicio de Documentación e Información Laboral, n° 89, juillet 1967, p. 6; *Electrum* 4, n° 109, mars 1967, p. 1-4.

son autonomie et son indépendance à l'égard de Buenos Aires. Bien qu'appartenant à une structure centralisée et, donc, techniquement assujéti au contrôle du bureau central de Buenos Aires, il jouissait dans les faits d'une quasi-indépendance.

Celle-ci était essentiellement due à la décentralisation du processus de négociation collective dans l'industrie automobile. Contrairement aux secteurs du textile, de la métallurgie et, en réalité, à la plupart des industries de l'Argentine, il n'existait aucun accord collectif national dans la filière automobile. En revanche, des accords étaient négociés entreprise par entreprise. Ce système offrait aux multinationales de l'automobile la souplesse voulue sur un marché extrêmement instable mais rendait aussi le syndicat de Córdoba plus tributaire du soutien de sa base et ses dirigeants plus responsables envers les travailleurs qu'ils représentaient. La gestion interne du SMATA, plus démocratique, et sa tradition de concertation et de mobilisation en firent un des syndicats les plus actifs du pays dans les années 1960. L'existence de délégués, de commissions paritaires et d'assemblées ouvertes à tous eut pour effet d'accroître nettement la participation des travailleurs aux affaires syndicales, comme en témoignent les taux de syndicalisation élevés (supérieurs à 90 % de la main-d'œuvre en 1969), la forte participation des travailleurs aux élections syndicales (plus de 85 % des syndiqués entre 1962 et 1966), et la participation massive des travailleurs aux mobilisations ouvrières de la décennie, dont le *Cordobazo* ne fut que l'apogée⁷. La résistance du syndicat aux mesures disciplinaires décrétées à Buenos Aires fut également renforcée par une modification des statuts du SMATA décidée en 1968 grâce à l'insistance de la section de Córdoba, modification qui restreignait le pouvoir du bureau central pour sanctionner les sections locales rebelles et qui, surtout, se traduisait par une large décentralisation financière donnant aux sections locales un contrôle presque entier sur les fonds du syndicat⁸.

De même, d'autres syndicats de Córdoba n'étaient pas astreints aux restrictions souvent imposées par la direction aux sections locales, et étaient plus réactifs aux pressions de la base. Le syndicat stratégique de l'électricité, qui avait l'avantage d'appartenir à une structure fédérale, exerçait ainsi un contrôle presque complet sur l'argent du syndicat,

7. Monica B. Gordillo, « Los prolegomenos del Cordobazo: los sindicatos líderes de Córdoba dentro de la estructura de poder sindical », *Desarrollo Económico*, 31, 122, juillet-septembre 1991, p. 171-172.

8. *La Voz del SMATA*, SMATA, Córdoba, 4, 32, novembre 1968, p. 6.

pouvait mener des négociations collectives et était libre d'administrer les élections et les services sociaux internes comme il l'entendait. Sa taille relativement petite – le nombre d'adhérents n'ayant jamais dépassé 3 000 –, et la présence bénéfique, durant toutes ces années, d'un président, Agustín Tosco, qui possédait un grand prestige, une intégrité infaillible et de profondes convictions démocratiques contribuèrent également à une gestion démocratique participative et à la présence d'une direction très sensible à l'humeur changeante de la base⁹.

Évaluer l'effet de l'existence de ces structures plus indépendantes et démocratiques sur le rôle dirigeant exercé par ces syndicats dans le *Cordobazo* est une question complexe. Dans le cas du SMATA comme dans celui de Luz y Fuerza, l'existence d'une conscience syndicale profonde, d'une identification étroite entre les travailleurs et leur organisation, favorisa la résistance aux attaques du régime contre l'autonomie et les privilèges du syndicat. Cette «*conciencia sindical*» était elle-même le produit de diverses influences. À Luz y Fuerza, la composition de la main-d'œuvre, largement issue des rangs de la classe moyenne et ayant suivi des études universitaires, rendait les membres particulièrement sensibles à la privation des libertés démocratiques sous le régime Onganía. Le fait de travailler dans une entreprise de service public et l'exposition aux effets jugés dommageables du modèle économique actuel sur la formation d'un réseau électrique national entièrement intégré ont conduit à effectuer un rapprochement sans précédent entre les droits syndicaux et les problèmes de développement de l'économie nationale.

Le fonctionnement, par exemple, d'un système de taux qui favorisait alors nettement les gros acheteurs, c'est-à-dire surtout les entreprises automobiles étrangères, au détriment des petites entreprises locales et des particuliers contribua à transformer le mécontentement du syndicat en une position anti-impérialiste. Ainsi, pour les travailleurs de l'électricité, les problèmes vécus par leur branche prirent une teinte idéologique et politique qui se conjugua à leurs propres revendications concernant la perte des droits syndicaux et qui encouragea leur syndicat à contester le régime¹⁰. Au SMATA, l'activisme acharné des dirigeants péronistes avait non seulement apporté au syndicat des avantages comme la

9. Carlos E. Sanchez, *Estrategias y objetivos de los sindicatos argentinos*, Córdoba, Universidad Nacional de Córdoba, 1973, p. 34; I. M. Roldan, *Sindicatos y protesta social en la Argentina: Un estudio de caso: el Sindicato de Luz y Fuerza de Córdoba (1969-1974)*, Amsterdam, CEDLA, 1978, p. 119-120.

10. Sindicato de Luz y Fuerza de Córdoba, *Memoria y Balance (1966-1967)*, p. 69-71; «La situación

stabilité de l'emploi et la révision trimestrielle de l'indice du coût de la vie («*cláusula gatillo*») dans tous les accords collectifs, mais aussi coloré toutes ces avancées d'une idéologie syndicale qui mettait en valeur l'autonomie du SMATA et les droits du syndicat à la cogestion ainsi qu'à une participation au travail de planification au titre de l'héritage ouvrieriste laissé par le péronisme¹¹.

Malgré la rigueur des mesures gouvernementales, les syndicats de Córdoba étaient donc plus en mesure de contester le régime que ne l'étaient la plupart des syndicats argentins. Néanmoins, le mouvement ouvrier de Córdoba présentait de profondes divisions et la coopération dont les syndicats allaient faire preuve durant les mois précédant le *Cordobazo* était essentiellement le fruit des crises touchant les différents secteurs d'activité. Le mécontentement des travailleurs du SMATA et de Luz y Fuerza face aux mesures spécifiques du régime et à leurs mauvais effets sur la situation de la base syndicale conduisit les dirigeants à durcir leur position entre 1966 et 1969 mais aussi à chercher des alliés auprès d'autres syndicats. Pour les travailleurs des usines IKA-Renault, la suspension des droits de négociation collective et les atteintes brutales à toutes les formes de protection syndicale, notamment celles touchant à la stabilité de l'emploi et aux revenus, débouchèrent sur des troubles sociaux et des manifestations violentes entre 1966 et 1969. Parallèlement, la multinationale Renault entreprit une rationalisation de ses usines après avoir racheté IKA fin 1967, ce qui bouleversa profondément les méthodes de travail en place et accrut les cadences de production¹².

Pour les travailleurs du secteur de l'électricité, l'influence dont leur syndicat jouissait sur l'EPEC, comme en témoignaient les gains

económica-financiera de la Empresa Provincial de Energía de Córdoba. Una contribución sindical a su solución», *Electrum*, 16, n° 65, août 1972, p. 6-11.

11. Les publications, communiqués et dépliants du SMATA durant toutes les années 1960 sont remplis d'un discours syndical qui présente cette organisation comme le principal dépositaire des traditions péronistes à propos de la protection et du développement des droits fondamentaux au travail. La thématique de la ligne dure fait ressortir de forts courants anticapitalistes clairement enracinés dans la Résistance. Voir, par exemple, *La Voz del SMATA*, 1, 3, juin 1964, p. 1-3; et *El Mecánico*, 6, 5, novembre 1967, p. 3. Concernant la pérennité des mythes de la Résistance et la conscience politique de la classe ouvrière argentine en général, voir Daniel James, *Resistance and Integration: Peronism and the Argentine Working Class, 1946-1976*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

12. James P. Brennan, «El clasismo y los obreros. El contexto fabril del sindicalismo de liberación en la industria automotriz cordobesa, 1970-1975», *Desarrollo Económico*, 32: 125, avril-juin 1992, p. 9-12.

régulièrement obtenus dans les négociations collectives et le rôle considérable joué par le syndicat dans l'administration de l'entreprise, prit fin avec le coup d'État de 1966. Le refus du régime de confier à l'EPEC la construction de la centrale nucléaire de Río Tercero, préférant s'en remettre à une instance du gouvernement fédéral, eut pour effet d'exacerber le sentiment régionaliste et d'irriter les syndiqués profondément attachés à assurer la continuité de l'entreprise d'électricité publique.

Leur crainte que l'EPEC soit vouée à une privatisation générale se confirma lorsque le gouverneur local nommé par le régime mit la main sur toutes les nominations à la direction de l'EPEC¹³. En conséquence, alors que le SMATA et Luz y Fuerza dominaient respectivement les factions rivales vandoriste et ongariste, dans le mouvement ouvrier local, au début de mai 1969, elles collaboraient activement et préparaient ensemble la manifestation de la fin du mois.

Le rôle moteur que le SMATA et Luz y Fuerza allaient jouer dans le *Cordobazo* s'expliquait dans une large mesure par leurs structures plus indépendantes et démocratiques ainsi que par le besoin et la volonté croissants de leurs dirigeants de répondre aux attentes changeantes de la base. La tradition de militantisme et de mobilisation qui caractérisait les deux syndicats leur permit de donner une dimension concrète au mécontentement déclenché chez les travailleurs par la dictature d'Onganía. Toutefois, même des syndicats qui ne pratiquaient pas ces méthodes de gestion interne, comme l'UOM ou le syndicat local des chauffeurs d'autobus, l'Unión Tranviarios Automotor (UTA), furent aspirés dans le vaste mouvement d'opposition des ouvriers au régime et occupèrent une place centrale dans les manifestations de mai.

Une fois encore, l'existence de ce large front d'opposition s'explique certainement en partie par les problèmes spécifiques à chaque secteur d'activité. Les faillites provoquées, par exemple, dans l'industrie locale des pièces détachées par le modèle économique du régime, la disparition presque complète des obstacles aux investissements étrangers et la perte concomitante de protection pour les petites entreprises de la métallurgie s'accompagnèrent d'une offensive générale des employeurs contre les coûts salariaux. Une des causes du mécontentement des travailleurs fut le refus du bureau de Córdoba de l'association des employeurs, la *Federación Argentina de la Industria Metalúrgica del Interior*, d'abolir

13. « Los prolegomenos del Cordobazo », art. cité, p. 181-182.

les décharges zonales contrairement à ce qui avait été convenu dans l'accord collectif passé avec l'UOM en 1966. Le système des décharges zonales permettait aux employeurs des provinces de baisser les taux de rémunération définis dans les contrats nationaux de l'UOM, avec pour conséquence que les ouvriers de la métallurgie de Córdoba touchaient des salaires inférieurs de 20 % à ceux de leurs homologues de Buenos Aires¹⁴. De même, les chauffeurs d'autobus affiliés à l'UTA n'acceptèrent pas la faillite de leurs coopératives et la privatisation du réseau d'autobus urbain qui eut lieu au cours des mois précédant le *Cordobazo* et qui devait remettre sérieusement en question les classifications professionnelles et les régimes de retraite existants¹⁵.

Cependant, la participation massive des ouvriers locaux au *Cordobazo* ne peut être attribuée uniquement à la défense d'intérêts. Il existait aussi dans cette classe ouvrière une tradition militante antérieure à l'avènement de la dictature d'Onganía et qui influa sur la participation des syndicats au soulèvement. Les sources de cet activisme étaient non seulement industrielles, mais aussi politiques et culturelles. Au SMATA, la direction péroniste, sous la conduite d'Elpidio Torres, avait été contrainte, par les structures plus démocratiques du syndicat mais aussi par la présence d'une opposition de gauche critique dans les usines, d'adopter une attitude et un style combats pour conserver l'estime de sa base. La direction du SMATA expliquait dans son journal que chaque avancée obtenue dans les accords collectifs était le fruit d'une lutte acharnée, une victoire arrachée à un prédateur étranger, à ce monstre tentaculaire qui représentait l'entreprise. Pour contrer les positions plus intransigeantes de la gauche et l'attitude plus belliqueuse des délégués syndicaux marxistes, la direction péroniste du SMATA réclamait périodiquement la nationalisation d'IKA-Renault et exigeait publiquement, comme minimum, que les ouvriers participent à l'administration de l'entreprise. Torres et les dirigeants syndicaux contestaient par ailleurs certaines fonctions des cadres de la société, comme le droit de l'entreprise de limiter les heures supplémentaires¹⁶. Enfin, Torres renforça la ligne dure de la section locale du SMATA en participant très activement aux grèves et manifestations du courant péroniste, notamment après

14. *Clarín*, 12 mai 1969; «El sindicalismo cordobés en la escalada», *Aquí y ahora*, 3, 26, mai 1971, p. 6-15.

15. *La Voz del Interior*, 7 mai 1969, p. 21.

16. «Los prolegomenos del Cordobazo», art. cité, p. 177-178.

les premières tentatives d'implantation d'une structure syndicale chez les travailleurs de l'automobile peu expérimentés à la fin des années 1950 et au début des années 1960. En fait, plus que par les griefs d'une élite ouvrière déçue par le manque de mobilité sociale ou par des prédispositions révolutionnaires, l'activisme du SMATA dans les années antérieures au *Cordobazo* s'explique plus conventionnellement par une tradition ouvrière péroniste d'intransigeance, dans laquelle les revendications de la levée de l'interdiction frappant le parti et du retour d'exil de Perón jouaient un rôle central.

Le glissement vers une ligne dure et vers un affrontement avec les employeurs, de préférence à la négociation et à la revendication récurrente d'une légalisation du parti péroniste et du retour d'exil de Perón, allèrent aussi dans le sens de la tactique adoptée par de nombreux syndicats de la ville pendant la période de formation du mouvement ouvrier moderne à Córdoba. Comme le SMATA, la section locale de l'UOM, dirigée par Alejo Simo, était un jeune syndicat dans une industrie jeune qui avait besoin, pour commencer, de se doter d'une tactique militante pour être reconnu comme un interlocuteur valable par des employeurs réticents et acquérir de ce fait ne serait-ce qu'un minimum de crédibilité auprès des travailleurs. L'établissement d'une structure syndicale solide était aussi nécessaire pour écarter la menace toujours présente d'une intervention du siège à Buenos Aires de la très centralisée UOM. Autrement dit, comme au SMATA et à Luz y Fuerza, la tactique syndicale était décidée avec une relative indépendance à l'égard de Buenos Aires; toutefois, cela tenait non pas aux facteurs structurels qui encourageaient la liberté d'action dans ces syndicats mais aux calculs stratégiques de la direction destinés à préserver leur propre position. La domination, dans la section locale de l'UOM, de la ligne dure – les «orthodoxes» – permit au syndicat de rejoindre la CGTA anti-vandoriste et d'associer ses militants à ceux des syndicats militants de Córdoba¹⁷.

En outre, les besoins tactiques immédiats des syndicats trouvèrent un écho dans la tradition syndicale récente de Córdoba. Un des bastions de la Résistance ouvrière péroniste se trouvait dans cette ville. Ses déclarations d'orientation les plus intransigeantes, conformes à la ligne dure du mouvement, la «Declaración de la Falda» de 1957 et le «Programa de

17. «El sindicalismo cordobés en la escalada», *Aquí y ahora*, p. 6-15.

Huerta Grande» de 1962, avaient été tous deux rédigés à Córdoba sous la lourde influence des délégations locales présentes.

La tendance à une ligne dure reçut également un soutien à Córdoba avec l'apparition du vandorisme et d'un mouvement syndical plus bureaucratisé parce qu'il s'appuyait sur des sensibilités régionalistes et sur la rivalité qui opposait les dirigeants syndicaux locaux à leurs homologues de Buenos Aires. Il s'y ajoutait enfin les priorités politiques de quelques syndicats tels que Luz y Fuerza qui s'étaient joints à la CGTA et qui menaient l'opposition au régime, non seulement en réaction à l'agitation de la base ou pour renforcer leur pouvoir et déjouer l'opposition interne, mais à cause de véritables différences politiques avec le régime et d'une dissidence idéologique qui s'exprimait dans ses attaques contre Onganía et la bureaucratie du syndicat vandoriste¹⁸.

LES ÉTUDIANTS

L'influence des caractéristiques propres de la société de Córdoba et de sa culture politique explique peut-être tout autant que les facteurs décrits l'importance numérique et la nature populaire de la manifestation.

La rivalité historique de Córdoba avec Buenos Aires s'était imprégnée des courants radicaux qui avaient germé dans la société argentine tout au long des années 1960, courants qui avaient encore gagné en vigueur après le coup d'État de 1966. L'esprit rebelle qui avait caractérisé la ville ces années-là touchait un grand nombre de groupes et de classes, mais c'est indéniablement dans le monde universitaire de Córdoba qu'il s'exprimait avec le plus de force. Les étudiants représentaient environ 10% de la population de la ville et, depuis la réforme universitaire de 1918, la communauté estudiantine s'était habituée à un haut niveau d'autogestion, d'autonomie de l'Université, et même à exercer une très grande influence dans la vie publique.

Malgré ces privilèges, le régime réprima l'Université avec la même sévérité que celle qu'il avait employée contre le mouvement ouvrier. L'Université fut placée sous le contrôle de l'État, les cours furent suspendus durant une année, des enseignants licenciées, et un climat de persécution, de conformisme et de médiocrité s'installa qui découragea toute tentative de discussion ou de contestation. Le régime réagit comme

18. « Los prolegomenos del Cordobazo », art. cité, p. 184-185 ; *Sindicatos y protesta social en la Argentina*, op. cit., p. 133-145.

prévu dès les premières manifestations organisées contre sa politique universitaire par la Fédération universitaire de Córdoba (FUC), principale organisation qui coordonnait les actions des étudiants de l'Université, en s'ingérant dans les affaires de la FUC et en interdisant toutes les organisations politiques d'étudiants¹⁹.

Les mesures répressives du régime ne firent rien d'autre que pousser les militants étudiants dans la clandestinité, où leurs positions se radicalisèrent encore plus. L'idéologie anticapitaliste et le romantisme de la révolution étaient déjà profondément ancrés chez les étudiants. Leurs meneurs utilisaient des symboles puissants, comme la révolution cubaine, le Perón de l'exil et même Che Guevara, fils de Córdoba, dont la mort dans la jungle bolivienne en 1967 avait beaucoup marqué la population estudiantine locale, pour attirer de nouveaux militants et nourrir l'esprit de résistance au régime. Des groupes de guérilla tels que les Uturuncos, les Forces armées péronistes (FAP) ou les Forces armées de libération (FAL) avaient engagé la bataille et rallié à eux des cadres du milieu universitaire au cours des années précédant le *Cordobazo*. C'est en grande partie chez les étudiants que la «nouvelle gauche» montante et clandestine de Córdoba, qui rassemblait péronistes et marxistes, trouvait ses soutiens. Le Partido Comunista Revolucionario (PCR) et la Vanguardia Comunista (VC), le Partido Revolucionario de los Trabajadores (PRT), néo-trotskiste-léniniste, et la gauche péroniste, la Juventud Universitaria Peronista (JUP), par exemple, avaient réussi à s'implanter dans plusieurs départements de l'Université.

Concernant les étudiants catholiques, nombreux à Córdoba, les théologiens de la libération montaient des groupes d'études qui constituaient les premiers organes d'opposition au régime et soutenaient des mouvements de défense des droits humains comme le Movimiento de Reivindicaciones por los Derechos del Pueblo, ce qui leur permettait de concilier leurs convictions religieuses avec des actions de contestation, voire révolutionnaires. La radicalisation, à Córdoba, de l'Église catholique argentine, célèbre pour son conservatisme, était en soi emblématique des changements survenus dans la ville durant ces années. Après la Conférence des évêques d'Amérique latine tenue à Mar del Plata en 1966, les théologiens de la libération avaient commencé à faire de

19. Ramón Cuevas et Osvaldo Reicz, «El movimiento estudiantil: de la Reforma al Cordobazo», *Los libros*, n° 21, août 1971, p. 17-18.

belles percées à Córdoba, notamment dans les paroisses. Des prêtres radicaux s'étaient installés dans les quartiers les plus pauvres de la ville pour mener des campagnes d'alphabétisation et des programmes de services communautaires auxquels participaient des étudiants bénévoles. En 1968 fut organisé à Córdoba le premier congrès du Mouvement des prêtres du tiers-monde, événement qui marqua la naissance officielle de l'Église radicale et qui encouragea beaucoup d'étudiants catholiques à entrer plus activement dans l'opposition politique²⁰.

Toutefois, la résistance clandestine étudiante s'exprimait principalement dans les deux organisations étudiantes qui avaient émergé de la FUC après son interdiction, le Frente Estudiantil Nacional, péroniste, et la Coordinadora Estudiantil en Lucha, marxiste, qui axaient l'une et l'autre leur opposition au régime davantage sur sa politique universitaire et le manque de démocratie dans le pays que sur la volonté d'instaurer le socialisme en Argentine. Si les étudiants participèrent massivement au *Cordobazo*, ils étaient en revanche assez peu nombreux en 1969 à avoir adhéré aux partis révolutionnaires et encore moins nombreux à y militer activement. De plus, à l'époque du *Cordobazo*, une grande partie de la gauche argentine avait temporairement adopté des programmes qui donnaient la priorité à la fin de la dictature et remettaient à plus tard la lutte pour le socialisme. La radicalisation de la vie politique à Córdoba tout au long de la décennie alimentait les critiques à l'encontre du régime, encourageait un plus grand nombre d'étudiants à militer et fournissait à certains un fonds idéologique pour s'opposer et s'affronter au régime. Cependant, le mouvement clandestin des étudiants de gauche ne se manifesterait pleinement, et d'une manière tragique, qu'après le *Cordobazo*, lorsque beaucoup d'étudiants dissidents des années 1960 deviendront les révolutionnaires des années 1970. Le *Cordobazo* lui-même servit à cristalliser ces sentiments en une opposition idéologique et politique plus déterminée.

Ainsi, le résultat le plus significatif de la radicalisation des étudiants durant ces années a peut-être résidé moins dans l'essor du gauchisme parmi eux que dans l'opposition précise au régime encouragée par leurs organisations et leurs partis. Cette opposition non sectaire a également eu pour effet de multiplier les occasions de rapprochement avec

20. Claudia Hilb et Daniel Lutzky, *La nueva izquierda argentina: 1960-1980*, Buenos Aires, Centro Editor de América Latina, 1984, p. 20; Richard Gillespie, *Soldiers of Peron. Argentina's Montoneros*, Oxford, Oxford University Press, 1982, p. 52-60.

la classe ouvrière péroniste de Córdoba, peu suspecté de radicalisme. En fait, l'alliance entre les travailleurs et les étudiants était née dans les premiers mois du régime lorsque Santiago Pampillón, étudiant en sciences de l'ingénieur et travailleur à temps partiel dans l'entreprise IKA, fut abattu par la police en 1966 lors d'une manifestation étudiante et de l'occupation du Barrio Clinicas, quartier historique du centre-ville et bastion traditionnel des étudiants de l'Université. La CGT de Córdoba avait alors déclaré la grève générale pour protester contre la mort de Pampillón, exemple parmi beaucoup d'autres de la solidarité qui s'était nouée entre les étudiants et les travailleurs de la ville en quelques années²¹.

Les mobilisations de la CGTA ne firent que renforcer cette alliance. Pour la première fois depuis la rupture historique survenue entre la classe ouvrière et les étudiants pendant le premier gouvernement Perón, les étudiants eurent accès aux locaux des syndicats, se mêlèrent aux travailleurs et furent traités plus ou moins comme des partenaires à part entière dans la mise sur pied d'une nouvelle alliance. Les étudiants travaillèrent beaucoup pour la CGTA durant ces mois, s'occupant des achats, imprimant des tracts et organisant des rassemblements, autant d'actions qui aidèrent à faire tomber les barrières entre travailleurs et étudiants et à maintenir la communication entre eux, et qui permirent aux étudiants de coordonner leur opposition au régime avec celle de la classe ouvrière locale²².

LES ÉVÉNEMENTS

Au début de 1969, à Córdoba plusieurs incidents envenimèrent un climat politique déjà délétère. Les 11 et 12 janvier, les militants du mouvement syndical péroniste et de l'aile révolutionnaire du péronisme se rencontrèrent à Unquillo, à l'extérieur de la capitale, pour programmer l'étape suivante de la campagne de la CGTA. Sous l'influence de la délégation de Córdoba, le Congrès publia un document intitulé «Declaración de Córdoba» invitant à la constitution d'un vaste front de la société civile contre le régime²³. Le même mois, le gouverneur nommé à Córdoba par Onganía, Carlos Caballero, présenta un projet destiné à encadrer dans la ville un mouvement ouvrier trop indiscipliné

21. «El movimiento estudiantil: de la Reforma al Cordobazo», art. cité, p. 17-18.

22. CGT 1, 1, mai 1968, p. 1 ; CGT 1, 2, mai 1968, p. 1 ; CGT 1, 10, juillet 1968, p. 2.

23. «Declaración de Córdoba», délégation régionale, 21 mars 1969.

par le biais d'un organisme vaguement corporatiste, le Consejo Asesor Económico.

La proposition de Caballero exigeait que des représentants du mouvement ouvrier, des entreprises, de l'Église et de l'armée siègent au sein d'un conseil consultatif de pure forme, chose dont Caballero espérait naïvement qu'elle apaiserait le mécontentement croissant des travailleurs à l'encontre du régime et affaiblirait les revendications de plus en plus marquées pour le retour à la démocratie. Les travailleurs ne furent naturellement pas convaincus par les arguments du gouverneur, représentant effectif du gouvernement, qu'ils accusèrent de soutenir les «brigades fantômes», célèbres bandes de policiers en civil et de voyous locaux qui employaient la manière forte pour forcer les syndicats à coopérer avec le gouvernement. L'augmentation des impôts fonciers et des taxes municipales décrétée par Caballero au cours des mêmes mois ne fit qu'intensifier le ressentiment de la classe moyenne, qui était déjà profond à cause du manque de libertés civiles, et qui s'ajouta ainsi à celui des travailleurs et des étudiants²⁴.

Les frustrations des travailleurs et des étudiants atteignirent un point de non-retour au début de mai. Le 6 du mois, l'UOM de Córdoba appela à une grève de vingt-quatre heures pour protester contre le système des décharges zonales, problème encore non résolu²⁵. Le 12 mai, le régime abrogea le *sábado inglés* [samedi anglais], loi provinciale datant de 1932 qui accordait aux travailleurs de certaines industries locales le salaire d'une journée pleine pour une demi-journée effectivement travaillée le samedi. Avec cette abrogation, les salaires des travailleurs, déjà en forte baisse, diminuaient de 9% par mois²⁶. Le 14 mai, la manifestation

24. *La Voz del Interior*, Córdoba, 23 mars 1969, p. 34 ; *La Voz del Interior*, Córdoba, 6 mai 1969, p. 11 ; *La Voz del Interior*, Córdoba, 21 mai 1969, p. 10 ; Agustín Tosco, «Testimonio del Cordobazo», dans *Presente en la lucha de la clase obrera. Selección de trabajos*, Buenos Aires, 1984, p. 37-55.

25. *Informe*, Servicio de Documentación e Información Laboral, n° 111, mai 1969, p. 11.

26. Cependant, le rôle joué par l'annulation du *sábado inglés* parmi les causes du *Cordobazo* a été nettement exagéré. Cette exagération est présente dans les interprétations qui font de l'aristocratie ouvrière ou de l'avant-garde ouvrière le moteur du soulèvement, interprétations avec lesquelles nous sommes en désaccord. La suppression du *sábado inglés* par le gouvernement s'appliquait uniquement aux travailleurs entrés dans les entreprises après l'abrogation de la loi. N'étaient pas touchés les ouvriers déjà en poste, chez IKA-Renault et dans les autres entreprises provinciales où cette journée était payée. Le rôle joué par l'annulation du *sábado inglés* dans le *Cordobazo* a donc été moins marqué qu'on ne le pense généralement. En revanche, cette décision a constitué un événement supplémentaire augmentant encore les tensions dans la ville à un moment critique. Elle a accentué encore le mécontentement de la classe ouvrière contre un gouvernement largement perçu comme hostile à ses intérêts.

des travailleurs du SMATA et des affrontements violents avec la police en signe de protestation contre l'action du gouvernement servirent de répétition générale pour le *Cordobazo*, le syndicat de l'automobile parvenant à maintenir la police à distance et à contrôler le centre-ville pendant plusieurs heures²⁷. Les manifestations des ouvriers coïncidèrent avec l'agitation permanente des étudiants du pays, notamment dans les provinces. La mort d'un étudiant le 15 mai lors d'une manifestation à Corrientes déclencha à travers le pays une vague de mouvements étudiants qui durèrent une semaine et dont beaucoup reçurent le soutien des syndicats locaux. Les manifestations étudiantes des 17 et 21 mai à Córdoba servirent à élargir encore l'opposition des universités et des syndicats au régime²⁸.

L'esprit d'unité qui s'était manifesté dans la classe ouvrière l'année précédente atteignit un point culminant au cours du mois. Alors qu'au niveau national, les deux CGT rivales avaient appelé chacune de leur côté à une grève nationale le 30 mai pour protester contre les événements récents, à Córdoba les factions vandoriste et ongariste, enfermées dans une lutte sans merci pour le contrôle de la CGT locale, réussirent à s'entendre pour déclencher une grève générale de 48 heures à compter du 29 mai.

Des représentants du SMATA, de l'UOM, de l'UTA et de Luz y Fuerza, ainsi que de diverses organisations étudiantes, se réunirent le 28 mai pour arrêter la stratégie de la grève. Il fut convenu, à la suggestion de Tosco, d'organiser un *paro activo*, arrêt du travail à grande échelle, suivi d'une manifestation de rue pour afficher l'unité de la classe ouvrière de Córdoba et renforcer le militantisme des travailleurs locaux, au lieu d'opter pour la facilité d'une grève à domicile, le *paro matero*, préférée par Vandor et la CGT nationale²⁹. Sinon, les plans conçus pour la grève étaient d'ordre général. Les travailleurs du SMATA, qui représentaient le plus fort contingent ouvrier du mouvement, reçurent pour instruction d'abandonner leur poste à dix heures le matin du 29 et de se diriger en plusieurs colonnes vers le siège de la CGT sur la place

27. *Jerónimo*, 1, 10, 20 mai 1969.

28. Daniel Villar, *El Cordobazo*, Buenos Aires, Centro Editor de América Latina, 1971, p. 12; Jorge Bergstein, *El Cordobazo. Testimonios, memorias, reflexiones*, Buenos Aires, Cortago, 1987, p. 58-59.

29. Entretiens avec : Eplidio Torres, secrétaire général du SMATA de Córdoba, Córdoba, 25 juillet 1985; Miguel Correa, secrétaire général de la CGT des Argentins, délégation de Córdoba, 3 juillet 1985; Alfredo Martini, vice-président de l'UOM de Córdoba, Córdoba, 20 juillet 1987.

Velez Sarsfield, au centre-ville, avec pour consigne de manifester dans le calme puis de se disperser³⁰.

Dans les ateliers d'IKA-Renault, les délégués syndicaux de l'équipe du matin débrayèrent pour rassembler les travailleurs à l'extérieur de l'usine³¹. Avant de partir, les travailleurs emportèrent barres d'acier, outils, vis et écrous au cas où ils en auraient besoin dans des affrontements avec la police. Une fois dehors, environ 4 000 travailleurs de l'équipe du matin se joignirent à Torres et aux autres ouvriers qui attendaient.

Ensemble, ils se mirent en marche pour franchir les quelque huit kilomètres qui les séparaient du centre-ville. À mesure qu'ils traversaient les quartiers de Santa Isabel et Villa El Libertador, des travailleurs de l'UOM, d'autres usines d'IKA-Renault, des étudiants et même des citoyens ordinaires vinrent grossir leurs rangs, et c'est une colonne de quelque 6 000 personnes qui déboucha sur l'avenue Velez Sarsfield. Là eut lieu le premier affrontement avec la police, qui repoussa la colonne dans les quartiers adjacents de Nueva Córdoba et Güemes, réserves d'opposants étudiants et ouvriers, respectivement, quartiers où les travailleurs reçurent les premiers témoignages de solidarité de la part des habitants de Córdoba.

La réaction des gens a été incroyable, ils sont descendus dans la rue – même des femmes, de vieilles dames – et nous ont donné des allumettes, des bouteilles ou des balais pour nous aider à nous protéger. Tout le monde était dans la rue, des vieillards, des enfants, [...] on sentait que c'était un moment spécial, joyeux, je dirais, avant que les choses dégénèrent³².

La colonne dispersée se reforma ensuite sur le boulevard San Juan, près de sa destination finale, le siège de la CGT, et peu après la police ouvrit le feu, tuant un travailleur d'IKA-Renault, Máximo Mena. La

30. «Paro Nacional», directive syndicale, 28 mai 1969, SMATA-Córdoba, archive du SMATA, SMATA-Córdoba, vol. *Volantes, Comunicados y Diarios del SMATA, 1969*.

31. On trouvera des récits du *Cordobazo*, dont le degré d'exactitude varie, chez les auteurs suivants : Roque Alarcón, *Cordobazo*, Buenos Aires, Enmarque, 1989 ; B. Balve et B. Balve, *El '69. Rosariazo-Cordobazo-Rosariazo*, Buenos Aires, Cortago, 1989 ; Jorge Bergstein, *El Cordobazo*, Buenos Aires, 1987 ; M. Bravo Tedin et G. Sarria, *El Cordobazo, un grito de la libertad*, La Rioja, Noreste, 1989 ; Daniel Villar, *El Cordobazo*, Buenos Aires, Centro editor de América Latina, 1971. Pour reconstituer et analyser l'événement, nous nous sommes fondés principalement sur les témoignages oraux d'ouvriers, d'étudiants et de gens de la classe moyenne ayant participé au soulèvement, seules traces qui nous restent du *Cordobazo* en dehors des articles de presse.

32. Entretien avec Fernando Solis, employé administratif à l'atelier de forge d'IKA-Renault, Córdoba, 10 août 1989.

colonne de manifestants chargea alors le cordon de police, ce qui eut pour conséquence de le dissoudre et de vider le centre-ville des forces de sécurité. Il y eut à ce moment-là une désorganisation du mouvement, qui se transforma en une révolte urbaine spontanée à laquelle participèrent tous les habitants de Córdoba. La nouvelle de la mort de Máximo Mena se répandit dans tous les quartiers du centre-ville et les travailleurs furent bientôt rejoints par des habitants de la classe moyenne qui avaient assisté à l'affrontement de leur fenêtre ou de leur balcon et qui partageaient l'indignation collective suscitée non seulement par la brutalité immédiate de la police mais aussi par trois années d'autoritarisme. Un étudiant présent sur les lieux fut stupéfait de voir des riverains sortir de chez eux chargés d'objets, «apporter des meubles et des matelas pour ériger des barricades et allumer de grands feux» qui serviraient de remparts contre la police³³.

Pendant ce temps, une autre colonne de travailleurs et d'étudiants, commandée par Tosco, avait marché du Nord vers le centre-ville. À la colère des ouvriers d'IKA-Renault s'ajouta l'indignation de Luz y Fuerza, de l'UTA, et d'autres travailleurs que la police avait attaqués à coups de grenades lacrymogènes à l'extérieur des bureaux de l'EPEC où ils s'étaient rassemblés pour entamer leur marche. Lorsqu'elle eut atteint le centre-ville, après la mort de Máximo Mena, qui donna lieu à une scène de confusion et d'émoi, cette colonne se fondit dans la masse des manifestants. À treize heures, cent cinquante pâtés de maisons, soit presque toute la partie ouest de la ville, étaient occupés par les manifestants. Comme le SMATA et le siège de Luz y Fuerza se trouvaient dans la zone occupée, Tosco et Torres essayèrent d'abord d'organiser plus ou moins la manifestation. Mais cette révolte était née spontanément, évoluant avec le flux et le reflux de la lutte de rue, sans se soucier d'une véritable tactique. Les dirigeants syndicaux travaillaient en grande partie à l'aveugle, bien en peine de suivre le cours des événements, et encore moins de les maîtriser.

À la fin de l'après-midi, la manifestation était devenue destructrice. Sur l'avenue Colón, principale artère commerçante de la ville, les manifestants incendièrent les bureaux de Xerox, une succursale de Citroën et beaucoup d'autres bâtiments. Dans la rue de La Cañada, à proximité, ils mirent à sac le club des élèves officiers. Les cibles de ces

33. Entretien avec Luis Rubio, étudiant en sciences de l'ingénieur, Córdoba, 22 mai 1990.

actes de destruction et leur nature n'étaient pas dues au hasard. Alors que, durant les manifestations des 17 et 18 octobre 1945, qui avaient suivi l'emprisonnement de Perón, la classe ouvrière de plusieurs villes d'Argentine avait déversé sa colère collective contre le Jockey Club, l'Université et d'autres symboles de la bourgeoisie, en mai 1969 les travailleurs et les étudiants de Córdoba s'en prirent aux représentants du gouvernement et à son supposé allié, l'impérialisme étranger³⁴.

En outre, il n'y eut pas de destructions gratuites. Et le *Cordobazo* se caractérise par une absence notable de pillages. Les manifestants se livrèrent à des destructions mais pas à des saccages. De même, rares furent les cas de violence gratuite, et il n'y eut aucun acte de terreur sanguinaire du genre de ceux qui marquèrent une autre grande révolte urbaine survenue au 20^e siècle en Amérique latine, le *Bogotazo*.

Dans la rue et sur les barricades, étudiants et ouvriers se mêlèrent librement durant tout l'après-midi. Mais Alberto, étudiant en architecture, avait très tôt remarqué des différences entre les façons dont les uns et les autres répondaient à la répression policière qui se déchaînait contre eux :

J'ai tout de suite observé une différence entre la manifestation des étudiants et celle des ouvriers [...] Nous, nous habitons au centre-ville, le centre-ville nous appartenait ; le détruire, c'était détruire notre lieu de vie. L'ouvrier, lui, ne faisait qu'occuper le centre-ville, ce n'était pas son quartier, donc il n'hésitait pas ; s'il fallait y mettre le feu ou casser, il le ferait vu que c'était un territoire occupé ; il ne risquait pas de brûler la voiture d'un ami. Ce n'était pas le cas pour nous³⁵.

Les ouvriers, accoutumés à des affrontements de cette nature, avaient une approche beaucoup plus expéditive de la manifestation, comme en témoigne le fait que, malgré la répression dont ils faisaient l'objet et malgré leur participation massive et enthousiaste des premières heures de la révolte, ils furent nombreux, voire la majorité, à abandonner les

34. Et naturellement, du fait de la forte cohésion existant entre ouvriers et étudiants durant ces mois à Córdoba et ailleurs dans le pays, il n'y a pas eu non plus, au cours du *Cordobazo*, de marque de ressentiment de la classe ouvrière à l'encontre des étudiants, comme on a pu en observer pendant les événements des 17 et 18 octobre 1945. Les insultes et persiflages – comme « des espadrilles, oui, des livres, non ! » – proférés contre les étudiants et la rancœur générale de la classe ouvrière à l'endroit de l'élite et des intellectuels qui caractérisa les événements des 17 et 18 octobre n'ont pas eu d'équivalent lors du *Cordobazo*. Voir Daniel James, « October 17th and 18th : Mass protest, peronism and the Argentine working class », *Journal of Social History*, n° 445, printemps 1988, p. 452-454.

35. Entretien avec Alberto, étudiant, Córdoba, 22 septembre 1989.

barricades avant la fin de l'après-midi. Le sentiment d'être arrivés au terme de leur journée de travail et à l'heure de retrouver femme et enfants dans leur foyer, avec toutefois la satisfaction d'avoir pris part à une manifestation de plus, fut plus fort que le désir de rester dans le centre-ville. Tandis qu'ils se repliaient dans leurs banlieues ou dans les quartiers de l'est, du sud et du nord de la ville, beaucoup comprirent pour la première fois l'importance des événements de la journée. Les bâtiments en ruine, les carcasses de voitures, les bris de verre dans les rues, les barricades et les feux de camp créaient une impression de ville en état de guerre.

Bon nombre de dirigeants syndicaux appréhendaient aussi désormais de poursuivre la manifestation. Les dirigeants de l'UOM se retirèrent dans le sanctuaire du siège de leur syndicat, dans le quartier plus sûr de l'est de Córdoba, et cessèrent leur participation aux événements³⁶. Elpidio Torres, qui se trouvait dans les locaux du syndicat depuis le début de l'après-midi, était passé tour à tour par des phases d'euphorie, de mauvaise humeur et de mélancolie. À la suite des incendies de l'avenue Colón, il avait rompu toute communication avec Tosco et les autres chefs syndicaux et avait arrêté pendant plusieurs heures d'intervenir directement dans la manifestation, privant ainsi le mouvement du seul leader syndical – mis à part Tosco – qui aurait peut-être pu rétablir un certain niveau d'organisation dans la manifestation des travailleurs³⁷.

Toutefois, des milliers de travailleurs ne quittèrent pas le centre-ville et la classe ouvrière resta le principal acteur des manifestations et de la résistance. Les quartiers étudiants Barrio Alberti et, surtout, Barrio Clínicas étaient devenus les épices de la révolte, et Tosco et les leaders étudiants essayaient d'y organiser la résistance des travailleurs et des étudiants, tâche facilitée par leur connaissance des quartiers puisque ces derniers avaient été le théâtre de nombreuses manifestations étudiantes dans le passé. Des sympathisants venus d'autres parties de la ville se joignirent aux manifestants. Un prêtre radical de Córdoba, le père Erio Vaudagna, arriva avec un petit groupe de ses paroissiens. Un étudiant qui habitait près du Barrio Clínicas, Jorge Sanabria, se retrouva sur la barricade en compagnie non seulement de ses camarades mais aussi de travailleurs, d'hommes d'affaires et même de femmes au foyer,

36. Entretiens avec Alejo Simo, président de l'UOM de Córdoba, Córdoba, 30 juin 1985 et Alfredo Martini, vice-président de l'UOM de Córdoba, Córdoba, 20 juillet 1987.

37. Entretien avec Elpidio Torres, président du SMATA-Córdoba, Córdoba, 25 juillet 1985.

parmi lesquels il reconnut beaucoup de ses voisins, et qui n'avaient pris part à aucune des manifestations étudiantes auparavant³⁸. Une foule de manifestants envahit les rues de la ville. Tosco estima par la suite à 50 000 le nombre total de participants durant ces heures dans le Barrio Clínicas. Un affrontement avec l'armée, la police ou les deux semblait alors inévitable³⁹.

Dans les faubourgs de l'ouest de Córdoba, le général Sánchez Lahoz, sur ordre d'Onganía et du commandant en chef de l'armée de terre, le général Alejandro Lanusse, décréta un couvre-feu et prépara des troupes du 3^e corps d'armée, basé à Córdoba, à marcher sur la ville. Vers cinq heures, elles pénétrèrent dans les quartiers ouest et, à six heures, elles avaient atteint la zone barricadée et essuyé les premiers tirs. Des tireurs embusqués firent leur apparition sur les toits, ce qui ajouta une troisième dimension au *Cordobazo*, celle d'une insurrection urbaine conduite par des groupes plus organisés et motivés par des visées politiques plus claires, voire révolutionnaires. La survenue de ces groupes, non prévue dans le déroulement du mouvement, demeure l'aspect le plus controversé du soulèvement. Le régime tentera par la suite d'attribuer le *Cordobazo* à ces seuls acteurs, à un complot soigneusement orchestré par la gauche révolutionnaire avec le soutien de l'Internationale communiste. Un tel scénario servait naturellement les intérêts du régime et visait à faire croire que la contestation n'était pas due à la colère du peuple mais à une sinistre cabale révolutionnaire. Or, au regard du nombre de participants et des causes sous-jacentes du soulèvement, le volet insurrectionnel du mouvement représentait un aspect relativement mineur du *Cordobazo* quand on le compare à la manifestation des travailleurs et des étudiants ou à la révolte du peuple de Córdoba. On ne peut toutefois le passer sous silence en en faisant un simple mouvement d'humeur contre une dictature blessée à mort ; son existence même mérite quelques explications.

Pour les ouvriers, les étudiants, les citoyens ordinaires et les militants politiques, l'élément unificateur du *Cordobazo* résidait dans l'opposition au régime. Presque tous les groupes et les couches de la société souffraient de la suppression de toute forme d'expression politique par le gouvernement Onganía. La disparition des libertés politiques était

38. Entretien avec Jorge Sanabria, étudiant, Córdoba, 12 août 1989.

39. Agustín Tosco, témoignage enregistré des événements du *Cordobazo*, vers 1972, siège de Luz y Fuerza, Córdoba.

peut-être plus durement ressentie à Córdoba que partout ailleurs dans le pays, à cause du haut niveau de conscience et de participation politiques existant chez les acteurs sociaux autres que les partis politiques établis – notamment les étudiants, le clergé radical, et les petits partis et organisations marxistes – qui exprimaient ouvertement leur opposition au régime en 1969. Il faut également citer les militants locaux des partis radical et péroniste, dont beaucoup avaient vu leur carrière et leurs aspirations politiques brutalement anéanties par le coup d'État de 1966. L'interdiction de toute forme d'activité politique les avait poussés dans la clandestinité, maigre succédané d'une libre participation à la vie politique. Par conséquent, les tireurs embusqués qui résistaient à l'avancée de l'armée ne comprenaient pas seulement des membres des partis marxistes mais également des radicaux et des péronistes⁴⁰.

Prises de court par les événements, les organisations politiques de la ville ne s'associèrent au soulèvement que tardivement, dans l'improvisation et le désordre les plus complets, ce qui montre bien le caractère spontané du mouvement. D'autre part, elles manquèrent clairement de préparation pour pouvoir répliquer à l'imposante puissance de feu de l'armée. Leurs fusils de chasse de petit calibre, pistolets et cocktails Molotov n'étaient pas de taille à lutter contre les chars, bazookas et mitrailleuses de l'armée. Leur arrivée dans le Barrio Clínicas et d'autres parties de la ville en fin d'après-midi et la résistance qu'elles opposèrent tout au long de la nuit jouèrent cependant un rôle dans le soulèvement et intensifièrent la violence, la plupart des morts n'ayant eu lieu qu'après que les tireurs embusqués eurent commencé à freiner l'avancée de l'armée.

Les tirs venus des toits du Barrio Clínicas ne purent finalement pas stopper la progression des soldats mais réussirent à la retarder. Des heures durant, les commandants de l'armée, surpris par l'importance numérique de la révolte et mis dans l'embarras par la présence inattendue d'une résistance armée, même modeste, hésitèrent et reportèrent l'assaut final des quartiers. Leur première tentative d'incursion dans le Barrio Clínicas au cours de la soirée incita l'armée à la prudence :

On s'est dirigé vers la rue Santa Rosa [rue qui traverse le Barrio Clínicas] [...] et de là on est revenu à l'avenue Colón parce qu'il nous a

40. Agustín Tosco, témoignage enregistré sur les événements du *Cordobazo*, vers 1972, siège de Luz y Fuerza, Córdoba. Les propos de Tosco sur ce point sont catégoriques et confirmés par le témoignage oral de militants radicaux et péronistes.

suffi de pénétrer dans le Barrio Clínicas sur une distance d'un pâté et demi de maisons pour nous retrouver en enfer, avec les tirs, les feux, etc. On a passé presque la moitié de la nuit sous les camions et les voitures tellement on avait peur; les tirs n'arrêtaient pas et on ne savait pas dans quelle direction riposter.⁴¹

Un peu avant onze heures du soir, des ouvriers de Luz y Fuerza entrèrent dans la centrale de Villa Revol, principale source d'électricité de Córdoba, et plongèrent la ville dans l'obscurité. Le black-out faisait partie d'un plan de secours élaboré par Tosco et la direction de Luz y Fuerza durant la nuit du 28 sans consultation des autres syndicats dans l'éventualité où le mouvement de rue et la répression des forces de sécurité se prolongeraient⁴². Ainsi, pendant plusieurs heures, la ville fut plongée dans le noir complet. Sur fond d'échanges de tirs, les manifestants communiquaient entre eux en se branchant sur les lignes téléphoniques pour signaler les mouvements de troupe, tandis que les commandants de l'armée, passablement nerveux, discutaient de la marche à suivre.

Une fois le courant rétabli, vers une heure du matin, l'armée relança son attaque contre le Barrio Clínicas. Ce quartier demeura le centre stratégique de la contestation même si les secteurs situés au nord et à l'est de Córdoba s'imposèrent comme de nouvelles zones de troubles, le soulèvement s'étant apparemment étendu à la périphérie de la ville, où la présence militaire était faible.

À l'aube du 30 mai, jour de la grève nationale décrétée par la CGT, Córdoba était une ville assiégée. Des coups de feu sporadiques se faisaient entendre et les tireurs embusqués du Barrio Clínicas continuaient de résister, mais l'armée avait posté des troupes à des points stratégiques dans toute la ville et se déplaçait dans de gros blindés. Tandis que des fantassins étaient mobilisés pour lancer l'assaut final contre le Barrio Clínicas, les défilés programmés pour la grève générale nationale de ce jour-là s'attirèrent la sympathie de la plus grande partie de la population et bloquèrent les rues du centre-ville, obligeant les commandants des forces armées à retarder de nouveau l'écrasement de la résistance.

41. Entretien avec Osvaldo, étudiant en sciences de l'ingénieur qui effectuait son service militaire au moment du *Cordobazo*, Córdoba, 10 août 1989.

42. Agustín Tosco, témoignage enregistré sur les événements du *Cordobazo*, siège de Luz y Fuerza, Córdoba. Entretien, Felipe Alberti, membre du bureau directeur de Luz y Fuerza, Córdoba, 22 juillet 1985. Entretien avec Oscar Álvarez, membre du bureau directeur de Luz y Fuerza, Córdoba, 5 août 1987.

Cependant, à l'issue des défilés, les troupes s'emparèrent enfin du Barrio Clínicas, instaurèrent un nouveau couvre-feu et entrèrent de force dans les locaux des principaux syndicats ayant participé au soulèvement, avant d'arrêter Tosco, Torres et plusieurs autres dirigeants syndicaux, et d'ajouter leurs noms à la liste des centaines de travailleurs déjà emprisonnés ou en voie de l'être. Après deux jours de contestation et de violence, le *Cordobazo* avait pris fin. La révolte avait provoqué d'énormes dégâts matériels et s'était soldée, selon les chiffres officiels, par douze morts et quatre-vingt-treize blessés ; mais le bilan effectif était nettement plus lourd, de l'ordre de soixante morts⁴³. Le *Cordobazo* créa immédiatement une rupture dans la politique nationale.

L'impopulaire Caballero renonça à ses fonctions de gouverneur et la position du régime s'en trouva sensiblement affaiblie. Onganía dépendait désormais entièrement de l'armée pour rester au pouvoir ; son gouvernement se révélant incapable de rétablir son autorité après le soulèvement de Córdoba, il fut obligé de démissionner un an plus tard.

LA « MÉMOIRE POPULAIRE »

Les témoignages oraux recueillis après le *Cordobazo* font apparaître certains thèmes récurrents dans les souvenirs des personnes ayant participé aux événements de mai 1969, souvenirs qui, accompagnés d'une reconstitution historique minutieuse, aident à décrypter le sens profond du soulèvement. Une de ces images récurrentes est le rôle d'accélérateur joué par l'autoritarisme du régime, le sentiment d'exclusion généralisé ressenti par tous les groupes et couches de population du pays dans les domaines économique, social et, surtout, politique. À la différence du *Viborazo*, deuxième grand mouvement de contestation urbaine qui allait secouer Córdoba en mars 1971, les événements de mai 1969 ne répondaient pas à un désir de changement du système, ni à des revendications anticapitalistes explicites. Les sentiments de cette nature, qui certes prenaient de l'ampleur depuis dix ans, demeuraient embryonnaires et n'avaient pas constitué le moteur du *Cordobazo*.

Ils apportaient peut-être un fondement idéologique à l'opposition de certains manifestants mais n'étaient pas déterminants chez la plupart d'entre eux, même si la destruction des locaux d'entreprises étrangères

43. Daniel Villar, *El Cordobazo*, Buenos Aires, Centro Editor de América Latina, p. 96 ; *La Voz del Interior*, Córdoba, 31 mai 1969, p. 13 ; *La Voz del Interior*, Córdoba, 1^{er} juin 1969, p. 16.

comme Xerox et Citroën révéla la présence d'un certain «imaginaire» anti-impérialiste dans le soulèvement, les motifs politiques invoqués manquant encore d'un contenu idéologique pleinement élaboré mais servant, peut-être inconsciemment, d'aiguillon émotionnel à la révolte⁴⁴. Toutefois, la principale image qui est restée dans la mémoire des participants est celle d'une manifestation de masse, dans laquelle toutes les différences, tant politiques que sociales, s'éclipserent momentanément. C'est cela qu'Alberto, l'étudiant manifestant, a surtout retenu, comme beaucoup de participants, du *Cordobazo* :

Dans mon quartier, Güemes, presque tout le monde était descendu dans la rue. Y compris des gens qu'on ne se serait pas du tout attendu à voir dans la manifestation. [...] Il y avait énormément de monde, des foules de gens [...], des voisins ordinaires qui ne s'occupaient habituellement pas de politique⁴⁵.

Dans le cas de la classe ouvrière, l'illégitimité du gouvernement tenait indéniablement à la conjugaison de son autoritarisme politique et d'une politique économique qui nuisait à ses intérêts propres. Pour les travailleurs, le régime avait différé, et désormais ajourné, sa réponse à leur revendication ancienne d'une levée de l'interdiction du péronisme. Le ressentiment qui couvait dans leurs rangs depuis l'époque de la Résistance à cause de la mise au ban de la société du péronisme ne fit qu'empirer lorsque la politique économique du régime entraîna rationalisations, fermetures d'usine et licenciements. En fait, pour l'ensemble de la classe ouvrière de Córdoba, mais spécialement pour les travailleurs de l'automobile, les griefs politiques et économiques ne faisaient certainement plus qu'un, comme le montre l'entremêlement des deux thèmes dans les analyses du *Cordobazo* qui caractérisent de nombreux

44. Dans l'ensemble, les interprétations du *Cordobazo* qu'ont les deux auteurs concordent, suffisamment du moins pour être assez à l'aise pour co-écrire un article sur le soulèvement. C'est ici peut-être leur point de divergence le plus important. James Brennan met beaucoup plus l'accent sur les particularités de la société de Córdoba, conjuguées à la situation spécifique de la dictature Onganía, pour expliquer les événements de mai. Monica Gordillo, quant à elle, affirme que, outre ces facteurs, une «culture de la résistance» était en gestation dans la ville durant les années 1960 et que certains «imaginaires» politiques, parmi lesquels par exemple un sentiment proto-révolutionnaire chez les étudiants, étaient également présents dans la mobilisation.

45. Entretien avec Alberto, étudiant, Córdoba, 22 septembre 1989. James Brennan pense aussi que des sentiments de ce type étaient présents dans le *Cordobazo*, en expliquant toutefois qu'il convient de ne pas surestimer leur influence sur le mouvement de 1969 car ce serait confondre l'idéologie des années 1970 avec celle des années 1960 et négliger l'importance de la culture politique libérale qui était celle de la majorité des étudiants de l'Université de Córdoba en 1969.

témoignages de travailleurs. Dans un témoignage instructif à cet égard, Mizael Bizzotto, délégué syndical à IKA-Renault, déclarait :

L'année 1969 a été marquée par une crise politique, des déceptions politiques et une démoralisation imputables à la persécution terrible dont les travailleurs et le mouvement péroniste faisaient l'objet, avec des gens dans l'impossibilité d'exprimer la moindre opinion politique, de dire ce qu'ils pensaient, privés de leurs droits. [...] La principale raison pour laquelle nous abandonnions les usines résidait dans des revendications économiques. [...] Notre participation était d'ordre politique, nos idées politiques à ce sujet étaient très claires⁴⁶.

L'identité péroniste de la classe ouvrière locale, cependant, a eu pour conséquence de renforcer le sentiment d'exclusion dû au report permanent, par Onganía, du retour du péronisme à la légalité, plus qu'elle n'explique directement la révolte proprement dite, si l'on tient compte de l'absence de slogans péronistes ou des symboles péronistes traditionnels pendant le *Cordobazo*. On n'a apparemment entendu personne, par exemple, réclamer le retour d'exil de Perón, et très peu d'ouvriers interrogés ont attribué leur participation à leur défense de la cause péroniste en elle-même, facteur qui aide clairement à expliquer l'unité des syndicats de Córdoba malgré tout ce qui les divisait. La mobilisation des travailleurs était le fruit, à Córdoba, d'une tradition de militantisme ouvrier dont l'identité péroniste et l'interdiction frappant le péronisme faisaient partie intégrante, mais l'objet de la contestation était le gouvernement Onganía lui-même.

L'opposition politique de la classe ouvrière, dans le souvenir des observateurs et selon la réalité historique concrète, n'était pas pour Perón mais contre la dictature :

Le *Cordobazo* fut essentiellement une révolte à caractère politique, mais politique au sens large, pas sectaire, motivée par la volonté d'en finir avec la dictature⁴⁷.

Les convictions politiques distinctes des étudiants furent également mises en sourdine. La plupart de ceux qui fréquentaient l'Université de Córdoba, secteur de la société locale où le gauchisme était le plus fort, s'opposaient eux aussi au régime et se joignirent à la mobilisation pour des motifs pas nécessairement révolutionnaires. Nora, étudiante

46. Entretien avec Mizael Bizzotto, délégué syndical à IKA-Renault, Córdoba, 15 août 1989.

47. Entretien avec Miguel A. Contreras, président du Parti communiste de Córdoba, Córdoba, 23 novembre 1989.

en première année au moment du *Cordobazo*, fait écho aux souvenirs d'autres étudiants pour lesquels le monde douillet de l'Université lui-même avait nourri suffisamment de doléances pour galvaniser l'opposition étudiante au régime qui déboucha en fin de compte sur la manifestation :

Après Onganía, on ne pouvait plus rien dire à l'Université, ce qui a amené les étudiants à réfléchir sur ce que disaient leurs camarades plus politisés, [...] sur le fait que certains professeurs avaient un poste uniquement parce qu'ils avaient des relations et pas du tout parce qu'ils étaient qualifiés pour enseigner. Les gens ont pu voir que la politique universitaire du gouvernement était une catastrophe⁴⁸.

En outre, l'alliance entre les ouvriers et les étudiants née au sein de la CGTA et qui s'exprima dans la rue durant le *Cordobazo* ne dénotait pas forcément une affinité idéologique avec les courants radicaux qui germaient parmi les étudiants. Voici le point de vue de Fernando Solis, travailleur à IKA-Renault :

Dans les années qui ont conduit au *Cordobazo*, en 1967 et 1968, on trouvait toujours des étudiants aux portes de l'usine qui distribuaient des tracts. Les travailleurs ne les repoussaient pas et ne les approuvaient pas non plus. Pour eux, les étudiants appartenaient simplement à un autre monde⁴⁹.

Ce qui explique une autre image qui revient souvent : personne n'avait l'impression d'avoir participé à une sorte de mouvement révolutionnaire contre le pouvoir de l'État ni ne pensait que cette révolte avait été autre chose que l'expression d'un mécontentement à l'encontre du régime, d'une protestation qui avait rassemblé l'opposition à Onganía et transcendé les différences sectaires. Les rivalités politiques et idéologiques existant dans la société de Córdoba et, plus généralement, de l'Argentine, et qui allaient vraiment devenir virulentes dans les années postérieures au *Cordobazo*, n'étaient pas présentes dans le soulèvement de 1969.

De même, chez les ouvriers, il n'y avait aucune distinction entre les branches d'industrie, aucune différence entre les travailleurs de l'automobile, réputés plus militants, et le reste de la classe ouvrière. Les ouvriers du SMATA avaient joué un rôle déterminant dans l'organisation de la

48. Entretien avec Nora, étudiante, Córdoba, 22 juillet 1989.

49. Entretien avec Fernando Solis, employé administratif à l'atelier de forge d'IKA-Renault, Córdoba, 10 août 1989.

grève générale du 29 mai et formaient le plus fort contingent de manifestants, mais le *Cordobazo* avait trouvé un écho chez tous les travailleurs de la ville. Pour Rodolfo, jeune prêtre revenu récemment d'Europe où, séminariste, il avait été fortement influencé par les théologiens de la libération, la participation massive de la classe ouvrière différenciat nettement le *Cordobazo* des événements de mai 1968 à Paris, auxquels il avait aussi assisté :

À Córdoba, les colonnes qui marchaient sur la ville étaient principalement composées d'ouvriers. [...] Dans mon propre quartier vivaient surtout des travailleurs pauvres, pas des ouvriers d'IKA-Renault ou de l'EPEC mais des ouvriers du bâtiment, des mécaniciens de l'automobile, des hommes à tout faire et des domestiques. Même eux sont allés au centre-ville, peut-être juste pour voir, mais ils ont fait le déplacement⁵⁰.

Enfin, il y a l'image, peut-être celle qui domine, de mauvaises interprétations successives du soulèvement, d'une vision romantique du *Cordobazo* qui a imprégné par la suite le comportement politique de beaucoup de ses acteurs. Le témoignage de Luis, étudiant qui participa au soulèvement avant de devenir militant du mouvement du Péronisme de base, illustre le sentiment de beaucoup de ceux qui furent profondément et personnellement touchés par les événements des 29 et 30 mai 1969 :

Le *Cordobazo* est devenu une image romantique qui était présente partout. Il a donné naissance à un mythe très puissant [...] qui finira plus tard par un bain de sang, qui amènera beaucoup d'entre nous à se faire tuer et, il est vrai, à tuer. [...] Il a précipité les choses⁵¹.

CONCLUSION

Le *Cordobazo* prend racine dans les caractéristiques et la culture politique particulières de Córdoba, qui se sont conjuguées à un contexte

50. Entretien avec Rodolfo, prêtre de paroisse et membre du Mouvement des prêtres du tiers-monde à Córdoba, Córdoba, 1^{er} septembre 1989. Selon ce qui ressort de son témoignage, le *Cordobazo* fut un soulèvement qui rassembla presque toute la classe ouvrière de Córdoba, et pas seulement la supposée élite ouvrière de l'industrie automobile locale. En fait, un des rares secteurs du monde ouvrier qui ne participa pas massivement à la révolte furent les travailleurs de Fiat, qui étaient encore étroitement encadrés en 1969 par le syndicat de leur établissement, SITRAC-SITRAM, et que les autres syndicats n'avaient donc pas consultés pour la préparation de la grève générale du 29 mai. Seule une poignée d'ouvriers de Fiat se rendit au centre-ville pour défilier.

51. Entretien avec Luis, étudiant, Córdoba, 3 mars 1990.

historique spécifique pour produire un soulèvement d'une violence inattendue et aux conséquences que personne, même ses propres acteurs, n'aurait pu imaginer. Le régime Onganía exacerba l'opposition de divers groupes et milieux sociaux de la ville dont chacun avait des revendications qui lui étaient propres et qui trouvèrent une cause commune dans la mobilisation de la classe ouvrière locale. Les ouvriers constituèrent le plus gros contingent de manifestants pendant tout le soulèvement, mais presque toutes les composantes de la société de Córdoba furent représentées dans la rébellion. D'autre part, le *Cordobazo* fut une révolte spontanée. Si l'on excepte le vague plan concocté par les dirigeants syndicaux et étudiants pour les manifestations du 29 mai, il n'existait pas de stratégie en tant que telle et on était très loin de prévoir la forme que les événements allaient prendre. Le *Cordobazo* ne peut certainement pas être imputé à des desseins révolutionnaires de la part des travailleurs de l'automobile ou d'autres syndicats de Córdoba. De même, la situation économique ne fut qu'une cause parmi d'autres de l'opposition au régime.

Enfin, du fait des liens étroits entre le programme économique du gouvernement et son caractère autoritaire, la mobilisation fut ressentie et prit davantage la forme d'une opposition politique directe, d'une révolte contre un pouvoir non démocratique, que d'une lutte idéologique.

Si les causes immédiates du *Cordobazo* ne furent pas révolutionnaires, ses effets au bout du compte l'ont sans doute été. Le mythe créé autour du soulèvement a servi à accroître le militantisme des travailleurs et a déclenché les luttes ouvrières qui se sont succédé ensuite pendant presque six ans. Bien que les ouvriers, principaux acteurs de la révolte, se soient identifiés au péronisme dans leur grande majorité, le *Cordobazo*, paradoxalement, a été associé par la suite presque exclusivement à d'autres secteurs du mouvement ouvrier. La gauche marxiste locale s'est appropriée le *Cordobazo*, et l'a transformé en un mythe asseyant sa légitimité, l'utilisant comme une arme dans l'assaut idéologique contre le monopole péroniste régnant au sein de la classe ouvrière. Les mouvements classistes du début des années 1970 à Córdoba se sont grandement inspirés du mythe du *Cordobazo* pour leur travail politique dans les usines automobiles locales, renforçant ainsi l'image embellie, toujours présente aujourd'hui, d'une classe ouvrière révolutionnaire à Córdoba⁵².

52. «El clasismo y los obreros», art. cité, p. 15-19.

À cause de la complexité des événements et de la confusion qui les a entourés jusqu'à aujourd'hui, la gauche s'est elle-même livrée à diverses interprétations du *Cordobazo*. Chacun des partis et des organisations de gauche a vu cette révolte à travers son propre prisme idéologique et a bâti son programme révolutionnaire en la prenant pour exemple. Pour le Parti communiste révolutionnaire (PCR) et la Vanguardia Comunista – la gauche maoïste –, elle apportait la preuve du pouvoir latent des masses ainsi que de l'efficacité de la grève générale révolutionnaire et de l'insurrection populaire comme voies les plus sûres vers le socialisme. Pour les trotskistes et marxistes-léninistes au sein du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), cette révolte confirmait la nécessité de créer une forme de parti révolutionnaire pour donner à la classe ouvrière le cadre institutionnel et organisationnel dont elle avait besoin afin ne pas se disperser dans ses actions. Quant au PRT et aux guévaristes des Forces armées de libération (FAL), elle les a convaincus de la nécessité de mettre sur pied en parallèle une stratégie militaire, une armée révolutionnaire, pour faire front dans l'avenir à la répression de l'État. Pour la gauche péroniste, le soulèvement prouvait l'essence révolutionnaire du péronisme et le militantisme de fond inné de la classe ouvrière péroniste, laquelle ne demandait rien d'autre que le retour de son chef historique pour qu'il débarrasse le mouvement des traîtres et des éléments corrompus et qu'il lui permette de retrouver sa vocation révolutionnaire première. La vérité historique qui se cachait derrière le mythe importait moins que le mythe même, et le *Cordobazo* allait exercer dans les années suivantes une forte influence sur l'imaginaire de la classe ouvrière locale et de la jeunesse de Córdoba. Ce fut la dernière étape – étape décisive – avant le déchaînement de violence que le pays allait connaître dans les années 1970.

MISE EN PERSPECTIVE: LE CORDOBAZO, LE PLUS IMPORTANT DES SOULÈVEMENTS POPULAIRES ARGENTINS

EZEQUIEL ADAMOVSKY¹

Ce court article, rédigé par Ezequiel Adamovsky, professeur d'histoire à l'Université de Buenos Aires, propose une brève analyse des soulèvements urbains qui ont émaillé l'histoire argentine depuis les années 1960.

Le *Cordobazo* tient lieu de mythe fondateur. Ce soulèvement populaire², survenu en 1969, n'a pas été le premier de la série – les années précédentes avaient été marquées par le premier *Rosariazo* et des événements semblables à Corrientes, Tucumán et dans d'autres zones –, mais il a été le plus important. Il est resté gravé dans les mémoires comme le début d'une longue suite non encore achevée. Il a eu des résonances dans d'autres événements qu'on a aussi appelé «-azos³»: un nouveau *Rosariazo* et un *Cipolletazo* en septembre 1969 ainsi qu'un *Choconazo* fin 1969, qui a duré jusqu'en mars 1970, année au cours de laquelle s'est également produit le *Tucumanazo*. Les soulèvements se sont succédé durant les deux années qui ont suivi. De 1971, on retient surtout le *Viborazo* et le *Casildazo*. L'année 1972 a été encore plus riche en événements, parmi lesquels se détachent un *Quintazo*, un *Mendozaazo*, un *Rocazo* et un *Malarguazo*. La voie électorale que la dictature a été contrainte d'adopter sous la pression de ces soulèvements a eu pour effet de canaliser une bonne partie de cette énergie d'opposition dans le champ politique. En 1973 a eu lieu un autre *Rocazo* et un *Devotazo*, puis un nouveau *Villazo* en 1974, mais les actions de ce type ont commencé à perdre de leur intensité et à s'espacer. Cependant, la tradition

1. Ezequiel Adamovsky «La más importante de una serie de puebladas en la Argentina», *Ñ (El Clarín)*, 30 mai 2009. Traduction: Gilles Renaud pour *Dial*.

2. Note *Dial*: Le mot original est «*pueblada*» dont un équivalent français assez proche, bien qu'historiquement situé, serait «jacquerie».

3. Note *Dial*: Sur le sens du suffixe «-azo», se reporter à la première note du texte sur le *Bogotazo*.

installée avec ce cycle s'est ranimée à plusieurs reprises depuis lors. Fin 1982, en pleine dictature, elle s'est de nouveau manifestée dans des *vecinazos*⁴, notamment dans le massif Lanusazo⁵. Elle a refait surface dans les années 1990 avec le *Santiagazo*⁶ de 1993 et d'autres soulèvements aspirant à s'inscrire dans la même série, comme le *Chubutazo* de 1990 ou le *Cutralcazo* qui a donné naissance au mouvement *piquetero* de 1996. Et elle a naturellement joué un rôle central dans la qualification des événements de décembre 2001 en tant qu'«*Argentinazo*».

Les soulèvements de cette nature n'ont toutefois pas commencé en 1969. Il y eut divers précédents, certains assez similaires, mais que l'on n'a pas qualifiés de «-azos». Pour ne prendre qu'un seul exemple, en février 1909, les commerçants au détail de Rosario entamèrent une grève contre la hausse des impôts, à laquelle se joignit rapidement la Fédération ouvrière en signe de solidarité. La ville fut paralysée. Comme les autorités municipales ne voulaient pas céder, une foule envahit les rues et s'affronta violemment à la police, jetant des pierres sur le gouverneur et détruisant de multiples édifices. Au terme d'une journée de folie qui s'acheva par deux morts et de nombreux blessés, l'Intendant et les conseillers municipaux furent obligés d'abandonner la partie. L'effet de surprise de ce soulèvement, son caractère «multiclasse» et son pouvoir de destitution auraient pu en faire un «*Rosariazo*», mais ce n'est pas sous ce nom qu'il est passé à la postérité. Il est difficile de savoir pourquoi a commencé en 1969 un cycle qui s'est mué en une nouvelle tradition. Il se peut que, avec le réveil du sentiment anti-impérialiste de l'époque, les noms adoptés avaient pour but d'inscrire ces révoltes sur la scène latino-américaine, déjà secouée par d'autres «-azos» célèbres, comme le *Bogotazo* de 1948.

La volonté de tous ces soulèvements de s'inscrire dans une même tradition a quelque chose de paradoxal. Sous l'angle des revendications ou des situations qui les ont déclenchées, ils ont été extrêmement hétérogènes, et il en va de même des groupes sociaux qui les ont menés ainsi que des effets qu'ils ont eus. Cependant, on peut penser que leur volonté de s'associer les uns aux autres n'est pas injustifiée, tant s'en faut. Parce que les «-azos» sont peut-être le signe de l'auto-affirmation d'un élément central de la politique latino-américaine : la capacité du

4. Note *Dial*: Mot construit à partir de «*vecinos*», voisins.

5. Note *Dial*: Lanús est une ville de la province de Buenos Aires.

6. Note *Dial*: Aussi appelé *Santiagoñazo*. C'est l'objet du dernier texte de ce livre.

peuple d'agir par lui-même, en débordant non seulement les institutions de l'État mais aussi les organisations politiques et syndicales. Nul doute que les «-azos» ont produit leurs effets lorsqu'il s'est agi de redéfinir les agendas politiques. Et qu'ils ont été un vecteur de l'antagonisme de classe malgré (ou grâce à) leur caractère «multiclassiste».

Ces «-azos», toujours inattendus et incontrôlables, sont peut-être l'illustration des limites des systèmes politiques qui, de la droite à la gauche, se sont efforcés d'endiguer l'action populaire en Argentine.



VENEZUELA
LE CARACAZO. SÉMANTIQUE DE LA VIOLENCE POLITIQUE
(27 FÉVRIER-3 MARS 1989)

FERNANDO CORONIL ET JULIE SKURSKI

Ce texte est issu d'un long article de Fernando Coronil et Julie Skurski intitulé « Dismembering and remembering the Nation: The semantics of political violence in Venezuela », d'abord publié dans la revue Comparative Studies in Society and History en 1991, puis repris en 2006 dans l'ouvrage collectif States of Violence¹. Il a la particularité d'analyser ensemble deux événements de la fin des années 1980, le massacre de 14 habitants de la ville d'Amparo, le 29 octobre 1988, et le Caracazo (27 février-3 mars 1989). En collaboration avec Julie Skurski – Fernando Coronil est décédé en 2011 –, une version centrée sur le Caracazo a été préparée en vue de la traduction française, publiée ici.

Y la muerte del pueblo fué como siempre ha sido:
como si no muriera nadie, nada,
como si fueran piedras las que caen
sobre la tierra, o agua sobre el agua.
Pablo Neruda²

Le *Caracazo*, qui dura du 27 février au 3 mars 1989, fut une révolte urbaine à laquelle le gouvernement répondit en employant la force à grande échelle : selon les chiffres officiels, 277 personnes perdirent la vie et, selon des chiffres non officiels, plus de 1 000 personnes furent tuées. Cet événement fut l'occasion d'exprimer les frustrations accumulées

1. Fernando Coronil et Julie Skurski, « Dismembering and remembering the Nation: The semantics of political violence in Venezuela », dans Fernando Coronil et Julie Skurski (dir.), *States of Violence*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2006, p. 83-151. Traduction : Gilles Renaud pour *Dial*.

2. Extrait du *Canto General* [*Chant général*] de Pablo Neruda. Ces vers font allusion à un massacre de travailleurs chiliens en 1946. Voici une traduction en français : Et la mort du peuple fut comme à l'accoutumée : / comme si personne ou rien n'était mort, / comme si c'étaient des pierres qui tombaient, / sur le sol, ou de l'eau sur l'eau.

du fait du déclin économique rapide et de la corruption politique et économique du pays. Le détonateur en fut la collision entre les espoirs d'un renouveau politique et économique créés par la campagne électorale et la colère à l'encontre de l'adoption soudaine par le président nouvellement élu, Carlos Pérez, d'un programme d'austérité drastique requis par le Fonds monétaire international (FMI). Lors de multiples manifestations non planifiées provoquées par de fortes augmentations des prix et des pénuries de nourriture, une foule estimée à un million d'individus saccagea spontanément des milliers de magasins et d'usines dans la capitale et dans la plupart des grandes villes, l'État ayant complètement perdu le contrôle de la rue³. Cinq jours durant, celui-ci répondit aux actes de pillages, de redistribution et de destruction de masse par des mesures d'endiguement, de répression et de représailles. Le *Caracazo* représente, de loin, la révolte la plus importante et la plus durement réprimée de l'histoire de l'Amérique latine⁴.

Le déclin de l'économie vénézuélienne commença vers la fin des années 1970 pour déboucher sur une crise au milieu des années 1980. Le pays sort alors d'une courte période d'euphorie due au boom pétrolier et à la hausse vertigineuse des cours mondiaux de l'or noir durant le premier mandat du président Carlos Andrés Pérez (1974-1979). Le gouvernement de ce dernier lance un programme ambitieux pour industrialiser le pays avec l'objectif affiché de libérer le Venezuela de sa dépendance à l'égard des exportations pétrolières⁵. La promesse d'un

3. Ce chiffre est nécessairement approximatif. Le journaliste Jack Sweeny a calculé que, uniquement à Caracas, entre 500 000 et 750 000 personnes ont participé aux émeutes (*Veneconomía*, mars 1989).

4. Pour une analyse comparative approfondie des mobilisations survenues en Amérique latine contre des programmes d'austérité en rapport avec la dette, voir John Walton, « Debt, protest, and the State in Latin America », dans Susan Eckstein (dir.), *Power and Popular Protest*, Berkeley, University of California Press, 1989.

5. Les cours mondiaux du pétrole quadruplèrent la fin 1973 et restèrent élevés jusqu'à la fin de la décennie, avant de doubler à nouveau. Les recettes pétrolières de l'État (qui représentaient entre 60 et 75 % de ses recettes totales et plus de 90 % de ses recettes d'exportation) quadruplèrent juste avant l'arrivée au pouvoir du président nouvellement élu, Carlos Andrés Pérez. Le programme de Pérez, qui avait pour prétention de mener le Venezuela à sa seconde indépendance, mettait l'accent sur l'industrie lourde à forte intensité de capital (pétrochimie, acier, aluminium, énergie hydroélectrique). Il faisait l'impasse sur les incidences sociales de ces projets mais des crédits importants étaient destinés à subventionner la consommation populaire et les services. Cette situation, conjuguée à la croissance du secteur du bâtiment et de la consommation de produits de luxe, créa une illusion de prospérité. Concernant le « semblant de développement » engendré par le lancement d'emprunts en Amérique latine, voir John Walton, « Debt, protest, and the State in Latin America », dans *Power and Popular Protest*, *op. cit.*

développement rapide, conjuguée à une économie protégée où l'État, dans sa distribution de la rente pétrolière, se montrait généreux envers les partis politiques clientélistes, fit naître des espoirs et désamorça l'opposition. Mais le programme accentua les tendances qui caractérisaient un système fondé sur la rente : un niveau de consommation bien supérieur à celui de la production, la concentration du pouvoir aux mains de l'État allié aux grands groupes économiques, et la corruption au plus haut niveau de l'élite politique et économique dirigeante. En outre, le boom pétrolier ajouta un facteur qui était presque absent de l'économie vénézuélienne depuis 1930 : une forte dette extérieure⁶.

La chute imprévue des cours mondiaux du pétrole dans les années 1980, que les dirigeants du pays n'avaient pas imaginée au moment de contracter la dette, précipita l'économie sur une mauvaise pente⁷. En 1986, sous le gouvernement du président Jaime Lusinchi (1984-1989), le Venezuela signa un accord coûteux de renégociation de sa dette avec les banques internationales⁸. Cet accord impliquait que la priorité des

6. Avec une dette extérieure de 33 milliards de dollars et une population d'environ 20 millions, la dette extérieure *per capita* du Venezuela est la plus élevée d'Amérique latine. Différentes sources traitent du boom pétrolier et de ses conséquences. Pour une analyse du boom pétrolier et de ses effets sur les formes culturelles et les pratiques institutionnelles, voir Fernando Coronil, *The Black El Dorado : Money Fetishism, Democracy and Capitalism in Venezuela*, Ph.D. dissertation, The University of Chicago, 1987. Concernant l'incidence du boom pétrolier sur la politique industrielle, voir Fernando Coronil et Julie Skurski, « Reproducing dependency : Auto industry policy and petrodollar circulation in Venezuela », *International Organization*, vol. 36, n° 1, hiver 1982. Dans son analyse, Mommer apporte un point de vue nouveau sur l'évolution historique et la logique de l'économie de rente, voir Bernard Mommer, *Petroleo, renta del suelo e historia*, Mérida, Universidad de los Andes, 1983 et Bernard Mommer, *La cuestión petrolera*, Caracas, Fondo Editorial Trópikos, 1988. Pour des exemples d'évaluations critiques des administrations de Pérez et de ses successeurs, voir Daniel Hellinger, « Democracy in Venezuela », *Latin American Perspective*, 12, 1985, p. 75-82; Hector Malavé Mata, *Los extravíos del poder*, Caracas, Universidad Central de Venezuela, 1987; et *Proceso político*, Caracas, Equipo Proceso Político, 1978.

7. Le président qui succéda à Pérez, Luis Herrera Campins, du Parti social-chrétien, aussi appelé Comité d'organisation politique électoral indépendant (COPEI), contracta lui aussi des dettes importantes, encouragé là encore par une brève remontée des cours du pétrole en 1979. Mais les finances du pays se dégradèrent rapidement et la monnaie, le bolivar (à peu près stable depuis les années 1920), fut brutalement dévaluée en 1983.

8. Pérez et Lusinchi sont des dirigeants du parti centriste réformiste, Acción Democrática (fondé en 1941). Cadres du parti de longue date et anciens alliés, ce sont tous les deux des figures nationales importantes; ils dirigent désormais des factions rivales au sein du parti. AD, premier parti du Venezuela, est historiquement associé aux réformes populistes et à une politique pétrolière nationaliste. Sa stratégie repose principalement sur la conclusion de pactes avec les élites politiques et économiques, la distribution clientéliste plutôt que la mobilisation et l'exercice d'un contrôle politique sur les grandes fédérations ouvrières et paysannes. AD a fait l'objet de peu d'analyses de qualité. Voir David Eugene Blank, *Politics in Venezuela*, Boston, Little, Brown and Co, 1973; Steven

politiques aille au remboursement de la dette et non au soutien des programmes sociaux et de développement par l'État. Le secteur financier et de grands groupes économiques qui détenaient des avoirs à l'étranger et qui avaient diversifié leurs investissements dans le pays en profitèrent; la fuite de capitaux s'accéléra puisque, selon des estimations, les riches déposèrent dans des banques étrangères 60 milliards de dollars, soit le double de la dette nationale, alors que le revenu réel du pays chuta de 50 % pendant la même période. Le service de la dette supporté sous l'administration Lusinchi s'éleva à 30 milliards de dollars et absorba la moitié des réserves de change du pays, tandis que le capital de la dette ne recula que de 35 à 32 milliards. Bien que ces changements aient ébranlé le modèle protectionniste et aient conforté de puissantes entreprises commerciales dans leur défense d'une libéralisation du marché, l'élite politique continua à utiliser la rhétorique du nationalisme populiste. Comme les espoirs suscités par ce discours se heurtaient à la dégradation de la situation, l'opposition politique et la désaffection envers les dirigeants du pays s'accroissent.

L'indépendance économique de l'État rentier à l'égard des contribuables permit au système politique vénézuélien, comme à ceux d'autres pays fortement tributaires des exportations de pétrole ou d'autres produits primaires, de devenir extrêmement centré sur l'État et déconnecté des demandes de la population, décourageant par là le développement d'intérêts et d'institutions indépendants au sein de la société civile. Les mécanismes de réciprocité et de responsabilisation politiques restèrent limités, les élus devaient leur poste à la place qu'ils occupaient dans la hiérarchie de leur parti et l'expression des desiderata locaux transitait par des structures hautement politisées⁹. Les campagnes présidentielles

Ellner, « Populism in Venezuela, 1935-1948: Betancourt and "Acción Democrática" », dans Michael L. Conniff (dir.), *Latin American Populism in Comparative Perspective*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1982; John Martz, *Acción Democrática: Evolution of a Modern Political Party in Venezuela*, Princeton, Princeton University Press, 1966; et Moisés Moleiro, *El partido del pueblo*, Valence, Vadell Hermanos, 1978. À propos de la rhétorique et de l'imagerie employées par le parti, voir Luis Britto García, *La máscara del poder: Del gendarme necesario al demócrata necesario*, Caracas, Alfadil, 1988. Pour une étude théorique du populisme en Amérique latine, voir Atis Tair Hennessey, « Fascism and populism in Latin America », dans Walter Laqueur (dir.), *Fascism: A Reader's Guide*, Berkeley, University of California Press, 1976; et Ernesto Laclau, *Nationalism, Populism, and Ideology*, Londres, Verso, 1977.

9. Un programme de réforme électorale a commencé à être appliqué en 1990, mais des contraintes structurelles, d'ordre financier et administratif, réduisent l'autonomie des fonctionnaires locaux. Voir la revue *SIC* pour une analyse des changements apportés au système électoral. Concernant

offraient alors l'occasion de construire une promesse illusoire d'un dialogue entre la classe politique et l'électorat¹⁰. Ces campagnes, coûteuses et interminables, orchestraient un simulacre de démocratie nationale dans lequel les candidats cherchaient à faire montre d'un soutien des masses et leurs partisans cherchaient à bien se positionner dans la configuration changeante des relations clientélistes.

L'élection présidentielle de 1988 engendra des réponses dissonantes. La campagne fit apparaître un profond courant de scepticisme concernant les promesses électorales, tout en ouvrant un espace pour les voix de l'opposition et en suscitant des espoirs d'une amélioration de la situation économique. Elle donna lieu à une lutte non seulement entre les partis, mais à l'intérieur du parti au pouvoir, Action démocratique (Acción Democrática, AD), les factions de Pérez et de Lusinchi se battant pour prendre le contrôle de son appareil¹¹. Dans le contexte de la campagne, les fissures nées au sein d'AD alimentèrent les critiques de la population face à la corruption généralisée de l'administration et à la répression.

l'organisation des partis politiques, voir Eduardo Arroyo Talavera, *Elecciones y negociaciones : los límites de la democracia en Venezuela*, Caracas, Fondo Editorial Conicit, 1988; Wolfgang Hein et Conrad Stenzel, «The capitalist state and underdevelopment in Latin America: The case of Venezuela», *Kapitalstate*, n° 2, 1973; Daniel Hellinger, «Democracy in Venezuela», *Latin American Perspectives*, n° 12, 1985; Daniel H. Levine, *Conflict and Political Change in Venezuela*. Princeton, Princeton University Press, 1973; Manuel Vicente Magallanes (dir.), *Reformas electorales y partidos políticos*, Caracas, Publicaciones del Consejo Supremo Electoral, 1986; Manuel Vicente Magallanes, *Sistemas electorales, acceso al sistema político, y sistema de partidos*, Caracas, Publicaciones del Consejo Supremo Electoral, 1987; et Ambal Romero, *La miseria del populismo*, Caracas, Centauro, 1986.

10. Au Venezuela, la démocratie électorale a été instituée en 1958, et le pouvoir a changé pacifiquement de mains tous les cinq ans depuis 1959. Le Parti social chrétien a gouverné à deux reprises durant cette période, de 1969 à 1974 sous Caldera, et de 1979 à 1984 sous Herrera Campins, et l'AD a régné le reste du temps. La stabilité politique qu'a vécue le système multipartite du Venezuela à une époque marquée par des coups d'État militaires dans une grande partie du continent explique le grand nombre d'études réalisées sur les élections dans le pays. Voir Aldo Lubrano et Rosa Haydee Sánchez, *Del hombre complete a Jaime es como tú. Recuento de un proceso electoral venezolano*, Caracas, Vadell Hermanos, 1987; Joaquín Marta Sosa, *Venezuela : elecciones y transformación social*, Caracas, Centauro, 1984; John Martz et Enrique Baloyra, *Electoral Mobilization and Public Opinion: The Venezuelan Campaign of 1973*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1976; John Martz, et David J. Myers (dir.), *Venezuela : The Democratic Experience*, New York, Praeger Publishers, 1977; Domingo Alberto Rangel, *Los Mercaderes del voto*, Valence, Vadell Hermanos, 1973; Domingo Alberto Rangel, *Fin de Fiesta*, Valence, Vadell Hermanos, 1982; Domingo Alberto Rangel, et Pedro Duno, *La pipa rota : Las elecciones de 1978*, Caracas, Vadell Hermanos, 1979; et Michelena Silva, José Agustín et Heinz Rudolf Sontag, *El proceso electoral de 1978*, Caracas, Ateneo de Caracas, 1979.

11. Pendant la primaire, Lusinchi avait soutenu la candidature de son allié le sénateur Lepage. Pérez l'emporta grâce au soutien des ouvriers.

L'élection du 4 décembre eut deux résultats sans précédent : pour la première fois de l'histoire du Venezuela, un ancien président était réélu et le taux d'abstention, jusque-là inférieur à 10%, atteignait cette fois 20%. En outre, la gauche accrut sa représentation au Congrès, et le principal adversaire de Pérez réalisa des percées dans des zones traditionnellement acquises à l'AD. Contrairement à la première victoire de Pérez (1973), qui avait donné lieu à une véritable liesse populaire, celle-ci fut accueillie par une vague de scepticisme et de critiques. Beaucoup d'électeurs méfiants avaient mis Pérez au défi d'engager des changements profonds, mais peu avaient fait allégeance à son parti¹².

Beaucoup pensaient que Pérez réussirait à améliorer la situation économique. Il avait été à l'origine de grandes initiatives pendant le boom pétrolier des années 1974-1978, raison pour laquelle il continuait de donner l'image d'un homme d'action énergique capable de défier les puissants sur la scène nationale et internationale pour défendre le pays et le *pueblo* (peuple)¹³. Son intronisation spectaculaire le 2 février 1989 confirma cette image : il y avait invité un vaste aréopage de responsables politiques venus de 108 pays et il y appela les pays endettés à faire pression contre les politiques oppressives des banques internationales et du FMI¹⁴. En même temps, et sans que le grand public le sache, Pérez

12. Pérez (« l'homme énergétique ») l'emporta sur son principal concurrent, Eduardo Fernández (« le Tigre »), du COPEI, avec une marge de 13% et un score exceptionnel de 53% des 7 321 281 votes exprimés. Teodoro Petkoff, candidat des partis socialistes alliés MAS et MIR, recueillit 2,7% des voix ; ces deux partis obtinrent 10% des voix au Congrès, privant l'AD de sa majorité. L'administration Lusinchi avait été marquée par un esprit de clocher, un clientélisme paternaliste et une répression de plus en plus dure parfois dirigée contre des détracteurs haut placés de sa politique. Contrairement à Lusinchi, Pérez jouissait d'une image cosmopolite et d'une expérience internationale, et il était connu pour écouter les critiques au lieu de les rejeter. Sa victoire électorale renforça les chances de ses partisans de décrocher des postes stratégiques dans l'appareil du parti.

13. Le terme *pueblo* a un double sens. D'une part, il englobe l'ensemble des citoyens du Venezuela ; il est invoqué en lien avec la défense du pays et le souvenir de son indépendance. D'autre part, il renvoie aux personnes issues des classes populaires et il est abondamment employé en substitution des catégories renvoyant aux classes sociales pour parler des pauvres, qui composent la majorité de la population. Ses connotations, avec leur ambiguïté, varient selon le contexte, l'orateur et l'auditoire.

14. Vingt-deux chefs d'État assistèrent à une cérémonie au style international et élitiste. Plusieurs personnalités favorables à une révision de la dette du tiers-monde étaient présentes, notamment l'Allemand Willy Brandt, l'Espagnol Felipe González, et l'États-Unien Jimmy Carter. Le vice-président des États-Unis, Dan Quayle, effectuait pour l'occasion son premier voyage officiel à l'étranger. Daniel Ortega (Nicaragua) et le Cubain Fidel Castro (pour son premier voyage au Venezuela depuis 1959) firent sensation ; leur présence renforça l'image de Pérez en tant que dirigeant attaché à combattre les pressions étrangères et conservatrices.

envoie un message apaisant aux banques présentes à la table de négociation en proposant de remplir des conditions draconiennes.

Quelques jours seulement après son intronisation, Pérez annonça sur un ton grave le contenu qu'il donnait à sa promesse inaugurale de « *sincerar* » (rendre sincère, véridique) l'économie. Le libre marché la débarrasserait des monopoles et des pratiques artificielles, lui permettant ainsi de devenir productive. Le moyen employé consistait en un programme d'austérité rigoureux, qui serait appliqué rapidement et à haute dose, une sorte de remède de cheval¹⁵. Pérez informe la population, généralement peu au courant des conséquences de ce genre de politique, que les aides à l'acquisition de produits de base seraient supprimées, les contrôles des prix prendraient fin, les taux de change seraient unifiés et la monnaie autorisée à fluctuer, les droits de douane abaissés et les taux d'intérêt libéralisés, et que le prix des services publics augmenterait. Sourd aux demandes des travailleurs, il refusa d'augmenter les salaires, de geler les embauches et de prendre des mesures sociales. Au lieu de cela, il dit espérer que les banques internationales fourniraient rapidement de l'argent frais au Venezuela pour qu'il surmonte la situation pressante où il se trouvait, et qu'elles effaceraient une part importante de sa dette, afin que cette période de grande austérité ne soit qu'une parenthèse sur la voie de la reprise économique. Sa promesse était d'établir des bases économiques solides sur lesquelles la démocratie au Venezuela puisse s'appuyer. La politique protectionniste d'industrialisation par substitution des importations adoptée trente ans plus tôt au nom du progrès de la démocratie devait désormais être abandonnée pour le même motif.

EL MASACRÓN: LE GRAND TOURNANT¹⁶

Lorsque Carlos Andrés Pérez est élu, le 4 décembre 1988, beaucoup de gens croyaient, y compris parmi les leaders de l'opposition, qu'il rétablirait le lien tutélaire entre le chef et le peuple et qu'il mettrait un terme au repli et au recul du pays. Son premier mandat avait été marqué

15. Le programme reprenait l'ensemble de mesures type que le Fonds monétaire international (FMI) impose aux pays endettés pour qu'ils aient droit à de nouveaux prêts. Des variantes ont été appliquées dans de nombreux pays et ont souvent provoqué de violentes mobilisations. Si Pérez a continué de critiquer le FMI, son équipe de négociateurs a néanmoins acquiescé aux conditions du FMI pour obtenir de nouveaux prêts, les réserves internationales étant tombées à un niveau alarmant et le pays ayant dû suspendre le paiement des intérêts de la dette.

16. « Le grand massacre » (*El Masacrón*) est l'expression utilisée dans le contexte africain par des groupes de défense des droits humains et des chanteurs engagés.

par une hausse du niveau de vie grâce à une période d'enrichissement providentielle du pays et avait vu le Venezuela devenir un champion de l'intégration économique en Amérique latine. Ainsi, bien que lié à la corruption et à la dette, Pérez représentait pour un courant de la mémoire collective la promesse bolivarienne d'un État qui combattrait pour la justice sociale et l'indépendance économique. La campagne électorale avait fait naître l'espoir que sa présidence signerait la fin de la régression, une réouverture du pays au progrès.

«La rivière est sortie de son lit» («*El rio se salió de la madre*») était le titre d'un éditorial paru dans le journal *El Nacional* le 4 mars 1989, où l'auteur décrivait les flots de population qui avaient envahi les rues de quatorze villes durant cinq jours d'émeutes et de pillages qui avaient secoué le Venezuela entre le 27 février et le 3 mars¹⁷. Ces événements ont constitué la mobilisation urbaine la plus importante et la plus violemment réprimée de l'histoire du Venezuela. Le 27 février, des masses de gens prirent d'assaut les rues de la plupart des grandes villes du pays, notamment dans la région de la capitale, pour protester contre les hausses des prix et piller des magasins¹⁸. D'abord sous le choc, le gouvernement réagit par la suspension des garanties constitutionnelles et une pluie de balles. Des milliers de personnes furent blessées ou arrêtées, et le nombre officiel de morts s'éleva à 277. Cependant, selon des estimations non officielles diffusées confidentiellement par des observateurs de tous bords, largement plus d'un millier de personnes auraient perdu la vie¹⁹.

Dans l'histoire contemporaine de l'Amérique latine, aucun plan d'austérité n'avait encore déclenché un soulèvement populaire comparable, par l'ampleur des pillages et la férocité de la répression. Le nombre total de morts relevé au cours de 50 manifestations entre 1976 et 1986 dans treize pays était inférieur à 200 ; l'incident le plus violent s'était produit pendant les émeutes de 1984 en République dominicaine, avec un bilan

17. L'auteur, Alfredo Peña, est un chroniqueur politique respecté.

18. Voir *Veneconomía*, mars 1989, et *SIC*, avril 1989, pour un reportage et une analyse d'excellente tenue sur les événements de la semaine.

19. Pour parvenir à cette estimation de 1 000 à 1 200 morts, nous avons interrogé des personnes haut placées des médias, de l'armée, du monde politique et du secteur de la santé. Dans son rapport de 1990, le Département d'État des États-Unis corrobore ces chiffres et décrit de façon détaillée l'attaque armée délibérée des militaires contre la population.

de 60 morts²⁰. Les émeutes anti-FMI ont été fréquentes pendant cette période mais, si l'on en croit Walton, elles commençaient généralement sous la forme de mobilisations organisées comme des grèves ou des manifestations et elles avaient souvent des cibles précises, aussi bien politiques qu'économiques. Les émeutes du Venezuela, en revanche, ne surgirent pas d'actions organisées, même si elles étaient précédées d'années de conflits sporadiques dans certaines villes, et les pillages visaient un large éventail de commerces, qui allait des vendeurs ambulants à des supermarchés, des ateliers et des usines.

Ces événements qui ébranlèrent l'autorité de l'État et fissurèrent le tissu social bousculèrent également les schémas d'interprétation établis, résistant aux efforts déployés par les autorités et les forces d'opposition pour leur accoler une étiquette. Pour désigner le conflit, le discours officiel employait les expressions le «27-F» et les «événements» (*los sucesos*). Les expressions «les troubles» et «la grande secousse» (*el sacudón*), évoquant une perturbation passagère de l'ordre habituel, sont devenues monnaie courante dans les médias. Dans le discours de l'opposition sont apparues les expressions «explosion sociale», «soulèvement populaire» (*poblada*) et le «grand massacre» (*el masacrón*). Le terme cru de «guerre» était courant chez les professions supérieures, exprimant la fracture sociale dont la classe moyenne avait fait l'expérience. Il était associé également à la crainte d'un retour des guerres civiles qui avaient marqué le 19^e siècle, et dont les chefs de gouvernement avaient entretenu la mémoire. Ces différences d'appellation sont liées aux tentatives incertaines de contrôler la façon dont se construit l'histoire d'événements qui ont dépassé les voies classiques de la contestation et les catégories traditionnelles de l'action collective.

Que s'est-il passé entre le 2 février, jour de l'intronisation à grand spectacle de Pérez, et le 27 février? En arrivant au pouvoir, pressé par un manque d'argent aigu, le président Pérez enfourcha le cheval internationaliste de l'idéologie nationaliste bolivarienne du Venezuela pour redéfinir la mission civilisatrice de l'État²¹. Il présenta le Venezuela comme le champion de la lutte des pays endettés contre la domination des banques internationales, un défenseur de l'unité de l'Amérique

20. John Walton, «Debt, protest, and the State in Latin America», dans Susan Eckstein (dir.), *Power and Popular Protest*, Berkeley, University of California Press, 1989, p. 188.

21. Le président Pérez avait soudainement appris que les réserves internationales du Venezuela ne dépassaient pas 200 millions de dollars, ce qui nécessitait un changement de politique brutal.

latine face aux menaces pesant sur son indépendance. Cette image s'est bâtie sur le terreau anticolonial d'un discours nationaliste associant indépendance nationale et égalité et transformant en un combat moral la volonté de libérer les pays d'une domination étrangère. En évoquant ces idées partagées, liées aux idéaux de justice sociale, Pérez cherchait un lien avec l'histoire officielle qui puisse légitimer la politique du gouvernement.

À son arrivée à la présidence, Pérez lança d'abord une attaque contre le FMI et les bailleurs internationaux au nom d'une communauté imaginaire d'emprunteurs latino-américains. Pourtant, au même moment, son administration – qui était engagée dans un programme d'austérité économique inspiré par le FMI et qui avait cependant besoin de contracter en urgence de nouveaux emprunts – s'employait à persuader les banques internationales de sa volonté de rationaliser l'économie. Ainsi, Pérez critiquait à la fois le FMI et les politiques nationales protectionnistes qui avaient fait du pays une économie malade demandant un traitement immédiat. Le remède prescrit consistait en une véritable purge sous la forme d'un programme d'austérité. Grâce à un tour de passe-passe intellectuel, ce qui était obligatoire était présenté comme souhaitable, et ce qui était imposé était devenu un choix.

La tâche essentielle inscrite dans la nouvelle stratégie économique, et l'une des conditions fixées par les banques pour l'octroi de nouveaux prêts, était d'ouvrir la coquille protectrice qui avait isolé le pays de la concurrence internationale durant la plus grande partie du 20^e siècle. Présentée idéologiquement comme un changement sans précédent, cette décision redéfinissait la place du Venezuela dans l'histoire et dans le monde. Selon ce point de vue, le marché protégé et subventionné avait favorisé les capitalistes parasites, les branches d'activité inefficaces et les politiciens corrompus. Mais, faute de l'oxygène de pétrodollars coulant à flots, le protectionnisme était en train d'asphyxier le pays. L'isolement vis-à-vis de la concurrence internationale avait aussi été un éloignement vis-à-vis des compétences économiques. L'ouverture au marché mondial signifiait l'établissement de passerelles avec le capitalisme et permettait que sa rationalité soit infusée au pays. Cette nouvelle politique, qui impliquait le déclin de nombreuses petites entreprises, était soudainement présentée comme une solution de bon sens. Elle bénéficiait du soutien plein et entier des hommes d'affaires fortunés et du personnel politique en mesure de conserver le pouvoir pendant la transition. Cette

manière de se moderniser rendait également le pays vulnérable face aux fluctuations du marché mondial. L'État avait créé un espace national extrêmement protégé – un terrain fertile pour cultiver les alliances hiérarchiques et façonner des illusions d'harmonie sociale. L'ouverture de la coquille signifiait aussi la destruction de ce réseau de relations et de représentations communes. Avec l'acceptation de la rationalité curative du libre marché, une mutation importante s'était produite dans le discours des partisans d'une modernisation nationaliste. L'assainissement de l'économie s'imposa comme l'objectif premier de la nation, avant la formation d'un peuple développé. Ces objectifs avaient coexisté dans le discours des tenants de la modernisation protectionniste, mais les arguments que l'on entendait maintenant privilégiaient ouvertement les exigences de l'économie, en reléguant au second plan celles du peuple. La relation civilisatrice qui unit État et peuple et engendre le progrès national n'apparaissait plus comme un lien protecteur.

Avec l'ascension d'une variante populiste du discours du libre-marché sous le gouvernement Pérez, le peuple était désormais présenté comme le produit indiscipliné et paresseux d'une économie improductive, le symptôme d'une maladie causée par l'argent facile obtenu durant des années de rentes pétrolières abondantes. Le discours officiel qui cherchait à expliquer la crise sans trop impliquer l'élite au pouvoir présentait les Vénézuéliens comme des consommateurs capricieux. Il considérait que si les structures protectionnistes de l'État étaient abolies, les gens se tourneraient vers un travail productif, parce qu'ils avaient besoin de la discipline et de l'éducation que le marché pouvait apporter. La nouvelle administration introduisit son programme d'ajustement en utilisant le vocabulaire moral de la réforme. Alors qu'elle évoquait la nécessité de changer les comportements individuels, elle ne faisait aucune allusion à une réforme sociale, élément longtemps central dans le discours protectionniste. Celui-ci avait promis de corriger les inégalités sociales en intervenant dans l'organisation du marché. Au lieu de cela, le discours du libre-marché promettait de corriger les distorsions de l'économie en réorientant les perceptions et comportements individuels.

Pérez déplorait à l'envi que les Vénézuéliens aient vécu dans un monde d'illusion et d'attentes infondées. Il fallait maintenant affronter la réalité. Le 16 février, Pérez annonce *el gran viraje* (le grand tournant), le passage du capitalisme artificiel au vrai capitalisme. Le gouvernement allait baisser rapidement les droits de douane, supprimer le contrôle

des prix et les subventions, et aligner le taux de change sur le marché, de manière à éliminer les taux préférentiels qui avaient continué de subventionner les importations à la suite des dévaluations officielles. Il faudrait du temps pour mettre au point et appliquer ces mesures, mais l'attente de leur survenue, ajoutée à une pénurie de devises, déclencha une série de processus en chaîne. Il y avait un abîme entre la réalité vécue par les consommateurs et la rationalité du marché. Confrontés au démantèlement imminent du protectionnisme et à la hausse du coût des importations, les industriels réduisirent leur production et les entreprises se mirent à stocker. Plusieurs semaines avant l'installation de Pérez, dans une tentative de tirer les prix vers le haut, des entreprises avaient retiré des magasins les aliments et les articles de consommation réglementés par l'État. Les relations s'envenimèrent entre commerçants et consommateurs sur les marchés et dans les épiceries lorsque les consommateurs s'aperçurent que les produits de base étaient rationnés, accusant en outre les vendeurs de faire des stocks et de favoriser leurs clients préférés. Ces affrontements avaient lieu loin des grandes entreprises qui exerçaient un oligopole sur le commerce; ils se produisaient principalement aux endroits où s'approvisionnaient la classe moyenne et les pauvres, dans des boutiques tenues par des immigrants portugais, chinois et libanais qui étaient perçus par beaucoup comme avarés et sans scrupule.

Les commerçants furent bientôt imités par les consommateurs dans la constitution de réserves. Les pénuries et les hausses de prix attendues provoquèrent une ruée des consommateurs sur les marchandises, dans un besoin irrépressible de stocker des articles de première nécessité en prévision d'une rupture de la production ou de quelque événement inconnu. En ces temps d'incertitude, la constitution de réserves donnait un vague sentiment de protection, mais seuls pouvaient stocker ceux qui en avaient les moyens. La colère ne tarda pas à monter chez les pauvres des villes, qui faisaient leurs courses jour après jour, ne disposant pas d'un réfrigérateur et encore moins d'économies; l'argent qu'ils possédaient ne leur permettait pas d'acheter de la semoule de maïs, du pain, du lait, de l'huile, de la farine, des haricots, du sucre, du café, du sel, du savon et du papier de toilette, ils se faisaient répondre par leur épicier de quartier qu'il n'avait rien à vendre (*No hay*), et ils parcouraient anxieusement la ville à la recherche de magasins censés avoir, selon la rumeur, les produits qui leur manquaient. Le sentiment d'avoir été trompés par un système politique qui trouvait son illustration dans

la tyrannie d'entreprises profiteuses allait en s'amplifiant à mesure que les provisions diminuaient.

Lorsque les détails du programme d'austérité furent connus, l'angoisse de consommateurs se transforma en panique. Les grands titres des journaux annonçaient, et la radio proclamait à tue-tête, que les prix de produits comme le pain, les pâtes, le lait en poudre, les haricots et l'huile de friture allaient bientôt tripler, voire quadrupler. Les salariés sentirent peser sur eux la menace d'une hausse des prix et du chômage dans une économie en récession, et les travailleurs précaires se sentirent sans protection. La confiance dans le progrès se transforma en peur d'une régression. Les classes laborieuses n'avaient plus l'impression de former une communauté sous la protection de l'État, et la classe moyenne voyait disparaître ses chances d'ascension sociale. Certains espéraient s'en sortir, et quelques-uns améliorer leur situation, mais la plupart comprenaient qu'ils étaient laissés sur la touche dans une situation qui irait en empirant – revirement complet dans un pays où, pendant un demi-siècle, une partie importante de la population urbaine (qui représente 80 % du total) s'était habituée à voir son niveau de vie progresser.

C'est dans ce contexte que le gouvernement annonça le doublement des prix de l'essence, entrant en vigueur le 26 février, première étape vers un alignement sur les prix mondiaux. Le gouvernement avait décidé d'augmenter les revenus de la compagnie pétrolière d'État en cessant de subventionner l'essence. Dans ce pays exportateur de pétrole, la hausse des prix de l'essence ne constituait pas une simple décision d'ordre commercial. Elle mettait en jeu le lien qui unissait la communauté nationale : la propriété commune imaginée des ressources pétrolières du pays sur la base de son code juridique fondateur. La légitimité de l'État était étroitement liée à sa capacité à contrôler l'industrie pétrolière nationale, qui se trouvait autrefois entre des mains étrangères, au nom du peuple tout entier²². Assimiler le pétrole aux autres denrées sur le marché international et exiger de la population qu'elle paie au prix fort ce qu'elle considérait comme un droit national intangible revenait à rompre un lien moral établi entre l'État et le peuple.

Emblématique de cette rupture, la décision est prise par l'association des transports publics de relever de plus de 100 % les tarifs des autobus

22. La législation vénézuélienne fait du sous-sol et, donc du pétrole, des biens de l'État, selon la définition juridique qu'elle a reprise de l'époque coloniale. En 1976, le président Pérez a nationalisé l'industrie pétrolière en échange de compensations généreuses.

et des camions le lundi 27 février, au mépris du plafond de 30% fixé par le gouvernement, prétextant la hausse des prix des véhicules et des pièces²³. Déjà critiquées par les travailleurs et les étudiants pour la mauvaise qualité de leur service, les sociétés de transport privées n'hésitaient pas cette fois à provoquer l'indignation de tous. Les passagers n'avaient pas d'autre moyen de se rendre en ville et, le mois touchant à sa fin, ils n'avaient presque plus rien dans les poches jusqu'à ce que tombe leur paie à la fin du mois. Le doublement brutal des tarifs des autobus cristallisa chez eux le sentiment d'avoir été dupés et abusés par le gouvernement et les entreprises, et cela les conduisit à descendre ensemble dans la rue, lieu où ils pouvaient à la fois manifester leur colère et inverser le rapport de forces. Avant même que les combats de rue ne commencent, le lundi 27 février, l'espace public était devenu un champ de bataille où s'opposaient différents ordres moraux et économiques.

LES ÉVÉNEMENTS, LA GUERRE: AMPLIFICATION DE LA MOBILISATION POPULAIRE

La mobilisation populaire démarre à l'aube du 27 février dans la ville ouvrière de Guarema, en banlieue de Caracas, ainsi qu'à la gare d'autobus de Caracas, où les ouvriers et les étudiants ont commencé à se rassembler très tôt²⁴. Dans un premier temps, les manifestants, certains menés par des étudiants qui entonnent des slogans antigouvernementaux, bloquent la circulation des véhicules de transport public. La foule ne tarde pas à s'en prendre aux épiceries et aux marchés alimentaires. Des leaders émergent du mouvement; il s'agit généralement de jeunes gens qui brisent les serrures des magasins à l'aide de leviers et qui fracturent les vitrines, encourageant les manifestants à y prendre ce qui leur appartient. La foule qui s'engouffre dans les magasins y découvre, scandalisée, des stocks de denrées alimentaires de base subventionnées

23. Les propriétaires privés des divers autobus, fourgons et voitures qui assuraient le plus gros des transports urbains prétendaient que l'augmentation des coûts de réparation et de remplacement des véhicules rendait même le plafond prévu intolérable. Les chauffeurs refusèrent également d'honorer les paiements de billets à moitié prix par les étudiants. Les dirigeants de l'association d'autobus, bien que membres de l'AD, refusèrent de souscrire à un accord tarifaire, signe que l'AD avait moins de prise sur ses adhérents.

24. Des journalistes présents sur place ont fourni des descriptions et des images frappantes sur le début et la propagation des émeutes de Caracas: voir les photoreportages du journal *El Nacional* (1989, 1990) et de José Agustín Catalá, *El estallido de febrero*, Caracas, Centauro, 1989. Pour une analyse des émeutes, voir *Cuadernos del Cendes*, n° 10; Sanín, *Los muertos de la deuda*, Caracas, Centauro, 1989.

qui avaient disparu du marché et qui attendent d'être vendues à des prix majorés. Des caisses de lait en poudre, de semoule de maïs, de pâtes et de café sont sorties dans la rue et distribuées, sous les yeux d'une police débordée. Certains policiers, eux-mêmes mal payés, prêtent main-forte pour que les pillages se déroulent dans l'ordre et y participent²⁵. Une décision collective se dessine qui consiste à occuper la rue et à envahir les magasins pour que soient suspendues les règles régissant les déplacements publics et le commerce. La rue devient le théâtre de la contestation des mécanismes de contrôle politique et du marché largement jugés immoraux et oppressifs.

La révolte s'étend et quitte le centre pour atteindre des zones commerciales situées près des quartiers populaires, après avoir occupé les grandes artères de la ville. Ces avenues et voies rapides, le long desquelles les nouvelles sont rapidement colportées jusqu'aux grands centres commerciaux par de nombreux messagers à moto, sont aussi des artères vulnérables où les manifestants bloquent la circulation en dressant des barricades. Le plus gros des transports publics est interrompu. Des camions de livraison pris au piège sont assaillis, et leurs marchandises déchargées et distribuées. À Caracas, à la fin de leur journée de travail, les employés du centre-ville découvrent ébahis que les rues sont pleines de gens en train de faire tranquillement leur marché et d'emporter des produits alimentaires, voire de gros appareils ménagers. La photographie d'un homme transportant sur son dos un quartier de bœuf dans une rue incendiée est devenue une des images des émeutes les plus reproduites. Le soulèvement a rapidement fait tache d'huile dans tous les *barrios* de la périphérie, ces zones d'habitations populaires construites sans plan d'urbanisme, où taudis, maisons de parpaings et grands ensembles se serrent dans un amoncellement précaire sur les collines entourant la vallée de Caracas et dans les interstices de la ville, au creux de profonds ravins qui serpentent, à moitié dissimulés, près des quartiers de la classe moyenne et de la bourgeoisie.

Lors de ce *saqueo popular* (pillage populaire), les gens sont descendus des collines et montés des ravins pour envahir les magasins des

25. Les agents de la police métropolitaine, comme les pilleurs, perçoivent un petit salaire, sont issus des classes populaires et vivent généralement dans les *barrios*. Au début, débordés par les pilleurs, ils sont peu intervenus ou ont carrément coopéré avec eux, même si certains ont fait feu sur les émeutiers. Des observateurs ont indiqué que le gouvernement a d'abord donné l'ordre de répondre avec le moins de violence possible aux manifestations.

rues entourant la ville. L'expression *saqueo popular* avait un double sens. L'élite politique et économique du Venezuela était souvent accusée de dilapider l'argent du pays parce qu'elle se livrait à une corruption notoire et qu'elle avait sorti du pays un montant égal au double de la dette nationale dans une gigantesque opération de fuite de capitaux. Maintenant, c'était au tour du reste de la population d'obtenir ce dont elle avait besoin sans travailler. Des familles de la classe moyenne vivant dans les quartiers coupés par des ravins profonds, où les habitants des bidonvilles avaient commencé les pillages, ont participé au *saqueo* en venant en voiture jusqu'aux magasins et en se faisant aider dans certains cas par leurs employés de maison pour charger les marchandises les plus lourdes. Durant cette première phase, alors que l'action populaire ne s'était pas heurtée encore à la répression du gouvernement et était encore d'une ampleur limitée, des observateurs de diverses origines sociales ressentaient une certaine sympathie à l'égard de l'appel au pillage général.

Dans de nombreux *barrios*, une organisation informelle se fait jour au sein des familles et entre elles. Des jeunes gens, au risque de se blesser gravement au contact du verre et du métal, entraient par effraction dans de nouveaux magasins et des usines de transformation, étendant ainsi la superficie de l'action populaire. Femmes et enfants pénétraient à leur suite dans les magasins d'alimentation et de vêtements, formant parfois une chaîne pour sortir produits alimentaires et chaussures. Ceux qui ne pouvaient pas ou n'osaient pas participer au pillage, comme les personnes âgées ou les femmes avec de jeunes enfants, se faisaient livrer à domicile. Les gens s'échangeaient les articles qu'ils avaient en trop et découpaient en morceaux les quartiers de bœuf et de porc qu'ils avaient emportés. Une femme a déclaré plus tard : « L'argent n'avait plus d'importance. En l'espace de quelques heures, on est revenu à l'âge du troc. » Dans la zone industrielle d'Antímáno, à Caracas, des habitants des collines ont attaqué la fabrique de pâtes alimentaires Ronco, chargé dans les camions de la société les larges stocks de pâtes qu'ils y avaient trouvés, puis distribué le tout aux quatre coins de la zone. « On s'est assuré – a fièrement raconté un chauffeur père de plusieurs enfants – que tout le monde reçoive son lot de pâtes²⁶. » Enderson, adolescent de 14 ans dans

26. Ce paragraphe est basé sur des entretiens réalisés avec des habitants des quartiers d'Antímáno, de La Vega, d'El Valle, d'El Cementerio et de Petare dans les jours qui ont immédiatement suivi les émeutes. Voir *El Nacional* (1989) pour une description de la situation régnant à Antímáno et du

le dénuement, a déclaré qu'il était entré dans des magasins pour ensuite jeter la nourriture aux personnes qui se trouvaient à l'extérieur en leur criant «*Come, pueblo!*» (Mange, peuple!). Pour lui, piller n'était pas voler car, dit-il, «ce n'est pas la faute des gens si les prix grimpent, c'est la faute du gouvernement. Il faut bien manger²⁷. Ce matin, il n'y avait rien à manger chez ma mère.»

Les pillages ont momentanément réduit à néant le pouvoir de régulation de la vie collective de l'argent. L'invasion des commerces a fait perdre tout leur sens aux barrières que l'argent dresse habituellement entre les marchandises et les consommateurs, entre l'espace public et le privé. Au cœur d'une situation aussi incertaine que dangereuse, on note des accents de fête villageoise, une abondance d'alcool et de viande grillée partagée à l'occasion de rassemblements impromptus dans les quartiers pauvres des collines entourant Caracas. Le champagne et le cognac font une apparition surprise dans des fêtes animées, chose nouvelle, par de la musique dansante diffusée par des sonos récemment acquises sur les collines. La fumée des barbecues se mêle à celle des boutiques en flammes. Contre l'«*étiquette de l'égalité*²⁸» qui régissait les comportements publics dans cette société autoproclamée égalitaire, les pauvres cherchaient à affirmer, ne serait-ce que temporairement, l'idée qu'ils se faisaient de véritables relations d'égalité.

Pendant cette première phase, marquée par une transgression des règles et une confusion des catégories, l'euphorie et la peur se disputaient le contrôle de la situation. L'euphorie vint de l'affirmation collective de l'interprétation populaire au détriment de l'explication officielle. Par d'innombrables actes de défis, notamment d'incendies de postes de police et de bureaux de l'AD, les gens exprimaient leur refus non seulement de leur paupérisation, mais des fausses raisons invoquées couramment pour l'expliquer, ainsi que des institutions qui l'autorisaient²⁹. Le 27 février, plusieurs centaines de livreurs à moto

rôle joué par la police pour obtenir que les femmes pillent les magasins («*fassent leurs courses*», pour reprendre l'expression alors utilisée) dans l'ordre, pendant que les hommes étaient maintenus à l'écart.

27. Entretien, 29 août 1990.

28. Nous remercions Roger Rouse pour cette expression et pour ses observations sur les comportements dans la rue.

29. Les médias n'ont pas diffusé les informations concernant les attaques contre de petites usines, les commissariats de police et les bureaux du parti, alors que les nouvelles relatives aux tirs de snipers sur la troupe et la police ont été amplifiées.

(*motorizados*) encerclent le bâtiment de Fedecámaras, siège des plus grandes associations professionnelles du pays et symbole du monde des affaires avantage par la politique du gouvernement. Des chefs d'entreprise se sont à un moment alarmés de rumeurs annonçant des attaques contre les classes possédantes. Certains ont fait sortir leur famille du pays, et beaucoup ont sommé en privé le président d'agir.

Toutefois, les pillages ont constitué la principale forme de protestation. Ils se faisaient le plus souvent sans distinction, les gens s'en prenant généralement aux secteurs proches de leur lieu de résidence. Beaucoup recouraient au pillage comme moyen de se prémunir contre un avenir incertain. Comme on pensait assister à l'amorce d'une crise, ils voulaient se procurer des marchandises coûteuses devenues introuvables et de la nourriture pour leurs proches. Raúl, père de famille du quartier La Vega ayant fait ses études à l'Université, était choqué de voir depuis sa fenêtre des gens débouler de la colline pour saccager les magasins. Regardant sa petite fille, il a déclaré : «Je l'ai vue se métamorphoser en boîte de lait. Je ne pensais qu'à une chose : comment allais-je pouvoir la nourrir.» Ce soir-là, il a accepté des boîtes de lait en poudre d'un magasin du quartier apportées par un ami.

Le slogan «*El pueblo tiene hambre*» («Le peuple a faim»), peints sur de nombreux murs, était l'explication la plus souvent donnée par les émeutiers. Il exprimait les expériences communes unissant des inconnus qui, anonymes, avaient participé ensemble aux pillages simultanés brièvement télévisés dans le pays et dans le monde. La faim était considérée comme une cause de révolte naturelle, mais l'image de la nourriture était un symbole de ce qui passait pour être une privation inutile et un affront dans un pays qui était riche et démocratique. Par leur révolte, les insurgés ont fait voler en éclats l'illusion construite par le pouvoir selon laquelle l'économie pouvait être «ajustée» avec l'accord de la population. Surpris des effets de leur action collective, beaucoup se sont dits : «Nous ne sommes plus un peuple passif.» Ils exprimaient un sentiment d'affront moral face à la manipulation et à la réduction au silence des revendications populaires, qui avaient été l'expérience accumulée dans cette démocratie de rente pétrolière. Si, comme l'affirmait Pérez, le moment était venu de regarder la réalité en face, c'était à cela qu'elle ressemblait du point de vue du peuple.

Le lien entre faim et révolte renvoyait à des notions comme l'action politique et les droits, les dirigeants et le peuple, qui se sont exprimées

de manière confuse durant les émeutes. Dans un geste saisissant d'appropriation des symboles officiels les plus sacrés de la nation, les manifestants ont maintes fois entonné, quand ils fracassaient les portes de magasins, le début de l'hymne national, « *Gloria al bravo pueblo que el yugo lanzó* » («Gloire au peuple vaillant qui a brisé le joug»). Ils le chantaient aussi bien en brandissant le drapeau national que confrontés à l'attaque des militaires, quand les troupes d'occupation disposées en rangs faisaient face dans les rues aux rangs de la population sans armes. Cet hymne à la révolte populaire liait la colère au courage, la liberté politique à la justice sociale. Entonné dans des occasions officielles comme les cérémonies d'État et le salut des écoliers au drapeau, l'hymne embaumait le «peuple vaillant» dans un passé lointain ; chanté en chœur lors d'un assaut populaire, il ressuscitait comme critique vivante du pouvoir et non plus comme sa simple ratification.

Le slogan «El pueblo está bravo» («Le peuple est en colère»), peint sur les murs et répété par les manifestants, réfutait la glorification officielle d'un peuple silencieux. La colère populaire est inséparable de l'indignation d'avoir été trompés. « *Se han burlado de nosotros* » («Ils se sont moqués de nous»), « *Basta del engaño* » («Stop à la tromperie»), déclaraient les pillers et les observateurs sympathisants (souvent issus de la classe moyenne) au début des émeutes. Dans la polyphonie de ce soulèvement de masse, les gens affirmaient que « *el pueblo habló* » («Le peuple a parlé»), et leurs actes témoignaient de leur refus de rester passifs.

Au début, la faim rendait les pillages compréhensibles, et même légitimes. Un consensus partagé par de nombreux secteurs acceptait l'appropriation populaire de nourriture, la considérant juste. La crainte d'une pénurie de denrées alimentaires s'étant accentuée de semaine en semaine, beaucoup commençaient à s'inquiéter des menaces que le marché faisait peser sur la survie. Les femmes en particulier étaient convaincues que, en vertu du droit à l'alimentation, le vol de nourriture n'entraînait pas dans la même catégorie morale que celui d'autres marchandises. Pour beaucoup de femmes, leur participation aux pillages constituait leur première transgression publique de l'autorité et un acte de défense de leur famille. Les pillers emportaient aussi des vêtements, des appareils ménagers, des meubles, de la quincaillerie et même des ordinateurs inutilisables. Avant que le gouvernement n'intervienne, dans l'après-midi de la deuxième journée, la télévision diffusa des images de scènes de rue où l'on voyait des individus (dans le quartier bourgeois

San Bernadino de Caracas), en train d'emporter tranquillement du matériel audio et des enregistreurs VHS, et de charger des meubles dans leur voiture, sans que les autorités les en empêchent. La soif de biens de consommation autres que la nourriture allait à l'encontre de la notion de ce qui devrait être légitimement accessible aux pauvres selon l'élite et la classe moyenne. L'idée se répandit selon laquelle c'était la convoitise de biens matériels et non le besoin qui alimentait les pillages. Les termes « vols » et « vandalisme » revenaient de plus en plus dans la bouche des gens, supplantant les « pillages populaires », alors que le bruit courait de la destruction de magasins, de voitures et de maisons appartenant à des commerçants. Les attaques à la propriété s'accroissaient, les pilleurs arrachant aussi les équipements ménagers et la plomberie, et attaquant non seulement les commerces et les usines mais également des établissements médicaux et d'enseignement. De nombreuses entreprises étaient incendiées, propageant l'impression que les limites n'étaient plus respectées.

La population était très remontée contre les commerçants immigrés – les marchands portugais, chinois et libanais quotidiennement en contact avec les habitants des *barrios*, et suspectés depuis longtemps de faire des stocks et de gonfler les prix des vêtements et des denrées alimentaires. La menace que représentaient leurs pratiques était symbolisée par le fait qu'ils refusaient de faire crédit, ce qui était une tradition chez les petits commerçants vénézuéliens. Pour les pauvres des villes, ces négociants représentaient la face visible d'un capitalisme froid et devinrent la cible de leur rage. « *No se fia* » (« La maison ne fait pas crédit »), tel était le message souvent affiché aux devantures. Des pillages furent même commis au domicile de nombreux commerçants immigrés qui habitaient dans le quartier depuis longtemps. Ceux-ci considéraient qu'ils faisaient partie du peuple, ce qui n'a pas empêché la foule de s'en prendre à eux, en qui elle voyait des *burgueses* (des bourgeois ou des riches)³⁰. Des commerçants vénézuéliens peignaient parfois la phrase « Je suis vénézuélien » sur les tôles recouvrant leurs vitrines pour dissuader les pilleurs de les attaquer.

La peur s'installa, incitant les gens à désigner des coupables face à l'aggravation de la situation. Cette peur à plusieurs étages avait deux

30. On a assisté à des situations très variées. Dans de nombreux cas, des voisins se sont rassemblés pour défendre un commerce local tenu par des immigrés contre les attaques de pilleurs venus de l'extérieur du *barrio*.

sources principales : la crainte d'une criminalité populaire incontrôlée et la crainte d'une répression du pouvoir. L'action de l'État, comme son absence, étaient causes de terreur, conjuguées à l'incertitude entourant la capacité du gouvernement en place à survivre à la crise. Dans cette démocratie en apparence solide, aucune solution locale de groupes politiques n'avait pu être trouvée pour aider à rétablir l'ordre dans les quartiers ; et aucune explication ne fut donnée par les dirigeants. Un habitant du quartier La Vega dévasté a fait l'observation suivante : « Du jour au lendemain, il a été impossible de trouver un seul *adeco* [membre du parti au pouvoir, AD]. Ils ont retiré les portraits de Carlos Andrés de leurs fenêtres et se sont joints aux pillages. » Au sein de l'élite et de la classe moyenne s'est installée la crainte que les émeutes ne soient une menace pour la propriété privée et l'ordre social dans leur ensemble. Certaines personnes très fortunées ont quitté le pays à bord de leurs jets privés. Les gens de la classe moyenne ont cherché à protéger leurs biens en faisant front commun et en montant souvent des groupes d'autodéfense armés entre voisins.

Des failles dans le leadership de l'État et dans la coordination de ses administrations sont apparues au grand jour. Alors que les leaders civils du gouvernement se montraient hésitants, l'action de l'armée dans la rue s'est soudainement avérée décisive. Le matin du 28, elle commença à occuper les villes, en ordonnant la fermeture de tous les commerces. À la fin de la journée, les assauts lancés contre les magasins gagnant en puissance et s'étendant aux petites usines, la troupe dégage la rue en ouvrant le feu sur les foules de pillards. La population s'en est remise à la télévision dans l'attente d'une intervention du gouvernement et elle y a vu des images des pillages.

Le président s'est finalement exprimé. Il a interprété les émeutes comme une révolte des pauvres témoignant d'injustices sociales anciennes (*El Nacional*, 1^{er} mars 1989). Par ces déclarations, il rendait responsables de la situation les politiques antérieures et il prenait ses distances avec ceux qui mettaient le soulèvement sur le compte d'individus subversifs, de criminels ou d'immigrés clandestins (même si certains membres du cabinet de Pérez tenaient ce discours). Flanké de dirigeants du secteur privé à la mine sombre, il décrète une hausse générale des salaires et un gel des licenciements de quatre mois, deux mesures auxquelles le monde des affaires s'était jusque-là opposé. Mais il ne propose aucun but autour duquel le pays puisse se fédérer, ni fait

aucune promesse pour l'avenir ; en revanche, il souligne, comme souvent auparavant, les liens exceptionnels qu'il a tissés sur la scène internationale. L'auditoire auquel il s'adressait en premier, qui se trouvait en fait largement hors des frontières du pays, siégeait au gouvernement et dans les banques des créanciers du Venezuela ; il voulait faire passer le message selon lequel le Venezuela avait besoin d'un allègement de sa dette pour éviter de nouveaux soulèvements, mais aussi qu'il avait la situation bien en main³¹. Quant au public vénézuélien, il lui demanda son assentiment. Pérez annonça sèchement que les garanties constitutionnelles, notamment la liberté de la presse, étaient suspendues et qu'un couvre-feu prendrait effet dans les prochaines heures et serait en vigueur de 18 heures à 6 heures jusqu'à nouvel avis. Il avait préservé sa stature internationale, mais il était devenu un leader sans peuple.

La suspension des garanties entraîna une escalade brutale de la violence d'État contre les pauvres. Lorsque le ministre de l'intérieur, Alejandro Izaguirre, leader chevronné d'AD (il faisait figure d'un homme du peuple et était surnommé « le Policier »), passa à la télévision le 1^{er} mars pour annoncer les mesures du gouvernement, ses nerfs craquèrent et il resta muet devant la caméra. Des dessins animés de Walt Disney lui succédèrent à l'écran sans explication. La direction du parti était réunie depuis la veille pour réfléchir à la façon de reprendre la situation en main, et était divisée concernant le recours à la force. Reporté dans un premier temps, l'usage de la force était devenu massif au moment de son apparition télévisée. Le langage traditionnel du populisme n'avait pas préparé Izaguirre à représenter l'État dans ces circonstances.

L'irruption du peuple sur la scène publique avait jeté un grand trouble parmi les dirigeants politiques du Venezuela. Le 1^{er} mars, alors que la violence d'État était à son comble, le président et fondateur d'AD, Gonzalo Barrios, déplora que les médias internationaux aient diffusé à l'étranger des images télévisées sur « l'horreur des pillages primitifs et incontrôlables, d'un point de vue civilisé, qui ont eu lieu à Caracas³² ». Il regretta que les événements aient montré « au monde entier l'autre visage du Venezuela, celui des bidonvilles, des populations affamées, des

31. Le 28 février, la commission chargée de négocier la restructuration de la dette a opté pour la signature d'une lettre d'intention avec le FMI à New York, ce qui engageait le gouvernement à appliquer le programme d'austérité malgré l'éclatement des émeutes. Voir *SIC*, avril 1989, pour en connaître la teneur.

32. *Los muertos de la deuda*, op. cit., p. 143.

marginiaux» (*El Nacional*, 4 mars 1989). C'était le visage que le gouvernement tentait violemment de cacher. Gonzalo Barrios décrit en des termes évoquant la mission civilisatrice de l'État la décision prise par le gouvernement de recourir à la violence de masse. Lors du débat du 1^{er} mars au Congrès, l'apôtre de la démocratie vénézuélienne, âgé de 88 ans, apprécié par beaucoup pour sa vivacité d'esprit et son flair politique, conclut son allocution en racontant une histoire qui l'avait «captivé» à cause de son «ironie implicite». C'est l'histoire d'un général britannique qui veut soumettre une des «tribus les moins primitives» de l'Afrique. Le général y envoie comme émissaire un missionnaire qui a eu l'occasion de vivre avec les autochtones pour les convaincre que l'occupation britannique leur sera bénéfique. Le missionnaire leur parle des hôpitaux, des écoles, des moyens de communication et des lois qui leur seront apportés par les Britanniques. Le chef africain reconnaît tout l'intérêt de cette offre mais la refuse, au motif que son peuple perdra son âme s'il l'accepte. Le missionnaire, rendant compte du refus du chef au général, laisse entendre que le chef a eu raison. «Le général, explique Barrios, n'a naturellement prêté aucune attention aux propos du missionnaire et a donné l'ordre d'anéantir les autochtones à coups de fusils (*plomo cerrado*), comme cela arrive souvent dans les différends entre pays civilisés.» Barrios concluait, sur un ton de litote ironique, que si les députés rejetaient le programme d'austérité du président Pérez et les mesures répressives nécessaires pour le défendre, le pays entrerait en régression.

Je ne pense pas que le Venezuela retournerait forcément à l'époque du pagne et des flèches, parce que nous possédons des structures solides et que nous avons fait des progrès, mais nous pourrions nous retrouver dans une situation où des articles de luxe comme les Rolls Royce et les téléviseurs haut de gamme disparaîtraient³³.

Comme l'opposition en approuvait les principes sous-jacents, ce discours inscrivant ouvertement les politiques d'État dans un cadre colonial est passé inaperçu, que ce soit l'acceptation d'une violence d'État de masse pour imposer l'assentiment et anticiper un déclin plus important, ou l'identification des masses populaires mobilisées à une «tribu primitive» et les parlementaires à des «généraux civilisateurs».

33. *Ibid.*, p. 155.

LA GUERRE, LES ÉVÉNEMENTS, LA RÉPRESSION D'ÉTAT

L'action de l'État a lentement pris forme alors qu'il s'efforçait de contrôler, définir et occulter les événements en cours. Dix mille soldats sont aéroportés à Caracas qui, du fait de sa situation dans une vallée, avait été coupée du reste du pays par voie terrestre et n'était plus alimentée en nourriture. Avec un naturel qui stupéfie la population des *barrios*, les militaires et les forces de police font sortir les habitants dans la rue et délimitent des zones en traçant des lignes que les pauvres ne doivent pas franchir. Les scènes de soldats et de policiers tirant sur les pillards dans les *barrios* n'ont pas été diffusées à la télévision nationale mais ont été montrées aux actualités en Europe et aux États-Unis; elles ont choqué les Vénézuéliens dotés d'une antenne satellite, qui ont découvert une image de leur pays nouvelle et dérangement à travers le regard des médias internationaux.

La militarisation du conflit conjuguée à la suspension de la plupart des garanties constitutionnelles a signifié le rétablissement de l'«ordre» dans les quartiers par le recours à une violence de masse, à la fois aveugle et ciblée, malgré le fait que, comme des critiques l'ont dénoncé plus tard, la garantie constitutionnelle du droit à la vie n'avait pas été suspendue. Les militaires se sont déployés en plaçant leurs chars de manière à protéger les édifices publics et les bâtiments d'entreprises, les principaux centres commerciaux et le pourtour des quartiers riches. Mais, en dehors de quelques centres commerciaux, ces quartiers n'avaient pas été la cible des pillards. En revanche, ces avant-postes marquaient les frontières à défendre contre les assauts des «marginiaux» (habitants des *barrios*).

La répression gouvernementale mit un terme à l'expansion des troubles marquée par l'occupation populaire de la rue. L'attaque des forces gouvernementales par des îlots de tireurs dits antisociaux dans certains *barrios* devint le centre d'attention de la puissance publique. Ces rebelles étaient présentés comme un révélateur du vrai visage de ces troubles: la tentative anarchique et criminelle de renverser la démocratie par la violence. Dans ce climat de grande peur collective, l'idée se développa selon laquelle, malgré une large participation de la population aux pillages, les troubles émanaient des redoutés *cerros* (quartiers des collines entourant Caracas).

Selon les représentations dominantes, les citoyens très pauvres et les criminels, qui connaissent des conditions de vie infra-humaines dans des bidonvilles et des logements sociaux, mènent le plus souvent dans

ces zones une existence en dehors des lois. Les *cerros* passent pour être le refuge de diverses catégories d'antisociaux : *malandros* (voyous), dealers, étrangers à la peau sombre et derniers membres de groupes de guérilla urbaine. Ils favorisent la reproduction des individus vivant en marge de la vie civilisée : les criminels, les éléments subversifs et les étrangers. Le discours dominant a eu tôt fait de présenter ces troubles comme un déchaînement de ces masses primitives au cœur de la ville. À ce moment de la crise, une image d'altérité a été plaquée sur les *barrios*, comme si l'ensemble des habitants de ces zones socialement très diverses constituait une menace pour l'ordre civilisé. Comme le général Camejo Arias l'avait déclaré à propos de la région frontalière où s'était produit le massacre d'Amparo : « Là-bas, tout le monde est un criminel. »

Les peurs collectives fragmentèrent la population urbaine le long des lignes qu'elles traçaient. De nombreux habitants des *barrios* craignaient que des pillages sauvages ne se produisent dans leurs quartiers. Ils croyaient que des gens des *barrios* voisins, souvent situés plus haut sur la colline et peuplés d'immigrants récents, risquaient de s'en prendre à leur domicile et à leurs biens. L'armée et la police, qui cherchaient à diviser les pauvres en répandant la panique³⁴, faisaient courir la rumeur que des bandes d'étrangers pauvres et de criminels attaquaient des maisons pendant la nuit. Bien que ces attaques ne se soient jamais vérifiées, les habitants des *barrios* montaient la garde sur les toits et dans la rue, et essayaient des coups de feu de la troupe. Alors que les gens des *barrios* cherchaient à se défendre de leurs voisins, ceux des quartiers riches s'armaient eux-mêmes contre les *barrios*. Les habitants des immeubles de luxe situés en bordure des *barrios* constituèrent des brigades armées avec l'autorisation de la police, et des groupes de jeunes gens aisés de style Rambo brandissaient des armes automatiques sophistiquées, importées depuis un certain temps par la classe moyenne supérieure.

La violence exercée par les troupes armées du gouvernement revêtit des formes multiples, qui montraient par la pratique aux pauvres les différentes catégories d'altérité dans lesquelles ils pouvaient être rangés. Les militaires voyaient dans la population des quartiers une armée ennemie, la police la combattait comme s'il s'agissait d'un groupe criminel, et la DISIP et d'autres services de renseignement de la police

34. Entretien avec un reporter qui a enquêté sur les sources de ces rumeurs, et *El Nacional* (1989). Cette tactique a également été employée au Chili en 1973 par les forces opposées au président Allende. Voir Provea, *Informe Annual*, Caracas, Provea, 1989.

la traitaient comme un agent subversif. Leurs attaques croisées engendraient confusion et panique, ce qui fragmentait les pauvres encore davantage. D'abord exaltés d'avoir défié le pouvoir, la majorité des habitants espérait désormais le rétablissement de l'ordre, la fin de l'incertitude et des destructions; et beaucoup faisaient bon accueil aux jeunes soldats originaires de la campagne qui étaient postés dans leur quartier. Mais les officiers de l'armée répondaient à la subversion de l'ordre en faisant des *barríos* la source de cette subversion. Leur population était devenue l'ennemi qu'il convenait de contrôler, repousser et briser. La mort d'un officier qui encadrait une recherche de snipers fut transformée en symbole de la démocratie assiégée, un symbole façonné par des personnalités de la politique et du spectacle lors de déclarations à la télévision et durant la retransmission des funérailles militaires du soldat.

Les lignes de front furent établies dans les zones de frontière aux limites des grands *barríos*, notamment de ceux réputés pour leur taux de criminalité et leur comportement subversif: l'arrivée de foules de pauvres en provenance de ces quartiers était perçue comme une menace pour les principaux établissements commerciaux et publics. Mais l'opération menée par les troupes gouvernementales, mal préparées à un conflit civil, n'obéissait pas à une stratégie bien définie. Les tirs de supposés snipers provoquèrent un feu nourri de la part de soldats nerveux et inexpérimentés qui étaient recrutés dans les campagnes et formés dans la crainte de la subversion urbaine. Le caractère désordonné et disproportionné de leur assaut constitua leur réponse à l'image inquiétante de la menace populaire. Au motif que des snipers lourdement armés offraient une forte résistance, les officiers ordonnèrent de faire feu durant des heures avec des armes automatiques puissantes contre les faces exposées des *cerros* et les grands immeubles des cités, perforant leurs murs peu épais³⁵. Un soldat prévint Josefina, ouvrière de Petare dont la maison surplombait un centre commercial: «La colline a été prise. Restez chez vous. On va tirer sur tout ce qui bouge.» Épouvantées par cet avertissement, elle et sa famille restèrent couchées au sol pendant deux jours.

35. À Caracas, certains secteurs ont été le théâtre de tirs particulièrement nourris: les grands ensembles de 23 de Enero, situés près du Capitole – le palais fédéral législatif –, et foyer persistant de la résistance politique et criminelle, les quartiers d'El Valle près du marché alimentaire de gros et d'un dépôt militaire, et les quartiers de Petare près du marché et de sites militaires, en bordure des zones résidentielles de la classe moyenne supérieure.

La police et les forces de sécurité utilisèrent la période de suspension des garanties constitutionnelles pour capturer les criminels, régler leurs comptes personnels, faire des descentes dans les maisons et terroriser certains quartiers. Des policiers qui connaissaient des criminels et des étrangers en situation irrégulière dans un quartier allaient les chercher à leur domicile et dans la rue, allant parfois jusqu'à les abattre ou les emmener dans des endroits inconnus. Pour ces exactions, certains agents se servaient non pas de leur arme officielle mais d'un fusil personnel non enregistré dénommé la *cochina* (cochon) ³⁶. Les forces de sécurité employaient en outre une tactique mise au point à l'occasion de manifestations et sur le campus universitaire pour provoquer des incidents et retourner l'opinion publique : des hommes armés et masqués, les *encapuchados* (cagoulés), habillés en civil, tiraient sur des passants, souvent d'une moto, et semaient la panique. Il était impossible de savoir s'il s'agissait de policiers, de criminels ou d'insurgés. La terreur n'avait plus de visage.

Les services de renseignement mirent en œuvre des mesures contre-insurrectionnelles. Ils arrêtaient et, parfois, torturaient des militants d'organisations culturelles des *barrios*, de groupes étudiants ou politiques. Les seuls cas ayant donné lieu à des dénonciations publiques furent ceux de leaders étudiants et de prêtres jésuites de renom vivant dans le *barrio* La Vega, l'un d'entre eux étant vice-recteur de la prestigieuse Université catholique Andrés Bello et rédacteur de la revue *SIC*, Luis Ugalde ³⁷. L'objectif était d'identifier publiquement les membres de l'intelligentsia de gauche à la subversion et de les désigner pour l'avenir comme une menace étrangère.

Les identités des personnes décédées dans les *barrios* furent rapidement effacées. Leur grand nombre et les lieux et circonstances dans lesquelles elles avaient perdu la vie les rendaient subversives. Manquant de personnel, les hôpitaux et les morgues étaient submergés par les cadavres ; les normes et les procédures étaient suspendues dans des rues où régnait le chaos et où des groupes armés non identifiés faisaient la

36. Entretien individuel avec un membre des forces de sécurité, 27 juillet 1989. De nombreux parents de ces victimes ont ensuite eu peur de dénoncer ces actes à cause de leur situation ou de leurs activités irrégulières et parce qu'ils craignaient en permanence des représailles de la police (entretiens individuels avec des membres du Comité pour les disparus).

37. Voir « Carta al Director de la DIM », *SIC*, vol. 52, n° 516, juillet 1989, p. 274-275, pour un récit de la détention de six prêtres jésuites vivant dans le quartier La Vega. Pour un récit des tortures infligées à un militant étudiant, voir Roland Denis, « El encuentro », *Punto*, 15 février 1990, p. 10.

loi³⁸. Les documents susceptibles de confirmer l'existence du nombre élevé de pertes humaines, dont les estimations largement diffusées faisaient état, ne furent pas conservés, et les corps des victimes disparurent des rues. Le ministre de la défense ne cessait de répéter calmement, même lorsque des coups de feu continuaient de résonner dans la nuit, que l'ordre avait été rétabli et que le nombre de morts était faible. Les médias cessèrent rapidement de faire le bilan des victimes. La mort était l'occasion de bien faire comprendre aux pauvres qu'ils étaient les marginaux d'une société civilisée.

La morgue était le lieu de rencontre entre les pauvres et leur invisibilité, car c'est en vain qu'ils cherchaient à récupérer le corps de leurs proches ou de leurs amis. Certains, qui avaient assisté à la mort d'une personne, savaient que son corps avait été envoyé à la morgue. D'autres s'y présentaient après avoir enquêté, sans résultat, dans des prisons et des hôpitaux submergés. Les corps en décomposition non réclamés s'entassaient dans les couloirs de la morgue où, défiant le règlement et la puanteur, les parents cherchaient les restes de leurs proches. La ville avait épuisé ses stocks de cercueils. De nombreux membres des familles furent invités par des employés de la morgue, indifférents, à mettre un terme à leur attente. Selon eux, des monceaux de cadavres avaient été transportés dans des sacs-poubelles vers une fosse commune anonyme du cimetière public de Caracas. La topographie du vieux Cementerio del Sur, tentaculaire, reproduit celle de Caracas. Au-delà des cryptes et des statues du secteur central, qui appartiennent aux familles avec un nom et des moyens, des tombes surmontées de croix à peine visibles se serrent sur les flancs de coteaux où des chemins ont été grossièrement tracés. Les ouvriers du cimetière ont confirmé qu'une fosse commune avait été ouverte dans une zone élevée appelée La Nueva Peste (la Nouvelle Peste) sur l'emplacement d'une fosse commune ouverte autrefois pour les victimes d'une épidémie. Transportés de nuit par camion dans des sacs, un nombre inconnu de corps avaient été ensevelis à cet endroit.

Les images de cadavres entassés dans des camions, jetés dans des sacs-poubelles puis enterrés par des tracteurs en un lieu inconnu ont marqué l'imaginaire collectif. Répétées et amplifiées dans les *barrios*,

38. Entretien individuel avec un médecin légiste qui a travaillé pendant trois jours d'affilée à la morgue Bello Monte de Caracas pendant les émeutes (avril 1989).

elles objectivaient pour les pauvres leur effacement, tout ce que leur tentative de faire reconnaître leurs droits avait de futile. Un mois après le massacre, Yvonne Pirela, ouvrière d'une usine de textile, saisit vainement la justice pour faire exhumer le corps de son fils enterré à La Nueva Peste. Le fonctionnaire du tribunal lui répondit excédé : « Mais, Madame, les sacs où se trouvaient les corps se sont rompus. Ils ont tous été inhumés au même endroit. Abandonnez vos recherches³⁹. »

Le nombre des victimes a été effacé, comme cela avait été le cas de nombreux corps. Après avoir d'abord estimé à plusieurs centaines le nombre de morts à Caracas, les médias ont rapidement cessé de publier des chiffres à ce sujet. Le gouvernement, contestant les estimations non officielles qui s'établissaient à plus de 1 000 morts et des centaines de blessés ou de mutilés, a maintenu que 277 personnes avaient perdu la vie⁴⁰. La situation étant chaotique et les gens désespérés, beaucoup avaient tendance à exagérer le nombre de morts, que la rumeur faisait grimper à plusieurs milliers. Cependant, le gouvernement n'a pas publié le nom des victimes et s'est opposé aux actions engagées auprès de la justice par des groupes nouvellement formés de familles des victimes, comme le Comité contre l'oubli et le Comité des parents des victimes innocentes de février-mars (Cofavic), pour obtenir l'exhumation des fosses communes.

LA RÉVÉLATION: LA PRIMITIVITÉ DE LA NATION

La surprenante soudaineté du soulèvement populaire a souvent provoqué des commentaires candides, mais sa complexité et sa nouveauté défiaient l'entendement. Confrontés à l'incertitude d'une situation instable, les commentateurs ont cherché à trouver une assise plus stable sur des fondations déjà établies. Un de ces postulats, occulté en temps normal, avait trait au retard intrinsèque du pays. C'était comme si, en sortant du lit de la rivière, les masses avaient mis au jour le soubassement caché mais connu de l'identité nationale : sa primitivité. L'évaluation de la nature, de la source et de l'importance du retard du pays avait constitué l'obscur objet de l'attention littéraire et politique, distinguant visions

39. Entretiens individuels avec des employés du cimetière, des journalistes et des parents des victimes.

40. Le nombre réel de morts dans le pays n'est pas connu et est très difficile à estimer. Les blessés sont beaucoup plus nombreux, dont certains handicapés à vie. Deux policiers et deux militaires auraient été tués. Nul doute que beaucoup de temps devra passer avant que l'on puisse obtenir une confirmation fiable de ces estimations.

oligarchiques et populistes de la nation. Pour l'élite, le soulèvement a fait remonter à la surface les interprétations réprimées auxquelles donnait lieu cette question embarrassante. Au plus fort de la crise, lorsque la population s'est emparée de la rue, les idées populistes enfouies ont fusionné avec la vision oligarchique du peuple, assimilé à des masses attardées. Alors qu'en temps ordinaire la rhétorique populiste dépeint le peuple en des termes positifs, en le qualifiant de vertueux mais d'ignorant, donc ayant besoin d'être guidé, lors de cette crise l'élément de l'ignorance a été mis en avant pour présenter le peuple comme sauvage : enclin à perdre le contrôle de lui-même s'il n'était pas convenablement bridé, et prêt à plonger le pays dans le chaos faute d'une répression rapide. Il n'est donc pas étonnant que, le 4 mars, un journaliste ayant son franc-parler comme Alfredo Peña ait employé sans scrupule l'image d'un fleuve incontrôlé pour décrire le peuple.

L'ambivalence à l'égard du peuple n'a pas disparu mais a été supplantée. Selon Peña, la contestation populaire était justifiée. Elle est apparue parce que les masses, dépourvues de bonnes organisations politiques ou syndicales, n'avaient aucun moyen de se faire entendre. La crise présentait moins de gravité au Venezuela qu'en Argentine et en Uruguay mais, dans ces deux pays, il n'y a pas eu de débordement populaire parce qu'il y existait des partis et des syndicats représentatifs. « Sans encadrement, les masses deviennent anarchiques ou renversent leurs dirigeants, sortent du lit de la rivière, et les éléments incontrôlés prennent la tête du mouvement » (*El Nacional*, 4 mars 1989). Les masses avaient raison de se soulever, a-t-il expliqué, mais tort de le faire sous cette forme.

Lors du débat du 6 mars au Congrès, le chef du parti de la gauche modérée (MAS), Teodoro Petkoff, suggéra que les personnes mobilisées n'étaient pas des travailleurs organisés mais des gens poussés à la marge de la société – dans la prostitution, la drogue et l'alcoolisme. Petkoff ajouta que le Venezuela qui était « entré en éruption comme un volcan » le 27 février n'était pas « le Venezuela de travailleurs organisés en syndicat ou en associations. Non, c'[était] un autre Venezuela, le Venezuela non organisé, le Venezuela qui s'amoncelait dans un immense sac d'extrême pauvreté. » Selon lui, le Venezuela « descendu des collines ou monté des ravins » était « un Venezuela de gens affamés, de gens exclus de la structure traditionnelle de la société ». Ce Venezuela avait émis « le rugissement d'un animal blessé ». Les qualifiant d'émules du Docteur Frankenstein, il reprocha aux dirigeants des partis dominants

d'avoir créé cet autre Venezuela. « Ils ont créé un monstre, et ce monstre est sorti de l'ombre pour se plaindre, pour exiger sa part de l'immense butin pétrolier accumulé toutes ces années⁴¹ » (*República de Venezuela*, 1989).

À mesure qu'elles sont remontées à la surface, les idées jusque-là restées cachées ont pris des sens nouveaux et ont été transformées par le changement de contexte. L'opposition entre civilisation et barbarie assimilait maintenant la rationalité au libre marché, domaine de l'élite modernisée, et le retard du pays à la protection de l'État, royaume des masses nécessiteuses, des politiques corrompus et des milieux d'affaires inefficaces. Cette division a pris corps au sein même des villes, quand les frontières entre quartiers riches et quartiers pauvres sont devenues des champs de bataille militaires et moraux, des lignes de fracture entre différentes catégories de citoyens. Par une implication toujours plus grande, l'élite dirigeante a étendu sa fraternité à l'échelle internationale, sa préoccupation première ayant davantage trait aux flux financiers internationaux qu'à l'organisation du marché intérieur. Elle a vu dans le soulèvement populaire une réaction contre la rationalité capitaliste, niant la critique multiforme de l'injustice qu'elle renfermait, une protestation à la fois contre les nouvelles mesures de libéralisation du marché et contre une économie construite politiquement et caractérisée par la corruption, l'inflation, les pénuries et la rétention de produits de base⁴².

INSCRIPTIONS CORPORELLES ET CORPS POLITIQUE

Après avoir fait du peuple une masse barbare sourde à la raison, l'élite gouvernante trouva une justification à l'usage de la force aveugle contre elle. Le déploiement féroce de la violence d'État au centre de la scène de la politique nationale occulta la signification du soulèvement populaire en tant que critique de l'ordre social. Par la force qu'il déployait, le gouvernement donnait du peuple révolté l'image d'un monstre à plusieurs têtes menaçant et composé d'agents subversifs, d'étrangers, de dealers, d'agents de Cuba, de guérilleros et de criminels de droit

41. Petkoff est un leader de la gauche connu pour avoir été chef guérillero dans les années 1960 et pour avoir impulsé l'éclatement du Parti communiste du Venezuela après l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'Union soviétique. Défenseur de la social-démocratie, il a obtenu 2,6% des voix lors des élections présidentielles de 1988.

42. Même les pièces de monnaie se faisaient rares car les spéculateurs les fondaient pour en retirer le nickel, illustration poignante de la dévalorisation de la devise nationale.

commun, tous invisibles et dangereux⁴³. De ce point de vue, les massacres de masse ont été une manière de construire une image du peuple comme masse irrationnelle et du gouvernement comme seul défenseur de la raison. Par le massacre, la logique de la Conquête espagnole a été réinscrite dans de nouveaux corps. Pour cette conquête, les dirigeants du pays ont fait leur la mission civilisatrice de la fusillade nourri (*plomo cerrado*), pris pour modèles les représentants de l'État impérialiste anglais et projeté l'image des tribus d'Afrique sur les secteurs populaires. La nation a été divisée en deux.

Le soulèvement du peuple a modifié l'anatomie de la nation. Aux yeux de l'élite, les masses incarnaient désormais la barbarie qui menaçait partout dans le corps politique, et pas seulement à ses marges. Les frontières ne se trouvaient plus uniquement aux limites externes du pays mais avaient été internalisées, se transformant en artères qui irriguaient le pays de pauvres gens. On voyait une menace partout où il y avait des gens à la marge – des marginaux. Caracas, autrefois vitrine de la modernité, est apparu fragmentée par les bidonvilles qui l'entouraient, ainsi que par ceux qui poussaient comme du chiendent dans les ravins traversant la ville.

L'élite a répondu à la fracturation du corps politique en exprimant sa propre relation contradictoire avec le peuple, accentuant les divisions nationales malgré ses appels à la restauration de l'unité. Le ministre de la défense ordonna l'expulsion des éléments étrangers en même temps que la classe politique appelait de ses vœux une communication renouvelée avec le peuple. Employant les termes paternalistes du discours de l'élite, le chef du Parti chrétien démocrate, l'ancien président Rafael Caldera, réprimanda les dirigeants politiques du pays pour s'être coupés « du peuple qui pense, qui vit, qui s'exprime parfois d'une façon inappropriée, et qui cherche parfois des formes d'expression à la limite de la barbarie, mais qu'il faut comprendre. Nous devons rétablir la communication avec lui⁴⁴ ».

Tandis que la violence provoquait une montée de la peur, le ministre de la défense, le général Italo Alliegro, devint le héros du rétablissement de l'ordre. Sa faculté de manifester à la fois de l'autorité et de la

43. La rumeur a couru dans l'élite conservatrice et a paru dans la presse selon laquelle Fidel Castro, après avoir assisté à la cérémonie d'investiture, avait laissé derrière lui 300 agents entraînés qui avaient organisé les émeutes.

44. *Los muertos de la deuda*, op. cit., p. 138.

sympathie et d'invoquer les principes démocratiques pour justifier l'action militaire firent de lui l'image personnifiée du leader idéal pour surmonter la crise. Alors que les troupes s'étaient retirées et que les médias avaient qualifié les émeutes de vandalisme et la résistance de subversion, supprimant des rapports initiaux faisant état d'abus de l'armée et de la police, le visage souriant d'Alliegro fit la une des magazines et son nom arriva en tête des enquêtes de popularité⁴⁵. Comme dans l'allégorie coloniale des *barrios*, la conquête était une tâche à laisser aux généraux, non aux politiques – mais à des généraux de tendance populiste⁴⁶.

À un moment présenté officiellement comme un tournant historique dans l'ascension de la nation vers la modernité, les représentations menaçantes du peuple comme des sauvages – rivières qui sortaient de leur lit et ébranlaient l'ordre public, force primitive qui faisait obstacle au progrès national, masses barbares assiégeant propriété et raison – ont rendu acceptable, nécessaire, l'usage de la violence à leur rencontre. La mort du peuple a fini par apparaître comme une chose sans conséquence, inscrite dans l'imaginaire collectif au travers d'images de pauvres présentés sous la forme d'une masse anonyme de sauvages, de déchets pouvant être jetés dans des sacs à ordures, comme si les pauvres, dans la mort comme dans la vie, n'étaient qu'une masse.

ÉPILOGUE

Ainsi que nous avons cherché à le montrer dans cet article, la violence politique analysée ici a donné lieu à de violents conflits d'interprétation. Au moment des faits, l'État a cherché à imposer sa vision de la réalité et à disqualifier les visions alternatives. Par la suite, il s'est employé à gommer le souvenir de ces événements et à rétablir la politique habituelle, en mettant de côté tout ce qui représentait un défi à son autorité. Il ne s'agit pas ici d'examiner les suites complexes de ces événements

45. Témoin de son statut de star politique, Alliegro exerçait l'attraction érotique caractéristique des leaders populistes masculins. Les journaux rapportaient qu'il était assailli de journalistes jeunes et jolies, et des femmes déclaraient souvent qu'il ferait un beau président.

46. Le mandat d'Alliegro en tant que ministre de la défense (commencé sous le règne de Lusinchi) a expiré en juin 1989 mais n'a pas été renouvelé. Selon la rumeur, la direction de l'AD craignait les effets de la popularité d'Alliegro s'il devait être reconduit. C'est seulement après sa retraite obligatoire de l'armée qu'il a pu parler de ses opinions à la presse. Dans une interview télévisée lors de l'anniversaire des émeutes, Alliegro a reproché au gouvernement Pérez d'avoir appliqué son programme trop rapidement et sans prendre de mesures pour aider les pauvres. Il s'est dit intéressé par l'idée de devenir le représentant d'une nouvelle coalition politique « indépendante » (*El Diario de Caracas*, 28 février 1990).

et les luttes entourant leur mémoire. Mais une de leurs conséquences mérite que l'on s'y attarde brièvement parce qu'elle reste importante aujourd'hui.

Même avant d'être élu président en 1998 avec pour mandat le renouvellement de l'appareil d'État, le lieutenant-colonel Hugo Chávez avait déclaré que le *Caracazo* était emblématique du caractère antipopulaire du régime des partis établi et un tournant de l'histoire du Venezuela. Les officiers de rang intermédiaire adhérents du Mouvement révolutionnaire bolivarien (fondé en 1982) de Chávez ont prétendu que les soulèvements populaires de 1989 et leur répression violente, à laquelle ils avaient été contraints de participer, les confortaient dans leur volonté de renverser le régime qui avait massacré des centaines d'innocents et fait de l'armée un agent brutal de la violence d'État. Pour parvenir à leurs fins, ils ont d'abord tenté, sans succès, un coup d'État en 1992, sous le commandement de Chávez, avant de recourir aux moyens que leur offraient les élections et la constitution. Depuis que Chávez est arrivé au pouvoir en 1999, sa «révolution pacifique» a transformé non seulement le système politique du pays mais également son histoire officielle. L'ancien régime avait cherché à restreindre la mémoire du 27 février en le présentant comme une résurgence honteuse de la barbarie qu'il fallait contenir. Le gouvernement Chávez en cultive au contraire la mémoire lors de défilés annuels et dans les discours officiels, en en faisant l'événement fondateur d'une révolution qui revendique d'avoir réuni les militaires et la population dans la lutte menée contre les responsables du démembrement de la nation.

ARGENTINE
LE TEMPS D'UNE RÉBELLION: 16 DÉCEMBRE 1993,
LE SANTIAGUEÑAZO

MARINA FARINETTI¹

Marina Farinetti est enseignante-chercheuse à l'Université nationale de San Martín en Argentine. Dans le cadre de sa thèse de doctorat, elle a été amenée à réaliser une enquête approfondie sur le Santiagueñazo et ce sont les résultats de cette enquête que nous lui avons demandé de présenter ici.

Santiago del Estero est une province du nord-est de l'Argentine, la région la moins développée du pays, que le manque de richesses, de diversification et de travail rend très dépendante des ressources étatiques. L'État y est le principal pourvoyeur d'emplois. Le gouvernement provincial, quant à lui, est largement dépendant des ressources qu'il obtient du gouvernement national, les siennes propres étant très faibles.

En 2004, la province a fait l'objet d'une intervention fédérale² qui mit fin au règne des «Juárez». Jusqu'alors, il n'était pas rare que toute conversation politique à Santiago tourne autour des époux Juárez, et notamment du traitement implacable qu'ils réservaient à leurs ennemis politiques. Carlos Juárez, élu gouverneur en 1949 grâce au soutien du président Perón et d'Evita, a joué un rôle déterminant dans le péronisme provincial. La deuxième accession de Juárez au poste de gouverneur remonte aux élections de 1973. Soulignons qu'entre le renversement de Perón en 1955 et les élections de 1973, le parti péroniste avait été proscrit en Argentine. Juárez fut renversé lors du coup d'État militaire

1. Article paru dans *AlterInfos – América latina*, 20 mai 2014 (www.alterinfos.org/6525). Traduction: Jérémie Kaiser pour *Dial*.

2. La Constitution argentine établit un régime fédéraliste dans lequel le gouvernement national se réserve un pouvoir d'«intervention fédérale» lui permettant de dessaisir les autorités provinciales de leurs pouvoirs constitutionnels pour garantir le maintien plein et entier de la forme de gouvernement républicain qu'elle établit.

Selon un rapport établi par la Direction de la police provinciale, « plus de 5 000 personnes ont convergé vers le siège du gouvernement », où la manifestation des fonctionnaires à l'origine du *Santiagoñazo* a vu le jour⁶.

En 1993, selon les données de l'Enquête permanente sur les foyers de l'Institut national de statistique et des recensements, l'agglomération de Santiago del Estero-La Banda comptait 305 000 habitants, dont 89 000 actifs. Sur ces actifs, 26 %, soit 23 140 personnes, étaient employées de la fonction publique (provinciale, nationale et municipale). Les employés de la fonction publique provinciale (personnels administratifs des instances gouvernementales de la province, auxquels s'ajoutent les enseignants et les travailleurs du secteur de la santé) étaient 17 900. Par conséquent, les 5 000 manifestants réunis sous les fenêtres du siège du gouvernement représentaient environ un tiers des employés de la fonction publique résidant à Santiago et La Banda, ce qui, eu égard au fait que le rassemblement s'est produit aux premières heures du jour et à l'absence d'appel général et précis, en dit long sur l'importance de la mobilisation.

La manifestation du 16 décembre n'avait pas été spécialement planifiée : les participants ne suivaient aucun plan d'action coordonné au préalable et la foule n'obéissait à aucun leader établi. Cela dit, il serait faux de prétendre que le cortège était dénué de toute forme d'organisation, de hiérarchie ou d'autorité, car sa capacité d'action collective fut remarquable. La question centrale est donc celle-ci : comment des manifestants ont-ils pu mener à bien l'attaque, le pillage et l'incendie du siège des trois pouvoirs constitutionnels et de quatorze domiciles de dirigeants politiques (sans compter les nombreuses tentatives et les dégâts mineurs), tout cela le même jour et dans un même élan ? La violence fut sélective, et en aucun cas aveugle. En l'absence de présence policière et dans un contexte de crise de l'autorité gouvernementale, c'est-à-dire dans un « *no man's land* » (comme disent les habitants de Santiago quand ils décrivent ce qu'ils ont vécu cette journée), on aurait pu s'attendre à des manifestations de violence disséminées, aux objectifs davantage privés que collectifs. Autrement dit, la primauté des désirs et intérêts particuliers ou l'émergence de rancœurs et rivalités d'ordre privé, plus que collectif, n'aurait pas été étonnante. Le cas échéant, les objectifs

6. *El Liberal*, 18 décembre 1993, p. 16.

auraient obéi à une dynamique générale chaotique et éparse, ce qui ne fut pas le cas. Il ne fut constaté, ce jour-là, aucune atteinte majeure à la propriété ou aux individus ne correspondant pas à la définition de personnalité politique publiquement reconnue comme telle eu égard aux responsabilités assumées au fil de sa carrière, ni contre aucun autre bâtiment que le siège des trois pouvoirs. Cela aurait été parfaitement possible vu de l'extérieur, en raison notamment de l'absence de contrôle policier, mais peut-être ne l'était-ce pas vu de l'intérieur, ou d'un point de vue moral. À midi, des commerces du centre-ville essuyèrent des attaques et des pillages, mais les manifestants ne se concentraient pas sur ce type d'objectifs. En général, les commerçants défendirent leur magasin avec l'aide de leurs voisins et ces débordements étaient marginaux.

Une fois le siège du gouvernement incendié, en début d'après-midi, la manifestation initiale se déplaça et se dispersa vers d'autres objectifs. Il n'a pas été facile de reconstituer avec précision l'itinéraire suivi et la dynamique des déplacements des manifestants car les récits relatés dans la presse et les entretiens ne coïncident pas toujours. Si nous connaissons bien le sort des bâtiments publics et domiciles particuliers attaqués, nous ne disposons pas d'informations fiables sur la chronologie des événements et la dynamique des regroupements et scissions des cortèges de manifestants. En effet, même si les récits présentent implicitement les choses comme telles, il serait inexact d'évoquer un contingent unique se déplaçant d'un quartier à l'autre. Les chroniques journalistiques font état de « scissions » successives de manifestants, mais tant dans ces chroniques que dans les récits des personnes interrogées, on présuppose une manifestation unie en donnant l'ordre des sites « visités ».

Après le siège du gouvernement, les manifestants se sont dirigés vers le Palais de justice et le Parlement. Il semble plus probable qu'ils se soient d'abord rendus au Palais de justice car il est très proche du premier, mais ce n'est pas certain car il existe aussi des versions disant le contraire. Une autre possibilité est que divers groupes se soient formés à ce stade et que les attaques de ces bâtiments aient été simultanées. Un homme interrogé déclare avoir été aux deux endroits et, selon lui, d'abord au Palais de justice, puis au parlement. Le film *Santiago en llamas* laisse aussi entendre qu'il s'agit du même mouvement et que l'ordre

est bien : Palais de justice d'abord, parlement ensuite⁷. Mais en fin de compte, ce détail importe peu. Selon *El Liberal* :

Après la prise et l'incendie du siège du gouvernement, un groupe important se retire pour traverser le centre-ville jusqu'au Palais de justice, dans lequel ils pénètrent et détruisent, sans discernement, tout ce qui leur tombe sous la main. Des fenêtres, ils lancent les meubles, les machines à écrire, les ventilateurs et toutes sortes d'objets, jusqu'aux bancs de plusieurs députés, pour les brûler ensuite à la porte du bâtiment législatif qui se consumait déjà de l'intérieur. Après quoi la horde enhardie a pris la rue Avellaneda puis Independencia, avec la ferme intention de brûler la maison du gouverneur de la province, Fernando Martín Lobo⁸.

Dans les premières heures de l'après-midi, le parcours suivi entre les domiciles mis à sac fut le suivant : Miguel Brevetta Rodríguez, ex-porte-parole de l'ex-gouverneur Carlos Mujica ; Antonio López Casanegra, ex-ministre provincial des travaux publics ; Hugo Crámaro, ex-député national et président du Conseil provincial des infrastructures routières, beau-frère de l'ex-gouverneur César Iturre ; Roberto Díaz, secrétaire général du Syndicat des éducateurs de Santiago et professionnels assimilés (AESyA) ; Gustavo Adolfo Gauna, ex-député provincial du Parti justicialiste ; Miguel Angel Granda, ex-député provincial du Parti justicialiste ; César Iturre, ex-gouverneur ; Carlos Juárez, ex-gouverneur et sénateur national en exercice ; Darío Moreno, membre du Tribunal supérieur de justice. En 1995, il est élu vice-gouverneur avec Carlos Juárez réélu au poste de gouverneur ; Carlos Mujica, ex-gouverneur ; Nilda Riachi, députée provinciale du Parti justicialiste ; Carlos Unzaga, ex-député provincial du Parti justicialiste (voisin de Juárez).

Le bureau, contigu au logement, et la propriété de Carlos Juárez sont également détruits, de même que l'entreprise Matelson, propriété de César Iturre. Cette dernière est prise d'assaut en début de soirée et, du fait de l'intervention de la police, la destruction reste cantonnée au mobilier. Le nombre de bâtiments pillés et détruits en totalité ou

7. On dispose sur le 16 décembre de ce documentaire vidéo : *Santiago en llamas. Crónica de una rebelión popular* [« Santiago en flammes. Chronique d'une rébellion populaire »], réalisé par José Luis Ducournau et Juan Carlos Díaz Gallardo. Ces deux cameramen professionnels et passionnés ont filmé l'*estallido* et eu le courage d'en faire un film accessible au grand public. Leur contribution à la mémoire historique est inestimable.

8. *El Liberal*, 17 décembre 1993, p. 5.

presque s'élève ainsi à quatorze. Il y eut aussi plusieurs autres tentatives. La première fut au domicile du gouverneur en exercice Fernando Lobo :

Des pierres et toutes sortes d'objets contondants ont été projetés contre le bâtiment mentionné et, alors que ceux qui se trouvaient en première ligne du groupe d'émeutiers démolissaient la porte du logement pour pénétrer dans la demeure, un groupe de soldats d'infanterie fit son apparition, et le groupe se dispersa en courant dans toutes les directions⁹.

Une autre tentative remarquable fut celle contre la maison de José Zavalía, qui repoussa les assaillants avec l'aide de ses collaborateurs en utilisant des armes à feu. On relève aussi une tentative au domicile d'Eduardo Abalovich, président du groupe des députés provinciaux de l'Union civique radicale (UCR), qui fut déjouée par la police. Même cas de figure pour Américo Moya, président du Tribunal supérieur de justice, ce qui porte à quatre le nombre de tentatives avortées.

Le lendemain, se produisirent des attaques dans les environs de La Banda. Les domiciles de l'ex-conseiller Manuel Camacho et de l'ex-député Manuel Bellido, tous deux membres du Parti justicialiste, sont pillés et entièrement brûlés. On a relevé d'autres tentatives, désormais contrées par l'action répressive de la gendarmerie.

Quant au nombre de manifestants ayant participé aux pillages, le journal *El Liberal* l'évalue de 150 à 250 personnes pour certains des domiciles, mais en donnant systématiquement l'impression qu'ils étaient nombreux. Voici deux citations à titre d'exemple :

Les maisons de l'ex-gouverneur Carlos Mujica, du sénateur national Carlos Juárez et des députés nationaux César Iturre et Hugo Crámaro ont été pillées et incendiées par un grand nombre de manifestants exaltés, qui s'en prirent à de nombreux fonctionnaires et ex-députés, les taxant de «principaux responsables» de la situation actuelle de la province. [...]

[Au domicile d'Antonio López Casanegra] beaucoup de gens, dont des femmes, des adolescents et même des enfants de diverses conditions, tiraient, poussaient et embarquaient toutes sortes d'objets de la maison, des appareils électroménagers aux meubles, en passant par les draps et le linge, les vêtements, les chaussures, les portes, les fenêtres et des objets en tout genre¹⁰.

9. *El Liberal*, 17 décembre 1993, p. 5.

10. *Ibid.*, p. 7.

Il est évident que la manifestation d'origine et ses 5 000 participants s'est ramifiée et il convient de supposer que ce nombre s'est réduit en entrant dans la dynamique des pillages, qui a duré toute la journée, mais les différentes sources n'apportent pas plus de précisions.

Au-delà du chiffre exact, il ne fait aucun doute que la participation fut élevée et hétérogène, tant du point de vue sociologique que de celui du degré d'implication. Voici ce qu'en a dit la presse :

C'est presque toute une ville qui s'est jointe à cet acte de justice populaire. Les gens qui ne transportaient pas sur leurs épaules d'objet ayant appartenu aux personnalités politiques ou aux fonctionnaires, ou ne mettaient pas le feu aux rideaux somptueux, fêtaient l'action des manifestants, les soutenaient, les protégeaient et prenaient même leur défense à l'arrivée des policiers – trop tardive, et presque pour la forme – qui tentaient alors de reprendre aux femmes et aux enfants les vêtements et ustensiles qu'ils emportaient. Et la réaction fut la même pour toutes les maisons pillées¹¹.

Ce fut la première mobilisation qui, dans l'Argentine des années 1990, contestait en bloc les représentants politiques – pour corruption – et présentait un degré impressionnant de violence et de spontanéité dans l'action directe¹².

Les cibles des actes de violence lors du *Santiagoñazo* ne laissent aucun doute quant à la dimension politique de l'action populaire. Il n'y eut presque aucune attaque de commerce ou d'autre cible non politique. Toutes les cibles de cette violence ont été frappées selon la même méthode, qu'il s'agisse de bâtiments publics ou privés. Il y avait, en effet, comme une sorte de protocole : on allumait un bûcher devant chaque bâtiment et les pillers l'alimentaient avec des chaises, des fauteuils, etc., tandis que l'on procédait à un pillage méthodique. L'absence de répression policière ne fut prétexte à aucune vengeance privée.

La foule n'a fait aucune distinction entre partis politiques et entre fonctionnaires ou ex-fonctionnaires, gommant ainsi les différences dans le champ politique¹³. Le collectif mobilisé a regagné momentanément

11. Supplément d'*El Liberal* sur le *Santiagoñazo*, p. 18.

12. Les *estallidos sociales* dans les provinces sont l'une des formes de mobilisation caractéristiques de l'Argentine des années 1990. Elles ont pris une dimension nationale en décembre 2001.

13. Pour une analyse du sens théâtral de la protestation, voir Marina Farinetti et Gabriel Vommaro « Tout ce qui est solide se dissout dans l'air : participation politique et *estallidos sociales* dans l'Argentine récente », dans Pauline Beunardeau, Denis Merklen et Étienne Tassin (dir.), *La diagonale des conflits. Expériences de la démocratie en Argentine et en France*, Paris, IHEAL, 2016 [à paraître].

une grande diversité de personnes et la division des tâches fut définie au cœur de l'action. Ceux qui enfonçaient les portes étaient généralement des jeunes des classes populaires, audacieux anonymes. C'est eux qui ouvraient la voie à tous les autres.

CLIMAT DE COLÈRE ET DE FÊTE

L'atmosphère de la révolte était principalement une atmosphère de colère mais il y eut aussi une dimension festive. En témoignent le film *Santiago en llamas*, le récit des protagonistes et les chroniques journalistiques. À titre d'exemple, citons ce titre d'*El Liberal* du lendemain : « Les gens fêtent les vols dans les maisons des politiciens », ainsi qu'un paragraphe du même article :

L'euphorie et l'approbation étaient manifestes à l'écoute des applaudissements, des cris et des sifflets des personnes qui s'approchèrent des domiciles de César Iturre et Carlos Juárez, alors que les pillards vidaient les logements de toutes sortes d'objets. Cette attitude témoignait d'un évident sentiment général de satisfaction à voir un peu de justice exercée directement. Dans les voitures, sur les vélos et, plus particulièrement, les motos et cyclomoteurs, habitants de Santiago les plus humbles ou professionnels bien établis s'arrêtaient pour observer ces scènes comme s'il s'agissait d'un spectacle attendu¹⁴.

Le chroniqueur Rafael Fano, quant à lui, écrivit dans ce même journal :

Les manifestants se sont immédiatement dirigés vers les domiciles des personnalités politiques les plus contestées, brûlant leur maison et pillant leurs biens. [Énumération des domiciles], dans cet ordre, furent les principales cibles de l'ire des plus véhéments, et un moment de fête pour les milliers de personnes qui suivaient la scène. C'est triste à dire mais toute une communauté s'est réjouie de voir partir en fumée les maisons des principaux responsables de la décadence de Santiago¹⁵.

Ailleurs, on reconnaissait que :

Cela peut paraître surprenant si l'on prend en compte la situation difficile que traversait la ville mais les personnes qui observaient la scène célébraient l'action des manifestants et applaudissaient au passage de ceux qui emportaient leur « butin », dans un état proche de la félicité¹⁶.

14. *El Liberal*, 17 décembre 1993, p. 10.

15. *Ibid.*, p. 6.

16. *Ibid.*, p. 3.

Lors du pillage de la maison du caudillo suprême, certains enfilèrent des vêtements de sa femme sous les applaudissements et les rires de la foule.

Beaucoup sont repartis avec une partie de la garde-robe du couple Juárez, et quelques-uns avaient, pour se moquer, revêtu des robes de luxe ou d'élégants costumes sous les applaudissements et l'approbation générale de centaines de spectateurs¹⁷.

De la même manière, les manifestants exhibèrent en riant les sous-vêtements de leurs représentants. Une attitude révélatrice du fait que les habitants n'avaient plus peur, qu'ils vivaient pleinement une expérience de libération temporaire du pouvoir. La question clé est donc de savoir à quel moment la peur se dissipe. Certes, la police avait disparu de la scène et il n'y avait, dans l'absolu, aucun frein immédiat à ces actions. Au final, peu de personnes se sont mises au travers de la route des manifestants. De sorte que ce sentiment soudain de pouvoir collectif doit avoir généré des initiatives audacieuses. Mais l'absence de frein immédiat ne suffit pas à comprendre comment un voisin peut se permettre de piller la maison du potentat du quartier alors qu'il sait qu'il va se retrouver face à lui à un moment ou à un autre après l'événement.

ABSENCE DE RÉPRESSION ET D'AFFRONTLEMENTS

Malgré la dimension violente de la révolte, les confrontations directes furent limitées. Il y eut certes, au tout début, devant le siège du gouvernement, des affrontements avec la police qui réprimait les manifestants à coups de gaz lacrymogène, de balles en caoutchouc et, ponctuellement, de balles réelles, puisque deux manifestants furent blessés par des balles de plomb. Mais, à la surprise générale, le cordon policier qui protégeait le siège du gouvernement se retira de la scène, libérant la voie. Le film *Santiago en llamas* montre bien ce moment où la police se retire de l'esplanade. Elle procède de manière ordonnée, comme si elle exécutait une décision claire, sans équivoque. Quant à savoir ce qui a motivé ce retrait, il n'y a pas de réponse unique, mais plusieurs hypothèses que l'on peut synthétiser en deux groupes :

- Décision autonome du corps de police motivé par : a) les arriérés de salaire qui concernaient aussi les agents et généraient un état de mécontentement et de conflit au sein même de l'institution policière,

17. *Ibid.*, p. 3.

de sorte qu'au moment critique du basculement dans la répression, ils se rangèrent du côté des mécontents; b) le coût de la poursuite de la répression qui rendait toute alternative imprudente, ce qui fait du retrait un choix rationnel d'un point de vue technico-professionnel; c) le manque d'équipement nécessaire pour une action répressive de l'amplitude requise par la situation.

- Exécution par la police d'une décision politique d'un degré institutionnel plus ou moins élevé, pouvant trouver son origine dans: a) les hautes sphères du gouvernement national, cherchant à attiser le désordre pour mieux préparer une intervention fédérale et affaiblir les positions du radicalisme provincial; b) les chargés potentiels de l'intervention, soucieux de faciliter la mesure de l'intervention; c) les caciques du péronisme provincial, que l'intervention intéresse pour affaiblir la candidature de Zavalía électoralement, dans le cas où le vice-gouverneur, chef du gouvernement après la démission de Mujica, venait à organiser une élection.

Nous ne disposons d'aucune preuve tendant à appuyer l'une ou l'autre de ces hypothèses et nous n'avons mené aucune enquête sur la police de Santiago del Estero en tant qu'acteur à part, avec ses liens institutionnels et politiques, qui nous permettrait d'opter avec certitude pour l'une ou l'autre des options présentées ci-dessus. En revanche, notre analyse nous permet de mettre en lumière des éléments de la situation ayant joué en faveur de l'abandon des lieux par la police. Il y avait d'abord la crise générale de l'autorité politique provinciale, qui trouve son origine tant dans l'impuissance de l'État provincial que dans la perte de légitimité flagrante du gouvernement et de la classe dirigeante provinciale. Cette crise affectait l'intégrité de l'État dans sa capacité à gérer la structure bureaucratique tandis que celui-ci était, dans le même temps, démembré politiquement par l'instabilité des derniers gouvernements couplée au processus de fragmentation du pouvoir politique. Avec un tel état des lieux, il serait hasardeux de présupposer que le départ de la police puisse avoir été le produit d'une chaîne de décision hiérarchique, institutionnalisée et chapeauté par l'autorité politique étatique, donc étrangère à la dimension corporatiste de la police. En fait, l'autorité étatique n'était plus que le fantôme d'elle-même non seulement du point de vue de ses capacités pratiques et de son intégrité institutionnelle, mais aussi de celui de la légitimité des gouvernants. Si la police avait tenté de contenir les manifestants quoiqu'il arrive, avec l'important coût répressif que

cela aurait entraîné, qui en aurait assumé la responsabilité? La police pouvait-elle soutenir par la force une autorité dont le pouvoir de commandement et la légitimité étaient complètement sapés?

En second lieu, le niveau de généralisation des conséquences du défaut de paiement des salaires des fonctionnaires provinciaux a certainement créé un sentiment d'empathie de la police envers les manifestants. Il est fort probable qu'une partie des policiers était liée, dans le civil, à des manifestants. L'une des personnes interrogées nous a raconté qu'un policier ayant reconnu, dans les mobilisations des jours précédents, sa propre mère dans un groupe de manifestants réprimés, confia son arme à l'un de ses collègues pour courir la protéger. De même, dans le film *Santiago en llamas*, on peut voir les manifestants applaudir et embrasser les policiers, certains avec le sourire aux lèvres, alors qu'ils se retiraient de l'esplanade du siège du gouvernement.

Eu égard à ces deux facteurs, à savoir la crise de l'État provincial et la portée du conflit salarial, il est parfaitement crédible d'imaginer que la police a agi sur des critères propres de préservation corporatiste. La thèse de la conspiration, par contre, est plus difficile à défendre: qui aurait pu ordonner à la police de laisser les manifestants pénétrer dans le siège du gouvernement? Qui aurait pris un pari aussi risqué dans un contexte aussi incertain que celui de l'expression de l'indignation populaire?

Les manifestants, après l'assaut, la prise et l'incendie du siège du gouvernement sans résistance policière aucune, ont entamé la tournée qui allait durer presque toute la journée. En général, tant le Palais de justice et le parlement que les domiciles particuliers furent attaqués sans résistance de la police, pas plus d'ailleurs que de la part des habitants ou de leurs amis et soutiens. Il y eut, certes, des exceptions, certains cas où la police a empêché l'intrusion (chez Fernando Lobo et Eduardo Abalovich, par exemple) ou procédé à des arrestations, sans que ces cas ne soient la règle. L'un des titres en une d'*El Liberal* du 17 décembre était: «Ville sans défense. Action quasi nulle de la police».

À l'exception de José Zavalía et de quelques personnalités politiques décidées à défendre eux-mêmes leurs biens, les manifestants n'ont pas eu d'obstacle à franchir pour pénétrer dans les logements, les piller et les incendier. En cas de résistance, soit les manifestants se détournèrent vers un autre objectif, soit leur supériorité poussait les habitants à abandonner leur maison après avoir tenté de s'interposer. La plupart

du temps, les responsables politiques étaient absents. Roberto Díaz et son épouse avaient fui peu avant les faits dans une voiture ne contenant qu'une valise. Miguel Angel Granda tenta de défendre sa propriété, mais dut se résigner. De même :

[Antonio López Casanegra] a d'abord tenté de défendre sa propriété, pour finir par battre en retraite lorsqu'il a constaté que son attitude était contre-productive, raison pour laquelle il a immédiatement quitté les lieux, protégé par des policiers¹⁸.

Ainsi, à l'exception des quelques cas signalés, il n'y eut aucun affrontement entre les manifestants et d'autres groupes. Nombreuses sont les personnes interrogées qui résument leur vécu avec l'expression « *no man's land* ». De même, aucun groupe socialement important ne s'est aventuré à condamner fermement les faits, ce qui est intimement lié à l'absence de toute velléité ultérieure d'identification des responsables, l'objet de notre prochain point. En outre, l'absence d'affrontements se manifeste dans le faible nombre de blessés répertoriés. Le juge Lugones, chargé de l'affaire, a déclaré que jusqu'au vendredi 17 décembre, on avait admis dans les hôpitaux sept blessés, un policier (blessé par balle en caoutchouc) et un pompier (diagnostic d'intoxication aux gaz, blessures superficielles ou traumatismes), aucun n'étant dans un état critique¹⁹. Il y eut aussi au moins un blessé par balles réelles, comme en témoignent les images captées dans le film déjà mentionné.

DES ACTES SANS AUTEURS DIFFÉRENCIÉS

Les bâtiments publics les plus importants et les domiciles des personnalités politiques les plus haut placées ont été détruits sans que ces actes n'aient été imputés à des personnes identifiables. En premier lieu, il n'y eut aucune procédure judiciaire visant à désigner les responsables d'actions clairement classées parmi les délits. La police procéda à des arrestations les 16 et 17 décembre, mais les personnes arrêtées furent libérées presque immédiatement. 88 personnes détenues depuis le jeudi 16 furent libérées le 17, d'après la liste que publie *El Liberal* du lendemain. Le juge Lugones avait annoncé en conférence de presse le 17 décembre :

18. *El Liberal*, 17 décembre 1993, p. 2.

19. *El Liberal*, 18 décembre 1993, p. 15.

En réalité, cette forme d'action populaire fugace s'apparente à l'*estallido* social en ce que les deux sont un obstacle à la recherche d'un acteur social conventionnel. Les études mettent généralement en lumière les caractéristiques de dispersion, d'hétérogénéité, de désarticulation, etc. Les recherches peuvent être divisées en deux catégories selon qu'elles abordent des phénomènes susceptibles d'être appréhendés comme des mouvements sociaux ou qu'elles s'intéressent à des phénomènes ne pouvant être définis comme des mouvements sociaux. Le *Santiagoueño* n'était pas un mouvement social et ne semble avoir laissé aucune trace en ce sens. Au fond, le problème théorique sous-jacent est le même, et c'est le hiatus potentiel entre d'un côté l'action, et de l'autre, l'événement dont le sens fait ensuite l'objet d'une interprétation en fonction de l'histoire. Autrement dit la question est celle de la signification attribuée à un événement historique. Tocqueville s'intéresse à la continuité entre l'Ancien Régime et la Révolution française, au processus. D'autres historiens s'intéressent à la discontinuité politique et culturelle provoquée par la prise de la Bastille. La contamination du passé par l'avenir, lorsqu'on aborde la signification historique d'un événement, est inévitable.

Le raisonnement récurrent dans les entretiens, pour la plupart réalisés en 1999, soit sept ans après l'*estallido*, sur le terrain de la mémoire et de l'oubli, est le suivant : on ne peut pas dire que le «peuple» ait voulu attaquer la classe politique puisque, ensuite, le «peuple» a voté pour les «incendiés». L'ordre politique a été restauré, ce qui entre en contradiction avec l'idée d'une rébellion.

Les controverses sur des questions élémentaires relatives aux faits existent, et si nous ne les abordions pas, il nous serait tout simplement impossible de nous référer aux événements du 16 décembre 1993 à Santiago del Estero. Que s'est-il passé, qui étaient les protagonistes et pourquoi est-ce arrivé ? Ces questions font apparaître un différend discursif parmi les acteurs impliqués dans l'affaire. Comme le dit Hannah Arendt :

Les histoires, résultats de l'action et de la parole, révèlent un agent, mais cet agent n'est pas auteur ni producteur. Quelqu'un a commencé l'histoire et en est le sujet au double sens du mot : l'acteur et le patient ; mais personne n'en est l'auteur²³.

23. Hannah Arendt, *The Human Condition*, Chicago, University of Chicago Press, [1958] 1998, p. 184 ; Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Pocket, [1961] 1988.

On peut donc dire, avec Arendt, que personne n'est propriétaire du sens ou de la signification de son action une fois que celle-ci entre dans l'histoire.

RÉCITS DU SANTIAGUEÑAZO

La construction d'une narration inverse l'effet de contingence – au sens où ce qui est raconté aurait pu se produire différemment ou ne pas se produire du tout –, générant un effet de nécessité dans l'enchaînement des événements qui composent la trame. L'inattendu et le surprenant deviennent partie intégrante de l'histoire racontée lorsqu'ils sont compris *a posteriori*, une fois transfigurés par la nécessité narrative²⁴. Ainsi, tous les récits recueillis s'emploient à établir une cohérence interne et une vraisemblance dans la vision contée de ce qui s'est passé le 16 décembre. En décrivant les événements, ils s'efforcent explicitement ou implicitement d'en proposer une explication. Il existe donc sur le *Santiagoñazo* diverses « théories » qui rendent compte des facteurs ayant conduit à l'*estallido*, lesquelles incluent parfois d'authentiques éléments de théories sociologiques.

Nous classons les récits du *Santiagoñazo* par « théories » que j'ai intitulées de la manière suivante : 1) une main invisible ; 2) l'empire de la nécessité ; 3) la colère et la purification ; 4) la rébellion populaire.

De manière générale, aucun des récits recueillis n'est réductible à une théorie unique, et il serait mal avisé de forcer la cohérence de leur contenu pour en écarter toute ambivalence et lacune. Cependant, la classification, considérant l'unité de chaque récit (pas nécessairement sur la base de sa cohérence logique), reflète bien la diversité des points de vue présentés en respectant tout spécialement le langage utilisé. Des citations de fragments d'entretiens, d'articles de presse ou de publications universitaires sont mises en avant pour illustrer les points de vue sur le *Santiagoñazo*. Ces citations ne doivent en aucun cas être vues comme des représentations complètes de la vision qu'elles illustrent, et leur pertinence ne doit pas être liée à la représentativité de l'énonciateur. Cette classification est le produit de l'enquête dans son ensemble et, à travers elle, nous tentons de présenter les principales interprétations du *Santiagoñazo* qui circulent dans la société santiaguena.

24. Voir Paul Ricœur, *Soi-même comme un autre*, Paris, Le Seuil, 1990, p. 170.

UNE MAIN INVISIBLE

L'idée est ici que les comportements violents furent le fait de marginaux et d'habitants des « bas quartiers », qui portaient en eux aussi bien l'audace primitive de ceux qui n'ont rien à perdre dans la société que la passivité de ceux qui ne sont pas maîtres de leurs actes et sont manipulables comme des moutons. Ils ont été poussés à la violence par d'autres et pour d'autres motivations que les leurs, ces dernières ne dépassant pas la satisfaction de besoins et désirs primaires. Les instigateurs ont tiré parti ou profité de l'état de nécessité des pauvres et marginaux de la société et de leurs justes revendications.

Les partisans de cette théorie n'identifient pas concrètement les participants à la révolte. Ils avancent l'hypothèse d'agitateurs « apparus d'on ne sait où » et s'appuient sur une conception discréditant les couches sociales « inférieures ». Ce stéréotype est tout aussi enraciné dans les études historiques que dans les us populaires²⁵. On note l'apparition au 19^e siècle d'un langage apparenté à la sociologie sur la multitude : « tourbe », « horde », « sous-prolétariat », « pillage » et l'idée d'une action dont les fondements primitifs. Aussi, la tourbe est présentée comme un instrument passif d'agents extérieurs, « étrangers » (d'autres provinces) mercenaires de causes politiques opaques, comme si elle était mue par une volonté de pillage, de vol, ou par la seule nécessité de satisfaire des instincts élémentaires. La foule est présentée comme un ensemble abstrait et amorphe.

La position de l'historien mentionné plus haut illustre cette théorie de la main invisible. Intéressons-nous aux répertoires discursifs que son discours réactualise.

C'était des groupes de fonctionnaires des échelons les plus bas, des types de la voirie, des services techniques de la ville, balayeurs ou agents de nettoyage. Ils apparaissaient à la télévision, comme en témoignent les films – on les vendait comme souvenirs – qui montraient tous ces sous-prolétaires venus des banlieues, qui étaient balayeurs ou agents de nettoyage. On donnait à ces types l'occasion de faire la fête, de s'en prendre aux maisons et d'y récupérer tout ce qu'ils pouvaient. Ensuite arrivait un petit groupe transportant dans

25. George Rudé décrit et analyse ce stéréotype – le concept de foule comme tourbe, avec sa connotation péjorative – tellement répandu dans les études historiques sur les révoltes populaires dans *The Crowd in History: A Study of Popular Disturbances in France And England, 1730-1848*, Northampton, Interlink, [1964] 2005, p. 7-10.

une camionnette des bidons d'essence, dont ils arrosaient les maisons avant d'y mettre le feu. Il n'y avait pas de police, personne, car le gouvernement avait abdicqué sa responsabilité de veiller à l'ordre public. Et tout cela, on a ensuite essayé de le magnifier, d'en faire une épopée. On a parlé des exploits populaires, presque comme s'il s'agissait de la Révolution française, de la prise de la Bastille. À peine plus d'un an plus tard, les premières élections arrivent et c'est le premier dont on a incendié la maison, le D^e Juárez, qu'on a élu gouverneur. D'autres aussi, ou, disons-le d'emblée, tous ceux dont on a brûlé la maison sauf Zavalia qui s'est défendu et Iturre qui fut l'unique victime, ont été élus dès les premières élections organisées. Applaudis et élus par les majorités populaires. Alors, qu'on ne vienne pas me dire que tout cela dépassait l'anecdotique. Pour moi, c'était de la rapine, des bandes ne pensant qu'à prendre d'assaut les maisons avant de les brûler, et un groupe peut-être d'activistes, sortis de je ne sais où²⁶.

D'autres témoignages gomment les visages dans la multitude et soutiennent que les protagonistes n'étaient pas de Santiago.

J'ai remarqué les cagoulés qui arrivaient de je ne sais où. Beaucoup se posaient des questions. Même les employés qui partaient réclamer leur dû se demandaient quel était ce groupe. Personne ne savait. Même moi je suis sorti pour voir, par curiosité, et on criait qu'ils n'étaient pas de Santiago. Je les ai aussi vus à Buenos Aires, dans les troubles qui se sont produits dans le Sud, dans tous les troubles, le visage à moitié dissimulé, capuche relevée. Apparemment c'est un groupe mobile. C'est ma seule interrogation : sont-ils venus ? Parce que le Santiaguéño est quelqu'un de pacifique, mais comme tout être humain aux abois, il peut en arriver à ces extrêmes²⁷.

Ces événements ont été encouragés par quelqu'un, induits par quelqu'un qui, avec un groupe d'activistes, a joué avec les besoins du sous-prolétariat vivant extra-muros, venu pour voir ce qu'il pouvait voler. Mais ce n'était pas une rébellion authentique. C'était une mobilisation juste, mais qui n'a mis le feu nulle part. Je suis de ceux qui sont convaincus qu'elle a été encouragée, que quelqu'un était à la manœuvre en arrière-plan, dans les coulisses. Ce n'est pas l'œuvre du peuple, c'était un mauvais tour de petits jeunes qui se déplaçaient à vélo²⁸.

26. Entretien avec l'historien Luis Alen Lascano, Santiago del Estero, 1999, archives personnelles.

27. Entretien avec un chef d'entreprise de Santiago del Estero, Santiago del Estero, 1999, archives personnelles.

28. Entretien avec un avocat de Santiago del Estero, Santiago del Estero, 1999, archives personnelles.

Notez dans ces citations le recours systématique à deux arguments confirmant la manipulation. D'un côté, le caractère pacifique des Santiagueños, contradictoire avec la violence déployée le 16 décembre. De l'autre, le triomphe électoral ultérieur de Carlos Juárez qui, avec son épouse comme vice-gouverneure, gagne en 1995 les premières élections des autorités provinciales organisées après l'intervention fédérale déclenchée par le *Santiagoñazo*. On relèvera aussi l'évocation de la prise de la Bastille comme modèle révélateur du contraste absolu avec la «non-existence» de cet événement.

J'avoue avoir essayé en vain d'associer les théories à des couches sociales et avoir eu la tentation d'associer celle-ci aux couches supérieures. Mais j'ai pu vérifier que la vision de la main invisible est fortement enracinée dans divers milieux sociaux, ce qui témoigne de sa position de prisme d'interprétation dominant, comme nous le verrons plus bas, après l'exposé des autres théories.

L'EMPIRE DE LA NÉCESSITÉ

Pour les tenants de cette «théorie», le *Santiagoñazo* s'explique entièrement par le poids des difficultés économiques découlant des arriérés de salaire de l'administration publique. Il s'agit d'une «vision spasmodique» de l'action populaire. Thompson range sous cette formule les approches économicistes :

Selon cette approche, rares sont les fois où l'on peut considérer le peuple comme agent historique avant la Révolution française. Avant cette période, la populace apparaît, de manière occasionnelle et spasmodique, dans la trame historique, dans des époques de troubles sociaux soudains. Ces irruptions sont compulsives, plus qu'autoconscientes ou autoactivées ; elles sont de simples réponses à des stimuli économiques. Il suffit de mentionner une mauvaise récolte ou un recul du commerce pour que toutes les exigences d'une explication historique soient satisfaites²⁹.

Parmi les divers exemples illustrant ce propos, citons les extraits d'entretiens suivants :

[Ceux qui se servaient dans les maisons,] c'était le peuple, le peuple, des habitants des quartiers, des mêmes quartiers, des personnes dans le besoin qui n'avaient plus de revenus depuis un certain temps³⁰.

29. *Op. cit.*, p. 185.

30. Entretien avec un jardinier d'environ 45 ans, Santiago del Estero, 1999, archives personnelles.

C'était des gens, des gens désespérés qui, après avoir mis le feu partout, entraînent pour voler tout ce qui leur tombait sous la main, c'était des gens désespérés. [...] Pour moi, ils n'en pouvaient plus de ne rien toucher. Pour prétendre que des gens de l'extérieur sont venus, au moins aurait-il fallu voir des têtes inconnues, dans le centre ou ailleurs, même si cinq ou six personnes ont peut-être débarqué ce jour-là, puis s'en sont allées comme elles étaient arrivées. Mais les gens qu'on voyait à la télévision étaient d'ici. On se disait tiens, lui, tiens, elle. On se disait que c'était des gens d'ici³¹.

On appréciera le dialogue implicite entre cette version des faits et la précédente. Nous y reviendrons après la présentation des différentes théories.

LA COLÈRE ET LA PURIFICATION

La manifestation, selon cette vision, obéit, comme dans le cas de la théorie de la nécessité, à un principe réactif. Selon la même logique, elle discrédite ou minimise l'objet de l'action. On considère, d'un point de vue juridique, qu'une personne agissant sous le coup d'une émotion violente n'est pas entièrement maîtresse de ses actes, qu'elle est hors d'elle, qu'elle n'a pas d'emprise sur ses propres agissements, que quelque chose la pousse à agir, comme une espèce de force extérieure. C'est là un facteur réducteur du point de vue de la mise en cause pénale et de l'attribution de la responsabilité des actes.

Cette vision place au centre du débat la question de la corruption. Bien évidemment, elle n'occulte pas la dette salariale, puisqu'elle l'associe, dans ses causes, à la corruption des gouvernants. Eu égard à la théorie antérieure, la focale glisse de la nécessité à l'indignation. Ainsi prétend-on que le 16 décembre 1993, le peuple pacifique de Santiago del Estero fut saisi par l'indignation face à la corruption généralisée et à l'indigence morale de la classe politique.

Pour le premier anniversaire du *Santiagoueñazo*, *El Liberal* publie un supplément, *El estallido social en Santiago*, avec de nombreux articles d'analyse. Il ressort de l'ensemble que cette vision des faits est celle qui prédomine, une vision selon laquelle les événements résulteraient d'un processus de ras-le-bol moral (expression employée à plusieurs reprises), lequel trouverait son origine lointaine dans l'histoire de la province.

31. Entretien avec une employée de commerce d'une quarantaine d'années, Santiago del Estero, 1999, archives personnelles.

Mais que l'on situe de manière récurrente cette origine dans les dix dernières années est assez révélateur³². Cette référence temporelle n'est rattachée à aucun fait précis, mais le calcul est inévitable et il coïncide avec l'avènement de la démocratie en 1983.

La question des agitateurs externes n'est pas très présente. Évidemment, certains ne manquent pas de l'évoquer, mais pas autant que les interminables mentions des cas de corruption dans l'exercice de la fonction publique. On relève même un article intitulé «Les informations des trente derniers jours expliquent l'*estallido*» dans lequel on énumère une série de cas de corruption, pour certains particulièrement irritants, comme ceux-ci : pénurie d'oxygène à l'Hôpital des enfants en raison de fraudes dans l'administration, détournement de fonds dédiés aux cantines scolaires et progression alarmante de la malnutrition infantile, disparition de véhicules officiels ou pénurie d'eau potable du fait du défaut de paiement des fournisseurs de chlore.

On ne met pas non plus excessivement l'accent sur la composante économique de la crise. Le fait que presque aucun des articles ne rejette la responsabilité sur le gouvernement national ni ne s'intéresse à la question de l'austérité qu'il a imposée à la province est aussi significatif.

Selon cette ligne, l'action de la foule avait un but, duquel se dégage son sens social : purifier les institutions et la politique. Le feu est désigné comme un élément central de l'*estallido* puisqu'il devient vecteur de purification. Voici quelques exemples :

Aucun dirigeant ne nous écoutait. Nous leur disions poliment, porte-voix et micros à la main, que ce n'était pas l'objectif, qu'en définitive, les institutions nous appartenaient. Et puis bon, ça a éclaté et duré 48 heures. Parce que si je ne sais pas d'où ils sortaient, ce que je sais, c'est qu'ils ont pris d'assaut la maison de nombreux dirigeants politiques et qu'ils utilisaient le feu comme une arme de purification³³.

L'incendie des trois sièges du pouvoir de l'État et des domiciles des principaux référents politiques a une odeur de purification. L'intervention arrive et l'espoir naît. Serait-ce le début de la fin³⁴?

32. Voir les p. 5, 7, 33 et 34 dudit supplément.

33. Entretien avec un dirigeant syndical de l'administration judiciaire, Santiago del Estero, 1999, archives personnelles.

34. Rafael José Fano, «Desde las "cuentas cierran" al colapso económico», supplément *El estallido social en Santiago, El Liberal*, 1994.

Quelqu'un, dans l'incroyable confusion de ce jour funeste pour la province, m'a murmuré à l'oreille une phrase tirée de la Bible : «Le feu purifie». Toutes les mauvaises intentions seront-elles vraiment parties en fumée³⁵?

RÉBELLION

Ce point de vue intègre – ou éclaire – d'autres facettes des événements avec un discours lié au registre populaire héroïque.

Plus mesuré qu'*El Liberal*, le *Nuevo Diario* (journal apparu dans les années 1990) consacre aussi un supplément spécial à l'anniversaire du *Santiagoñazo*. Il ressort de la lecture de l'ensemble un point de vue sur les événements qui intègre une valorisation positive liée à l'exaltation du sentiment libérateur et rupturiste de la rébellion du peuple contre une longue histoire d'oppression et de soumission. Dans un article intitulé «Quand Santiago a rompu avec le passé», on peut lire ceci :

Avec le pays comme témoin muet apeuré et le monde «civilisé» oscillant entre indifférence et préoccupation de voir comment tombaient, de manière sélective, les piliers de sa cosmovision politique, Santiago del Estero se réveillait comme un cri longuement contenu, pour dire son existence, avec le désir qu'on entende ses doléances.

La conscience collective des nôtres, qui ont fait preuve de patience et de stoïcisme au fil des siècles, avait atteint sa limite et se manifestait à la mesure des circonstances.

À l'irrationalité et l'orgueil du pouvoir, il a fallu répondre avec violence, un peu à l'image des vassaux médiévaux qui, écrasés par un paternalisme égoïste et par l'exploitation illimitée des seigneurs, finissaient par se soulever en rébellions populaires féroces.

Agro del Noa consacre son édition spéciale d'avril 1994 à l'anniversaire du *Santiagoñazo*. Les articles et témoignages recueillis contiennent des exemples illustrant cette théorie. Dès l'éditorial, on relève des références à l'«autre histoire» et au «soulèvement d'un peuple métissé et paisible, opprimé par cinq cents ans de déculturation et de soumission».

Le film *Santiago en llamas* illustre également cette vision. De même, dans les entretiens que j'ai réalisés avec des «gens ordinaires», surgissent des composantes de cette théorie. Une vendeuse de journaux, par exemple, évoque ce souvenir avec satisfaction :

35. Atilio Montenegro, «La destrucción moral del ser humano», supplément *El estallido social en Santiago*, *El Liberal*, 1994.

Pendant la grande révolution de cette journée, le peuple s'est mobilisé, en particulier les travailleurs, parce que ce sont vraiment eux qui ont agi [...]. Une attaque contre la démocratie, mais je pense que le peuple n'en pouvait plus de la situation économique qu'il vivait alors. Je ne vais pas vous dire qu'elle est bonne aujourd'hui, elle est mauvaise aussi, mais ça a été un fait historique, mais d'autres manifestations avaient lieu aussi dans d'autres provinces, mais sans aller aussi loin. [Dans la province de] La Rioja, seules les portes ont pâti, vous voyez, ici on a fait l'histoire parce que les Santiagueños ont osé aller plus loin, pour la première fois dans l'histoire, je crois³⁶.

Cette interprétation en termes de rébellion populaire fut la base du Mouvement 16 décembre, qui a rassemblé plus de 500 personnes, dont un grand nombre d'artistes locaux, pour la commémoration du premier anniversaire du *Santiagueñazo* face au siège du gouvernement incendié. Ce groupe invitait les électeurs à voter blanc pour l'élection des constituants du 10 avril 1994. Et les 12% de votes blancs effectivement enregistrés furent interprétés comme un modeste succès. Plus tard, lors des élections provinciales de 1995, le parti Mémoire et Participation obtint un député, Carlos Scrimini. Il n'a jamais pu siéger car l'Assemblée, composée d'une majorité de partisans de Juárez, l'en empêcha en l'accusant d'avoir participé à l'incendie des bâtiments publics lors de *l'estallido*³⁷.

Les « théories » qui viennent d'être exposées ne sont pas indépendantes les unes des autres, puisqu'elles se présupposent réciproquement dans une interaction discursive. Elles n'ont pas non plus le même poids. Dans la mémoire des événements prédominent nettement les éléments de la « théorie de la main invisible » pour interpréter le *Santiagueñazo*. Nous l'appelons le point de vue dominant, lequel a des implications non négligeables :

- L'identification comme auteur d'un autre extérieur, inconnu, indéfini.

36. Elle a une quarantaine d'années et tient un stand de journaux qui consiste en un vélo sur le panier duquel elle accroche quelques journaux. Elle considère que les gens ont oublié le 16 décembre, que c'est un moment de colère qu'on a oublié, preuve en est que les personnalités politiques contestées sont revenues au pouvoir. Elle juge que rien n'a changé depuis et déclare : « Je suis *Santiagueña* mais je vais te dire quelque chose : le *Santiagueño* se vend facilement, parce que ceux qui nous gouvernent achètent les gens facilement, avec des grillades, avec des vins, avec tout ça. Ils achètent le peuple, voilà ce qui se passe. »

37. C'est la seule vision qui a ouvert un espace à la possibilité de gestation d'un mouvement social, ce qui peut sans doute s'expliquer par le fait qu'elle était la seule, parmi celles présentées, à donner un sens véritablement politique aux événements. Le Mouvement 16 décembre est ensuite devenu le parti Mémoire et Participation.

- L'invalidation des secteurs populaires les plus défavorisés de la société comme protagonistes d'un acte de rébellion entier.
 - La désactivation du sens politique de la mobilisation populaire.
- Existe cependant de manière notable un autre point de vue, une vision subalterne et alternative, qui s'efforce de marquer ses différences avec la vision dominante. Ainsi, la vision subalterne développe des contrepoints liés aux trois implications de cette vision dominante :
- Les instigateurs de la protestation étaient des Santiagueños.
 - Le peuple de Santiago s'est rebellé contre les mauvais politiciens et l'irresponsabilité de l'État provincial.
 - Ce fut une exigence de changement politique, un défi du peuple envers le pouvoir politique.

IMAGES DE L'ÉTAT

La violence contre les sièges des pouvoirs de l'État provincial a beaucoup fait parler d'elle. On a souvent dit que les manifestants s'en sont pris aux symboles du pouvoir politique, interprétant cela comme une remise en cause totale de la politique. Il serait intéressant de rechercher, concernant le sens et les destinataires de cette violence, quelles étaient les images ou représentations de l'État des acteurs de la mobilisation. L'un des faits marquants du *Santiagoueñazo* est la continuité entre les objectifs publics et privés de l'attaque (bâtiments officiels et résidences particulières de personnalités politiques), ce qui, si l'on suit notre raisonnement, aurait révélé l'érosion tacite de la frontière entre vie publique et vie privée dans les liens clientélistes qui prédominaient entre les citoyens et les fonctionnaires ou politiques. Il n'y a pas eu de différence dans le traitement réservé aux sièges publics et aux résidences privées : pillage, incendie, et au suivant. Pourtant, dans les entretiens, certains regrettent la destruction du siège de gouvernement car c'était un monument historique propriété de tous, qui faisait partie du paysage de la ville et dont ils ont tous dû payer la reconstruction. En marge de la contestation de l'État provincial du fait de son fonctionnement institutionnel, le *Santiagoueñazo* peut aussi être interprété en tant que règlement de comptes.

Dans un règlement de comptes, les parties connaissent la nature des comptes à rééquilibrer, l'attaquant et le destinataire doivent s'auto-identifier à partir du fait mis en rapport avec le compte. Dans une enquête policière, lorsqu'on suspecte que le motif d'un acte délictueux est la

vengeance ou le règlement de comptes, la confirmation ne peut faire l'impasse sur l'interprétation de la victime. Ce n'est que de la victime que peuvent surgir les indices sur les motivations à l'origine de l'action. En outre, «régler des comptes» consiste, littéralement, à équilibrer, assainir, redresser un déséquilibre. Le silence et le retrait des agressés, en l'absence de coupables clairement identifiés par la justice ou par la société, et l'absence d'actes de vengeance notables semblent conforter cette ligne d'interprétation.

À ce propos, le travail de Carlo Ginzburg sur la coutume ancienne consistant à dépouiller le cadavre et piller les biens des évêques, cardinaux et papes défunts, de même que sur celle consistant à piller les palais des papes élus et la cellule du couvent qu'ils avaient occupée pendant le conclave, nous semble assez suggestif³⁸. Pourquoi cette coïncidence entre le pillage des biens des papes à l'occasion de leur élection et à celle de leur mort? En gagnant Rome au 15^e siècle, la pratique du pillage a ouvert des perspectives de butins différents et incomparablement plus riches. L'auteur s'interroge sur la légitimité de cette pratique. Il trouve des indices sur une notion de «droit de dépouille», un «obscur et persistant droit coutumier au pillage³⁹». Par ailleurs, les pillages se déroulaient d'une manière laissant entrevoir une composante symbolique, qu'il est impossible de réduire à la pure et simple volonté d'appropriation matérielle des choses. Quant à la justification que donnaient les auteurs des pillages sur leur dimension symbolique, elle pourrait être traduite en ces termes :

L'appropriation violente des biens du nouveau Pape rétablissait une image de la société harmonieusement hiérarchique, dans laquelle l'équilibre des richesses devait se maintenir dans des limites données⁴⁰.

Ainsi, les pillages étaient une forme de compensation plus ou moins symbolique contre celui qui avait atteint le sommet du pouvoir et accumulé des richesses. Pourquoi des pillages rituels? Dans ce cas, «rite» ne désigne pas une partition préétablie qu'il conviendrait de suivre

38. «Saccheggi rituali. Premesse a una ricerca in corso», *Quaderni storici*, n° 65, 1987, p. 615-636. Traduction française : «Pillages rituels au Moyen Âge et au début des Temps modernes», dans *Normes et déviances : Textes des conférences et des entretiens organisés par les 31^e Rencontres internationales de Genève (1987)*, Neuchâtel, la Baconnière, 1988, p. 312-325.

39. «Saqueros rituales. Premisas para una investigación en curso», dans *Tentativas*, chap. 9, Rosario, Prohistoria Ediciones, 2004, p. 198.

40. *Ibid.*, p. 200.

méticuleusement, mais un schéma ouvert que Ginzburg lui-même renvoie à l'«économie morale» de Thompson: le complexe de valeurs qui légitimaient, aux yeux des acteurs, les mutineries liées au prix du pain⁴¹. Dans les documents que Ginzburg analyse sur le pillage, son attention est attirée par l'ordre dans lequel il a lieu (après une grande confusion initiale). Il y avait même parfois des critères de partage du butin entre les secteurs sociaux ayant participé au pillage. De manière similaire, dans le cas du *Santiagoueñazo*, le pillage ne s'est pas fait dans la confusion, il y avait une division du travail et aucune bagarre pour le butin n'a été enregistrée. Il faut garder à l'esprit l'ampleur du pillage: la foule a emporté jusqu'à la robinetterie et la tuyauterie des maisons. On voit bien, dans le film *Santiago en llamas*, le calme dans lequel s'est organisé le pillage. Les biens de chaque propriété ont été sortis avec un certain calme et chacun emportait ce qu'il pouvait, comme il pouvait. Une organisation spontanée s'est calmement mise en place: transporteurs et camionnettes ont trouvé là une source de travail soudaine et inattendue. Il y eut aussi un ordre d'identification des «victimes» dans l'itinéraire emprunté ce jour de colère. Ce ne fut pas une vague de pillages en divers endroits, mais un parcours avec des étapes.

Le fait de considérer les pillages comme des rites de passage est un autre aspect intéressant du travail de Ginzburg. Car qu'avaient en commun, aux yeux des pilleurs, les circonstances de la mort de l'évêque ou du pape et celles de l'élection de ce dernier? Le passage vers une nouvelle condition. Eu égard à l'effondrement gouvernemental et à la situation de vacance du pouvoir, cette considération pourrait s'appliquer à notre *estallido*. L'*estallido* social coïncide avec l'image d'un état d'anarchie et de chute de l'autorité. Lors du *Santiagoueñazo*, à la différence des pillages rituels qu'étudie Ginzburg, persistait une incertitude totale sur le lendemain de l'*estallido* social. Ce fut le point limite du contrat entre gouvernants et gouvernés.

Les révoltes carnavalesques étudiées par Roberto da Matta dans *Carnavals, bandits et héros: Ambiguïtés de la société brésilienne*⁴² se rapprochent des pillages rituels de Ginzburg:

41. *Ibid.*

42. *Carnavals, malandros e heróis: Para uma sociologia do dilema brasileiro*, 6^e éd., Rio de Janeiro, Rocco, [1978] 1997. Traduction française: *Carnavals, bandits et héros: Ambiguïtés de la société brésilienne*, Paris, Le Seuil, 1983.

La forme carnavalesque dans la révolte populaire – et nous sommes là face à la révolte au sens classique de réaction circonstancielle et indignée, de réaction morale de personnes trompées et vilipendées dans leurs droits les plus basiques – permet de détruire et réagir avec violence sans assumer pleinement les conséquences et implications politiques de ces actions.

Les formes d'un rite peuvent apparaître dans l'action spontanée comme une réaction morale, juste et indignée des « faibles » contre l'humiliation infligée par les « forts⁴³ ». Il faut ainsi signaler la dimension rebelle de la mobilisation qui disparaît de plus en plus dans la société santiagueña, du fait du traitement politique que l'événement a subi depuis 1994. Il ne faut pas oublier que la vision dominante sur le *Santiagoñazo* est celle de la main invisible. En guise de synthèse, on peut dire que les différents sens analysés permettent d'entrevoir l'un des secrets du fonctionnement d'une forme de domination : le « contrat » de réciprocité entre la classe politique et les dominés.

43. *Ibid.*, p. 57-63.

